TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE N° 11 631 — MARDI 22 JUIN 1982

Une délégation du P.C.F. va se rendre à Prague

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Iran, 125 ris ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 l. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 38 d.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris n° 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Les Israéliens ont massé cinq cents chars aux portes de Beyrouth

Malgré le nouveau cessez-le-feu de durée indéterminée décidée, dimanche, par Israël, les tirs d'artillerie ont repris ce lundi 21 juin sur les camps palestiniens et plusieurs quartiers résidentiels et commerciaux du centre de Beyrouth-Ouest. Les Israéliens ont massé cinq cents chars aux portes de la capitale. Pour la première fois, un obus est tombé sur un immeuble situé rue Hamra, en plein centre de la capitale, faisant une dizaine de blessés.

Dimanche, le comité de salut national s'était réuni au palais présidentiel de Baabda sans aboutir à des résultats. M. Joumblatt, le chef de la gauche, avaient fait des propositions, qui ont été rejetées par M. Béchir Gemayel, le chef des milices phalangistes.

● A WASHINGTON, *à la veille de la rencontre Begin-Reagan, M. Weinberger, secrétaire à la défense, a sévèrement critiqué l'invasion du Liban et a indiqué que le chef de la Maison Blanche exprimerait prochainement sa position à l'égard de celle-ci.*

● A BAGDAD, *le président Saddam Hussein a annoncé, dimanche, qu'il mettait unilatéralement un terme au conflit avec l'Iran* « pour résister à l'envahisseur israélien » *et que les troupes irakiennes avaient commencé de se retirer de la République islamique.*

Une guerre en moins ?

Une guerre en chasse une autre ; celle du Liban paraît devoir estomper le conflit qui oppose l'Irak à l'Iran. C'est du moins ce qu'espère le président Saddam Hussein en décidant de retirer, dans les quinze prochains jours, les troupes de Bagdad qui avaient envahi la République islamique il y a vingt et un mois sous le prétexte que Téhéran n'avait pas respecté le traité délimitant les frontières entre les deux pays.

La raison invoquée par le chef de l'Etat irakien pour mettre fin au conflit est précisément l'invasion du Liban par Israël. « Les circonstances critiques que traverse actuellement la nation arabe, à la suite de l'invasion sioniste, et la tentative de liquider la résistance palestinienne, a-t-il déclaré, nous obligent à être vigilants et prêts à toutes les éventualités. »

Sa décision avait été en réalité prise deux semaines avant l'entrée de Tsahal au Liban, à la suite de la défaite subie par ses troupes à Khorramchahr, qu'elles avaient dû céder le 24 mai à l'armée islamique. Les forces irakiennes ne tenaient plus, depuis lors, que de minuscules lambeaux du territoire iranien et paraissaient vouées à une débâcle.

La sagesse exigeait que M. Hussein mette un terme, avant qu'il ne soit trop tard, à l'aventure dans laquelle il avait *engagé son pays*. D'autant plus qu'il est déterminé à ce que le « sommet » des *pays non alignés*, dont il présidera les travaux, se tienne comme prévu à Bagdad en *septembre prochain*.

Sans aller jusqu'à soutenir que les autorités irakiennes *ont délibérément fourni* au général Sharon le prétexte de s'en prendre à l'O.L.P. — *en télécommandant* l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres — force est de *constater* que l'invasion du Liban est tombée à point nommé. Le président Hussein se *donne le beau rôle* en proclamant qu'il retire ses troupes uniquement pour « affronter le *péril sioniste* ». Et, par la même occasion, il plonge l'imam Khomeiny dans le plus profond *embarras*.

L'absence de réaction officielle à l'initiative irakienne, que la radio-télévision *et* plusieurs journaux iraniens passent sous silence, paraît indiquer, en *effet*, que le « guide de la révolution » se trouve devant un dilemme. S'il *décidait* à son tour de mettre fin aux combats, il admettrait implicitement que *M. Saddam Hussein*, qu'il a souvent dénoncé comme l'allié de Reagan et de Begin, est *motivé* par l'intention louable de résister à Israël. S'il persistait, au contraire, à poursuivre les hostilités, forcément en territoire irakien, il prendrait le risque de dresser contre lui une bonne partie du monde arabo-musulman. Beaucoup seraient alors tentés de voir en lui un allié, « objectif » ou non, de M. Begin.

Or, l'Iran vient de déclencher une offensive politico-*diplomatique* contre le « silence mortel » de la quasi-totalité des régimes arabes ou *islamiques face* à « l'agression sioniste » et tente de mobiliser l'opinion dans la région contre des gouvernements qualifiés de « suppôts de l'impérialisme ». Plusieurs centaines de volontaires iraniens ont été dépêchés au *Liban*, sous le *couvert* du drapeau syrien, tandis que des milliers s'apprêtent à prendre l'avion pour Damas.

Impuissance ou hostilité implacable au régime syrien, l'Irak n'a pas suivi cet exemple. Reste que M. Saddam Hussein a quelque peu rehaussé son prestige auprès de l'opinion irakienne et arabe, que le drame libanais préoccupe par-dessus tout.

Que veut Jérusalem ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Au moment où le dernier cessez-le-feu « *unilatéral* » de quarante-huit heures arrivait à échéance, le conseil des ministres à Jérusalem a décidé le 20 juin de le prolonger sans fixer de limites, pour laisser le temps aux dirigeants libanais et à l'émissaire *américain*, M. Habib, de poursuivre leurs discussions qui, selon l'attente des Israéliens, devraient aboutir bientôt à une reddition de l'O.L.P., retranchée *à Beyrouth*.

Cependant, certains ministres continuent d'entretenir la confusion quant à leurs intentions, d'autant plus que la radio a annoncé, dimanche, que l'armée avait fait un nouveau pas en s'emparant de *l'aéroport* de Beyrouth, « *évacué* » par l'ennemi. Les contradictions demeurent. Le ministre de la défense, M. Sharon, a déclaré que l'opération au Liban ne serait pas complètement achevée aussi longtemps qu'existerait à Beyrouth une infrastructure de l'O.L.P. Il semblait ainsi laisser entendre qu'une action militaire n'était toujours pas à écarter.

Au même moment, le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, affirmait que la « *phase militaire* » du conflit était terminée, et qu'il s'agissait désormais de « *politique* » et de « *diplomatie* ». Aux Etats-Unis, M. Begin a paru confirmer l'interprétation *donnée* par M. Shamir. Au cours d'une interview télévisée, il a déclaré : « *Nous ne voulons pas nous emparer de M. Arafat. Nous ne voulons pas avoir affaire à lui.* »

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 5.)

M. Bergeron et M. Maire hostiles au blocage des salaires par voie législative

Le dollar à près de 6,90 F à Paris

A la veille du conseil des ministres qui doit décider, mardi 22 juin, si le gouvernement aura recours ou non à une loi pour bloquer les salaires jusqu'au 31 octobre 1982, la *C.F.D.T.* et *F.O.* haussent le ton.

« Une mesure législative qui bloquerait tous les salaires individuels, en suspendant la loi du *11 février 1950*, serait la pire des solutions et créerait une situation intenable dont le caractère dirigiste serait en contradiction avec la volonté de liberté qui anime le pouvoir politique », a *déclaré* M. Edmond Maire devant la presse, lundi matin 21 juin.

Dans une lettre adressée le même jour au président de la République, M. André Bergeron considère *aussi* qu'*une suspension* de la loi du 11 février 1950 serait « une erreur » risquant « d'engendrer un dépérissement de la pratique du contrat collectif ». *Il* estime que l'objectif du gouvernement « *peut être davantage* atteint par la persuasion ».

Cependant, sur les marchés des changes, le dollar a de nouveau fortement *progressé*, *son cours passant à Paris*, de 6,8050 F à près de 6,90 F. (Lire page 48.)

Le talon d'Achille

par MAURICE DUVERGER

Les congrès successifs de la C.F.D.T. et de la C.G.T. se sont *déroulés sous l'avertissement* de Jacques Delors : « *Si les syndicats veulent le retour de la droite, ils n'ont qu'à continuer leurs agissements actuels.* » Edmond Maire a perçu le signal d'alarme. Henri Krasucki *n'a pas pu l'ignorer*. Leurs réactions auront une influence déterminante sur l'avenir d'une gauche *maintenant engagée* dans une partie décisive.

Les organisations ouvrières sont le talon d'Achille de notre socialisme *au pouvoir*. Il reste bien plus désemparé devant elles que les social-démocraties d[u] Nord ou les communismes de l'Est. Ces derniers appliquent le modèle de Lénine, qui subordonne les syndicats au parti dont ils doivent être la courroie de transmission dans les entreprises. Seules, des dictatures peuvent s'en tenir à ce schéma en négligeant les pressions de la base. Les démocraties doivent compter avec elles.

En Scandinavie, en Autriche, en Allemagne de l'Ouest, le mouvement ouvrier *se caractérise par des relations* à peu près égalitaires entre un puissant parti socialiste et une puissante confédération de travailleurs, chacun n'ayant guère de concurrents dans son secteur, sinon très faibles. *Au pouvoir, le parti réussit généralement* à obtenir que les syndicats manifestent un grand réalisme, comme on le voit aujourd'hui en République fédérale.

(Lire la suite page 10.)

POINT

Les communistes et la paix

Après Bonn le 10 juin, New-York le 12 juin, Paris aura connu à son tour, dimanche 20 juin, une grande manifestation pour la paix. Violée au Liban et, auparavant, aux Malouines et dans le Golfe, la paix a bien besoin de défenseurs, mais s'agissait-il de cela entre la gare Montparnasse et la place de la Bastille ?

Cent personnalités, dont une trentaine de communistes, avaient été réunies par le P.C.F. sur la base d'un appel jugé « flou et ambigu » *par le P.S., qui s'était tenu à l'écart.* « Dans le monde actuel, lorsqu'on appelle au désarmement, il faut surtout s'adresser aux Deux Grands », *souligne M. Jacques Huntziger, responsable du secteur international du P.S., dans le* Matin de Paris.

L'« appel des cent » *ne s'adressait à personne, mais il était bien destiné à quelqu'un. Aux communistes, d'abord, invités à surmonter leurs états d'âme pour se retrouver ensemble, unis contre le monstre de la guerre.*

La marche de dimanche visait ensuite les socialistes, mis en présence d'un mouvement qui, certes, ne déborde pas sensiblement les frontières de l'aire d'influence communiste, mais qui fait impression ; les moyens d'information lui ont consacré une large place. Les socialistes vont devoir affronter un débat sur leur politique extérieure, dont l'inspiration est manifestement différente de celle qui anime les dirigeants communistes.

Enfin, les responsables soviétiques, qui s'étaient employés à mobiliser les P.C. européens après la décision de l'OTAN de renforcer son arsenal nucléaire, en décembre 1979, peuvent être satisfaits du résultat obtenu — tardivement — en France. « Grandiose », *affirmait lundi matin Radio-Moscou. Les communistes français ont fait leur devoir* « internationaliste ».

(Lire page 11.)

L'Espagne à mi-chemin de la C.E.E.

M. François Mitterrand se rend en visite officielle à Madrid du 22 au 24 juin, quatre ans après le voyage de M. Valéry Giscard d'Estaing (28 juin-1er juillet 1978). L'état des négociations sur l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. figurera en bonne place des entretiens du président, alors que s'ouvre, ce lundi 21 juin, à Luxembourg, une session ministérielle consacrée à ce dossier.

L'Espagne, sortie de l'ère agricole, a connu de 1960 jusqu'à ces dernières années une croissance *particulièrement* rapide, accompagnée de mutations profondes et de déséquilibres structurels ou régionaux. Frappée avec un certain retard par la *crise*, du fait d'une politique de fuite en avant, la « dixième puissance économique du monde » la subit de plein fouet, *le chômage frappe plus de deux millions* d'Espagnols.

Nous commençons la publication d'une série de *six articles consacrée* à l'économie espagnole.

I. — *A l'heure de la désillusion*

par PAUL FABRA

Les entrepreneurs espagnols feignent de s'étonner d'une seule chose : que les capitaux étrangers continuent à *s'investir* chez eux.

« *Serait-ce que les Américains, les Allemands, les Français sont plus optimistes que nous en ce qui concerne les possibilités de développement de l'Espagne et la capacité de son économie à sortir d'une crise qui, à considérer les chiffres, la frappe avec une sévérité toute particulière ?* »

Telle est la question que l'on entend poser à Madrid ou à Barcelone, avec cette secrète délectation qu'ont toujours éprouvée les Espagnols à souligner leurs insuffisances, mais aussi — sentiment plus nouveau hérité de la période de décollage et d'expansion accélérée qu'ils ont connue de la fin des années 50 à la moitié des années 70, avec l'idée qu'après tout les étrangers ont raison en continuant de faire confiance à leur pays.

On serait déconcerté à moins. Aucune économie n'aura connu en un laps de temps aussi court un renversement de situation aussi brutal, un tel changement de perspective.

En octobre 1973, le ministre des affaires étrangères de l'époque, M. Lopez Rodo, déclarait fièrement au *Monde* : « *Nous serons, en 1980, la dixième puissance industrielle du globe.* » Sous-entendu : nous ne nous présenterons pas en position d'infériorité à Bruxelles.

(Lire la suite page 44.)

AU JOUR LE JOUR — PERSPECTIVE

Un peu plus d'un an après les législatives, et à moins d'un an des élections municipales, les partis politiques français s'affairent autour des urnes.

C'est que l'échéance est importante dans la perspective des élections législatives qui suivront, en 1986. Ces législatives seront elles-mêmes d'une importance capitale, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988. Cette dernière prendra tout son sens dans la perspective des municipales de 1989 et, surtout, des législatives de 1991, car celles-ci précéderont, de quatre ans, les municipales et la présidentielle qui auront lieu en 1995 et, de cinq ans, les législatives de 1996 qui, si tout va bien, seront les dernières du siècle.

Le troisième millénaire démarrera sur les chapeaux de roue avec des législatives et des municipales en 2001 et une présidentielle en 2002. Il faudrait s'y préparer.

BRUNO FRAPPAT.

GIORGIO DE CHIRICO A NEW-YORK

L'ange déchu du surréalisme

Printemps italien à New-York. Au musée Guggenheim, six artistes montrent une nouvelle peinture *marquée par un tremblement* d'éther et de symbolisme magique. Au *Moma* (Museum of modern art), un festin *Giorgio de Chirico, maître discuté*, mais récemment redécouvert par les jeunes générations.

Ces cent peintures et dessins assemblés pour la première fois dans une rétrospective tournent *principalement* autour de la grande période métaphysique de 1911-1917, années où soudain dans un Paris artistique agité par de grands *ismes* (le cubisme, le fauvisme, le futurisme, l'orphisme), un jeune Italien vient avec des tableaux qu'Apollinaire trouve « *pleins d'intentions nouvelles* ».

Il y *montre* une conception mentale inédite qui ne parle ni du petit monde des cafés des cubistes, ni du *primitivisme de l'art nègre*, ni du simple jeu visuel des abstraits, mais une méditation sur l'histoire culturelle antique, avec pour *décor* l'architecture d'arcades à l'italienne.

De Chirico étonne les poètes et provoque leur glose inspirée. C'est Apollinaire qui, devant ce peintre « *ennemi des arbres, mais ami des statues* », parle le premier de « *surréalisme* », avant André Breton.

Il est tout de suite un « *cas* ». Sur lui ne courent qu'équivoques et malentendus. Aujourd'hui on voit *bien qu'il y a un de Chirico* « métaphysique », mais aussi un « néo-classique » et un « néo-romantique ». *La rétrospective* du Moma montre d'où il est venu en 1909, et où il est allé par la suite durant les années 20 et les suivantes.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

idées

LIBAN

L'invasion du Liban continue de nous valoir un grand nombre de lettres. Les défenseurs d'Israël sont très nettement minoritaires dans ce courrier dont nous reproduisons quelques-uns des éléments les plus significatifs : un appel à l'Occident du Palestinien Mohammad Tarbush ; une justification de l'action de M. Begin par Bruno Boniface ; des critiques, par Claude Bourdet, de l'attitude de l'Occident, et, par Roger Hanna, de celle de la France ; mais aussi des propositions pour aller plus loin, formulées par Moufid El Masri, qui imagine une sorte de marchandage patronné par les Américains, et par Albert Saltiel, qui ne désespère pas de voir, selon la promesse de la Bible, le loup habiter un jour avec l'agneau.

Nous, les Palestiniens

par MOHAMMAD TARBUSH (*)

IL peut paraître naïf de revendiquer le droit à la vie d'un peuple. Mais la dévastation du Liban et le massacre des civils par *l'armée régulière israélienne* ne justifient-ils pas une telle démarche ?

Nous, Palestiniens, avons ce droit à la vie, n'est-ce pas ? *Pas plus* que d'autres, *nous n'avons choisi* les circonstances de notre naissance, et, pourtant, nous aurions bien choisi de garder nos foyers et la terre de nos ancêtres. Comme vous le constatez, *nous sommes des étrangers superflus* dans notre pays. Même le peu d'entre nous qui ont pu y rester ne peuvent protester en toute légitimité et exercer les droits de citoyens. En *dépit de tout, nous avons bien survécu*, en occupant une place dans le monde contemporain. Notre jeunesse est présente dans la plupart des professions. On trouve parmi *nous* des poètes, des *ingénieurs*, des ouvriers, des paysans, des médecins, bref, tout ce qui fait une société moderne. Si nous ne sommes pas au travail, nous mourons d'envie de nous y remettre et nos *distractions sont* les mêmes *que* les vôtres.

Un jeune Palestinien peut entendre ou jouer un morceau de musique, regarder ou disputer un match de tennis, bavarder dans un café, lire ou écrire. *Il n'a rien de si extraordinaire*. La principale caractéristique qui le distingue de vous-même ou de votre voisin est sa nationalité. Parce que être palestinien aujourd'hui signifie appartenir à une espèce, *qui, comme les juifs sous* le Troisième Reich, est en voie d'extinction.

Depuis l'arrivée des sionistes chez nous, au début de ce siècle, suivie de la création de l'Etat d'Israël en 1948, presque *un dixième de la population* palestienne a été balayée par le cyclone israélien. Quand on compte les victimes du génocide de ces derniers jours, ce chiffre devient ridicule. Pour certains, *la simple observation statistique du nombre* de civils palestiniens et libanais assassinés au Liban doit être dépassée. Je souhaite que l'indifférence des pays occidentaux ne cautionne plus cet événement, comme *ce fut le cas de la répression* des libéraux sous le régime du shah. Cette passivité coupable a sûrement contribué à l'éclosion du fanatisme. Il est déjà possible de prévoir, dans les pays arabes, une *période où la modération* de Yasser Arafat, le bon sens de Georges Habache ou leur sagesse seront rappelés avec nostalgie.

Il existe maintenant au sein des masses arabes une situation classique d'un « rôle » à la recherche d'un héros. *Celui-ci naîtra des humiliations* et des frustrations subies actuellement par la population. Ce héros sera *contraint de* jeter aux *murs toutes les règles que seul* le peuple arabe est obligé de respecter, de condamner au feu les puits de pétrole et, protégé par la fumée du brasier, d'exciter à la révolte contre des *gouvernements déjà coupés du peuple*. Il appellera à l'albanisation du monde arabe.

Ce danger est réel si l'Europe et les Etats-Unis ne prennent pas de mesures décisives pour contrôler *Israël*, ce Frankenstein *qu'ils ont créé*. Si on les laisse à leurs caprices et avec l'armée à leur disposition, Begin et ses acolytes continueront à menacer la paix mondiale. Il n'y a pas un jour à perdre pour faire avor*ter le fanatisme effroyable de ces* hommes et éviter les conséquences tragiques de leur militarisme et de leurs pratiques terroristes. A cette fin, il faut décidément aller au-delà des expressions *de sympathie envers* les peuples palestinien ou libanais, qui ne sont que des mots, en fait, si l'on continue en même temps d'inonder Israël d'armes et d'argent.

Si j'en appelle à la conscience de l'Occident, c'est parce que celui-ci *ne peut se défaire de la responsabilité des souffrances* que les Palestiniens subissent depuis l'implantation de l'Etat juif en Palestine.

A qui d'autres pourrais-je m'adresser ? Aux gouvernements arabes ? Chaque Palestinien doit, *aujourd'hui, se poser des questions* sur son appartenance au monde arabe. Il est peut-être superflu de dire que nous n'étions pas les seuls à être menacés par le mouvement hégémonique du sionisme. Notre combat contre le sionisme rejoignait *les mouvements* nationalistes arabes luttant pour leur indépendance et leur liberté. De plus, même dans la diaspora, nous avons joué un rôle significatif dans la construction de l'infrastructure *culturelle* et économique de la plupart de ces pays, notamment ceux du Golfe.

Toutefois, nous sommes convaincus que la marche de l'histoire arrachera le géant arabe à son sommeil hypnotique et que le vent du changement arrivera avec la *prise de conscience par le monde* arabe de sa responsabilité historique.

La résistance palestienne, elle, ne va pas disparaître.

On peut tuer nos dirigeants, massacrer nos combattants, les *Israéliens* doivent *savoir* qu'on ne peut *jamais exterminer un peuple.*

(*) Palestinien, diplômé d'Oxford, travaillant à Paris.

La visite

par CLAUDE BOURDET

M. FRANÇOIS MITTERRAND était allé en *Israël après le premier* bombardement de Beyrouth. Il était donc normal qu'il reçoive M. Shamir après le massacre de ces jours derniers. La logique de *la politique israélienne de* M. François Mitterrand se résume en un mot : le dialogue.

Bien entendu, le chef de l'État français désapprouve, condamne, *l'agression israélienne. Il l'a dit, répété*, et il n'y a pas de raison d'en douter. Mais y a-t-il la moindre chanche pour que ce dialogue soit *efficace ? La visite en Israël n'a pas empêché l'agression.* La presse britannique, évoquant non pas la visite en Israël de M. Mitterrand, mais celle des divers ministres européens *qui* avaient, eux *aussi, paraît-il,* cherché à *persuader* le gouvernement israélien de changer d'attitude, a *souligné* l'inefficacité de ce genre de visites *et l'appui qu'elles apportaient* précisément, sans le *vouloir*, à la pire politique israélienne : tout simplement parce que MM. Begin, Sharon, Shamir, etc., peuvent *ainsi montrer à leur peuple que « leurs rapports avec l'Occident restent excellents ».*

M. Begin est aux États-Unis, où il risquait d'avoir quelques rapports *difficiles* avec les éléments les plus lucides de l'administration américaine et de la communauté juive : la réception de son ministre par le président de la République *française l'a aidé à faire* face à ces critiques – et qui aura lu là-bas, ou en Israël, le communiqué de l'Élysée ? Quant à ce communiqué, à cette *« demande solennelle qu'il soit mis fin sans délai aux bombardements et aux combats »*, peut-être faudrait-il aussi noter qu'il se garde bien de reprendre les termes de la *condamnation de l'ONU : il n'est* plus question de retrait sans condition des troupes israéliennes du Liban. En somme, M. Shamir n'a pas perdu son temps.

Demandons-nous : si l'U.R.S.S. avait envahi la Pologne cet hiver, écrasé de bombes Varsovie, Cracovie et maints villages, tuant systématiquement n'importe quelle population civile, *simplement* pour *« faire peur »*, est-ce que la France aurait invité, avant même que les milliers de cadavres ne soient froids, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Gromyko ? Et s'il y avait eu une ancienne invitation, aurait-elle été ou non annulée ? Et l'Élysée se bornerait-il à demander, en Pologne, l' « arrêt des bombardements et des combats » ? Allons, M. Shamir a de la chance d'être israélien.

L'honneur de la France

par ROGER HANNA (*)

QUI se souvient de la position de notre pays *le jour de décembre 1968 où, faisant fi* du droit international et de l'amitié de la France, et déjà pour répondre à des actions « terroristes », Israël commettait le célèbre raid sur l'aéroport international de Beyrouth. Les actes « terroristes » d'alors *étaient cependant bien* plus qualifiés *qu'aujourd'hui* et atteignaient véritablement des innocents.

Mais c'était la France de Charles de Gaulle, pas celle, faut-il commencer à le dire, de M. Francois Mitterrand.

Et cependant, le Liban est non seulement *envahi* et *occupé*, *mais* méthodiquement détruit, et le peuple libanais est frustré de sa souveraineté et de son droit à l'autodétermination de sa politique. La France, elle, mesure ses paroles, veut *équilibrer son appréciation. En* cela, elle commet une faute, et d'abord à l'égard d'elle-même. Nul peuple n'avait autant de liens affectifs avec notre pays que le peuple libanais, nul peuple n'est aussi peu payé en retour de son *affection. Car,* aujourd'hui, au *jour véritable* de son malheur et de la perte de sa liberté par l'agression extérieure caractérisée, la France fait la fine bouche et lui mesure son soutien.

Il est évident, et nul ne le sait mieux que nos gouvernants qui ont *vécu la guerre et la Résistance*, que les collaborateurs libanais, qui obtiendront peut-être une retrait formel israélien à des conditions humiliantes pour la souveraineté et l'honneur, seront nécessairement balayés. *C'est* véritablement trop les *mépriser* et trop miser sur la veulerie et l'indignité que de croire les maronites libanais capables d'accepter longtemps l'alliance, diktat des Israéliens. Les *maronites*, séparés de leurs concitoyens et des Palestiniens par les hasards d'une conjoncture momentanée, se souviendront bien vite qu'ils partagent avec eux, et avec tous les autres Arabes du Proche-Orient, face aux colons étrangers d'Israël, *la même origine, la même langue, la même culture*, la même histoire et, nécessairement, le même avenir. Ils se souviendront bien vite que ce sont eux, maronites et autres chrétiens du Levant, qui ont été littéralement les créateurs de *l'idée nationale arabe* et les *auteurs premiers de la renaissance politique* et culturelle du Machrek.

Si on oubliait tous ces éléments à Paris ou ailleurs, que de lendemains qui déchantent ne se préparerait-on pas !

L'amitié et l'affection se méritent. La France, faisant fi des préoccupations électoralistes de ses politiciens, *doit être à côté des Libanais* et du Liban dans *l'épreuve* formidable que ceux-ci traversent, sans marchander ni aide matérielle ni soutien politique et moral. Les Israéliens, agresseurs selon tous les canons du droit des gens et avec quelque com*plaisance qu'on veuille en faire* l'analyse, doivent se retirer sans condition aucune de tout le territoire libanais et verser à l'État libanais toutes réparations pour les destructions, terribles et massives, occasionnées par leur invasion.

C'est là la seule politique digne de *la France. Toute autre faillit à l'honneur.*

(*) Docteur en droit, membre du parti socialiste.

Si les Américains...

par MOUFID EL MASRI (*)

S*I les Américains avaient deux sous de jugeote politique et le regard assez long pour voir au-delà de leur prochaine élection au Congrès, ils diraient à leurs amis, alliés et obligés d'Israël :* « Vous évacuez le Liban en même temps que l'armée syrienne et que la remise de leurs armes lourdes par les Palestiniens aux autorités libanaises légales.

» La paix libano-israélienne est signée, *grosso modo*, sur le modèle du traité égypto-israélien. La Galilée ne sera plus bombardée ni les Israéliens à l'étranger menacés.

» Mais... Mais, en échange, vous restituez la Cisjordanie et Gaza aux Palestiniens, sans autres conditions qu'une certaine démilitarisation de leur futur *Etat (comme au Sinaï) et* qu'un *accord de bon voisinage*. En prime, la Jordanie signe aussi la paix avec vous. »

Et, avec l'aide de Dieu, tout s'apaiserait en Orient arabe.

Si les Américains... S'ils voyaient et s'ils voulaient...

(*) Journaliste arabe à Londres.

Le loup et l'agneau

par ALBERT SALTIEL (*)

COMME il fallait s'y attendre, *le chœur des nations désunies retrouve une voix commune* pour crier, une fois de plus, à propos de l'« agression » israélienne contre les Palestiniens opérant au Liban : *« Haro sur le baudet ! Ce maudit animal d'où vient tout le mal ! »* J'aurais cependant espéré que votre journal, *habituellement réfléchi et soucieux* d'envisager l'ensemble des aspects d'une situation, hésitât, cette fois-ci, à faire chorus, malgré la déception que j'ai éprouvée il y a quelques années, quand des pirates de l'air avaient inopinément débarqué en Ouganda, d'un avion *français, plus d'une centaine* d'otages juifs, parmi lesquels plusieurs *Français*. Notre gouvernement, comme à son habitude, a « protesté ».

Les Israéliens, eux, ont expédié un commando qui a promptement délivré les prisonniers, *y compris les Français*, qui sont aussitôt repartis pour la France. Mais en réalisant cet acte de salubrité internationale, ils ont encouru automatiquement un blâme général – y compris celui de la France, bénéficiaire dudit acte ! – et y compris le vôtre, pour avoir violé la « souveraineté ougandaise » en s'attaquant à des pirates de l'air venus en amis !

Maintenant, même scénario, et, cette fois – très malheureusement, – en beaucoup plus grave. D'innocents Palestiniens, ou leurs amis déclarés, harcèlent la population de Galilée, assassinent des Israéliens – *et des Français* – à Munich, à Anvers, à Paris (rue Copernic, rue Marbeuf, etc.) : ce sont de pauvres diables qui se défendent. Mais qu'Israël, au comble de l'exaspération, aille les chercher dans leur nid... chœur des pleureuses ! On violé la souveraineté libanaise !

Cette assertion pour le moins grotesque vient de recevoir les réponses qu'elle mérite de la part de deux hommes les plus qualifiés au monde pour rétablir les réalités : M. Eddé, l'un des grands chefs de la popula*tion libanaise*, a déclaré, à Antenne 2, qu'il n'existe au Liban qu'un gouvernement fantôme ; et par ailleurs, notre Président de la République rappelle sans fard que, depuis quelques années, il existe déjà au Liban *deux* armées *étrangères :* les Palestiniens de l'O.L.P., et les Syriens. Laissons donc ces grotesques affabulations juridiques sur des « souverainetés » malades, et voyons sincèrement, honnêtement, *la substance des faits.*

Permettez-moi d'abord de rappeler un souvenir qui remonte à ma mémoire. Il y a cinquante-cinq ans, au cours d'une réunion semipublique entre juifs, un des tenants du clan *Jabotinsky voulait nous* convaincre de la nécessité d'un Etat sioniste. Je me suis levé pour déclarer que je comprenais mal la nécessité de créer encore un Etat pour Israël et de multiplier ainsi les frontières *à une époque où on* s'efforçait partout de les faire disparaître ! Comme vous voyez, je reviens de loin, de très loin...

Car depuis, il y a eu... mais à quoi bon évoquer encore des cataclysmes qui continuent à peupler nos nuits de cauchemars ? Des choses effroyables, littéralement indicibles. Et pendant qu'elles se déroulaient, le monde entier – les responsables qui en avaient connaissance, – aussi bien les pays d'Europe que d'Amérique, *tournaient la tête d'un autre côté pour ne pas voir...* Il faudra plusieurs siècles pour que les juifs, tous les juifs, passent l'éponge sur cette phase honteuse de l'histoire de l'Europe, qui est, *elle* – disons-le clairement, – *seule et directe responsable* des affreux malheurs qui s'abattent sur le Proche-Orient.

Je dis bien : sur le Proche-Orient, et pas seulement sur Israël. Car je plains de toute mon âme, et peut-être plus sincèrement que vous, les malheureux civils palestiniens sans foyer, traînant de refuge en refuge sans imaginer un lendemain ; et j'ajoute aussitôt : non pour de sèches raisons juridiques, mais pour des raisons humaines, les désordres meurtriers dont vous, ici, vous percevez seulement les échos, mais dont les juifs de partout ressentent *la signification et les conséquences* dans leur chair ; car ils les ont subies depuis des siècles. Ce sang qui coule, c'est du sang humain, et il est le même dans tous les camps, il est du même rouge partout.

Alors, cessez ces objurgations ridicules, ces invitations à respecter des « souverainetés » inexistantes. Au lieu de palabrer et de formuler des « protestations » qui ne mènent à rien – *sinon à durcir les combattants* des deux camps, – cherchez les moyens vrais, les moyens sincères, les moyens pratiques et efficaces d'arrêter les tueries – au Proche-Orient, aux Malouines, en Afghanistan, dans le golfe Persique, en Afrique, et Dieu sait où encore ! *Et demandez-vous concrètement* quels sacrifices *chacun personnellement* y compris vous-même serait disposé à consentir pour que ces mœurs sauvages reculent dans les mémoires, comme la relation historique d'un monde devenu fou.

Et n'oubliez jamais que dans le cœur de tout juif – qu'il s'en rende compte ou non – persiste un refrain venant du fond des âges, un chant sublime, une aspiration inextinguible : *« Alors, le loup habitera avec l'agneau, le tigre reposera avec le chevreau..., la terre sera pleine de la connaissance de Dieu comme l'eau abonde dans le lit des mers. »* (Vous n'ignorez pas que dans le langage biblique, la « connaissance de Dieu » signifie *simplement ce que*, en langage moderne, sans poésie, on traduit par « établissement de la justice ».)

(*) Quatre-vingt-trois ans – Retraité de l'agriculture.

RECTIFICATIF. – Une coquille navrante a fait dire à Liliane Atlan (*le Monde* du 17 juin) *« sans aller jusqu'à demander du poisson »*, alors qu'elle avait écrit *« du poison »*, comme le titre et la dernière phrase de l'alinéa le montraient bien évidemment.

Le droit de subir les coups

par BRUNO BONIFACE (*)

UNE fois de plus, l'unanimité s'est faite pour condamner l'assaut des troupes israéliennes au Sud-Liban. Tous les grands chefs d'État, y compris ceux qu'Israël compte parmi ses amis, s'y sont joints. Pas un titre de la presse *n'a manqué au chorus indigné*, pleurant sans peur du ridicule l'intégrité violée du territoire libanais.

Le ridicule : il faut en effet ne pas *en avoir peur pour prétendre que* l'État d'Israël est *celui qui*, le premier, a osé violer l'intégrité du territoire libanais. Le Sud-Liban est devenu petit à petit un vaste champ militaire d'où les Palestiniens maintiennent leurs tirs de roquettes sur les villages de Galilée. Les a-t-on jamais *accusés de quoi que ce soit ?*

Resterions-nous les bras croisés si les Basques espagnols lançaient, à partir du côté espagnol de la frontière, des roquettes sur Biarritz et Saint-Jean-de-Luz ?.

Israël ne peut pas se résigner à voir ses kibboutzim de *Galilée* sans cesse menacés par les tirs palestiniens. Est-là un crime ?.

Ce qui a choqué le plus, dans l'opération israélienne, c'est probablement *la disproportion de l'invasion* par rapport à ce que l'on a cru en être l'origine : l'attentat de Londres. Tout d'abord, il faut une fois pour toutes dissocier ces deux événements. Israël n'a pas fait de représailles ; elles n'auraient jamais été si violentes. Ensuite, il faut bien réaliser *que la présence* de l'O.L.P. au Sud-Liban est pour Israël un *véritable* cancer qui met chaque jour son existence en péril. Tant que cette zone frontalière ne sera pas « nettoyée », les habitants de Galilée seront condamnés à passer le plus clair de leur temps dans les abris.

Condamner l'action militaire menée au Sud-Liban, c'est bien plus que faire preuve de pacifisme : c'est refuser au peuple hébreu la sécurité à laquelle tout peuple a droit, y compris le peuple palestinien, c'est aussi une fois de plus ne concéder aux juifs que *le* droit de subir, sans réagir, les coups qui *leur* sont portés jusque dans leurs *maisons*.

Un tel pays n'en est plus un : c'est un ghetto.

Qui donc aura le courage de dire *ce que l'on n'ose* plus dire : Israël est en guerre contre une organisation terroriste, qui n'a jamais hésité à attaquer les écoles, les hôpitaux, à tuer des enfants et des femmes en plaçant des bombes dans des supermarchés. Quant au Liban, dont il est de bon ton de dire qu'il n'est pour rien *dans ce qui lui arrive, il s'est tout de même rendu* coupable d'avoir permis aux Palestiniens de s'installer dans le Sud, et d'y entreprendre leurs actions de guerre. Ce n'est pas à proprement parler ce qu'on appelle la neutralité...

Enfin, comment ne pas être désemparé devant la naïveté des pays qui se sont laissé séduire par la campagne de charme diplomatique menée conjointement par *Khadafi et* Arafat. *Suffit-il que ces deux hommes aient pendant* un an ou à peu près cessé leurs actions terroristes pour qu'on leur accorde la même confiance qu'au *pape* ? Arafat est partout, ou presque, reçu comme un chef d'État, et nul n'ose s'en *indigner publiquement.*

Begin est qualifié de terroriste alors qu'il ne fait qu'assurer à son pays les frontières qui lui sont reconnues par l'ONU ; là non plus, nul *n'ose s'en indigner.*

Je crains qu'Israël n'ait à se résigner tôt ou tard à ne jamais être soutenu qu'en cachette, dans le meilleur des cas.

(*) *Étudiant en biologie à Paris, juif.*

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
André Laurens.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395-2037.

Le Monde

étranger

L'INVASION DU LIBAN PAR ISRAËL

Tandis que se déploie, en marge du conflit libanais, une intense activité diplomatique, M. Ahmed Iskandar, ministre syrien de l'information, a déclaré, dimanche 20 juin, que Damas accepterait la mise sur pied au Liban d'une force multinationale composée d'unités américaines et soviétiques. Il a affirmé que « le seul moyen pour faire sortir du Liban la Force arabe de dissuasion (composée uniquement de Syriens) est celui qui a été utilisé pour la faire entrer », à savoir « une demande de la Ligue arabe et du gouvernement légitime du Liban ». Le président Sarkis a bien souhaité la semaine passée voir les troupes syriennes quitter Beyrouth, mais M. Iskandar a considéré que « cette requête a été dictée à l'ombre des baïonnettes israéliennes ». La veille des déclarations de M. Iskandar, le Baas, parti au pouvoir à Damas, avait déclaré que la Syrie n'était pas en mesure de mener une « guerre de libération arabe », et avait accusé les capitales arabes pro-occidentales, comme Amman, de « se réjouir » de l'invasion au Liban. Le Baas a rappelé que l'armée syrienne n'était pas venue au Liban « pour y combattre Israël ».

● A TUNIS, au siège de la Ligue arabe, le représentant libanais auprès de cette organisation, M. Hussein Abdallah, a laissé entendre samedi que son pays était opposé à une réunion extraordinaire des ministres arabes des affaires étrangères en vue d'un sommet arabe sur le Liban, suggéré par le Koweït.

● AU CAIRE, dans un entretien accordé à une télévision américaine, publié lundi par la presse cairote, M. Moubarak déclare : « Plus les troupes israéliennes restent au Liban, plus les Etats-Unis perdent du terrain (au Proche-Orient) au profit d'autres puissances. » Le raïs pense que l'idée d'envoyer à la frontière libano-israélienne une force composée d'Américains ou de ressortissants d'autres grandes puissances est « mauvaise ». Il est favorable en revanche, comme l'était Sadate, à la « constitution d'un gouvernement palestinien en exil » qui, le cas échéant, pourrait s'installer au Caire.

● EN ARABIE SAOUDITE, le roi Fahd, qui a reçu samedi M. Khaddam, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères syrien, a fait diffuser un communiqué assurant que l'entrée des Israéliens dans Beyrouth amènerait « les Arabes à utiliser leur droit légitime à défendre leur territoire avec tous ls moyens à leur disposition », et « rendrait nuls les efforts politiques en cours » pour régler la crise.

● DANS LES AUTRES CAPITALES ARABES, on a relevé notamment, dimanche, l'appel d'Amman à l'utilisation de la « puissance économique des capitaux arabes » contre les « puissances sionistes mondiales » et le message d'« appui total » à l'O.L.P. du cheikh Zayed, chef de l'Etat de Emirats arabes unis.

● L'INDE, enfin, a pris contact avec les autres pays non-alignés pour « discuter de l'agression israélienne au Liban », et le chef de la diplomatie indienne a affirmé le « ferme soutien de son pays » aux Palestiniens. Un autre membre-fondateur du mouvement non aligné, la Yougoslavie, a également exprimé son soutien à M. Arafat.

La première réunion du Comité de salut national

Une tâche démesurée

De notre correspondant

Beyrouth. — L'Etat libanais est engagé dans une course désespérée pour éviter la « bataille de Beyrouth », qui s'annonce de plus en plus, si elle doit avoir lieu, plutôt comme une bataille des camps palestiniens de la capitale.

Mis sur pied au terme de trois journées de difficiles tractations, le Comité de salut national a siégé pour la première fois dimanche après-midi. Il groupe, autour du président Sarkis (chrétien maronite), le chef du gouvernement, M. Chafic Wazzan (musulman sunnite), le vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères, M. Fouad Boutros (chrétien grec orthodoxe), le chef des forces libanaises, M. Bechir Gemayel (chrétien maronite), le chef de la milice Amal, M. Nabih Berri (musulman chiite), le chef du mouvement national, M. Walid Joumblatt (musulman druze) et le député Nasri Maalouf (chrétien grec catholique).

La première session a été décevante. Elle a certes permis de réunir autour d'une même table MM. Gemayel et Joumblatt, chefs de deux camps ennemis depuis plus de sept ans, mais le comité n'a pu faire mieux que de constituer un sous-comité (Wazzan - Joumblatt - Berri) chargé d'étudier les propositions plutôt contradictoires du mouvement national libanais (gauche) et des phalangistes de M. Gemayel, notamment l'éventuel désarmement des Palestiniens à Beyrouth par l'armée libanaise. Mais, précisément, les Palestiniens, même en privé, paraissent moins disposés qu'il y a deux ou trois jours à sacrifier l'essentiel de leur infrastructure militaire pour sauvegarder le rôle politique de l'O.L.P. Le quotidien l'Orient le Jour écrit, citant un bonne source : « Les combattants palestiniens ont clairement fait savoir qu'ils ne rendraient leurs armes à personne, même si Yasser Arafat le leur demandait. »

Ce regain de fermeté au sein de l'O.L.P. ne s'explique pas par le répit sur le terrain, où le déséquilibre des forces demeure total — dix mille combattants à Beyrouth-Ouest, Palestiniens en quasi-totalité, face à l'armée israélienne dont l'effectif total au Liban est maintenant évalué à cent mille hommes. Il tient plutôt à la lueur d'espoir entrevue du fait d'une action arabe moins molle.

A ce sujet l'Orient le Jour écrit : « Sans même parler des intérêts vitaux du Liban, il est permis de se demander si le génie de la manœuvre érigé en politique — et dont le plus brillant adepte est M. Yasser Arafat, — peut encore enrayer et même différer, au prix de nouveaux et effroyables sacrifices de vies humaines, ce qui apparaît de plus en plus comme un irréversible processus d'évolution forcée qui, s'il n'était exploité à la volée, risquerait de se transformer réellement en une entreprise de liquidation systématique (...) On en viendra peut-être demain à réclamer à cor et à cri l'association de l'O.L.P., unique représentant légitime du peuple palestinien, aux négociations sur l'autonomie... »

Il a déjà fallu toute l'habileté de l'émissaire américain, M. Habib, pour réunir ce comité. Il sera encore plus difficile de lui permettre de trouver entre ses membres un dénominateur commun sur l'épineux problème de la révision de la présence militaire palestinienne au Liban. Pour comble de difficulté, cette formule miracle doit être trouvée en quelques jours alors que le problème est à l'origine d'une guerre qui dure depuis plus de sept ans et doit satisfaire Israël, dont l'armée aurait massé autour de Beyrouth, selon des sources des Nations unies, cinq cents chars en mesure de passer à l'attaque à tout moment.

Le maximum que puisse proposer le Comité, s'il parvient à un résultat, risque de se situer bien en-deçà de ce qu'accepteraient M. Begin et ses généraux. La vraie négociation se déroule, au demeurant, ailleurs : à Washington entre MM. Reagan et Begin, et probablement entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

LUCIEN GEORGE.

APRÈS LA VISITE DE M. KADDOUMI A PARIS

Il ne serait pas exclu que M. Arafat soit officiellement reçu en France

déclare l'ambassadeur d'Israël

« La direction politique de l'O.L.P. essaye de transformer sa défaite militaire écrasante en victoire politique » et « ce n'est pas par hasard si le représentant des terroristes commence (sa campagne) par Paris », a déclaré, dimanche 20 juin, M. Rosenne, ambassadeur d'Israël à Paris, à la radio de l'armée israélienne.

« Tel est le sens de la mission de M. Kaddoumi à Paris, a dit M. Rosenne. M. Kaddoumi reçoit l'aide des amis des Palestiniens ainsi que d'une grande part de la presse et des autres moyens d'information. Ils ont déclenché un véritable djihad (guerre sainte) contre Israël, et des colonnes entières sont consacrées au récit de prétendues atrocités israéliennes », a-t-il ajouté. « Pour la première fois, le représentant de l'O.L.P. a été reçu par le premier ministre français, et il ne serait pas exclu que M. Yasser Arafat soit, lui aussi, officiellement reçu. »

Dans une autre déclaration, à R.M.C., M. Rosenne s'est déclaré « déçu » de l'accueil réservé à Paris « au représentant d'une organisation qui veut liquider Israël ».

M. Rosenne a fait, dimanche, une démarche auprès de M. Scheer, directeur de cabinet de M. Cheysson, pour protester contre la visite à Paris de M. Kaddoumi.

Samedi, après un entretien d'une heure dix avec le ministre des relations extérieures, le chef du département politique de l'O.L.P. a été reçu pendant une demi-heure par M. Mauroy, à l'initiative de celui-ci. Le premier ministre, apprend-on dans son entourage, a réaffirmé que toute solution au Proche-Orient ne pouvait être que politique et non militaire. Dans cette perspective, tout ce qui renforce la place politique de l'O.L.P. est positif, et, estime-t-on de même source, le fait que le premier ministre reçoive le chef de la diplomatie palestinienne doit permettre d'avancer vers une solution politique.

En quittant le Quai d'Orsay, M. Kaddoumi s'est félicité de la position de la France qui « se préoccupe de l'intégrité et de l'indépendance du Liban, et est soucieuse que le peuple palestinien puisse exercer son droit à l'autodétermination et à édifier un Etat indépendant ». A la question de savoir si ses entretiens à Paris étaient destinés à préparer une visite du chef de l'O.L.P. en France, M. Kaddoumi a indiqué que c'était une « possibilité » mais qu'il importait d'abord « de mettre un terme à l'invasion israélienne au Liban ».

Cependant dans l'après-midi, à Arcueil, après un entretien avec M. Marchais, M. Kaddoumi a ajouté : « Les conditions sont réunies pour que M. Arafat puisse se rendre en France à uni niveau officiel et gouvernemental, dans un proche avenir ». Il a estimé que la situation au Liban ne facilitait pas une telle visite.

M. Marchais de son côté a indiqué qu'il militait « pour que la France reconnaisse l'O.L.P. », et que « les choses avaient déjà beaucoup évolué sur ce plan ». M. Marchais a indiqué qu'il avait reçu une réponse positive de M. Mitterrand à sa demande d'une entrevue sur la situation au Liban.

Il a réaffirmé la nécessité pour les Israéliens « d'évacuer sans conditions le Liban » et a renouvelé son appel à la communauté internationale, et notamment au gouvernement français, à tout faire « pour éviter le bain de sang ». « Je ne comprendrais pas que ce qui a été fait pour les Polonais ne soit pas valable pour le peuple palestinien », a conclu M. Marchais.

Rappelons que, vendredi soir, M. Kaddoumi avait été reçu par M. Jospin, premier secrétaire du P.S.

Enfin, deux personnalités israéliennes qui militent pour la réconciliation israélo-arabe, le président du Conseil pour la paix Israël-Palestine, le général de réserve Peled, et M Baram, membre du bureau exécutif, ont été reçus samedi à l'Elysée par MM. Védrine et Debray, conseillers du président. Dans un communiqué, le bureau France-Palestine précise que l'entretien a permis aux deux personnalités israéliennes de critiquer la position exprimée dans la déclaration franco-autrichienne sur le Liban. « L'exigence d'un retrait de toutes les forces armées du Liban, contenue dans cette déclaration, donne une excuse aux forces israéliennes pour rester indéfiniment dans le pays », indique le communiqué.

A la veille de la rencontre Begin-Reagan

Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, critique sévèrement l'action israélienne

Washington (A.F.P.). — M. Weinberger, secrétaire américain à la défense, a critiqué, dimanche 20 juin, l'invasion israélienne au Liban, et a annoncé que M. Reagan était en train de décider de l'attitude des Etats-Unis envers Israël.

« Nous ne pouvons pas accepter ou soutenir l'idée que l'on peut changer une situation par le recours unilatéral à la violence », a-t-il dit au cours d'une interview à A.B.C. Il a fait un parallèle entre la situation au Liban et le conflit des Malouines, rappelant que c'était précisément pour condamner le recours à la violence par l'Argentine que les Etats-Unis avaient décidé de soutenir la Grande-Bretagne.

« Nous n'avons pas de contrôle sur les actions d'Israël dont nous n'avions pas été informés, mais nous devrions avoir la possibilité de dissuader qui que ce soit de recourir à la violence », a-t-il ajouté, en reprochant au premier ministre, M. Begin, de n'avoir pas fait davantage usage des moyens diplomatiques.

Il révèle que le gouvernement Reagan examinait l'hypothèse d'une violation de la loi américaine par Israël lorsque ce dernier a utilisé du matériel militaire fourni par les Etats-Unis dans son invasion du Liban. M. Weinberger a dénoncé avec émotion le fait que l'offensive israélienne contre les forces palestiniennes ait entraîné la mort « de milliers de personnes qui n'avaient rien à voir avec l'affaire ».

Ses critiques envers Israël sont les plus sévères qui aient été formulées par un membre du gouvernement au cours des deux dernières semaines. M. Haig, chaque fois qu'il a parlé de la crise insiste toujours sur la nécessité de mettre fin à la situation créée par la présence des forces syriennes et palestiniennes menaçant, selon lui, la sécurité d'Israël.

Evoquant la rencontre qui doit avoir lieu ce lundi entre MM. Reagan et Begin, M Weinberger a déclaré : « En ce moment même, le président étudie et met au point ce que notre politique doit être, et cela sera annoncé dans les prochains jours. »

M. Weinberger s'est montré particulièrement réticent à l'idée d'envisager l'envoi de troupes américaines au Liban pour contribuer à une force internationale de maintien de la paix.

● Le parti israélien Telem (deux députés), fondé par l'ancien ministre des affaires étrangères, Moshe Dayan, décédé en 1981, a cessé d'exister en tant que formation politique, à la suite d'une décision de dissolution de son comité central, mercredi soir à Tel-Aviv. Les députés Mordehai Ben Porath et Yigal Horowitz (ancien ministre de l'économie) ont annoncé leur intention de se joindre au Likoud (parti de M. Begin). — (A.F.P.)

M. Cheysson évoque les possibilités de sanctions contre Israël

De notre envoyé spécial

Luxembourg. — Les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis dimanche 20 juin à Luxembourg pour une session de trois jours, ont notamment examiné les événements du Liban. Ayant condamné le 9 juin à Bonn l'invasion israélienne ils ne publieront pas de nouvelle déclaration.

Le document du 9 juin mentionnait cependant « la possibilité d'actions futures ». Les Dix envisagent-ils des sanctions contre Israël ?

« La déclaration de Bonn marque très nettement la volonté des Dix de prendre en considération cette possibilité, a déclaré dimanche M. Cheysson. Ce fut d'ailleurs une première sanction que d'avoir refusé (lundi dernier) de signer le nouveau protocole financier conclu entre Israël et la C.E.E. »

« Nous avons la crainte presque panique que ce qui s'est passé à Saïda puisse se reproduire à Beyrouth-Ouest, a ajouté le ministre, et la préoccupation que les secours qui sont adressés aux populations n'arrivent pas parce qu'ils sont bloqués par les troupes d'occupation. La première chose à faire c'est d'éviter les combats à Beyrouth. »

Enfin, a indiqué le ministre, le Conseil européen des 28 et 29 juin traitera des problèmes libanais et palestinien. Dans l'esprit du gouvernement français, les deux questions sont liées. « Il y a six cent mille Palestiniens au Liban ; en ignorer l'existence, c'est exclure toute stabilisation au Liban. Il n'y a pas de possibilité de Liban stable tant que le problème palestinien ne trouve pas une issue. »

P. L.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DEMANDE A TOUTES LES PARTIES DE NE PAS « ENTRAVER L'ACHEMINEMENT DES SECOURS APPORTÉS PAR LES AGENCES DE L'ONU »

Nations unies (A.F.P.). — Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté samedi 19 juin à l'unanimité une résolution présentée par la France enjoignant à « toutes les parties au conflit libanais de respecter les droits des populations civiles, de s'abstenir de tout acte de violence à l'encontre de ces populations et de prendre des mesures pour atténuer les souffrances (...) en facilitant et en n'entravant pas l'acheminement et la distribution des secours apportés par les agences de l'ONU ».

M. Blum, représentant d'Israël, qui avait été invité à participer à la réunion du Conseil, a déclaré que son pays avait nommé un haut fonctionnaire pour coordonner tous les aspects de l'aide humanitaire aux populations civiles avec le gouvernement libanais. Il a cependant critiqué certains aspects « regrettables » de la résolution, notamment ceux laissant entendre qu'Israël entravait la distribution des secours.

Il y a quelques jours, l'une des agences de l'ONU, l'UNWRA, avait fait savoir qu'elle n'avait toujours pas reçu d'autorisation d'Israël pour acheminer des secours de ses entrepôts de Jérusalem et de Cisjordanie aux habitants de Tyr et de Sidon. Un bateau affrété à Limassol par la Croix-Rouge internationale pour acheminer de l'aide au Sud-Liban avait été obligé samedi à faire demi-tour au large de Saïda par un bâtiment de guerre israélien qui l'avait averti de la présence de mines.

● A Genève, l'UNICEF annonce qu'un second avion affrété par le Fonds des Nations unies pour l'enfance est arrivé à Damas chargé de 41,5 tonnes de secours d'urgence à destination du Liban. Des secours devraient être acheminés par route jusqu'à Beyrouth, via Tripoli.

LES RÉACTIONS EN FRANCE

— Le Front commun pour Israël, qui regroupe à Paris quinze organisations telles que Rencontres, le Comité chrétien de soutien à Israël, l'Association France-Israël des juristes, estime que « l'action d'Israël mettra un terme à la double occupation syrienne et palestinienne et rendra la paix au Liban ».

— Le Collectif des mouvements sionistes (Betar, B.N.E. Akiva, Cless, Dror-Habonim, M.A.F. et U.E.J.F.) dénonce « l'invasion des terroristes palestiniens et de l'armée syrienne au Liban » et espère que « par la restauration d'un Liban libre et démocratique prendra place dans la région une paix juste et globale ».

— M. Jean Kahn, président de la communauté israélite de Strasbourg, signale qu'il n'y a pas eu de manifestation de juifs contre la politique d'Israël à Strasbourg (le Monde du 17 juin).

— Un collectif de mouvements juifs de gauche (Cercle Bernard Lazare, Jeunes sionistes socialistes, Hachomer Hatzaïr, les Amis de Shalom Akhchav) appelle en revanche « les juifs français qui ont toujours soutenu Israël contre ceux qui veulent le détruire et qui sont profondément émus par les nouvelles épreuves imposées aux populations du Liban et aux centaines de jeunes Israéliens sacrifiés dans cette guerre à se solidariser avec les forces de paix en Israël... qui dénoncent la façon dont le gouvernement a transformé l'opération « Paix en Galilée » en une guerre de conquête du Liban ».

— Diverses institutions chrétiennes (la Fédération protestante de France, la Confédération mondiale des chrétiens pour la Palestine, le Conseil des Eglises du Moyen-Orient qui réunit toutes les Eglises protestantes de la région, la jeunesse ouvrière chrétienne) protestent contre l'intervention et rappellent que « chaque peuple a le droit de vivre dans une patrie ».

L'INVASION DU LIBAN

Un beau week-end de siège...

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Campé sur ses collines, la ville à sa merci, l'assaillant avait décrété la trêve — quarante-huit heures de répit et un bon week-end... La guerre, parfois, sacrifie aux usages... Certes, l'ennemi, plus pernicieux que généreux, avait négligemment omis de donner le « top-départ », mais, par rumeur tacite, on a bien vite fixé l'heure H à dimanche, sur les douze coups de midi. Et Beyrouth, d'instinct, a saisi l'aubaine, ravie de vivre. Serait-ce le temps d'un compte à rebours ?

Samedi 9 heures... A l'heure des croissants chauds, la voix sirupeuse de la dame du Fip local prévient d'imminents dangers : « *Temps chaud et ensoleillé, si vous allez à la plage, faites gaffe aux bouchons...* ». Sage conseil. On fait des kilomètres de queue, sur la corniche Mazrea, un boulevard poisseux qui mène droit à l'est, via le carrefour du musée, dernière porte entrouverte de la ville assiégée. A chacun ses bouchons : ceux de l'est mènent à la bronzette, ceux de l'ouest, à l'abri.

Ils sont des centaines, coffres hâtivement ficelés, matelas sur le toit, à fuir une nouvelle fois le destin. Les uns retournent au sud d'où la guerre les avait chassés. Ici, elle les a rattrapés, là-bas, elle est peut-être finie. Les autres filent au nord, où la guerre n'est pas arrivée. Leurs plages, à eux, du côté d'Ouzai, sont labourées par la bataille. Les bulldozers y traînent ce qui reste debout pour faire des barricades. Et tous attendent, une heure parfois, un visa pour continuer de vivre. Ce sauf-conduit que leur donnera, en bout de file, l'ennemi d'hier, allié de celui d'aujourd'hui. Les phalangistes veillent au grain. Aux frontières de leur territoire, passage obligé pour oublier Beyrouth assiégée, ils passent au peigne fin ces vaincus qui émigrent vers un ailleurs meilleur. Seule condition pour passer : être libanais, sans armes et sans reproche. Les autres, les Palestiniens surtout, n'ont plus qu'un domicile fixe : à l'ouest, dans leur nasse encerclée.

Samedi 11 heures... Pourquoi fuir ? Tout est calme. Beyrouth baigne dans ses moiteurs. Les rues du centre n'ont pas vu autant de monde depuis quinze bons jours. Les marchands de quatre saisons ont retrouvé leurs trottoirs et les monceaux de cerises garnissent les roulottes aux carrefours. On brûle, un peu partout, des tonnes d'ordures. Comme si l'Ouest, sans songer aux lendemains qui menacent, voulait un peu sortir de sa crasse et se donner un semblant d'ordre.

Les demi-soldes en mal de front, les petits malfrats du soir ont presque disparu. Les dirigeants palestiniens assurent en avoir fusillé trois, pris la main dans le sac, « *crime de guerre* » disent-ils. Pour l'exemple.

Tout est calme, normal. Les journaux, ce matin, feraient plutôt luire l'espoir. Même si les petites annonces reflètent, pêle-mêle, les aléas et les malheurs des temps qui courent. André et Dinia Boulos « *prient leurs nombreux amis de les excuser d'annuler, vu les circonstances, le dîner prévu au restaurant Mandalou* ». Les ambassades, fraîchement repliées en des lieux plus sûrs, donnent leur nouvelle adresse. Les compagnies maritimes informent leur aimable clientèle que la marchandise prévue à Beyrouth attend maintenant à Limassol. L'ordre souverain de Malte annule messe et réception chez les pères lazaristes et, prévenante entre toutes, la société Moussayed — pompes funèbres générales — annonce qu'elle fonctionne jour et nuit...

Emile fait des affaires

Samedi, 14 heures... « C'est là, votre trou de rats ? » Le doigt pointe au loin l'horizon beyrouthin. Les brumes de chaleur effacent les traits et plaies de la vieille ville. Uzi en bandoulière, Albert contemple sa proie, du balcon-terrasse de Chez Emile, un restaurant d'Ain-Saadé, sur les pentes du Metn. Brève rencontre. Marocain d'origine, capitaine de Tsahal, il accompagne les journalistes du *Tel-Aviv-Beyrouth*, aller-retour dans la journée. Et aujourd'hui, Chez Emile, terminal du voyage, il a voulu, histoire de discuter, rencontrer « *ceux d'en face* ». Nous sommes montés...

Images banales, classiques, d'une occupation qui n'ose trop s'avouer. Qui cache la gêne sous la faconde et l'agression sous les traits de la nécessité. La grande salle parle hébreu, grignote les *mezzes* et goûte le *chiche-taouk*. Emile, demain, ira chanker les chekels à la banque ambulante que l'occupant a déjà installée, sur la place de Baabda. Une bonen affaire : en une semaine, la monnaie d'Israël a déjà perdu quatre points sur la livre libanaise. Le Levant peut se détruire, ses billets survivent...

Sur son balcon, le capitaine joue les hôtes affable, habile à ne point noter nos réticences. Il est là « *pour la paix* » et repartira « *le devoir accompli* ».

« Quand ?

— *Le plus vite possible, on ne demande qu'à rentrer chez nous...*

— Mais quand ?

— *Quand il n'y aura plus ici d'hommes armés pour nous menacer.*

— Eux non plus ne sont pas chez eux.

— *On leur offre une vie sans armes. L'autonomie en Judée et en Samarie.*

— Un Etat en Cisjordanie ?

— *Vous dites Cisjordanie pour l'Alsace-Lorraine ?*

— *Mais ces Palestiniens du Liban, où iront-ils ?* »

Albert se fâche un peu :

« *Chacun dans ses godasses. Moi dans les miennes, vous dans les vôtres.*

— Mais, eux, ils n'en ont plus...

— *Vous leur donnez les vôtres ?* »

Il est parti vers Tel-Aviv sans rancune. Nous sommes rentrés dans « *le trou a rats* », presque soulagés. Poursuivis par l'idée obsédante, de revenir sur le « *bon bord* ». Mazraa, au retour, avait pris des airs de forteresse : dans talus de terre en chicane barraient l'avenue vers l'Est. La Trêve, dans son compte a rebours, se faisait veillée d'armes.

Qui trompe qui ?

Samedi 18 heures... L'immense bâtisse ottomane domine les ruelles de Mousseitbe. Là, bruissent les confidences, se nouent les contacts, s'échangent les plans qui veulent « *sauver Beyrouth* ». Dans la petite bibliothèque du second étage, M. Saë Salam, vieux grognard de la politique levantine, est sorti de sa retraite pour reprendre du service. Le voilà comme aux plus beaux jours, tissant sa toile entre les fedayin de Yasser Arafat et les émissaires de M. Reagan.

Il connaît tout son monde et chacun sait ici qu'il a surtout l'oreille, ô combien précieuse ! des princes d'Arabie. Entre deux fausses bouffées d'un havane éteint, il donne la température, l'inquiétude sereine. « *Si on les force à se battre, les fedayin combattront. Mais ils ne le veulent pas. Seulement, ils ne veulent pas tout perdre. Mais, qui a intérêt à ce qu'ils perdent tout ? Arafat est un modéré, un homme raisonnable. Si on le perd, personne n'en finira jamais avec les Palestiniens... Cela aussi, les Américains le comprennent. Les dirigeants de l'O.L.P. sont disposés à désarmer devant une autorité libanaise. A condition qu'on leur donne des assurances que, pour l'instant, personne ne peut leur donner. Mais je suis sûr que si toutes les conditions sont réunies, les Américains n'accepteront pas que les Palestiniens soient écrasés...* ».

Dehors, du côté des grands camps, des dirigeants palestiniens promettent au même instant « un Stalingrad à l'ennemi sioniste ». Qui trompe qui ? *Dans les sous-sol d'un cinéma du* centre, au milieu des gravats, un vieil homme récite, les paupières frémissantes, l'itinéraire de son errance : Haïfa en 1948, la quarantaine, bidonville collé au port de Beyrouth, et puis telle El Zaatar. Un siège déjà, de sinistre mémoire. Damour pendant six ans et maintenant ce sous-sol. Il n'y a plus d'après...

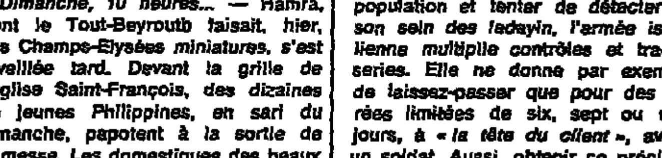
Dimanche, 10 heures... — Hamra, dont le Tout-Beyrouth faisait, hier, des Champs-Elysées miniatures, s'est réveillée tard. Devant la grille de l'église Saint-François, des dizaines de jeunes Philippines, en sari du dimanche, papotent à la sortie de la messe. Les domestiques des beaux quartiers n'ont pas de bateau-refuge du côté de Jounieh.

A la terrasse du Movenpick, Hassan, communiste militant et professeur à l'université arabe, maudit la fausse paix du jour. « *Il ne nous reste qu'une cartouche,* assure-t-il, *elle tient en un mot : non. Nous serons battus, écrasés militairement, soit. Mais ce n'est pas la première fois qu'un mouvement révolutionnaire subit un revers militaire. Subis sur une ligne juste, cela compromet le présent et il faut en payer le prix. Mais subit sur une ligne erronée, sur une capitulation, cela brise l'avenir... Autant mourir pour la ligne juste !* » Hassan appelle déjà Marx à la rescousse. Marx qui disait que parfois... « *l'Histoire avance par son côté pourri* »...

Dimanche, 12 heures... L'heure H. Dans un salon isolé de l'Ouest, un grand bourgeois maronite digresse sur le sort du Liban, livré aux appétits des grands. Beyrouth est loin déjà. Tout petit. Ce qui s'y trame prend racines dans les eaux du Golfe, dans les décombres de Khoramchar, dans l'onde menaçante de l'Islam intégriste. Moscou et Washington, dans ce salon feutre, fomentent un Yalta au Levant...

L'heure est passée. Beyrouth continue de vivre. Ils sont encore là, bien sûr, sur les collines, mais ils n'ont pas bougé. Que veulent-ils et quand partiront-ils ? A l'Est, en ce dimanche, on a, ça et là, distribué un « assimil succinct » de l'hébreu à l'arabe. Une simple feuille et cinquante mots. « Bonjour », « bonsoir », « à droite », « à gauche », « merci », et « non, merci ». Et, au milieu : « Joyeux Noël » et « Bonne année »...

DOMINIQUE POUCHIN.



(Dessin de PLANTU.)

A TYR ET A SAIDA

Une occupation pesante et tracassière

De notre envoyée spéciale

Saïda. — L'ordre israélien règne sur le Sud-Liban mais, deux semaines après l'entrée de Tsahal à Tyr et à Saïda, la situation est loin d'être normalisée, même si des familles regagnent leurs maisons et rouvrent leurs magasins. « *Nous sommes passés d'une occupation palestinienne faite d'abus et de terreur à une occupation qui nous prive de libertés et qui multiplie les humiliations* », dit un médecin de Saïda, qui ajoute cependant : « *La différence, c'est qu'il y a peut-être maintenant une lueur d'espoir de voir le Liban sortir de son asservissement à des forces étrangères* ».

C'est à ce petit espoir que se raccrochent beaucoup de Libanais qui ont de plus en plus de mal à supporter une occupation très pesante. *Pour mieux s'assurer de la population et tenter de détacter en son sein des fedayin, l'armée israélienne multiplie contrôles et tracasseries. Elle ne donne par exemple de laissez-passer que pour des durées limitées de six, sept ou neuf jours, à « la tête du client »*, avoue un soldat. Aussi, obtenir ce précieux sésame qui peut être réclamé à tout moment dans la rue ou chez soi nécessite de longues heures d'attente et un nouveau passage devant les « *mouchards* » qui assistent les officiers de renseignements. « *Le bureau n'ouvre qu'à neuf heures mais ils sont là dès quatre heures du matin* », dit un officier qui a beaucoup de mal à contrôler la bousculade d'une centaine d'hommes qui attendent devant le bureau du gouverneur militaire de Tyr. Tous les hommes, de treize à soixante ans, peuvent être appelés à tout moment pour un contrôle d'identité. « *Alors*, affirme l'un d'eux, *on n'ose même pas écouter la radio de peur de ne pas entendre les haut parleurs qui appellent au rassemblement.* »

« *Ce matin, je voulais aller acheter de la viande*, dit la femme d'un médecin. *Je ne sais pas pourquoi mais, à deux cents mètres de chez moi, je ne pouvais aller ni devant moi ni à droite et tout cela sans explications. Nous sommes pris au piège.* »

Arrestations massives

Les patrouilles en jeeps circulent sans arrêt dans les villes, comme à Tyr et à Saïda, à la recherche d'éventuels suspects, et peuvent contrôler à tout moment les identités. L'armée réquisitionne des civils pour l'aider dans certains travaux comme, par exemple, vider les caches d'armes. Les hommes sont ramassés à l'improviste et doivent travailler deux heures avec les soldats avant de pouvoir regagner leur domicile.

Les arrestations massives qu'a opérées l'armée israélienne, surtout, alourdissent beaucoup le climat. « *Les gens vivent dans l'angoisse, sans nouvelles des leurs depuis dix à douze jours et cela est insupportable,* nous dit Mgr Haddad, évêque catholique grec de Tyr. *Ici, ils ont arrêté six mille personnes, Palestiniens et Libanais, et, depuis, on ne sait pas ce qu'ils sont devenus. Je suis intervenu tous les jours auprès des autorités civiles et militaires israéliennes mais sans succès* », dit encore le prélat. « *Pourtant, je leur ai dit : Comment voulez-vous que les gens ne vous considèrent pas comme des monstres quand vous avalez six mille personnes à la fois ? Ils m'assurent qu'ils reviendront*, dit-il, *mais, avant le pain et l'eau, il faut que tous ces gens, dont je peux vous assurer qu'ils n'ont rien à faire avec tout cela, rentrent chez eux.* » Des centaines de familles se pressent chaque jour à l'évêché pour demander l'intervention de Mgr Haddad, qui dénonce aussi l'esprit de revanche et les mauvais traitements infligés par certains officiers des renseignements à des suspects.

100 000 sur une plage

L'évêque de Tyr, qui abrite chez lui la femme et les enfants du commandant local de l'O.L.P., raconte sa difficile négociation avec le colonel israélien qui est entré dans Tyr, pour obtenir un délai d'évacuation de la population. « *Nous nous sommes retrouvés à cent mille sur la plage, pour une nuit d'angoisse. Le lendemain, ils nous ont laissés rentrer à l'exception des familles palestiniennes des camps de El Rachidieh, El Bass, Borj Hachamali.* » Le camp de El Rachidieh, qui abritait six à sept mille personnes, est vide. Ce dimanche, des femmes et des enfants, qui campent depuis près de deux semaines à la bele étoile, viennent chercher ce qu'ils ont dû abandonner : vêtements, instruments de cuisine, postes de télévision. Les enfants traînent de lourds sacs remplis d'objets hétéroclites. Le camp a été nettoyé, maison par maison, et celles dans lesquelles ont été découvertes des armes (la plupart) sont marquées de signes verts.

Au camp de Halbes, l'hôpital palestinien a été évacué et « *les Israéliens ne nous donnent pas l'autorisation de le rouvrir* », dit un médecin français qui y travaillait avec sa femme. « *Les blessés que nous avions ont été soit dispersés dans les autres hôpitaux de Tyr, soit, pour les plus graves, emmenés en Israël* », ajoute-t-il. Il déplore une décision qui prive la population d'un hôpital parfaitement équipé. « *Les médecins palestiniens avec lesquels je travaillais*, affirme-t-il, *sont restés aux mains de la Croix-Rouge et sont exclus de tout.* »

Comment nourrir douze enfants ?

A Saïda, où l'armée interdit toujours l'accès du camp d'Ain-Heloué — certaines parties en seraient minées, — beaucoup de familles palestiniennes ont quitté la plage pour la montagne où elles sont installées dans des conditions précaires. D'autres ont regagné leurs appartements en ville, comme ce jeune Palestinien qui a rouvert son épicerie mais avoue : « *J'en ai assez de ce pays. Avant d'être Palestinien, je suis un homme, je voudrais vivre chez moi, en Israël, mon pays perdu.* »

Malgré les moyens mis en œuvre, l'armée israélienne reconnaît que même à Tyr et à Saïda, où la situation est calme, demeurent nombre de fedayin fondus dans la population. Chaque jour, de nouvelles arrestations sont opérées, souvent sur dénonciation, comme celle à laquelle nous avons assisté à Tyr. Deux jeeps bourrées de soldats en armes, casqués, ont barré une rue. Les hommes sont descendus et ont brutalement sorti un jeune homme d'une maison. Le temps de lui lier les mains derrière le dos, il a été embarqué devant une foule apparemment indifférente.

Près du camp d'Ain Heloué à Saïda, des caches d'armes sont découvertes chaque jour. L'une d'elles renferme un impressionnant arsenal de katiouchas dans leurs longues caisses de bois, des kalachnikovs, des uniformes neufs, des missile antichars. Les soldats s'attendent, à chaque minute, à tomber sur des fedayin. A l'entrée de Saïda, dans la cour d'une usine, des centaines de prisonniers, les mains attachées derrière le dos, la plupart les yeux bandés, attendent de passer à l'interrogatoire. Certains sont là depuis plusieurs jours. En face, les femmes tentent d'apercevoir à travers la porte grillagée un des leurs. Les soldats les dispersent mais elles reviennent. Certains de ces prisonniers sont emmenés en Israël.

A l'inverse, l'armée a commencé, à Saïda tout au moins, à libérer des suspects et, sur une des grandes places de la ville, dévastée par les bombes, des scènes bruyantes de retrouvailles contrastent avec le silence et l'angoisse de ceux qui ne voient pas descendre l'être cher.

Les combattants palestiniens blessés sont soignés dans les hôpitaux de la ville où ils sont gardés par les soldats. Suivant la bonne volonté de leurs geôliers, ils reçoivent ou non des visites de leurs familles, mais « *on les laisse en paix* », dit le médecin.

Le bilan des bombardements de Saïda s'établit officiellement à huit cent cinquante morts dénombrés, civils et combattants, mais il reste des cadavres sous les immeubles effondrés. A Tyr, il y aurait trois cents morts, dont soixante civils, mais, là encore, des cadavres demeurent enterrés sous des blocs de béton.

Cependant, la vie reprend petit à petit. Les files s'allongent devant les pompes à essence, ouvertes plus nombreuses chaque jour. Après celui de Saïda, le marché de Tyr a rouvert ses portes et, paradoxalement, la vie y est moins chère qu'avant. Pour Salem, cependant, la vie ne peut pas reprendre. Il était marin-pêcheur sur un des vingt gros bateaux du port de Tyr qui ont été coulés. Il ne sait pas ce qu'il peut faire, d'autant plus que les Israéliens interdisent la pêche, pour éviter toute sortie de bateaux qui pourraient par exemple rejoindre Beyrouth, ville « fermée ».

Institutrice, cette femme d'une cinquantaine d'année qui ne peut retenir ses larmes, devant sa maison dévastée qu'il faudra abattre et reconstruire, exprime un sentiment largement partagé : « *Je n'aime pas du tout les Palestiniens, mais moi, qu'est-ce que j'ai fait ? Quand je demande qui va me réparer tout cela, on me répond « tant pis ». Alors j'attends toute seule chez les voisins. Mes quatre enfants sont à Beyrouth et je n'ai pas de nouvelles. Pourquoi ? Pourquoi ?* »

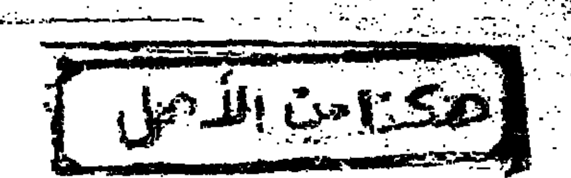
Cette guerre, beaucoup de soldats ou d'officiers israéliens la vivent mal, même s'ils ne la contestent pas. « *Quand je suis rentré dans Saïda avec les premiers chars et que j'ai vu les immeubles tomber sous les bombes, j'ai songé au film sur les bombardements de Varsovie* », dit l'un d'eux, qui ajoute cependant : « *Pourtant il fallait le faire. On est traumatisé quand on a des doutes. Là, je n'ai pas de doutes. Mais, pour un soldat, combattre au milieu de civils, c'est ce qu'il y a de plus effrayant.* »

A chaque discussion avec des Libanais qui contemplent leurs maisons dévastées, les officiers demandent, comme pour mieux se rassurer : « *Aviez-vous bien reçu les tracts qui vous disaient d'évacuer ?* » « *N'écris pas*, nous dit spontanément un soldat, *que l'armée israélienne a fait du mal au Liban, il fallait bien le débarrasser des terroristes.* »

FRANÇOISE CHIPAUX.







PAR ISRAËL

Que veut Jérusalem ?

(Suite de la première page.)

« Ce serait un problème pour nous. Aussi, laissons-le aller où bon lui semble », a ajouté M Begin

Dans les milieux proches du gouvernement, on indique que l'objectif actuel est de maintenir l'encerclement de Beyrouth-Ouest, afin de faire fortement pression sur l'O.L.P. et d'obliger ses dirigeants à déposer les armes. L'exil des chefs de l'O.L.P. en Egypte, par exemple, c'est-à-dire dans un pays qui n'est plus en état de guerre contre Israël, apparaît à Jérusalem comme une solution *« intéressante »*.

Il n'en demeure pas moins que les buts du gouvernement sont toujours aussi peu clairs. L'ensemble de la presse le regrette quand elle invite d'autre part le cabinet de M. Begin à ne pas ordonner une opération militaire contre le réduit de Beyrouth-Ouest.

Au conseil des ministres, M. Shamir a fait un tour d'horizon à propos de la situation d'Israël sur la scène internationale et a établi le bilan de son voyage à Paris. Selon des sources bien informées, il a fait savoir à ces collègues que cette situation était *« grave »* et il a souligné que son appréciation des réactions de la presse et du gouvernement français *« n'était pas encourageante »*. Il a ajouté que la rencontre entre MM. Mauroy et Kaddoumi n'était qu'un aspect d'une *« démarche inamicale »* envers Israël. M. Shamir craint que la France ne soit en mesure d'exercer en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, une influence *« néfaste »* pour Israël.

Revenant sur des déclarations où il soutenait que l'intervention au Liban contre l'O.L.P. n'avait pas été décidée pour faciliter la tâche de l'administration israélienne en Cisjordanie et à Gaza, M. Sharon a reconnu le 19 juin que, du fait des événements à Beyrouth, les Palestiniens des territoires occupés pourraient être *« prochainement »* amenés à entamer des pourparlers avec le gouvernement de Jérusalem. A la station de radio de l'armée, le ministre a déclaré qu'Israël allait pour cela *« lancer une offensive de paix »* en Judée et en Samarie et concentrer ses efforts sur la mise en œuvre du projet d'autonomie. Il semble que cette offensive ait commencé puisque, dès la semaine dernière, l'administration civile de Cisjordanie a destitué deux conseils municipaux qui refusaient de *« coopérer »* (*le Monde* du 18 juin).

M. Sharon a ajouté que les habitants des territoires occupés devaient comprendre que *« personne d'autre qu'eux-mêmes »* ne pouvait résoudre leur problème. Il a précisé que l'affaiblissement de l'O.L.P. *« améliorait »* les chances de trouver une entente avec les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Comme pour répliquer à cette prise de position, de nombreuses personnalités nationalistes des territoires occupés, parmi lesquelles plusieurs maires, ont publié un communiqué pour réaffirmer que l'O.L.P. restait *« le seul représentant légitime du peuple palestinien »*. Ce texte dénonce par ailleurs non seulement le *« complot américain »* mais aussi, et avec rigueur, la *« conspiration du silence »* de l'ensemble du monde arabe. Des heurts violents se sont produits le 19 juin entre des habitants d'une localité voisine d'Hébron et des membres des « ligues de village », groupes de *« modérés »* soutenus activement par les autorités israéliennes. Une personne a été tuée et cinq autres blessées.

Au cours d'une conférence de presse, plusieurs universitaires ont dénoncé la campagne au Liban, déclaré que toute solution militaire était *« vaine »* et qu'il était nécessaire d'engager des négociations avec l'O.L.P. Le professeur Yeshayahou Leibowitz a déclaré : *« La cinquième guerre menée aujourd'hui par Israël n'est que le prélude à un sixième conflit israélo-arabe. »* Il a ajouté que, étant donné que *« deux peuples se disputaient le même pays »*, il fallait envisager ou bien *« une guerre à outrance »*, ou bien une *« partition »*.

FRANCIS CORNU.

ASIE

Afghanistan

DEUX MÉDECINS FRANÇAIS CONFIRMENT L'OCCUPATION DE LA VALLÉE DU PANSJIR PAR LES TROUPES SOVIÉTIQUES

Les troupes soviétiques occupent les deux tiers de la vallée du Pansjir, à une centaine de kilomètres au nord-est de Kaboul. C'est ce qu'ont affirmé deux femmes médecins françaises, les docteurs Laurence Lemonnier et Capucine de Bretagne, qui sont arrivées à Peshawar, au Pakistan, après deux semaines de marche, venant de la vallée où elles ont passé plusieurs mois.

Elles ont vécu pendant dix-huit jours l'offensive soviéto-afghane qui a débuté le 17 mai par de violents bombardements. *« Nous étions tout en bas de la vallée le 17 mai lorsque la nouvelle d'une offensive imminente est venue de Kaboul. Pendant cinq jours, de 6 heures du matin à 19 heures, une centaine d'hélicoptères et de chasseurs-bombardiers SU-24, dirigés par un gros avion d'observation qui devait jouer le rôle de poste de commandement volant, ont systématiquement pilonné les 60 kilomètres de la vallée »*, a raconté le docteur Lemonnier. A mesure que les forces soviétiques — estimées à dix mille hommes — avançaient, des commandos étaient largués d'hélicoptères pour occuper de nouvelles positions. Les Soviétiques ont systématiquement détruit les villages. *« Dans l'un d'entre eux, trois maisons sur deux cents étaient encore debout après leur passage »*, a-t-elle ajouté.

Les insurgés, qui se battaient à un contre douze, et la population civile, réfugiée dans la montagne, n'auraient subi que des pertes légères ; selon Mme Lemonnier, les assaillants auraient eu de lourdes pertes. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

Vietnam

LES ÉTATS-UNIS SONT PRÊTS A EXAMINER CAS PAR CAS L'ACCUEIL DES DÉTENUS POLITIQUES

Singapour *(U.P.I.)*. — Les Etats-Unis cherchent à obtenir la libération des prisonniers politiques vietnamiens en *« rééducation »* et sont prêts à examiner *« cas par cas »* leur admission aux Etats-Unis, a déclaré samedi 19 juin à Singapour M. Stoessel, secrétaire d'Etat adjoint américain. M. Stoessel, venu à Singapour pour s'entretenir avec les ministres des affaires étrangères des pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, répondait ainsi aux propositions du chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, qui avait offert aux Etats-Unis de leur donner toutes les personnes détenues à l'issue de la victoire de Hanoï sur le régime saigonnais en 1975 (*le Monde* du 18 juin).

M. Stoessel a ajouté que son pays avait pris contact avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) pour examiner les modalités de cette opération, qui ne pourrait pas prendre la forme d'une acceptation globale de ces détenus. *« Leur nombre pourrait atteindre cent mille personnes, mais je ne suis pas sûr que quelqu'un le connaisse vraiment »*, a-t-il dit.

● *Guerre chimique en Indochine ?* — Selon une étude du professeur Bruno Schiefer, de l'université du Saskatchewan, les maladies mortelles, causées par des mycotoxines, décelées chez les populations frontalières du Cambodge et du Laos *« ne peuvent être expliquées sur la base de maladies naturelles »* et seraient causées par des armes chimiques, bien qu'aucune preuve absolue ne puisse en être apportée.

AMÉRIQUES

LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT DES MALOUINES

La reconquête des îles Sandwich du Sud parachève la victoire britannique

De notre correspondant

Londres. — Les troupes britanniques ont parachevé, le dimanche 20 juin, leur reconquête des Malouines et de leurs dépendances en obtenant la reddition d'un petit groupe de scientifiques argentins qui occupaient *« illégalement »* l'île de Thulé, dans l'archipel des Sandwich du Sud, depuis... 1976. Bien que le ministère de la défense soit très avare de détails, on croit, à Londres, qu'il n'y a pas eu de combats. Cependant, Buenos-Aires affirme que des soldats britanniques, amenés par le brise-glaces *Endurance*, puis par hélicoptères, ont mitraillé la petite station.

En 1976, l'Argentine avait envoyé une mission sur cet îlot volcanique, inhabité, pour souligner sa revendication de souveraineté sur l'ensemble des Malouines et de leurs dépendances. La Grande-Bretagne avait protesté par voie diplomatique, mais n'avait jamais tenté, jusqu'à la victoire de Port-Stanley, de mettre fin à l'*« occupation »* de l'île. Celle-ci était le fait de dix spécialistes de météorologie, auxquels se seraient joints, parfois, quelques marins argentins. Des discussions avaient même eu lieu entre les deux gouvernements pour permettre à ces scientifiques de continuer leur travail ; mais, selon le Foreign Office, elles n'avaient pas abouti.

Les îles Sandwich du Sud, découvertes par Cook en 1775 et rattachées administrativement à la Grande-Bretagne en 1980, ne font pas formellement partie des Malouines, même si elles étaient « gérées » depuis Port-Stanley pour des raisons de commodité (comme d'ailleurs la Géorgie du Sud). Londres ne reconnaît pas la revendication de souveraineté de l'Argentine sur cet archipel, mais avait accepté, en 1977, qu'il soit inclus dans les discussions sur les Falkland.

DANIEL VERNET.

[L'archipel des Sandwich du Sud, situé à 3 080 kilomètres à l'est des côtes argentines, compte onze îles, d'une superficie totale de 430 kilomètres carrés. Elles sont situées entre le cinquante-cinquième et le soixantième parallèle sud. Découverte en 1775 par le navigateur Cook, elles prirent le nom de l'amiral anglais John Montagu, comte de Sandwich.]

La Communauté européenne lève ses sanctions économiques contre l'Argentine

La Communauté européenne a décidé, le dimanche 20 juin à Luxembourg, de lever immédiatement les sanctions économiques prises contre l'Argentine, nous indique notre correspondant Philippe Lemaître.

Deux pays membres, l'Italie et l'Irlande, n'appliquaient pas, de toute façon, l'embargo décidé en avril sur les importations de produits argentins. Trois autres, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, avaient demandé, avant la réunion ministérielle, que l'embargo cesse : *« Ce geste est décidé dans l'esprit que la cessation des hostilités, qui est un fait, devienne un droit. »*

« L'agression n'aura pas payé : la résolution n° 502 du Conseil de sécurité (qui demandait, en particulier, le retrait des troupes argentines) est satisfaite », a indiqué M. Cheysson, le ministre français des affaires étrangères. Il a ajouté : *« Nous sommes heureux que les sanctions soient levées car nous ne voulons pas le moindre malentendu de la part des autres pays d'Amérique latine dans nos relations avec eux. Il n'y a absolument pas d'hostilité de la part de la Communauté à leur égard. »* La France a annoncé que, tant qu'il n'y aurait pas de solutions juridiques au conflit dans l'Atlantique sud, l'embargo sur les armes et les pièces détachées à destination de l'Argentine serait, en revanche, maintenu. Les autres pays membres exportateurs d'armes se sont prononcés dans le même sens.

Le chef du Foreign Office, M. Pym, avait pourtant demandé le maintien des sanctions jusqu'à ce que Buenos-Aires mette fin aux hostilités. Il n'a donc pas été suivi.

L'embarras est grand, à Londres, après la notification faite par Buenos-Aires aux Nations unies, le 18 juin, de son exigence d'un retrait des troupes britanniques des Malouines comme préalable à un arrêt officiel des hostilités de la part de l'Argentine. Londres expirait, en effet, rappellent les agences de presse, à Londres, que la chute du général Galtieri, en quoi le ministre des affaires étrangères anglais avait vu un *« signe encourageant »* pour l'avenir des relations entre les deux belligérants, marquerait un assouplissement de la position de Buenos-Aires. L'impasse est donc complète, à moins que, comme l'espère encore Londres, *« le réalisme »* ne finisse par prévaloir en Argentine.

L'attitude de Buenos-Aires n'empêchera pas la Grande-Bretagne de poursuivre le rapatriement des prisonniers. Seul un millier d'officiers devraient demeurer détenus jusqu'à ce que Buenos-Aires accepte un règlement formel de la situation, indique l'agence A.P. Le *Sunday Times* écrit que le maintien en détention d'Argentins pourrait aussi être un moyen de pression de Londres en vue d'obtenir la libération de sept membres des services d'action secrète (SAS) de l'armée britannique, capturés en mai près d'une base militaire au sud de l'Argentine, alors qu'ils déployaient un radar mobile.

La succession du général Galtieri

A Buenos-Aires, cependant, la junte de gouvernement, composée des commandants en chef des trois armes, les généraux Nicolaides (remplaçant du général Galtieri à la tête de l'armée de terre), Lami Dozo (air) et l'amiral Anaya, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le nom du futur président de la République. Le général Saint-Jean est chargé de cette fonction, à titre intérimaire, en sa qualité de ministre de l'intérieur. L'ensemble du gouvernement demeure en place, en attendant une décision définitive sur la personnalité du futur chef de l'Etat.

Durant les négociations de la fin de la dernière semaine, l'aviation aurait soutenu les candidatures de M. Juan Ramon Aguirre Lamari, ambassadeur au Venezuela, et du général Amadeo Frugoli, ministre de la défense. L'armée de terre et la marine se seraient opposées à la désignation de M. Frugoli.

Cependant, les pressions des milieux politiques en faveur d'un retour rapide à un régime civil se font de plus en plus insistantes à Buenos-Aires. Un ancien vice-président, M. Solano Lima, président du parti conservateur populaire, a réclamé des élections dans les trois mois. Les représentants de cinq des principaux partis, réunis dans une « coordination » politique, ont annoncé une réunion d'urgence pour définir leur attitude à l'égard du récent remaniement de la junte du gouvernement. Un manifeste préconisant l'organisation d'un référendum en vue d'organiser une *« reconstitution institutionnelle de la République »* sur la base d'un *« consensus national »* circule actuellement à Buenos-Aires, à l'initiative de M. Ricardo Yofre, ancien secrétaire d'Etat à la présidence sous le général Videla, indique l'agence France-presse.

Colombie

L'état de siège est levé dans tout le pays

Bogota *(A.F.P.)*. — L'état de siège, en vigueur en Colombie de façon quasi ininterrompue depuis trente-quatre ans, a été levé le dimanche 20 juin dans tout le pays.

Quelque trente-six mesures d'exception ont été abolies. Ainsi, environ quatre mille personnes traduites devant des tribunaux militaires devraient recouvrer la liberté — tous les délits commis par des civils relevant désormais de la justice ordinaire.

Ainsi, les Colombiens devraient-ils recouvrer de larges droits en matière de libertés d'expression, de presse et de réunion. Les arrestations arbitraires devraient cesser. Les syndicats pourront manifester publiquement, et les partis mener leur campagne sans réserve.

Au total, la Colombie aura connu l'état d'urgence, autorisé par la Constitution, pendant vingt-et-un ans, sept mois et vingt-deux jours, depuis l'assassinat du dirigeant libéral Jorge Gaitan, le 9 avril 1948. Cet assassinat devait donner le départ à la *Violencia*, une véritable guerre civile entre libéraux et conservateurs, dont le bilan devait s'élever à près de trois cent mille morts lorsqu'elle s'acheva, au milieu des années 50.

L'état de siège avait été décrété pour la dernière fois le 7 octobre 1976, à la suite d'une grève de médecins. Une *« loi de sécurité »*, promulguée le 6 septembre 1978, deux mois à peine après l'arrivée au pouvoir de l'actuel président libéral, M. Julio Cesar Turbay Ayala, devait, par ailleurs, donner lieu à une controverse. Destinée, en principe, à lutter contre l'insécurité et le trafic de drogue, cette loi devait, en fait, se transformer en instrument de répression contre les actes terroristes, et donner lieu à des violations de droits de l'homme dénoncées par les organisations humanitaires internationales. Des centaines de personnes, considérées comme *« subversives »*, ont été arrêtées et condamnées à de lourdes peines de prison

La levée de l'état de siège est due, selon le gouvernement, à la paix qui règne depuis le démantèlement des principaux mouvements de guérilla, qui auraient subi de lourdes pertes, notamment dans les foyers du sud de la Colombie.

Cette décision intervient malgré l'échec des offres gouvernementales d'amnistie aux guérilleros.

● *L'agence U.P.I. exclue du procès Hinckley.* — Les deux correspondants de cette agence de presse, qui suivaient à Washington le procès de John Hinckley, qui avait tenté le 30 mars 1981 d'assassiner M. Reagan, ont perdu leur accréditation à la suite d'une décision de justice, jeudi 17 juin. L'un des correspondants avait essayé d'entrer en contact avec l'un des jurés par l'intermédiaire d'une tierce personne. Les jurés, dont le nom est tenu secret, ne doivent avoir aucun contact avec la presse pendant la durée du procès. — *(A.F.P.)*

Guatemala

LA GUÉRILLA ACCUSE LE GOUVERNEMENT DE VOULOIR CRÉER DES « HAMEAUX STRATÉGIQUES »

Guatemala *(A.F.P.)*. — Au moins vingt paysans d'origine indienne ont été massacrés, le 17 juin, dans la localité de San-Marcos (département d'Alta-Verapaz), au nord du Guatemala par des inconnus armés, a-t-on appris le vendredi 18. Selon le témoignage de survivants *« une cinquantaine d'hommes portant des vêtements vert olive »* ont incendié une quinzaine d'habitations modestes et tué les paysans, dont cinq vieillards, après les avoir torturés.

Plusieurs massacres, ayant fait une centaine de morts parmi la population indigène, dont de nombreux enfants et des femmes, ont été perpétrés ces dernières semaines dans le Nord et l'Ouest.

Le gouvernement en attribue la responsabilité à la guérilla, qui perdant l'appui de la population, aurait recours à ce type d'actions. La guérilla, pour sa part, accuse l'armée de se livrer à ces massacres. Les paysans qui en sont les témoins se gardant, pour leur part, d'accuser l'un ou l'autre des protagonistes, de peur des représailles.

Dans un communiqué publié le 18 juin, l'Armée de guérilla des pauvres (E.G.P.), le principal mouvement rebelle, a accusé le gouvernement de vouloir créer des *« hameaux stratégiques »*, sur le modèle employé par les Américains durant la guerre du Vietnam, afin de contrôler les populations.

L'E.G.P. a également demandé à la communauté internationale d'*« isoler »* le gouvernement du général Efrain Rios Montt, qu'elle accuse d'utiliser à des fins de répression contre la population indienne des pays l'aide étrangère.

Brésil

LE PROCÈS DE DEUX MISSIONNAIRES FRANÇAIS S'OUVRE A BELEM

Le procès de deux prêtres français, les Pères François Gourion et Aristide Camio, arrêtés en août 1981 et inculpés d'*« incitation à la désobéissance collective à la loi et à la lutte de classes »*, doit s'ouvrir ce lundi 21 juin, à Belem, au nord-est du pays, annonce l'agence Associated Press de Brasilia. Le secrétaire général de la Conférence épiscopale brésilienne, Dom Luciano Mendes de Almeida, a jugé l'emprisonnement de ces missionnaires *« injustifié »*, et a affirmé que ce procès *« est la confirmation publique des droits des prêtres »* et *« la reconnaissance publique de leurs bonnes intentions et de leur innocence »*. Les Pères Camio et Gouriou, qui ont reçu de nombreux témoignages de soutien du Brésil et du monde entier, risquent une peine de huit à trente années de prison.

Les deux missionnaires devaient être jugés à la fin de l'année dernière, mais leur procès avait été interrompu. Par ce procès, les autorités de Brasilia souhaitaient intimider l'Eglise, qui s'oppose au régime militaire et a pris souvent la défense des paysans pauvres contre les riches propriétaires terriens (*le Monde* du 29 décembre 1981). D'autant que les conflits pour la possession de la terre se multiplient au Brésil (*le Monde* du 16 septembre 1981).

Le motif invoqué par les autorités pour arrêter les deux prêtres était une embuscade au cours de laquelle un homme de main d'un propriétaire terrien de la région de Conceiçao do Araguaia (Etat du Para) avait été tué et plusieurs policiers blessés. Les ecclésiastiques avaient alors été accusés d'*« incitation à la violence et à l'invasion de terres »* par les paysans, et d'être les *« auteurs intellectuels »* d'un homicide. Les Pères Gouriou et Camio sont membres des Missions étrangères de Paris.

El Salvador

LA GUÉRILLA DÉCLARE DÉTENIR LE VICE-MINISTRE DE LA DÉFENSE

San-Salvador *(A.F.P., A.P., Reuter, UPI)*. — Après avoir annoncé quelle était prête à remettre, par le truchement de la Croix-Rouge, le corps du vice-ministre de la défense, tué dans la chute de son hélicoptère pendant le survol d'une zone de combat dans le Morazan, au nord du pays, la guérilla salvadorienne a annoncé, le dimanche 20 juin, qu'elle détenait prisonnier le colonel Castillo.

Celui-ci aurait été retrouvé après qu'il eut survécu à des blessures consécutives à la chute de son appareil — chute accidentelle selon les autorités ; due à un coup au but, selon le Front Farabundo Marti de libération nationale (F.M.L.N.). La confusion initiale serait due au fait que le colonel Castillo avait troqué ses papiers d'identité avec ceux d'un autre passager. Radio-Venceremos, l'organe de diffusion des rebelles, qui a publié ce communiqué, n'a rien dit du sort d'un autre officier qui voyageait dans l'hélicoptère, le colonel Luna, commandant la garnison de Morazan.

Les rebelles assurent, en outre, avoir mis hors de combat cent cinquante soldats lors d'affrontements avec les troupes gouvernementales dans le Mozaran. Ils déclarent détenir quarante-trois prisonniers. Ils contrôlent depuis deux semaines la localité de Perquin.

EUROPE

Portugal

Grave crise au sein du parti socialiste

De notre correspondant

Lisbonne. — En pleine période de révision de la Constitution, le parti socialiste portugais connaît la plus grave crise de son histoire. La tendance majoritaire favorable à M. Mario Soares, secrétaire général, et des minoritaires regroupés autour de M. Salgado Zenha, chef du groupe parlementaire, s'affrontent, et l'éventualité d'une scission n'est pas écartée.

Les relations entre les socialistes et le président Eanes constituent le principal objet de ce conflit. Les minoritaires accusent le parti d'avoir négocié avec les deux principales formations de la coalition de droite modérée au pouvoir, le parti social-démocrate (P.S.D.) et le Centre démocratique et social (C.D.S.), un projet de révision de la charte du pays qui réduit les pouvoirs du chef de l'Etat. Pour M. Soares, en revanche, la question de la révision n'est qu'un prétexte pour ceux qui, affirme-t-il, *« veulent démanteler le P.S. afin d'ouvrir un espace politique pour le mouvement « eaniste ».*

La polémique s'est accentuée à l'issue de la réunion, le dimanche 13 juin, de la commission nationale du parti, où les majoritaires ont fait approuver une motion invitant *M. Zenha à abandonner ses fonctions de président du groupe parlementaire. Celui-ci a refusé.* Par la même occasion, trente-sept des soixante-six députés socialistes ont signé un texte condamnant ce qu'ils considèrent comme un *« comportement stalinien »* de la part des amis de M. Soares.

Une réunion de la commission politique a été convoquée d'urgence pour le mardi 22 juin. M. Zenha et les députés qui l'appuient risquent de faire l'objet de mesures disciplinaires. Les membres de la minorité *se sont déjà vu interdire tout déplacement dans les sections locales du P.S. pour y exposer leurs opinions. Ils ne peuvent plus, non plus, participer à des manifestations publiques dont les objectifs seraient contraires à la ligne définie par la* direction du parti.

JOSÉ REBELO.

Roumanie

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME DÉNONCE LES « DISPARITIONS »

Un mois après la disparition de l'écrivain Virgil Tanase, la *Fédération internationale des droits de l'homme* a tenu, mercredi 16 juin, une conférence de presse à Paris. Son président, M. Daniel Mayer, a demandé que l'enquête soit menée à bien et notamment que les autorités roumaines *soient interrogées sur cette disparition.* Mme Anne Planche, membre de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, a insisté sur l'absence totale de tout *élément sérieux dans le dossier* qui a permis à certains organes de la presse française d'affirmer que M. Tanase était un informateur de la D.S.T.

Elle a rappelé le cas du syndicaliste Vasile Paraschiv, disparu depuis 1979 après avoir adhéré au Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (S.L.O.M.R.), qui venait d'être constitué. Ayant été auparavant victime de plusieurs internements abusifs en hôpital psychiatrique, M. Paraschiv était venu, en 1978, témoigner à Paris devant l'association contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques. Aucune des nombreuses démarches tentées en sa faveur par diverses organisations internationales n'a reçu de réponse des autorités roumaines.

Mme Planche a parlé du climat de terreur qui règne en Roumanie et y rend difficile toute collecte d'informations ou de témoignages. Elle a rappelé qu'on ignore tout du sort de trois mille mineurs de la vallée du Jiu qui avaient participé à la grève de 1977. La Ligue roumaine des droits de l'homme a pu identifier vingt d'entre eux. Une vingtaine d'autres personnes sont *déclarées inconnues aux adresses* qu'elles avaient fournies lors de leur adhésion au S.L.O.M.R., et leur trace n'a pu être retrouvée, pas plus que celle de plusieurs candidats à l'émigration.

A travers le monde

Corée du Sud

● UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN COREE DU SUD, organisé les 19 et 20 juin par la Fédération internationale des droits de l'homme et l'Union des Coréens pour la démocratie et l'unification s'est conclu par l'adoption d'une résolution, dans laquelle les deux organisations expriment l'espoir d'une réunification de la Corée *« dans l'indépendance et la démocratie »* et déclarent que *« la question des droits de l'homme se pose dans l'ensemble de la péninsule coréenne, aussi bien dans la partie nord que dans la partie sud ».*

Nicaragua

● LES VOLS D'ESPIONNAGE AMERICAINS au-dessus du territoire nicaraguayen se poursuivent, ainsi que la surveillance des côte du pays par des navires spécialisés, a affirmé, le 19 juin, le commandant Bayardo Arce, un des neuf dirigeants du Front sandiniste de libération nationale, et coordinateur de la commission politique du F.S.L.N. Des avions ultra-modernes ont survolé dix-neuf fois le territoire du pays en deux mois, a déclaré M. Arce devant un groupe de personnalités de l'organisation

Italie

RETROUVÉ PENDU A LONDRES

Roberto Calvi, premier banquier privé du pays était compromis dans de nombreux scandales

De notre correspondant

Rome. — Etrange destinée que celle de M. Roberto Calvi, modeste comptable devenu l'un des plus puissants financiers italiens. Il traitait avec la Banque du Vatican, prêtait au parti socialiste, finançait des journaux communistes et démocrates-chrétiens, était compromis *dans plus d'un scandale politico-affairiste.* Il est *venu échouer* à Londres après une fuite rocambolesque pour trouver la mort dans la nuit du vendredi 17 juin, pendu à un échafaudage sous le pont de Blackfiars (*le Monde* daté 20-21 juin). Suicide ou meurtre ? Les polices anglaise et italienne ne se prononcent pas.

M. Calvi avait disparu le 11 juin, laissant la première banque privée italienne avec un « trou » de 1,4 milliard de dollars (*le Monde* du 15 juin). La police italienne avait perdu sa trace à Trieste. Dans les poches du cadavre, on a retrouvé un faux passeport au nom de Calvini. Il s'était rasé la moustache et portait des lunettes. Dérisoire subterfuge qui ne lui permettait guère d'aller bien loin. Car, soudain, Calvi avait vu toutes les portes se fermer ; les promesses et les soutiens s'envoler.

Coupable de nombreuses opérations frauduleuses, M. Calvi n'était plus qu'un homme seul, abandonné par ceux qui avaient couvert ses menées, traînant derrière lui la malédiction d'une morte : sa secrétaire particulière qui s'est donné la mort, le 16 juin, en se jetant de la fenêtre du quatrième étage de cette Banco Ambrosiano, à laquelle cette vieille demoiselle avait consacré sa vie. Elle se refusait, disait-elle dans un message, de s'associer davantage à son déshonneur. Cela dit, nombreux aussi doivent être ceux qui sont rassurés de savoir que M. Calvi a emporté dans la mort bien des secrets dont, seul ou presque, il avait la clé. Car, à travers *son histoire, c'est dix ans de dessous de la finance et de* la politique italiennes dont il s'agit.

A la suite de Sindona

Dans les années 60, M. Calvi n'était qu'un timide employé d'une respectable banque privée, l'Ambrosiano, l'une des ramifications du puissant empire de la finance catholique. Manœuvrier solitaire et secret, fasciné par le pouvoir, M. Calvi a d'abord gravi patiemment les échelons de la hiérarchie. Les capacités acquises au cours de ces années grises et l'extrême fractionnement du capital de la banque qui rend difficile les contrôles tant sur l'identité des actionnaires que sur les mouvements de capitaux vont le faire vivre.

Arrivé à la tête de la banque, il consolide sa position par un habile dosage de participations encore aujourd'hui non éclaircies. Grâce à M. Michel Sindona, autre grand manitou — sicilien — de la finance italienne, aujourd'hui en fuite à la suite d'un retentissant scandale, il est introduit dans le monde politique.

Une fois Sindona mis hors course, Calvi hérite son rôle de manipulateur occulte d'opérations politico-affairistes de grande envergure. Surtout, il se lie à Licio Gelli, l'homme de la loge P.2, et fréquente des personnages considérés comme appartenant aux services secrets. Calvi est au faîte de sa puissance, *et son empire s'est considérablement étendu* : grâce à d'autres filiales, Banco Ambrosiano Holding et la Centrale, il contrôle une quarantaine de banques en Italie et à l'étranger (surtout en Amérique latine).

Parmi celles-ci, la Banca Cattolica del Veneto, l'une des plus actives du groupe. Parmi ses actionnaires, on compte à la quatrième place des principaux porteurs de parts l'Institut pour les œuvres de religion, en d'autres termes, la Banque du Vatican, et, à la sixième, la filiale suisse du Crédit commercial de France. Les autres actionnaires, pour la plupart étrangers et s'étant cachés sous des prête-noms, restent inconnus. En dix ans, le groupe est devenu l'un des plus puissants d'Italie, avec quelque 12 000 milliards de lires de dépôts.

Le scandale de la P. 2 éclabousse Calvi : il est arrêté et condamné pour exportation illicite de capitaux à quatre ans de prison en 1981. Mais il dispose encore de solides appuis : après une tentative (vraie ou fausse ?) de suicide, il est libéré grâce à des pressions politiques, notamment du P.S.I. Entre-temps, il a déclaré aux magistrats avoir exécuté pour celui-ci un transfert illégal de 21 milliards de lires. Aveu qu'il démentira une fois libre.

A peine sorti de prison, il reprend ses fonctions de président de l'Ambrosiano et redevient l'homme avec qui on doit compter. Il rencontre cependant deux écueils : l'opération de rachat du prestigieux quotidien *Corriere Della Sera*, dont il détient déjà 40 % des parts par le biais de la *Centrale, va déchaîner contre* lui les attaques d'une partie des milieux politiques qui pensent qu'il va trop loin. Et la Banque d'Italie sort finalement de son attentisme, demande des explications sur une opération de 1978 dans laquelle Calvi avait fait racheter une partie des actions de la Centrale (pour une somme de 1,4 milliard de dollars) par une filiale sud-américaine. Au début de la semaine dernière, devant le conseil d'administration, Calvi, qui a toujours régné par le secret, *refuse de renoncer à son pouvoir exclusif de savoir et de décider.* Il joue sa *carte* habituelle : la garantie de la Banque du Vatican. Il est cependant pour la première fois mis en minorité.

Isolé, alors que pèse sur lui une nouvelle accusation d'exportation illicite de capitaux et que son procès en appel va commencer, il s'enfuit. Tandis que commence déjà la lutte pour la succession, M. Rosone, vice-président, essaye de confirmer la garantie du Vatican. Jeudi, la réponse arrive de Mgr Marcinkus, grand argentier du Saint-Siège : elle est négative. Seule possibilité devant le « krach » financier de Calvi : remettre la banque entre les mains d'un commissaire du gouvernement, ce qui est fait le 16 juin. Après quatre ans d'atermoiements, la Banque d'Italie va enfin examiner les opérations de M. Calvi, banquier de l'Eglise, des partis et protagoniste de la *finance internationale : une vérification toujours ajournée* en raison des conséquences qu'elle risquait d'avoir.

PHILIPPE PONS.

DIPLOMATIE

DANS UNE INTERVIEW A « EL PAIS »

Il n'y a de notre part aucune complaisance à l'égard des terroristes *déclare M. Mitterrand*

De notre correspondant

Madrid. — *« Je vais en Espagne afin de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour améliorer les relations entre nos deux pays. J'admire la manière dont le peuple espagnol a construit sa démocratie dans des conditions difficiles. Mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire que l'Espagne se décharge de ses problèmes en disant que la faute en revient toujours à la France ».* Le plus important journal espagnol *El Pais* a publié, dimanche 20 juin, un entretien accordé à son directeur, M. Cebrian, par M. Mitterrand.

Interrogé sur la question basque, le président a affirmé qu'*« le problème délicat est celui des extraditions et non celui de la surveillance des frontières ou de la communication des informations. La question des extraditions d'ailleurs ne se pose pas qu'avec l'Espagne. Pour ce qui est de la collaboration entre les polices, je crois que l'on peut dire qu'elle existe réellement. Toute activité des organisations terroristes en territoire français découverte par notre police sera jugulée. Il n'y a, de notre part, aucune complaisance à leur égard. Mais cela ne veut pas dire que la France va remettre à Madrid tous les Basques espagnols qui passent la frontière ».*

Sur le problème de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E., M. Mitterrand reste prudent : *« La présence européenne de l'Espagne est politiquement évidente. Mais économiquement elle présente le danger d'apporter des contradictions supplémentaires à une Europe qui n'a pas résolu ses propres problèmes. Je ne fixe pas de conditions pour négocier. Mais il est nécessaire que nos pays se trouvent en position de concurrence commerciale loyale ».*

Quant au qualificatif d'*« atlantiste »*, donné par la gauche espagnole au gouvernement français, il est récusé par M. Mitterrand : *« On m'appelle atlantiste parce que j'ai pris des positions plus claires que mon prédécesseur sur le problème des armes soviétiques en Europe. Mais nous ne prétendons pas imiter la politique nord-américaine. Voyez, par exemple, la position que j'ai adoptée sur l'Amérique centrale, la question de l'aide au tiers-monde ou l'appui au cours des matières premières : la position de la France est en la matière totalement autonome ».*

THIERRY MALINIAK.

M. Giscard d'Estaing déplore « l'interruption du dialogue franco-soviétique »

Abordant, dans le premier des trois articles publiés par *le Figaro* à partir de ce lundi 21 juin, la politique étrangère conduite depuis un an, M. Giscard d'Estaing affirme que *« l'action extérieure de la France prolonge aujourd'hui la politique engagée précédemment »* à propos du dialogue Nord-Sud et de la *« politique de solidarité africaine »*, mais qu'elle *« s'en distingue »* dans quatre domaines. Au Proche-Orient, écrit-il, bien qu'un *« changement d'accent était souhaitable »* et que *« l'évacuation du Sinaï par Israël en fournissait l'occasion »*, le *« capital de confiance patiemment accumulé parmi les dirigeants arabes modérés »* a été *« atteint, sinon perdu »*. En Amérique centrale, les *« interventions politiques de la France (...) rompent avec une tradition constante de notre diplomatie, qui est celle de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats ».*

Il y a eu d'autre part *« interruption du dialogue franco-soviétique »*. Tout en admettant que cette interruption *« est approuvée par une large partie de l'opinion et sans doute par un grand nombre de mes lecteurs d'aujourd'hui »*, l'ancien président de la République estime que les Etats-Unis et la République fédérale s'orientent vers le dialogue ou la négociation avec Moscou et ajoute : *« La France serait ainsi seule absente du débat au sommet sur la paix — enjeu essentiel de la politique mondiale. Plus vraisemblablement, ses dirigeants tenteront de s'y réintroduire par une porte latérale, en oubliant leurs condamnations antérieures. Il sera demandé à la France de payer son retour par des concessions, portant notamment sur la discussion du niveau de ses propres forces, et elle ne pourra plus retrouver le rang de partenaire égal des superpuissances, où l'avait portée la seule volonté du général de Gaulle, prolongée par l'action de ses successeurs. »*

M. Giscard d'Estaing précise à ce sujet qu'il avait fait l'objet de deux démarches, le 3 février et le 18 mars 1981, de la part de M. Brejnev, qui envisageait de se rendre en France au printemps 1981 et lui demandait de préciser une date. Le 21 mai 1981, l'ancien président a informé son successeur *« parmi les cinq sujets que j'ai évoqués avec lui »*, de ces démarches soviétiques.

A propos de la construction européenne enfin, M. Giscard d'Estaing estime que *« le brouillard envahit la scène »* et poursuit : *« Est-on favorable à l'adhésion prochaine de nouveaux membres ? L'acceptation de la règle du vote à la majorité, pour la fixation des prix agricoles, vient-elle d'exprimer une attitude nouvelle, d'une portée considérable, ou constitue-t-elle seulement un artifice destiné à résoudre la difficulté d'un moment ? Les déclarations contradictoires sur le système monétaire européen confirment-elles la volonté de le renforcer, proclamée par la France lors du conseil européen des 29 et 30 mars ? L'instauration d'un contrôle des changes vis-à-vis de nos partenaires, archaïque dans son application, est-il un expédient provisoire, ou est-il destiné à devenir une institution permanente ? On attend de voir se manifester une volonté et un engagement. »*

Selon M. Haig

L'U.R.S.S. AURAIT PROCÉDÉ RÉCEMMENT A SEPT ESSAIS D'ARMES STRATÉGIQUES

New-York (*A.F.P., Reuter*). — L'U.R.S.S. a procédé ces derniers jour à une série *« sans précédent »* d'essais d'armes stratégiques, a révélé M. Haig samedi 19 juin à New-York. Selon le secrétaire d'Etat, ces essais, qui se sont traduits par sept lancements, ont porté sur un engin anti-satellite, deux missiles intercontinentaux et un engin sous-marin, une fusée à portée moyenne SS 20 et deux missiles anti-balistiques.

M. Rostow, directeur de l'agence américaine pour le contrôle des armements et le désarmement, a précisé que certaines de ces armes, notamment l'engin anti-satellite, sont nouvelles, et que, depuis la signature des accords SALT 2 en 1979, l'U.R.S.S. a multiplié par trois le nombre de ses ogives nucléaires sur missiles balistiques basés au sol. *« Ils parlent de pacifisme, mais pratiquent l'impérialisme »*, a ajouté M. Rostow.

M. Haig a révélé les essais soviétiques au cours d'une conférence de presse qui suivait une conversation, la seconde en deux jours, qu'il a eue avec M. Gromyko. Au cours de ces entretiens *« complets, francs et utiles »* avec le chef de la diplomatie soviétique, a précisé le secrétaire d'Etat, la question du Liban a été abordée. M. Haig a jugé l'attitude de l'U.R.S.S. sur ce sujet *« prudente et préoccupée ».*

République d'Afrique du Sud

La session parlementaire a été dominée par les projets réformistes de M. Botha

La cinquième session parlementaire depuis l'accession, en 1978, de M. Pieter Botha à la tête du gouvernement sud-africain, a pris fin. Notre correspondant en fait le bilan.

De notre correspondant

Johannesburg. – Supprimer les aspects les moins utiles et les plus cruels du développement séparé, « *colorer* » certaines structures du pouvoir en y associant du bout des lèvres deux millions et demi de Métis et huit cent mille Indiens, allumer une étincelle d'espoir dans la longue nuit de vingt millions d'Africains en entrouvrant, pour ceux d'entre eux qui sont urbanisés, la porte de la représentation municipale en zones « *blanches* »... Bref, passer de l'apartheid « *obscurantiste de papa* » à un système plus « *moderne* », plus « *jeune* », plus acceptable pour les modérés, les investisseurs étrangers et les puissances occidentales amies ; décréter l'arrêt de mort de l'apartheid et instituer un *néo-apartheid*, tel est, apparemment, le grand dessein réformiste de M. Pieter Willem Botha.

On aurait tort cependant de croire le chef du gouvernement blanc timoré. La pusillanimité de sa vision politique est, en fait, soigneusement adaptée aux exigences d'un objectif prioritaire : la sauvegarde de l'omnipotence blanche. Ayant perçu les réels dangers de l'immobilisme, le chef légitime de la tribu afrikaner a décidé de s'éloigner lentement et prudemment du *statu quo*. Les discours excessivement « *verligte* » (éclairés) et habilement parsemés de références religieuses (1) n'ont encore qu'un très lointain rapport avec la réalité des changements perceptibles à court terme. Pour l'heure, il s'agit surtout d'y préparer l'opinion blanche.

L'introduction récente dans la pensée afrikaner du concept de partage de pouvoir suppose de déchirantes révisions. Le pouvoir a déjà subi deux cuisants échecs : pour la première fois depuis trente-cinq ans, un électeur afrikaner sur trois a voté contre lui lors de la consultation d'avril 1981, et le monde politique boer a enregistré, en février et en mars, la plus importante scission de son histoire moderne lorsque dix-huit députés nationalistes, dont deux ministres, ont quitté les rangs de la majorité pour créer leur propre organisation, le parti conservateur (2). La crainte de perdre, par la perspective de réformes jugées « *révolutionnaires* », l'exclusivité du pouvoir est directement à l'origine de ces deux événements.

Le gouvernement a abandonné à ses rebelles le terrain de l'orthodoxie verwoerdienne (3). Mais le message a été bien compris et est utilisé à profusion pour calmer l'impatience des libéraux et celle de l'étranger.

Parce que les structures internes du parti nationaliste sont authentiquement démocratiques et que le pouvoir central demeure encore soumis à la censure électorale des Blancs, il lui faut en priorité convaincre l'opinion concernée de la justesse de sa thèse.

Les apparences de l'ordre et de la sécurité ayant toujours été maintenues en Afrique du Sud par la répression, celle-ci s'est intensifiée au-delà même de ce qui pouvait sembler nécessaire. Les textes votés, avec l'appui, souvent, des dix sécessionnistes d'extrême droite, perpétuent, selon le mot de Mme Helen Suzman, porte-parole des libéraux blancs, « *un véritable état d'urgence permanent et non déclaré dans le pays* ». Pour l'évêque noir anglican Desmond Tut, secrétaire général du Conseil des Eglises (dix millions de fidèles, à 90 % noirs, la consolidation de l'arsenal répressif « *nous sera enviée par tous les régimes totalitaires du monde* ».

Les opposants les plus irréductibles à l'apartheid se partagent en deux camps : ceux qui ne croient pas aux intentions proclamées par le pouvoir, et ceux pour qui, sincères ou non, les ambitions réformistes de M. Botha sont bien en deçà des changements nécessaires au maintien de la paix relative qui règne dans le pays. Tous, en revanche, s'accordent à reconnaître une diabolique habileté à ce gouvernement qui, sous prétexte de créer par la force le climat propice à la réalisation de ses ambitions prétendument réformistes, fait, en réalité, d'une pierre trois coups : la consolidation de la répression crée un faux sentiment de sécurité parmi les Blancs les plus timorés ; elle réduit pratiquement au silence les contestataires de toutes tendances ; enfin, et surtout, elle fournit au pouvoir de nouvelles et terrifiantes armes pour abattre le nationalisme noir.

Le fracas des batailles politiques que se livrent libéraux et réactionnaires, anglophones et boers, « *verligte* » et « *verkrampte* » (crispés) ne doit pas faire oublier que le combat du siècle, en Afrique du Sud, met aux prises deux forces autrement décidées et autrement considérables : le nationalisme afrikaner et la nationalisme africain.

PATRICE CLAUDE.

(1) La religion calviniste, confession quasi unique des Boers, joue un rôle prédominant dans la sociologie politique afrikaner. Pour le pouvoir, compter l'Eglise réformée hollandaise (N.G.K.) parmi ses partisans constitue une véritable obligation.

(2) Le parti nationaliste détient encore cent douze sièges sur les cent soixante-cinq du Parlement réservé aux Blancs ; le parti fédéral progressif (P.F.P., libéral) en compte vingt-sept ; le Parti de la nouvelle république (N.R.P.-centre droit) huit, et les conservateurs (extrême droite), issus de la scission nationaliste, en occupent dix-huit. Les différents sondages créditent ces derniers de près de trente sièges si des élections avaient lieu en ce moment.

(3) Du nom du docteur Hendrik Verwoerd, ancien premier ministre et architecte de l'apartheid.

Pretoria a cédé au Swaziland un accès à l'océan Indien

De notre correspondant

Johannesburg. – Après deux ans de négociations discrètes avec le royaume du Swaziland, ancien protectorat britannique enclavé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, Pretoria a décidé d'offrir à son petit voisin environ 100 000 hectares de terres. Le roi Sobhuza II, âgé de quatre-vingt-trois ans et qui règne depuis six décennies sur le Swaziland, réalisera enfin son rêve : augmenter d'un bon tiers la superficie du pays et lui donner enfin un accès direct à l'océan Indien.

Le vieux patriarche des Swazis se serait fait un peu tirer l'oreille pour doubler le nombre de ses sujets en passant sous sa juridiction les quelque huit cent mille Noirs sud-africains appartenant à la même ethnie que lui. Mais il semble que l'affaire était à prendre ou à laisser.

Pour Pretoria, l'opération comporte trois avantages : rayer le plus légalement du monde huit cent mille Noirs de ses statistiques, supprimer le bantoustan du Kangwane qui leur était jusqu'à présent attribué, et créer une zone tampon entre la République Sud-Africaine et le Mozambique « marxiste ».

La redéfinition des frontières n'est cependant pas exempte de risques. Les Zoulous, – ethnie dominante d'Afrique australe (cinq millions) – sont, en effet, furieux que Pretoria ait, sans consultation, offert une partie de leur « *homeland* » à Sobhuza II. Leur chef, M. Buthelezy, parfois accusé de complaisance à l'égard de Pretoria, qu'il combat sans recours à la violence, est un dirigeant noir puissant, habile et politiquement respecté. Il a déclaré que l'opération pouvait aboutir à un véritable bain de sang qui n'épargnerait ni les Zoulous, ni les Blancs, ni les Swazis. – P. C.

Algérie

Le ministre des affaires étrangères, M. Ibrahimi entre au bureau politique du F.L.N.

De notre correspondant

Alger. – Le comité central du F.L.N., réuni du 15 au 17 juin pour sa septième session, a approuvé la nomination du docteur Taleb Ibrahimi, ministre des affaires étrangères, au bureau politique, où il remplace Mohamed Seddik Benyahia, qui a trouvé la mort, début mai, alors qu'il effectuait une mission de médiation entre l'Iran et l'Irak. Dans son discours de clôture, le président Chadli Bendjedid a annoncé qu'une « commission de haut niveau » avait été constituée à la présidence pour continuer les recherches nécessaires sur la disparition du ministre, et a promis : « *Nous fournirons à notre peuple toutes les données réelles des faits qui ne seront connues qu'au terme des minutieuses vérifications nécessaires à la fin de l'enquête.* »

Le président de la République a consacré une partie de son discours à l'examen de la situation dans le monde arabe, « *victime d'une offensive impérialo-sioniste* ». Puis il a mis une nouvelle fois l'accent sur la volonté de son pays de mener une politique de « *bon voisinage positif* ». Il a attiré l'attention sur le danger que constitue, pour la paix dans la région, l'installation de bases étrangères, allusion aux accords militaires conclus par Washington avec Rabat et Tunis. Et il a affirmé que « *la révolution algérienne fera face à tout ce qui touche à la sécurité de la nation et à son intégrité avec toutes les exigences de fermeté* ».

Alors que d'importantes mesures de contrôle ont été prises à la frontière tunisienne, et devant la dégradation de la situation au Proche-Orient, l'Algérie et la Libye se tiennent en étroite concertation. Moins d'une semaine après avoir rencontré le commandant Jalloud, le chef de l'État a reçu mercredi 16 juin M. Abdesselam Triki, envoyé spécial du colonel Kadhafi.

Le comité central a adopté d'autre part des résolutions concernant la politique de l'information et la jeunesse. Elles ne seront publiées qu'ultérieurement. Large satisfaction aurait été donnée aux responsables du parti et notamment à Messaadia, secrétaire permanent du comité central, et à Mehri, président de la commission Information et Culture, qui souhaitaient depuis longtemps faire passer la presse nationale sous le contrôle étroit du F.N.L. pour y faire régner une « *unité de pensée* » seule capable, estimaient-ils, d'éclairer et de mobiliser les masses populaires.

DANIEL JUNQUA.

Maroc

Le parti national démocratique a tenu son premier congrès

De notre correspondant

Rabat. – Le parti national démocratique, issu en 1981 d'une scission du Rassemblement national des indépendants que dirige M. Ahmed Osman, a tenu, du 11 au 13 juin, à Casablanca, son premier congrès. Regroupant cinquante-sept des cent quarante députés que comptait le R.N.I., le P.N.D. est représenté au gouvernement par quatre ministres, alors que son rival a été placé par le souverain, après le remaniement de fin 1981, dans le rôle ingrat d'« *opposition de Sa Majesté* », selon le mot de M. Arsalane Jadidi, ministre de l'emploi et secrétaire général du nouveau parti.

Le P.N.D. souhaite « *réactiver la vie politique nationale sur de nouvelles bases* » en exploitant le « *vide politique* » laissé par les vieux partis traditionnels, l'Istiqlal traditionaliste, l'Union socialiste des forces populaires et le Parti du progrès et du socialisme (communiste). M. Jadidi a donc invité les dix mille congressistes réunis à Casablanca – presque autant que ceux de l'Istiqlal réunis en avril – à s'organiser pour jouer pleinement le rôle que les indépendants, sous la houlette de M. Osman, n'avaient pas réussi à jouer : faire contre-poids aux vieux partis.

L'échec de M. Osman était devenu manifeste quand les six organisations de province qu'il avait réussi à organiser s'étaient ralliées au P.N.D., qui compte beaucoup de professeurs et d'hommes d'affaires parmi ses dirigeants, et affirme avoir des bureaux fédéraux dans trente-six des quarante et une provinces du pays.

Bien que ses dirigeants refusent de se classer à droite ou à gauche et soulignent qu'ils veulent « *réduire les disparités sociales entre les différentes couches de la société* », il s'agit d'un parti du centre qui prétend avoir de solides assises populaires, notamment dans les campagnes, grâce à un programme de lutte contre l'exode rural et l'aménagement du territoire. Il insiste sur la nécessité de sortir de ce qu'on appelait avant l'indépendance le « *Maroc utile* », pour répartir sur l'ensemble du territoire, y compris le Sud, les investissements destinés à moderniser villes et campagnes et à faire sortir le pays du sous-développement.

R. D.

Le Monde **politique**

LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DE LA DÉVALUATION

Inquiétudes et doutes jusque dans les rangs de la majorité

« Nous savons où nous allons et nous savons comment nous y allons », affirme M. Pierre Mauroy. « Allons-y », répondent en cœur communistes et socialistes qui, réunis, les premiers samedi en conférence nationale, les seconds samedi et dimanche en convention nationale, ont approuvé les mesures économiques décidées par le gouvernement et appelé les Français à les soutenir. « Allez-y sans nous », répondent, goguenards, les dirigeants du R.P.R. dont le comité central, réuni samedi, estime que la politique économique et sociale de la gauche a déjà conduit le pays à la « faillite monétaire » et à la « déroute budgétaire ».

L'une et l'autre réactions étaient attendues. Celle du R.P.R., qui continue de camper dans une opposition inconditionnelle, prend le risque de l'outrance. M. Chirac, qui prévoit une dégradation accrue de la situation, aura besoin de mobiliser toutes les ressources de son vocabulaire pour décrire, à l'avenir, les catastrophes auxquelles il dit s'attendre. Les prises de position du P.C.F. et du P.S. sont plus nuancées que la simple affirmation d'une adhésion sans faille à la politique gouvernementale.

Communistes et socialistes s'inquiètent d'une politique de blocage des salaires qui présente à leurs yeux le danger de mettre en cause la politique de relance engagée par la gauche depuis son arrivée au pouvoir. Certains socialistes craignent aussi que le blocage des prix industriels n'aboutisse au même résultat. Les uns et les autres soulignent la difficulté de contrôler efficacement les prix — ils appellent les travailleurs à surveiller la « valse des étiquettes » — ainsi que l'évolution des revenus non salariaux.

Pour les deux principaux partenaires de la gauche, la rigueur obligée — fruit de l'« héritage » laissé par la droite, de la mauvaise volonté d'une partie du patronat et des pressions du capitalisme international — ne doit pas s'exercer au détriment de la justice sociale. Ils souhaitent que le gouvernement mette à profit les quatre mois de blocage pour engager ou accélérer les réformes et les actions structurelles qu'ils attendent depuis un an ou qui tardent à produire leurs effets : réforme fiscale, réorientation du secteur bancaire, investissements publics, réforme des circuits de distribution, politique industrielle, reconquête du marché intérieur. Cette seule énumération montre que les uns et les autres — bien qu'ils répugnent à le dire publiquement — font la part des responsabilités gouvernementales dans les difficultés auxquelles la gauche est confrontée.

Le P.C. et le P.S. paraissent, dans leurs analyses publiques, sur la même longueur d'onde. Les socialistes, depuis les élections cantonales du mois de mars, disputent aux communistes le terrain de la surveillance de l'action gouvernementale, afin de montrer qu'ils défendent les intérêts de l'électorat de gauche. Ils le font avec d'autant plus d'aisance qu'ils ne sont pas soumis, au contraire de leurs partenaires, au soupçon systématique de la contestation et de la « récupération » à des fins électorales. Les travaux de leur convention nationale ont donc permis de percevoir leurs inquiétudes, voire leurs doutes et leur désarroi.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le P.S. : la rigueur n'est acceptable que dans une solidarité accrue

Ouvert par M. Jean Poperen (*le Monde* daté 20-21 juin), le débat sur les « mesures d'accompagnement » de la dévaluation du franc s'est poursuivi samedi 19 et dimanche 20 juin devant la convention nationale du P.S. réunie à Cachan (Val-de-Marne).

M. André Laignel, député de l'Indre, s'interroge sur la nécessité du blocage des salaires, d'autant que la surveillance des revenus non salariaux est difficile à mettre en œuvre. Selon lui, le gouvernement doit profiter des *« quatre mois de répit »* pour engager des *« réformes de structures »* : fiscalité, circuits de distribution, réorientation du secteur bancaire, décloisonnement des taux d'intérêt notamment.

M. Didier Motchane, secrétaire national, invite le pouvoir à *« donner un coup de barre à gauche »*.

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, déclare : *« Il faut dire au pays la vérité, ce qui va, ce qui va mieux, ce qui ne va pas, à quelles conditions nous pouvons redresser la situation. »* M. Mermaz, dans cet esprit, pose une série de questions : *« Où en est la reconquête du marché intérieur ? (...) Où en sont les investissements »* des groupes industriels que l'Etat a aidés ? *« Quels moyens entendons-nous mobiliser pour changer de logique bancaire ? »* Le président de l'Assemblée nationale estime, d'autre part, que le blocage des petits et moyens salaires *« pose problème »* alors que les inégalités sociales *« demeurent considérables »* et que la réforme fiscale n'en est qu'à son premier stade.

M. MAUROY : « Le gouvernement ne marchande pas, il gouverne. »

M. Michel de la Fournière, secrétaire national, illustre la nécessité d'une action économique structurelle en prenant l'exemple du commerce extérieur. Le déficit *« chronique »* que connaît la France traduit la compétitivité insuffisante de notre économie, dit-il. *« Si cela ne se modifie pas, la dévaluation n'aura d'effet que sur le court terme. »* En outre, le blocage des salaires lui paraît indéfendable devant les travailleurs s'il n'est pas accompagné par une réforme fiscale.

Le premier ministre intervient alors. Après avoir évoqué le bilan *« déjà exceptionnel »* de la gauche, il déclare que son action, depuis un an, a été placée sous les signes *« de la volonté, de l'efficacité et de la solidarité ». « Il est fini, le temps où la France subissait passivement la crise et où les gouvernants se glorifiaient de "gérer l'imprévisible" »*, dit-il. M. Mauroy souligne aussi la volonté du gouvernement de poursuivre les réformes de structures déjà engagées : *« Ces réformes ne sont pas négociables. Nul ne doit pouvoir imaginer je ne sais quel troc entre les droits des travailleurs et le blocage des prix. Nous ne jouons pas à ce jeu-là. Le gouvernement ne marchande pas, il gouverne. »* Il rappelle que les dossiers de cinq cent mille chômeurs de longue durée vont être réexaminés.

M. Mauroy affirme la nécessité de *« purger la France de son excès d'inflation. Il faut le faire en bloquant les mécanismes qui font que l'inflation tend à devenir quelque chose de naturel, intégré dans toutes nos procédures de négociation*, dit-il. *C'est ce que nous faisons en gelant pour quatre mois les prix et les revenus de manière à réamorcer la politique contractuelle sur des bases plus saines. C'est ce que nous faisons à travers un réexamen de tous les circuits de distribution de manière à déterminer les causes structurelles de l'inflation française et à les supprimer. »*

M. Mauroy indique qu'il a adressé, samedi 19 juin, une lettre aux partenaires sociaux dans laquelle il *« constate leur accord unanime pour engager un effort vigoureux et rapide de lutte contre l'inflation ». « En ce qui concerne les prix et les revenus non salariaux, des dispositions de caractère législatif et réglementaire ont été ou seront prises*, ajoute-t-il. *Pour les salaires, le gouvernement ne souhaiterait pas faire appel à la loi. Mais il faut alors que l'ensemble des partenaires sociaux acceptent de s'engager à ce qu'aucune augmentation de rémunération ne soit effectuée dans les quatre mois à venir. Les débats de jeudi* (17 juin à Matignon) *ont montré que c'était difficile. Le gouvernement appréciera, mardi lors du conseil des ministres, et jugera de la nécessité de déposer sur le bureau du Parlement un projet de loi permettant de réaliser le blocage des salaires. »* M. Mauroy ajoute qu'il confirmera, mercredi à l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat de censure, la volonté du gouvernement de s'attaquer aux structures de l'inflation.

M. Georges Sarre, député de Paris, n'est pas certain que les 25 milliards de francs qui seront affectés, en 1983, aux investissements publics, soient à la hauteur des enjeux économiques. Il estime *« techniquement possible »* une déconnection entre les taux d'intérêt français et les taux extérieurs.

Mme Marie-Noëlle Lienemann, membre du bureau exécutif, remarque un certain *« désarroi »* chez les socialistes depuis l'annonce des récentes décisions du gouvernement et estime qu'une réforme fiscale est devenue *« impérative »*. Elle émet des réserves sur le blocage des salaires.

Dans son discours de clôture, M. Lionel Jospin souligne que le P.S. entend être associé à la préparation de la sortie, dans quatre mois, du blocage des prix et des revenus. Le premier secrétaire du P.S. exprime une inquiétude : *« La lutte contre l'inflation ne doit pas aboutir à une baisse de la consommation qui risquerait de porter atteinte à notre objectif prioritaire, la lutte contre le chômage. »* M. Jospin insiste sur la nécessité de l'investissement public et s'étonne qu'un effort suffisant n'ait pas été engagé en faveur du secteur du bâtiment *« créateur d'emplois et peu importateur »*. Il estime que *« les salariés et les syndicats sauront prendre leurs responsabilités »* si l'action du gouvernement en faveur des bas salaires est maintenue et si les revenus non salariaux (circuits de gros, professions protégées, officiers ministériels rémunérations au pourcentage marges commerciales) sont soumis au même effort que les autres (1).

La résolution finale adoptée à l'unanimité par la convention affirme notamment : *saurait être question que de nou- pas changé et ne changent pas. »* La convention approuve les mesures prises par le gouvernement. Elle estime que *« la grande majorité des salariés est sans doute prête »* à accepter la rigueur d'un blocage des salaires. Mais *« la rigueur n'est acceptable que dans une solidarité accrue et le renforcement de la lutte contre les privilèges. A plus forte raison il ne saurait être question que soit retardée la mise en œuvre des lois portant extension des droits des travailleurs. Le P.S. demande au gouvernement d'exercer une surveillance particulière des revenus non salariaux ». « Il ne saurai être question que de nouvelles aides publiques soient accordées aux entreprises sans que le patronat s'engage à investir ou embaucher »*, ajoute la résolution.

(1) Les officiers ministériels occupent une situation intermédiaire entre la fonction publique et les professions libérales. Ils sont nommés par le ministre de la justice à des « offices » dont le nombre est limité. Ils sont rémunérés à l'acte par leurs clients. Entrent dans cette catégorie les huissiers de justice, les notaires, les avoués de cour d'appel, les avocats à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat.

Le P.C. : il est possible de maintenir le pouvoir d'achat

La conférence nationale du P.C.F., réunie samedi 19 juin à Arcueil (Val-de-Marne), entend le rapport au nom du bureau politique, de Mme Madeleine Vincent.

Mme Vincent souligne *« le contexte totalement inédit »* dans lequel vont se dérouler les élections municipales de mars 1983. Elle rappelle le bilan de la politique menée par la gauche et note que *« des progrès certes inégaux mais parfois substantiels, ont été réalisés »*. Après avoir observé que le pouvoir d'achat des salaires *« n'a pas augmenté en ce début d'année »*, que les inégalités sociales n'ont pas *« sensiblement diminué »*, que l'augmentation du chômage se poursuit de même que les importations, Mme Vincent analyse les causes de cette situation qui a rendu *« inévitable »* une *deuxième dévaluation* du franc : *les « graves répercussions sur notre économie de la crise des pays capitalistes »*, le poids de *« l'héritage giscardien »*. Elle ajoute : *« Les difficultés que nous rencontrons tiennent avant tout au comportement du grand patronat et des privilégiés. Non seulement ils ne font pas leur devoir à l'égard de l'économie nationale, mais souvent ils sabotent délibérément les efforts de progrès social et économique entrepris. »*

Mme Vincent rappelle que *« la droite a tout fait pour retarder »* les nationalisations et elle relève qu'*« une gestion nouvelle n'a pas jusqu'à présent été réellement engagée dans le secteur nationalisé »*. Elle poursuit : *« La démocratisation n'a pas encore eu lieu, et les critères des décisions ne paraissent pas avoir été modifiés : en particulier, la reconquête du marché intérieur n'est pas assumée. »*

Selon elle, le patronat et la droite ont constitué *« un véritable front de la revanche »* avec pour objectif *« exploiter, quand ils ne les suscitent pas, toutes les difficultés pour entraver la politique suivie ; tenter de créer ainsi les conditions d'un retour de la droite au pouvoir pour en revenir à la désastreuse politique du capital »*.

Evoquant les mesures d'accompagnement de la dévaluation, elle affirme : *« Il faut s'attaquer efficacement aux causes intérieures qui ont engendré la dévaluation : réduire le taux d'inflation, donc les profits financiers, les revenus excessifs et les gâchis du capital ; réduire le déficit extérieur, donc les exportations de capitaux massives et les importations excessives dues à l'abandon du marché intérieur. C'est à partir de cette démarche d'ensemble que nous évaluons les mesures décidées, et que nous voulons contribuer à leur donner pleine efficacité pour résoudre les problèmes posés.*

» Ainsi, un blocage des prix et des revenus a été décidé. Il faut bien voir que, compte tenu des pouvoirs économiques du patronat et de la faiblesse ou de l'inexistence de l'appareil de contrôle de l'Etat, il n'est pas possible d'espérer un blocage efficace des prix sans mettre en place un sérieux contrôle démocratique des prix, et des mesures de taxation à l'appui. De la même manière, le blocage des dividendes et autres revenus du capital n'a de sens qu'assorti de moyens qu'il faut définir. »

En ce qui concerne les salaires, elle approuve la décision d'augmenter le SMIC et écarte toute réduction du pouvoir d'achat des petits et moyens salaires qui risquait de faire baisser la consommation populaire. *« Il est possible*, précise-t-elle, *en 1982 comme en 1983, de maintenir le pouvoir d'achat dans le cadre des conventions collectives et des statuts. »*

UN APPEL AUX TRAVAILLEURS

« Le gouvernement espère une reprise des investissements pour soutenir l'activité économique, nous aussi, ajoute Mme Vincent. *Mais il faut prendre en considération deux problèmes. D'abord, cette reprise ne peut réussir si la consommation des salariés diminuait, et si on s'en tenait à espérer une fois encore dans le seul « dynamisme » du patronat français. Et puis, les nouveaux investissements publics et privés relanceraient l'inflation et la poussée des importations s'ils n'étaient pas conçus avant tout pour reconquérir le marché intérieur et non pas pour faire du profit sur le marché mondial. »*

« Le plan gouvernemental gagnerait à être précisé et amélioré pour réduire les coûts dus aux gâchis du capital et pour favoriser une gestion plus démocratique et plus efficace des entreprises et du crédit », affirme-t-elle. Elle propose notamment *« que tous les comités d'entreprise et les nouveaux conseils d'administration du secteur public se réunissent pour examiner comment il peut être possible de produire plus pour reconquérir le marché intérieur »*, que les travailleurs et les comités d'entreprise informent *« largement sur les hausses de prix qui pourraient se produire à la production comme dans la distribution et qui, de ce fait, ne respecteraient pas le blocage des prix décidé au plan national »* ; que le gouvernement révise l'action fiscale et la politique du crédit. Elle explique : *« L'impôt devrait servir à dissuader les gaspillages du capital tels que les sorties de capitaux, les dépenses parasitaires, les profits non réinvestis. Il devrait servir à réduire beaucoup plus les inégalités sociales, notamment en prélevant sur les revenus du capital et les fortunes. Actuellement, la gestion du crédit est très inflationniste. Nous pensons que le crédit devrait servir beaucoup plus à financer la production nationale et le développement des activités utiles, et beaucoup moins les opérations spéculatives et à l'étranger. »*

A propos de la situation de la Sécurité sociale, elle lance un appel pour que *« tous les intéressés* [mettent] *en évidence »* les *« gâchis »* dans son fonctionnement et agissent *« pour économiser les dépenses correspondantes »*, et souhaite la réforme du système des cotisations sociales.

A l'occasion de la conférence de presse qui a suivi les travaux des délégués, M. Philippe Herzog a indiqué que les communistes *« lancent un appel aux travailleurs pour que leurs réactions soient positives pour approuver »* l'effort demandé par le gouvernement.

LES SOCIALISTES ET L'INFLATION

Dans ses travaux sur les problèmes économiques, le P.S. a toujours consacré une large place à la lutte contre l'inflation. Le projet socialiste de 1980 soulignait notamment :

« La mise en œuvre d'un modèle de développement fondamentalement différent de celui qu'impose le capitalisme se traduira par des réformes de structures qui s'attaquent aux causes mêmes de l'inflation. La réduction des inégalités et le resserrement de la hiérarchie des revenus, la lutte contre toutes les formes de spéculation — foncière en particulier, — la réforme des circuits de distribution, notamment pour les produits agricoles, l'amélioration de l'information des comités d'entreprise sur la comptabilité des sociétés, le développement des investissements productifs, la cessation des formes les plus criantes de gaspillage d'énergie et de matières premières, tout cela, qui est au cœur d'une croissance différente, contribuera à diminuer les pressions à la hausse des prix. Mais, parallèlement, il conviendra de veiller, dans la mise en œuvre de la politique financière, à ne pas raviver ces pressions (...). Les socialistes sauront éviter la hausse des prix, non seulement par des contrôles lorsqu'ils se révéleront indispensables, mais surtout par un ensemble cohérent de politiques dans des domaines où le pouvoir a fait preuve d'une indéfendable carence (...). »

Le projet socialiste retenait en particulier au nombre de cet *« ensemble cohérent de politiques »* la lutte contre la fraude fiscale, l'encouragement à l'épargne, l'accroissement des moyens mis par les pouvoirs publics à la disposition des associations de consommateurs, l'interdiction de fixations de prix ou de marges par des organisations professionnelles.

Ces propositions avaient été résumées dans le point 28 des « 110 propositions pour la France » arrêtées lors du congrès extraordinaire du P.S. réuni à Créteil le 24 janvier 1981 : *« Les prix des produits pour lesquels la concurrence ne joue manifestement pas seront contrôlés. Les circuits de distribution seront réformés, l'implantation des grandes surfaces réglementée, les pouvoirs des consommateurs renforcés. »*

Au « Grand Jury » R.T.L.-« LE MONDE »

« FRANCOIS MITTERRAND N'A PAS ÉTÉ ÉLU POUR RÉALISER LE SOCIALISME »

souligne M. Jean-Pierre Chevènement

M. J.-P. Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie, qui était dimanche l'invité du « Grand Jury » R.T.L.-*le Monde*, a estimé que, pour réussir, les mesures d'accompagnement de la dévaluation *« doivent s'inscrire dans un projet plus vaste »*. Il a ajouté : *« Dans la période de crise longue et difficile où nous sommes, la France ne peut remonter le courant que si elle investit, que si elle développe sa recherche, que si elle parie sur sa matière grise, que si elle innove, que si elle est capable de desserrer les contraintes qui pèsent sur elle. »*

Le ministre d'Etat a souhaité que les syndicats deviennent *« les partenaires actifs du changement »* et que le gouvernement ait *« une discussion approfondie avec eux »*.

M. Chevènement a ensuite dénoncé *« le comportement de la droite » : « Tout ce tohu-bohu, tout ce tintamarre, qui manifestent souvent beaucoup d'incivisme, ne peuvent pas ne pas avoir certaines répercussions à l'extérieur. »*

Critiquant l'attitude du C.N.P.F., le ministre de la recherche a indiqué que le patronat doit *« manifester plus de compréhension et faire preuve de plus de responsabilité »*.

M. Chevènement a enfin rappelé qu'il faut, selon lui, *« élargir »* la majorité, *« faire en sorte qu'elle s'étende bien au-delà des frontières traditionnelles de la gauche ». « Aujourd'hui*, a-t-il ajouté, *on ne peut pas redresser la France, bâtir une grande politique, si l'on ne s'appuie pas sur le peuple, c'est-à-dire sur 83 % de la population, qui est salariée, sur tous ceux qui vivent de leur travail, qu'ils soient salariés ou non. »* Il a conclu en indiquant qu'il s'agit pour la gauche de *« bâtir une république moderne »*, expression qui, à ses yeux, *« a l'avantage de marquer la continuité avec la tradition républicaine ». « François Mitterrand n'a pas été élu pour réaliser le socialisme*, a-t-il précisé ; *il a été élu sur la base de cent dix propositions qui nous engagent dans cette perspective, mais ce n'est pas l'objectif de la période actuelle. »*

LE R.P.R. DÉNONCE « LA FAILLITE MONÉTAIRE LA DÉROUTE BUDGÉTAIRE ET LA MONTÉE DU CHOMAGE »

M. Jacques Chirac, qui sera le porte-parole du groupe R.P.R. dans le débat de censure à l'Assemblée nationale mercredi 23 juin et qui, le lendemain, sera l'invité de l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2, n'a pas prononcé de discours devant le comité central de son mouvement, réuni samedi 19 juin à Paris. Le président du R.P.R. a préféré écouter les représentants de la « base » exprimer les sentiments des militants.

Il a donc entendu de nombreux procureurs dresser de sévères réquisitoires contre les mesures économiques prises par le gouvernement. C'est eux qui ont exigé que dans la motion finale soit dénoncée la *« faillite monétaire »*, alors que le maire de Paris les avait mis en garde contre l'usage prématuré de termes excessifs, car la *« véritable faillite est encore à venir »*.

MM. Jean Chamant et de Cuttoli, sénateurs, qui viennent de rallier le R.P.R., assistaient aux débats.

Résolument ancré dans l'opposition, le parti de M. Chirac n'entend pas venir au secours de la majorité, ainsi que l'a dit M. Pons, secrétaire général : *« Nous avons un plan de redressement mais nous n'avons pas à fournir de recettes à une majorité qui est en train de démontrer son incapacité. »* — A.P.

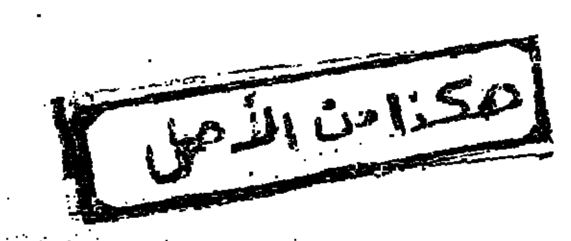
LA MOTION : une politique économique incohérente

La motion adoptée par le comité central constate *« l'échec patent, d'ailleurs prévisible et prévu, de la politique socialiste et la détérioration de l'économie nationale depuis une année avec notamment la faillite monétaire, la déroute budgétaire, la montée du chômage »*.

Le comité central dénonce *« cette politique incohérente faite d'expédients et de déficits de toutes sortes, qui provoque une diminution du pouvoir d'achat global des ménages, ce qui est sans précédent dans l'histoire de la France depuis la libération. Il met en garde la nation et notamment le monde du travail, sur les conséquences d'une politique qui divise les Français en érigeant la lutte des classes en méthode de gouvernement et en cautionnant la violence au sein des entreprises.*

Le comité central demande *« un programme significatif d'économies concernant le budget de l'Etat, la maîtrise du budget social de la nation, faisant appel à la responsabilité de tous de manière à préserver durablement le pouvoir d'achat des salariés et l'avenir de la protection sociale, un allégement de la pression fiscale et sociale, qui atteint maintenant un niveau intolérable de manière à permettre aux entreprises d'investir et aux particuliers de sauvegarder la progression de leur niveau de vie »*. Enfin, le R.P.R. demande que les Français soient engagés *« au travail et à l'effort, afin que l'économie française puisse produire à des conditions compétitives, innover, exporter et relever les défis de la technologie et de la concurrence internationale »*.

● *Trente-sept préfets et sous-préfets détachés.* — *« A la date du 25 mai 1982, trente-sept membres du corps préfectoral, dont sept préfets, ont été ou sont sur le point d'être mis à la disposition des conseils régionaux ou généraux en vue d'assurer, sous l'autorité des présidents de ces assemblées, la direction des services administratifs des régions ou des départements. Les procédures de détachement de ces fonctionnaires sont en cours »*, indique M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, en réponse à une question de M. Joseph Raybaud, sénateur (gauche démocratique) des Alpes-Maritimes (*Journal officiel* du 18 juin).



UN TRAIN PEUT EN CACHER UN AUTRE...

Le Cévenol... L'Aubrac...
Des trains normaux. Des horaires normaux.
Le plaisir de voyager en plus.

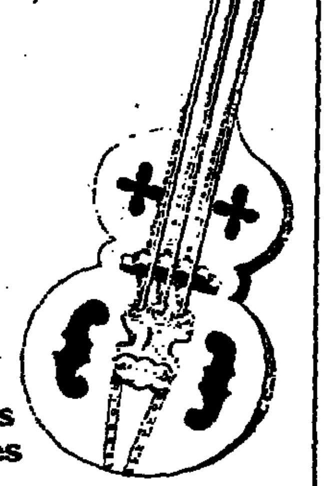
Silence, calme et confort pour ceux qui veulent se reposer, lire, travailler.

L'animation n'est donnée qu'en certains lieux du train ; la tranquillité est préservée partout ailleurs.

Théâtre

L'affiche du théâtre a été entièrement renouvelé. Le CÉVENOL propose quelques grands noms de la scène dans des spectacles plaisants et de bon goût : Marc Jolivet, du 14 au 19 juin ; Jacques Blot, du 4 au 10 juillet ; Jean-Paul Faré, du 15 au 21 août ; Gilbert Ponté et Cyril Levy, du 5 au 12 septembre.

(Approximativement de 11 à 12 h dans le sens Paris-Marseille ; de 20 à 21 h dans l'autre sens).



Les veillées des Causses

Dans l'AUBRAC, conférenciers, artistes, conteurs locaux animeront de sympathiques veillées comme autrefois. La participation des voyageurs, sous forme de poésie, de musique, de récits, sera la bienvenue.

(Approximativement de 20 h 50 à 22 h 45 dans le sens Paris-Béziers).

"Un train peut en cacher un autre"

C'est le titre du journal qui présente chaque semaine l'actualité du CÉVENOL et de l'AUBRAC (manifestations de la semaine, horaires, présentation de conférenciers, échos du forum, etc.). Par les rubriques (l'auteur de la semaine, le temps retrouvé le courrier des lecteurs, etc.) vous en saurez plus sur les animateurs, les artistes ; vous pourrez émettre commentaires et suggestions.

(Paraît chaque lundi).

Le coin des enfants

Dans l'AUBRAC et le CÉVENOL, une *animation spéciale est réservée aux* jeunes. Accueil, distribution de journaux, jeux et grand concours de dessin. Les meilleurs dessins seront sélectionnés par un jury en septembre puis présentés dans une exposition.

Festival de Musique

Le Cévenol a sélectionné quelques ensembles de talents pour son festival de musique qui se déroulera en deux temps ; à la fin juillet et au début septembre. Au programme : musique de chambre du XVII[e] et du XVIII[e] siècle, musique moderne (jazz).

Tous les autres détails seront donnés dans "Un train peut en cacher un autre".

Le temps retrouvé

Dans l'AUBRAC, présentation des aspects riches et brillants de la grande civilisation des pays traversés : l'art des troubadours, le XII[e] siècle ou l'Age d'Or, les Cathares, la croisade Albigeoise. Evocation de la Renaissance occitane au XIX[e] siècle, aperçus sur l'Occitanie d'aujourd'hui (domaine culturel , plan économique et social). Ces thèmes se succéderont en alternance sous forme d'animations poétiques, de conférences historiques, de débats, de récitals, de signatures de livres.

De nombreux artistes de talents, des érudits, des écrivains participeront à cette présentation. Citons, parmi tant d'autres, André Delon, Maria Rouanet, Yves Rouquette, Michel Roquebert. (Approximativement de 14 h 30 à 17 h dans le sens Béziers-Paris).

Bourbonnais, terre de rencontres

Dans le Cévenol, du 20 au 24 juin, du 11 au 17 juillet, du 3 au 7 août et du 22 au 28 août, se déroulera un cycle de conférences consacrées aux grandes rencontres dont a été témoin la terre du Bourbonnais. Nous font cette année plaisir de leur présence : Catherine Stasser, chargée de conférences à l'Ecole du Louvre, Jean-Marc Pesson et Gérard Guyot, enseignants d'histoire de l'art à l'Université de Lille. "Un train peut en cacher un autre" vous présentera les autres conférenciers ; il précisera également les différents sujets abordés.

(Approximativement de 11 h à 12 h dans le sens Paris-Marseille, de 20 à 21 h dans l'autre sens).

Le buffet campagnard

Une fois par semaine est dressé dans le Cévenol un somptueux buffet de spécialités régionales (charcuteries, fromages, pâtisseries, vins, etc.), où vous pourrez vous servir à volonté. Participation : 85 francs, service et boissons compris.

(A partir de Clermont dans le sens Paris-Marseille ; à partir de Marseille dans l'autre sens. Le journal précisera les jours).

Le grand jeu de l'AUBRAC

Opposera deux équipes dans une compétition inédite. Les gagnants pourront participer à la Grande Finale qui aura lieu début septembre. Le jeu est doté de nombreux prix.

(Approximativement de 17 h 30 à 18 h 30 dans le sens Paris-Béziers, de 17 h 20 à 18 h dans l'autre sens).



Egalement :

Le Forum, la présentation de produits locaux, commentaires pour découvrir la région, les randonnées dans les deux trains. Dans le CÉVENOL : le ciné-club, le cycle "Cévennes, Terre de Liberté", le grand jeu du Cévenol.

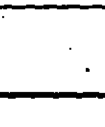
Ce programme a été conçu et mis en œuvre avec l'aide précieuse d'offices de tourisme, d'associations, de syndicats d'initiative situés sur la ligne de l'AUBRAC et sur celle du CÉVENOL.

LE CÉVENOL (PARIS-MOULINS-CLERMONT-NÎMES-MARSEILLE)			
Départ de Paris :	8 h 45	Arrivée Marseille :	19 h 12
Départ de Marseille :	12 h 12	Arrivée Paris :	23 h 15

L'AUBRAC (PARIS-MOULINS-CLERMONT-MILLAU-BÉZIERS)			
Départ de Paris :	12 h 20	Arrivée Béziers :	22 h 48
Départ de Béziers :	12 h 15	Arrivée Paris :	23 h 15



diese



POLITIQUE

Les mesures d'accompagnement de la dévaluation

L'organisation du débat sur la motion de censure et l'engagement de responsabilité du gouvernement

Le premier ministre interviendra, mercredi 23 juin, à l'Assemblée nationale, dès l'ouverture de la séance, à 15 heures, pour présenter son programme économique et financier sur lequel il engagera la responsabilité du gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 1, de la Constitution. Tout de suite après, M. Jacques Chirac président du R.P.R., défendra la motion de censure déposée par les deux groupes de l'opposition (*le Monde* du 17 juin). MM. Jospin, pour le groupe socialiste, Lajoinie, pour le groupe communiste, et Gaudin, pour le groupe U.D.F., devraient ensuite prendre la parole. A l'issue de la discussion générale, les députés se prononceront sur la motion de censure au cours d'un premier vote, puis, au cours d'un second vote, sur l'engagement de responsabilité.

Cette organisation du débat résulte des négociations qui se sont déroulées à la fin de la semaine dernière entre la majorité et l'opposition d'une part, le gouvernement, d'autre part. La conférence des présidents qui se réunira, mardi soir 22 juin, à l'Assemblée nationale, pourrait entériner cet accord. Celui-ci peut toutefois être remis en cause. M. Chirac a, en effet, l'intention de s'exprimer durant une heure, alors que la conférence des présidents du mardi 15 juin avait décidé que l'orateur principal de chaque groupe disposera de trente minutes au plus. Les temps de parole impartis aux groupes dans la discussion générale de la motion de censure, tels que la dernière conférence des présidents les avaient fixés, sont les suivants : groupe socialiste : deux heures ; R.P.R. : une heure ; U.D.F. : cinquante minutes ; communiste : trente minutes. Députés non inscrits : dix minutes. Il n'est pas exclu, d'autre part, que des explications de vote aient lieu à la fois sur la motion de censure et sur l'engagement de responsabilité du gouvernement.

LE TALON D'ACHILLE

(Suite de la première page.)

En Grande-Bretagne, un pouvoir de gauche est beaucoup plus gêné, parce que le travaillisme pratique plus ou moins une sorte de léninisme inversé, le parti tendant à devenir la courroie de transmission des syndicats, qui l'ont fondé et qui le dominent. Non sans raison, beaucoup pensent qu'ils ont contribué au déclin de l'économie britannique, en exigeant pour les salariés des avantages et des prérogatives qui ont perturbé la productivité des firmes.

En France, la structure des syndicats rend encore plus difficile la tâche du gouvernement Mauroy. Ils sont beaucoup plus faibles qu'à Londres, qu'à Bonn, qu'à Vienne, qu'à Stockholm, qu'à Copenhague, qu'à Oslo, ce qui les porte à la démagogie. Ils se divisent en trois confédérations principales qui se livrent une guerre acharnée pour la conquête des adhérents et des positions stratégiques. Deux se démarquent des partis de gauche, tandis que la plus forte est sous la tutelle du plus faible.

Comment développer sérieusement le pouvoir des salariés dans les entreprises, s'ils restent l'objet d'une compétition si vive entre des formations si restreintes, plus préoccupées par leur rivalité que par un dialogue constructif ? Comment leur confier la gestion de la Sécurité sociale sans leur donner ainsi les moyens d'augmenter leur concurrence plutôt que la satisfaction des besoins collectifs ? Comment appliquer la grande loi sur la citoyenneté dans le travail si les organisations ouvrières demeurent dans l'état de faiblesse et de division où elles se trouvent actuellement ?

Par sa nature, tout gouvernement de gauche est écartelé entre deux exigences contradictoires. D'un côté, il doit accomplir les changements conformes à son idéal et à l'espérance des travailleurs. De l'autre il doit faire comprendre à ceux-ci les limites que la réalité impose aux réformes souhaitées. Les syndicats sont le relais indispensable pour que cette tâche d'éducation soit convenablement assurée. La structure des nôtres ne les porte pas à la prendre en charge ni à développer la solidarité collective, qui demeure cependant l'une des bases du socialisme. Le mal anglais commence à se répandre chez nous. Les revendications deviennent de plus en plus catégorielles. Le corporatisme se développe comme un chiendent. La défense des situations particulières a touché un sommet quand ceux qui bénéficiaient déjà des trente-neuf heures en ont exigé trente-huit le jour où leur avantage a été étendu à tout le monde.

∴

Dans une telle situation, il a fallu beaucoup de courage à Edmond Maire pour dénoncer les illusions de ceux qui suivent l'enchanteur Merlin et risquent de cueillir ainsi les fruits de la fée Carabosse. Ce succès est de bon augure. Mais pas mal d'actions locales de la C.F.D.T. montrent que les appareils syndicaux se libèrent difficilement de la tentation d'attiser le feu qui couve. La façon dont la C.G.T. va traiter les braises avivées par la politique de rigueur présente une grande importance. Quoique nul n'ignore sa dépendance par rapport au parti communiste, la vieille centrale voit toujours son influence élargie par une sorte de légitimité symbolique, tenant à sa place dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Cette dépendance même peut aboutir au meilleur comme au pire. Le P.C.F. sait aussi bien souffler le froid que le chaud, le réalisme que la démagogie. Il fera tout pour retarder autant que possible le moment d'une décision claire. On peut douter toutefois qu'il puisse rompre aujourd'hui avec un gouvernement qui lui rappellerait le prix de la participation au pouvoir : le soutien dans les entreprises n'étant pas séparable de l'alliance politique.

En dernière analyse, tout dépend du degré de la conscience populaire. A la longue, les pressions sur le parti communiste ne suffiraient pas à le maintenir sur la ligne de la modération si la surenchère se révélait payante. Edmond Maire ne pourrait plus s'écarter de l'enchanteur Merlin si ses mirages faisaient recette. Pour que le syndicalisme puisse mieux soutenir le pouvoir socialiste, il faut que les Français préfèrent le langage de la vérité à celui de l'illusion.

On peut penser qu'ils y sont prêts, dans une nation où le développement technique a élevé le niveau des connaissances. Encore faudrait-il que les militants des partis et les cadres des syndicats se débarrassent d'un vocabulaire simpliste et inaugurent une nouvelle pédagogie. Quand la C.G.T. accepte le blocage des prix et refuse celui des salaires, quand le C.N.P.F. réclame exactement le contraire, on pense au célèbre slogan : « Demander plus à l'impôt et moins au contribuable. » Parler ainsi à nos concitoyens, c'est les prendre pour des imbéciles.

Comme les autres, les travailleurs savent bien qu'on ne sortira de l'inflation et du chômage que si chacun prend part aux sacrifices nécessaires. Ils n'ignorent pas que la crise mondiale continue, que l'Occident ne prend pas le chemin de la relance et que le temps de la rigueur est venu. Ils pourront l'accepter s'il coexiste avec le temps de la justice, et si son absolue nécessité leur est fermement expliquée. Il ne suffit pas de prendre des mesures courageuses. Il faut mobiliser toute la nation autour d'elles. Entre le ton giscardien et le ton churchillien, entre la Bibliothèque rose et Shakespeare, il y a place pour un discours politique encore inédit.

MAURICE DUVERGER.



LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

D'accord sur la réforme électorale, communistes et socialistes vont engager la négociation sur la constitution de listes d'union

Les travaux de la convention nationale du P.S. et ceux de la conférence nationale du P.C.F. ont permis de dégager un accord sur la réforme du mode de scrutin municipal. Malgré ses réserves, le P.S. a finalement accepté — comme le lui suggérait le gouvernement, — que, au second tour, les listes ayant obtenu au moins 10 % des voix au premier tour, puissent se maintenir. Cette « concession » était déterminante pour le P.C.F., hostile à la disposition initiale qui prévoyait que seules seraient autorisées à se maintenir au second tour les deux listes arrivées en tête au premier.

L'introduction de la proportionnelle dans le système électoral municipal répond à l'une des promesses faites par M. Mitterrand pendant la campagne présidentielle. Cet engagement concernait les villes d'au moins 9 000 habitants. Le président de la République reste réservé sur un abaissement de ce seuil en dessous de 5 000 habitants. En revanche, socialistes et communistes ont explicitement demandé que le nouveau mode de scrutin soit appliqué dans toutes les communes de 2 500 habitants et plus. P.C.F. et P.S. comptent tirer un bénéfice politique d'un système qui doit leur permettre d'entrer ou d'être mieux représentés dans les communes rurales.

Les communistes demandent que soit supprimée la condition qui oblige une liste à obtenir au moins 5 % des suffrages exprimés au premier tour pour que ses membres puissent figurer éventuellement sur une liste de fusion au second tour.

Si P.S. et P.C.F. sont parvenus à un compromis sur le mode de scrutin, qui fait l'objet d'un projet de loi que le conseil des ministres devrait adopter le 30 juin et dont le Parlement débattra en juillet, la question de la constitution des listes est encore en débat. Les délégations du P.S. et du P.C.F., qui se rencontrent mardi 22 juin, vont devoir préciser les conditions dans lesquelles devront être élaborées les listes d'union. Pour le P.C., l'union est indispensable et doit se faire autour des maires sortants. Dans les communes que la gauche ne dirige pas, le P.C. est partisan de négocier au cas par cas en tenant compte du « contexte particulier ». « Il faut dépasser, a affirmé Mme Vincent, les motifs subalternes de division. » Pour le P.S., il n'est pas question de ne pas tenir compte du suffrage universel qui a placé, lors des consultations électorales récentes, les socialistes devant les communistes : ce serait une « prétention exhorbitante » des dirigeants du P.C.F., a déclaré M. Jospin.

Les nouveaux rapports de forces mis en évidence par les résultats des différents scrutins depuis 1977 préoccupent également le R.P.R. Le mouvement de M. Jacques Chirac, dont le comité central s'est réuni samedi, est clair : il souhaite l'union dans l'opposition, mais à condition que sa place lui soit reconnue.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le P.S. accepte la concession faite par le gouvernement au P.C.F.

La convention nationale du P.S., réunie samedi 19 et dimanche 20 juin à Cachan (Val-de-Marne), n'a consacré qu'une partie de ses travaux au thème prévu initialement : la préparation des élections municipales de mars 1983. Le débat sur la situation économique et sociale, commandé par l'actualité, a pris la part la plus importante. (Lire page 8).

La résolution finale adoptée par la convention réaffirme la volonté des socialistes de rechercher l'accord avec ses partenaires de la gauche, le P.C.F. en particulier, dès le premier tour de scrutin, « *si possible* » dans toutes les localités, en tenant compte des situations locales, du bilan des gestions communes et des résultats des consultations électorales de 1981 et 1982.

M. Lionel Jospin a souligné, dans son discours de clôture, la nécessité de parvenir à un accord « *le plus vite possible* ». Mais, a-t-il ajouté, « *les dirigeants du parti communiste ne peuvent avoir la prétention exorbitante de voir nos candidats se retirer devant les leurs là où le suffrage universel a placé nos candidats une fois, deux fois, trois fois devant les candidats communistes* ».

M. Jospin répondait ainsi aux craintes qui se sont exprimées à propos de la possibilité offerte aux listes qui auraient obtenu 10 % des suffrages exprimés de se maintenir au second tour, alors que le projet initial du gouvernement prévoyait que seules les deux listes arrivées en tête au premier tour resteraient en lice au second. Cette concession offerte au P.C.F., approuvée par la convention — un amendement qui s'y opposait a été repoussé par cent six mandats contre quarante quatre et vingt et une abstentions, — a parfois été interprétée comme une voie ouverte aux communistes pour refuser l'union ici ou là, en mars 1983 ou lors du scrutin suivant. M. Alain Richard, député socialiste du Val-d'Oise, a émis cette hypothèse. « *Nous ne voulons que deux listes au second tour parce qu'il n'y a que deux camps dans cette société* » a déclaré pour sa part M. Jean-Luc Melenchon, premier secrétaire de la fédération de l'Essonne. « *Il s'agit*, a-t-il ajouté, *d'une proportionnelle sur mesure pour le P.C.F. qui se réserve ainsi le droit de posséder à lui seul la clé de l'union selon les opportunités locales.* »

M. Jean Poperen, numéro deux du parti, a déclaré à ce sujet : « *Nous espérons que l'esprit de responsabilité sera partagé, qu'on ne se servira pas de cette concession pour rendre plus difficile la constitution des majorités de gauche dans les municipalités.* »

La résolution finale affirme que la règle des 10 %, voulue par le gouvernement et à laquelle la direction du P.S. s'était ralliée, bon gré mal gré, avant la convention, « *n'a de sens que si les partis de gauche parviennent à un accord politique d'ensemble* », étant entendu que cet accord « *doit reposer sur une confiance mutuelle* ».

Le P.S. souhaite, d'autre part, que le projet du gouvernement s'applique à toutes les villes de deux mille cinq cents habitants. M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, qui est intervenu samedi devant la convention, n'a pas donné de précision sur ce point. Acclamé par les délégués, M. Defferre a souligné que le projet du gouvernement — « *un système majoritaire proportionnalisé* », selon l'expression de M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S., — respecte les principes défendus par les socialistes et les obligations du réalisme politique. Il permet, a-t-il dit, la représentation des minorités et la formation de majorités solides. « *Nos prédécesseurs avaient, en général, élaboré des lois électorales pour nous faire mal,* a-t-il conclu. *Et puis, patatras ! ça s'est retourné contre eux ! Nous, nous avons voulu faire une loi honnête, correcte. Je souhaite que cette honnêteté se retourne en notre faveur.* »

Le parti communiste estime que la réforme du mode de scrutin constitue un progrès

Dans le rapport sur les élections municipales qu'elle présente devant la conférence nationale du P.C.F. réunie samedi 19 juin à Arcueil (Val-de-Marne), Mme Madeleine Vincent estime que « *la démarche la plus efficace et la plus logique* » est « *de laisser aux formations politiques de gauche, au niveau local, le soin de préparer ensemble le contrat qui les liera pour six ans* » à leurs électeurs.

Après avoir défendu la proposition de son parti tendant à établir un scrutin à un seul tour et à la proportionnelle assorti d'une disposition assurant à la liste arrivée en tête la majorité dans les conseils municipaux, elle déclare : « *Le système proposé ne répond pas autant que nous le souhaitions à notre souci de clarté du scrutin, à notre souci d'expression réelle de tous les courants de pensée. Le scrutin à deux tours laisse ouverte, en effet, dans son principe même, la possibilité d'élimination de certains trene eux.* »

Elle juge positive la suppression dans le projet du gouvernement de la disposition qui ne laissait qu'aux deux listes arrivées en tête au premier tour la possibilité de se maintenir au second, puis déclare : « *Il est indéniable que, même si le projet dont nous avons discuté n'est pas celui que nous proposions, il représente un pas en avant dans la voie du pluralisme que nous souhaitons par rapport au système électoral actuel. Il constitue un progrès sur le système majoritaire anti-démocratique qui existait jusqu'alors.* »

Mme Vincent annonce que les parlementaires communistes défendront deux amendements lors de la discussion du projet de loi. Ils souhaitent abaisser de cinq mille à deux mille cinq cents habitants le seuil de population des communes où sera appliqué le nouveau mode de scrutin et supprimer le seuil de 5 % qu'une liste doit atteindre pour que ses candidats aient le droit de participer au deuxième tour sur une des listes restant en présence.

Mme Vincent souligne « *la nécessité de l'Union* », et affirme notamment : « *Il est hors de doute que la présentation de listes d'union dirigées par les maires communistes, socialistes ou radicaux de gauche, dans toutes les villes, dès le premier tour, constituera un élément de confiance et de sérénité pour la population. Il sera un atout majeur pour une nouvelle victoire dans nos municipalités (...) et [décisif] pour conquérir de nouvelles municipalités à la gauche.*

» *La campagne des municipales est une occasion à saisir pour que, unis au gouvernement et dans la majorité, communistes et socialistes améliorent le rassemblement de leurs forces et de celles de toute la gauche. Tout doit être mis en œuvre pour que de nouveaux succès couronnent la dynamique unitaire que nous aurons su créer.* »

La résolution adoptée mandate le comité central du P.C.F. « *pour parvenir à un accord avec l'ensemble des forces de gauche* ». Elle indique : « *La conférence nationale réaffirme la volonté du P.C.F. que soient constituées de larges listes d'union de la gauche dans toutes les communes avant que s'ouvre la campagne électorale des élections municipales. Dans les municipalités de gauche sortantes, ces listes permettront de reconduire l'union réalisée autour des maires élus en 1977. Dans l'union, la gauche est allée au succès en 1977. Elle a bien dirigé les municipalités dont elle a eu la charge. Dans l'union, elle gouverne aujourd'hui le pays. Dans ces conditions, il serait incompréhensible qu'elle envisage pour des motifs subalternes de se diviser le temps d'un tour de scrutin. Elle donnerait ainsi prétexte aux attaques d'une droite revancharde, déjà bien décidée, elle, à s'unir partout pour tenter de mettre en cause la volonté novatrice des travailleurs et du peuple de notre pays.* »

M. PIERRE SOTURA TRÉSORIER

[Le comité central du parti communiste, réuni pendant une suspension de séance de la conférence nationale d'Arcueil du samedi 19 juin, a désigné M. Pierre Sotura comme trésorier du parti, en remplacement de Georges Gosnat, décédé le 22 mai (*le Monde* du 25 mai).]

[Né en 1931, fraiseur, M. Pierre Sotura avait adhéré au P.C.F. en 1947. Premier secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine, il était entré au comité central lors du dix-neuvième congrès du P.C.F., en février 1970. Il avait été élu conseiller général (canton de Colombes-Nord) en septembre 1973 et réélu en mars 1979.]

Le R.P.R. : l'opposition doit s'unir sur des bases claires et loyales

Le Comité central du R.P.R., réuni samedi 19 juin à Paris, a approuvé un rapport de M. Jacques Chartron, secrétaire national aux élections. Les intervenants ont regretté que le projet de loi concernant le mode de scrutin ne soit toujours pas connu. Tous ont souligné leur volonté de réaliser l'union des formations de l'opposition et ont cité en exemple les élections cantonales du mois de mars dernier pour rappeler que, grâce à une bonne entente, le R.P.R. avait remporté des succès notables.

M. Chartron a indiqué que les négociations avec l'U.D.F. et tous les autres partis de l'opposition tiendraient compte, pour la composition des listes, non pas seulement de l'état des forces lors du scrutin municipal de 1977 mais aussi des résultats des élections cantonales, de ceux des diverses élections partielles et enfin de « *divers sondages sérieux* ». Ces derniers éléments sont plus favorables au R.P.R. que le résultat des « municipales » d'il y a cinq ans. — *A.P.*

M. CHARTRON : nous n'entendons pas devenir des supplétifs

M. Jacques Chartron, secrétaire national aux élections, a notamment déclaré :

« *Comme les dernières élections cantonales, les municipales doivent être pour le Rassemblement pour la République le moyen de prendre une part croissante du pouvoir local, le moyen aussi d'affirmer sa vocation à constituer, face à la majorité présidentielle socialo-communiste, et avec les autres formations de l'opposition, une force politique nationale capable non seulement de dénoncer les erreurs de cette majorité, mais aussi capable, aux yeux de la population, d'assumer, le moment venu, la responsabilité de l'Etat. (...)*

« *Il s'agit, à travers les combats politiques locaux, de participer à notre combat politique national dont l'objectif est la reconquête démocratique du pouvoir de l'Etat sous la direction de notre président Jacques Chirac.*

» *En ce qui nous concerne, nous jouerons loyalement le jeu de l'union des forces de l'opposition avec tous ceux qui sont disposés à le jouer aussi loyalement que nous.*

» *Nous entendons cependant que cette stratégie unitaire avec l'ensemble des formations de l'opposition ne soit pas un moyen pour certains de maintenir une situation qui ne correspondrait plus à celle, plus actuelle, qui apparaît à la lueur des diverses consultations partielles ou des divers sondages sérieux qui peuvent être effectués.*

» *C'est dire que, pour nous, l'union doit se faire sur des bases claires et loyales.*

» *Autant nous n'entendons pas écraser de notre poids nos amis de l'opposition, autant nous n'entendons pas non plus devenir les supplétifs de ceux qui se rappellent simplement les nécessités de l'union quand il s'agit de sauver ou d'établir des situations personnelles.* »

LE P.S.U. SE PRONONCE POUR UN ACCORD AU SEIN DE LA GAUCHE DÈS LE PREMIER TOUR

Le P.S.U. a réuni une conférence nationale, le samedi 19 et le dimanche 20 juin, à Orsay (Essonne), pour préparer les prochaines élections municipales. Projet de charte municipale a été examiné, qui sera soumis, les 2 et 3 juillet prochain, à la direction politique du parti, avant un conseil national prévu pour l'automne.

Réunie pendant la conférence, la direction politique a été saisie de deux motions. Le texte se prononçant pour un accord politique P.S. - P.C.F. - P.S.U. dès le premier tous a recueilli trente-quatre voix, cotre onze à un texte proposant que l'accord ne se fasse qu'au second tour (il y a eu trois abstentions). *Le texte majoritaire précise que l'accord ne doit pas être un « carcan » et* que son application devra tenir compte des situations locales, avec le double soin d'assurer la victoire de la gauche et une répartition suffisante au courant qu'exprime le P.S.U.

Le succès de la « marche pour la paix »

Un indice de la capacité de mobilisation du P.C.F.

La « marche pour la paix », organisée, le dimanche 20 juin, à Paris, par le P.C.F. et la C.G.T., à l'appel de cent personnalités — communistes et non communistes, a réuni deux cent cinquante mille persones selon ses organisateurs.

La tête du cortège avait atteint la place de la Bastille, terme de la manifestation, alors que plusieurs milliers de participants n'avaient pas encore quitté le point de départ, devant la gare Montparnasse.

Derrière une large banderole portant l'inscription : *« Unis pour la paix — Appel des 100 »*, avaient pris place les personnalités signataires de cet appel. Au premier rang, M. Georges Séguy, ancien secrétaire général de la C.G.T., avait à ses côtés Mme Catherine Clément — intellectuelle communiste qui n'a pas ménagé ses critiques, depuis plusieurs années, à la direction du P.C.F., M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central de ce parti, M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, MM. Jacques Denis, Pierre Zarka, Louis Aragon, membres du comité central, et des personnalités non communistes, telles que Mmes Suzanne Prou et Edmonde Charles-Roux, écrivains (la seconde étant l'épouse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation), les comédiens Marina Vlady et Claude Pieplu, M. Paul Duraffour, député (M.R.G., app. P.S.) de la Saône-et-Loire, M. Léon Schwartzenberg, professeur de médecine, et l'amiral Antoine Sanguinetti.

Un second groupe, à quelque distance, avait à sa tête M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, M. Guy Hermier, membre du bureau politique, M. Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., membre du bureau politique du P.C.F., MM. Alain Obadia, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT) C.G.T., et Henri Malberg, premier secrétaire de la fédération communiste de Paris, tous deux membres du comité central du P.C.F.

Les manifestants étaient, ensuite, rangés par département, les Bouches-du-Rhône venant en tête et la Seine-Saint-Denis fermant la marche. Un groupe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) et un autre, de l'Union des travailleurs communistes libertaires (anarchiste) avaient réussi à s'intercaler entre le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. Le défilé a duré plus de cinq heures, les derniers participants atteignant vers 19 h 30 la place de la Bastille, où deux orchestres de rock, ainsi que la chanteuse Mimi Lorca et le groupe chilien Quilapayun, étaient au programme de la soirée. Des animations avaient été organisées sur le parcours de la manifestation, place Saint-Germain-des-Prés et place Maubert.

Chaque délégation départementale comprenait plusieurs banderoles, quelques-unes sans sigle, la plupart signées du P.C.F., de la Jeunesse communiste, de la C.G.T. ou du Mouvement de la paix, parfois de la section départementale de la FEN (c'était le cas pour la Vendée et la Seine-Saint-Denis). Des organisations de travailleurs étrangers — turcs, arméniens, portugais, notamment — étaient représentées, de même que des organisations politiques comme le parti communiste espagnol unifié (extrême gauche), des militants iraniens anti-khomeinistes et des Palestiniens partisans de l'O.L.P. Une délégation de cette dernière a été applaudie place de la Bastille, et une minute de silence a été observée en hommage aux Libanais et aux Palestiniens victimes de l'intervention israélienne.

« Ni Pershing ni SS-20 »

Les slogans scandés au cours de la manifestation étaient, pour la plupart, de caractère général : *« Paix ! Paix ! Paix ! Désarmement ! »*, *« Union, action pour le désarmement! »*, *« Nous voulons, nous aurons un monde de paix ! »*.

La banderole du comité du Vaucluse du Mouvement de la paix précisait : *« Ni Pershing, ni SS-20 »* et de jeunes communistes parisiens criaient : *« Non, non, non, à la bombe à neutrons ! »*, mais l'orientation neutre et vague de l'« appel des cent » était presque toujours respectée.

Ce souci de s'en tenir à une pétition de principe générale pour le désarmement a conduit les organisateurs à renoncer aux discours prévus place de la Bastille. M. Séguy avait été le porte-parole des « cent » lors d'une conférence de presse donnée le 11 juin, mais l'accord n'a pas pu se faire dimanche, sinon pour confier à la chanteuse Catherine Ribeiro — qui faisait partie du spectacle organisé, en fin d'après-midi, place de la Bastille — le soin de lire un appel à *« négocier, à l'Est et à l'Ouest, pour la sécurité des nations et pour que le désarmement devienne, enfin, une réalité »*. Le texte insiste sur le rôle que la France doit jouer pour faire aboutir ce vœu.

Le mouvement déclenché, en Europe et aux Etats-Unis, en réaction à la politique du gouvernement américain et de l'OTAN, a donc trouvé, dimanche, un répondant en France. Le parti communiste et la C.G.T. s'étaient efforcés, pendant un mois, de mobiliser au-delà de leurs adhérents et sympathisants. Les affiches collées par le P.C.F. représentaient des « militants de la paix » célèbres : Jaurès, Einstein, Martin-Luther King, Picasso, Bob Marley, John Lennon, Mme Angela Davis. Le 17 juin, lors de l'émission de tribune libre, sur Antenne 2, le P.C.F. avait diffusé des déclarations de MM. Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste, et Edward Kennedy, sénateur (démocrate) du Massachusetts, ce dernier se prononçant pour le « gel » des armements.

Cette manifestation, organisée à l'occasion de la deuxième session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement, aura montré que le P.C.F. peut faire descendre ses partisans dans la rue sur le thème de la paix. En revanche, sa capacité à élargir le mouvement et, par conséquent, l'écho qui rencontre au-delà de son aire d'influence restent à démontrer. La présence, parmi les « cent » et ceux qui les avaient rejoints, de personnalités non communistes, ne semble pas avoir suffi à attirer des participants animés par le seul souci de la paix. Il y avait, certes, un groupe, dont la banderole exigeait le *« gel de toutes les armes nucléaires, France comprise »*, et même un comité des homosexuels et des lesbiennes pour la paix, dont on ne saurait mettre en doute l'irénisme, mais ces quelques manifestants, pas plus que les déguisements bariolés adoptés par d'autres, ne parvenaient pas à donner à l'ensemble de la manifestation l'air de pacifisme débridé qu'avaient pu avoir les défilés de Bonn, par exemple.

L'absence du P.S.

Non, c'était plutôt le cortège syndicat du 1er mai. Un cortège massif, imposant, mais sans surprise. Les autocars d'Orly, Villemomble — auxquels s'ajoutaient, cette fois, ceux de Vénissieux ou de Bordeaux — étaient au départ ; on les retrouvait à l'arrivée, près de la place de la Bastille. D'autres « marcheurs » étaient venus en train, voire par avion. Arrivé au pied de la colonne de Juillet, on se dépêchait de replier les banderoles pour ne pas manquer l'heure du retour. La mobilisation s'était faite dans les règles cent fois éprouvées par les militants communistes et cégétistes.

Le P.C.F. voulait-il autre chose ? Oui, si l'on en croit les efforts déployés pour élargir l'audience des mots d'ordre qu'il lance et relance depuis deux ans et demi, c'est-à-dire depuis la décision de l'OTAN de renforcer son arsenal nucléaire en Europe. Mais, si l'on y prend garde, cet œcuménisme n'est pas sans mélange. L'absence du P.S., dimanche, n'était pas pour déplaire aux dirigeants communistes, qui apparaissent, ainsi, comme les seuls véritables défenseurs de la paix. Cette arrière-pensée n'était sans doute pas absente de l'esprit de ceux qui scandaient — slogan souvent repris — : *« Soutenons l'O.L.P. ! Reagan, Begin, assassins ! »*, position sensiblement éloignée de celle du gouvernement. « *Les socialistes ?*, disait un membre du service d'ordre à une passante qui s'étonnait de ne pas voir leurs dirigeants. *Ils soutenaient la manifestation des homosexuels, hier, mais ils ne soutiennent pas la marche pour la paix.* »

L'ouverture, dont le P.C.F. avait donné l'apparence, pendant la campagne préparant cette manifestation, était surtout destinée à mobiliser sa propre « base », qui, par les temps qui courent, n'a pas tant d'occasions de se retrouver unie derrière une banderole. Celle-ci était conforme, qui plus est, aux décisions de la rencontre des P.C. européens d'avril 1980. Il y a fort à parier que les dirigeants communistes n'en demandaient pas plus.

PATRICK JARREAU.

Le quarantième anniversaire du raid britannique de Bruneval

« Il faut savoir faire la paix »

déclare M. Mitterrand à l'adresse du prince Charles

De notre correspondant

Le Havre. — Au cours de la nuit du 27 au 28 février 1942, un commando de parachutistes britanniques était largué au-dessus du petit village de Bruneval, à une vingtaine de kilomètres du Havre, afin de s'emparer d'un équipement radar installé par les Allemands. Les renseignements nécessaires à cette opération avaient été fournis par la Résistance française et ce coup de main fut la première opération alliée réussie sur le sol de France depuis la défaite de 1940.

Présidant les cérémonies du quarantième anniversaire de ce fait d'armes, M. François Mitterrand et le prince Charles d'Angleterre se sont recueillis devant le monument qui en perpétue le souvenir. Auparavant, des parachutistes britanniques avaient sauté sur les lieux où, en pleine occupation allemande, avait été effectué ce raid extrêmement périlleux. Après avoir dans son allocution rappelé que cette opération avait associé les soldats britanniques des trois armées aux forces navales françaises libres et à la Résistance, le prince Charles a rendu hommage à la position adoptée par la France dans la crise des Malouines en ces termes : *« Les liens historiques puissants qui existent entre la France et la Grande-Bretagne ont été tout récemment renforcés par l'empressement avec lequel vous avez apporté votre soutien à la Grande-Bretagne depuis le début de la crise des îles Falkland. Le peuple britannique y a été profondément sensible et je tiens à m'associer à lui pour vous exprimer ma gratitude personnelle. Je voudrais souligner ici le rôle remarquable joué par le régiment parachutiste dans les combats au sol dans les îles Falkland. C'est le même second bataillon qui avait mené le raid de Bruneval qui a conduit l'assaut sur Darwin et Goose Green il y a trois semaines. »*

De son côté, le président de la République a précisé que le monument de Bruneval, *« symbole de résistance »*, est aussi le symbole d'un espoir, *« celui de pouvoir vivre désormais dans la paix et la liberté. »* M. Mitterrand a conclu : *« Il faut savoir faire la guerre lorsqu'elle conduit à la liberté. Nous l'avons su. Il faut aussi savoir faire la paix. J'attends des peuples qui la connaissent qu'ils sachent à leur tour la conduire. »*

En fin de matinée, le prince Charles et le président de la République (qui était accompagné en la circonstance de MM. Defferre, Hernu, Fabius et Laurain) ont dévoilé la plaque de l'avenue Lord-Louis-Mountbatten, du nom du grand oncle du prince Charles, qui avait été l'un des responsables de l'opération de Bruneval.

PATRICK PESLIER.

Le conseil permanent de l'épiscopat français rend publiques deux déclarations sur la paix

Le conseil permanent de l'épiscopat français, réuni à Paris du 14 au 16 juin, a été amené à délibérer sur la paix, qui est *« au premier plan de l'actualité »*, avec la conférence des Nations unies sur le désarmement ainsi que les conflits en cours et, notamment, l'embrasement du Liban.

A ce sujet, l'épiscopat a lancé un appel en faveur des victimes, dans lequel on peut lire :

« Les évêques ont à maintes reprises rappelé le drame de ces populations, victimes d'une guerre sans issue. Aujourd'hui la violence qu'elles subissent est plus meurtrière qu'elle ne l'a jamais été. La survie d'un peuple est en cause.

» Ce pays est cher aux Français. Nous avons avec lui des liens de langue, de culture et de foi. Les Libanais attendent de nous une main tendue. Nous savons que des malades et des blessés agonisent faute de soins, que des orphelins subissent la misère et la faim.

» L'originalité de cette nation est depuis longtemps son esprit de tolérance et de paix ; l'islam et le christianisme s'y rencontrent, témoignant que la paix est possible entre les croyants du Dieu vivant. Pour l'avenir du monde, cet espoir doit être sauvé. »

Le conseil permanent a également rendu public un autre texte sur la paix : une déclaration commune des épiscopats français et allemand, en gestation depuis deux ans, sur la paix et le désarmement.

Sous le titre « Faire la paix », les évêques français et allemands critiquent les causes multiples des conflits et dénoncent *« la logique de la guerre »* ainsi que le scandale de la course aux armements dans un monde d'injustice et de pauvreté.

Si le désarmement unilatéral est jugé *« périlleux pour la paix »*, la guerre n'est envisageable que dans le cas limite de la légitime défense : *« Seule une politique qui respecte les droits inaliénables de l'homme, qui est au service du droit et de la justice, et favorise l'autodétermination des peuples en lutte contre la misère et le sous-développement, peut légitimer parfois le recours à la force des armes, comme une stratégie de défense qui seule puisse être justifiée au plan éthique. »*

D'autre part, le conseil a évoqué le cas du Père Pellecer (*le Monde* daté 2 et 3 mai) pour dire : « *sa désapprobation devant une campagne récente — odieuse en sa teneur et si équivoque en ses intentions ! Cette campagne qui, à propos de la situation personnelle, en toute hypothèse, tragique du Père Pellecer, a pu atteindre son propre institut religieux, la Compagnie de Jésus si souvent présente aux premières lignes de l'annonce de la foi et du combat pour l'homme, pour la justice, pour l'Evangile.*

» On ne peut laisser soupçonner, discréditer et encore moins calomnier les frères et les sœurs, ni non plus les frères évêques des épiscopats de tant de pays en convulsion : l'Evangile qu'ils professent et pour lesquels ils livrent du meilleur d'eux-mêmes est aussi celui de l'Eglise de France. »

Le Monde

société

Le rapport de M. Joseph Menga au premier ministre

Des propositions pour améliorer la protection judiciaire des mineurs

Par décret du 28 octobre 1981, le premier ministre chargeait M. Joseph Menga, député de la Seine-Maritime (P.S.) et maire adjoint du Havre, éducateur de profession, de proposer au gouvernement des mesures susceptibles d'améliorer le fonctionnement de la protection judiciaire des mineurs (le Monde du 30 octobre 1981). M. Menga a remis, le 15 juin, son rapport, dont nous avons dégagé les idées directrices.

Maintenir une juridiction spéciale pour les mineurs, *distincte de celle des adultes, et préférer les mesures* éducatives à la répression, donc maintenir également le principe de l'irresponsabilité pénale du mineur, *sont deux orientations déjà fixées* par la loi (ordonnance du 2 février 1945 et loi du 4 juillet 1970) que le rapport Menga estime fondamentales.

Toutefois, face à l'accroissement des sanctions pénales prononcées durant ces dernières années, *l'auteur du rapport juge nécessaire de* modifier les textes existant sur plusieurs points. Ainsi souhaite-t-il voir supprimer la possibilité, sauf *exceptions en cas de crimes « très graves »*, d'emprisonner des jeunes de moins de seize ans. De même, il est proposé de limiter à deux *mois, exception faite pour les* crimes de sang, le séjour en prison à titre provisoire des personnes dont l'âge se situe entre seize et dix-huit ans. *M. Menga plaide pour une réforme de la cour d'assises* des mineurs qui en réduirait le jury à quatre membres, choisis au sort *parmi les juges des enfants de chaque cour d'appel. Pour l'inscrip*tion au casier judiciaire, c'est seulement les amendes et les peines de prison qui y devraient figurer. Enfin, *M. Menga souhaite une simplifica*tion de la procédure actuelle qui autoriserait le juge à prononcer en audience de cabinet les amendes, les placements en établissement ou *les mesures de protection judiciaire.*

*Le rapport propose que soit cla*rifié le rôle de la police dans le domaine des mineurs : pour son auteur, la prévention policière doit *se limiter à la dissuasion et non pas s'exercer au niveau des familles,* où la police ne devrait pouvoir accéder que mandatée par le juge, et pour des actions ponctuelles. *Aussi convient-il, estime M. Menga, de redéfinir le rôle des policiers* affectés aux brigades des mineurs, par le jeu de la formation permanente où magistrats, travailleurs *sociaux et policiers collaboreraient.*

Arbitre et garant

Libérer le juge des enfants de son rôle de gestionnaire et d'animateur du secteur socio-éducatif, de manière à renforcer sa capacité d'arbitre et de garant du devenir des jeunes, accroître le nombre des tribunaux pour *enfants et des juges (il faudrait créer* sans attendre cinquante nouveaux postes), et renforcer, à l'intérieur de l'institution, la protection judiciaire des mineurs figurent au nombre des *propositions. De la même manière,* M. Menga estime nécessaire de mettre en place les conditions d'une véritable défense du mineur devant *la juridiction le concernant, ce qui suppose la spécialisation d'avocats* en matière de droit des mineurs et, peut-être, d'envisager de surcroît la gratuité de l'intervention de ces défenseurs. Le rapport propose en outre *d'expérimenter dans plusieurs juri*dictions un fonctionnement rénové de la défense et, simultanément, *d'instaurer des permanences d'avo*cats dans les lieux que fréquentent les jeunes.

Au sujet de la détention, il semble indispensable au rapporteur d'éviter, *autant que faire se peut, le séjour en prison du jeune* délinquant ; il envisage même de supprimer l'incarcération pour les sujets très jeunes, *la réservant aux seuls auteurs de crimes. Par quoi remplacer la pri*son ? M. Menga s'élève contre la création de centres fermés, dit « de sécurité », souvent *préconisée par d'autres. A ses yeux, la prison* « classique » est, à tout prendre, encore préférable aux centres se voulant « éducatifs », à la manière des « maisons de correction » *d'autrefois.*

Une action éducative

Au plan de l'action éducative, il y a beaucoup à entreprendre. *Après avoir restauré chez les jeunes des* images d'eux-mêmes qui doivent être positives et brisé les processus d'exclusion, il conviendrait d'adapter *les moyens de cette action de manière à répondre aux besoins toujours* nouveaux de la jeunesse (formation professionnelle, aides matérielles ponctuelles, accueil de qualité, etc.). *Mais cela implique en outre que* soient modifiés le recrutement, la formation, les dispositifs de répartition des personnels qualifiés. M. Menga suggère également de doter tous *les tribunaux pour enfants d'un* équipement de base (accueil, investigation), et de faire bénéficier l'éducation surveillée de la procédure du fonds de concours, de *manière qu'elle puisse réinvestir* le produit de la vente de certains terrains ou d'établissements devenus inadaptés aux besoins des jeunes.

Rénover la protection judiciaire des mineurs implique aussi, comme le *souligne le rapport Menga, une réfor*me de l'administration centrale. Placer aux postes de responsabilité pédagogique non seulement des magistrats mais aussi des praticiens ; *introduire une obligation raisonnable de mobilité entre administration cen*trale et « terrain » judiciaire ou éducatif ; changer l'appellation « direction de *l'éducation surveillée* » en « *direction de l'éducation et de la protec*tion judiciaire des mineurs » ; assurer, au sein du cabinet du garde des sceaux, une représentation spécifique du secteur ; mettre en place un *conseil supérieur de la protection judiciaire* des mineurs *et, enfin,* créer une représentation de la protection judiciaire des mineurs au Conseil économique et social, telles sont les grandes lignes sur quoi *devrait s'axer la réforme.*

Enfin, M. Menga propose, dans le cadre de la décentralisation, la création d'établissements publics régionaux, ou départementaux, qui disposeraient d'une large autonomie *administrative et financière pour la* mise en œuvre des politiques régionales et locales.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

A Paris

HUIT MILLE PERSONNES ONT PARTICIPÉ A LA DEUXIÈME « MARCHE NATIONALE » DES HOMOSEXUELS.

Environ huit mille homosexuels ont défilé, samedi 19 juin, à Paris, entre Montparnasse et le plateau Beaubourg à l'appel du CUARH (Comité d'urgence anti-répression homosexuelle). Cette deuxième « marche nationale », *où fleurissaient* les banderoles et les pancartes brandies par une foule disciplinée, s'ouvrait, un calicot *proclamant : « Marche nationale des homosexuels et des lesbiennes. »* Un peu plus loin une camionnette couverte de ballons et roulant au pas lançait les slogans : « *Je suis pédé, voilà ma gloire, je suis lesbienne, c'est mon salut* », « *Fête des pères, fête des mères, fête des pédés* », « *Guignol en était, la mère Cotivet aussi, que la vierge Fourvière nous bénisse.* » Ailleurs, un groupe de travestis traçait une ronde endiablée bientôt rejoints par des « *gays* » maquillés et vêtus d'imperméables rose bonbon contrastant avec la mise plutôt classique de la majorité des autres manifestants (1).

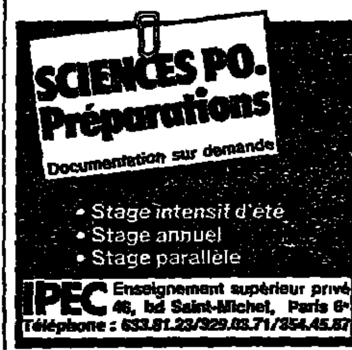
En dépit des déclarations des organisateurs — qui affirmaient, « *nous ne sommes pas démobilisés, nous* » — on pouvait relever une certaine désillusion parmi les manifestants. Véronique, de La Rochelle, notait : « *Il y a moins de monde que le 4 avril 1981.* » Joel, homosexuel parisien, ajoutait : « *Et pourtant la répression est toujours actuelle. Elle est dans le quotidien.* » Des slogans rappelaient les revendications essentielles des homosexuels : « *Droit à la différence* », interdiction des discriminations « *fondées sur l'orientation sexuelle* », création de lieux associatifs, « *accès aux médias* » et abrogation définitive de la « *loi anti-homosexuelle* » (article 331, alinéa 2 du code pénal), abrogation à *laquelle le Sénat* s'est opposé.

Après la dissolution du cortège, les homosexuels devaient se retrouver à la Mutualité pour assister à un gala auquel Marie-Paule Belle participait. Cette réunion, à l'inverse de celle qui se déroula l'après-midi, ne fut pas *un demi-échec, mais un plein* succès.

(1) La manifestation avait reçu le soutien du *P.S.*, du *M.R.G.*, de la Ligue communiste révolutionnaire, le S.G.E.N.-C.F.D.T., le syndicat de la magistrature et la FEN.

SCIENCES

● *L'utilisation de détecteurs de métaux et de mines* vient d'être interdite, à la demande des services de déminage de la ville de *Metz, sur le territoire de quatre*-vint-une communes de la Meuse. Cette décision, effective dans la région de Verdun et de Saint-Mihiel, a pour but de limiter la recherche de souvenirs de guerre — armes, plaque d'identité, etc — et de réduire les risques d'accidents dus aux obus et munitions présents en quantité sur la zone des grands combats de la première guerre mondiale.



ÉDUCATION

LES ÉPREUVES ÉCRITES DU BACCALAURÉAT

Les mystères de la correction

Ils n'ont d'yeux que pour elle. Brune, épaisse, cachetée : l'enveloppe ! C'est avec elle que tout *commence.* A l'intérieur, *les sujets* du baccalauréat que, de salle en salle, avec quelque précipitation, *M. le censeur sort de leur emballage* et remet aux professeurs chargés de la surveillance. Le mystère réclame des codes obscurs. 13 B 12, 21 J 42... Repères ésotériques qui, confiés secrètement à l'administration, doivent figurer, imprimés, sur les sujets dévoilés. Les labels de l'authenticité, en somme.

9 h. 5. Fin du préambule, début de l'épreuve. Plus personne n'entre plus personne ne sort, du *moins* durant la première heure. Dans ce bâtiment d'angle du lycée Henri-IV, à Paris, ils sont *deux cents à « plancher » ce jeudi* 17 juin, pour la fin des épreuves écrites du baccalauréat. Série A *(philosophie-lettres), épreuve de* latin, grec ou anglais... Deux cents, numérotés, étiquetés et vérifiés, partagés en *salle* par groupes de vingt. Des filles essentiellement, quelques mines crispées, quelques sourires contraints. L'atmosphère est cependant moins solennelle qu'en eut pu croire, à peine silencieuse. « *C'est moins agressif qu'autrefois, maintenant on tolère la soupape des propos anodins...* », confie M. William *Zaoui*, censeur du lycée, par ailleurs surpris de la brièveté de la version latine. « *Du Tite-Live, en plus !* » Son collègue du premier cycle, M. Fernand Escammilla, rappelle toutefois qu'une élève « *a craqué* », la semaine dernière : « *Une bonne élève ! Elle s'est évanouie, a vomi durant une heure...* »

Car la grande messe sélective ne va pas sans frayeurs ni inquiétudes. Le mystère qui entoure la préparation et la *correction* des *épreuves* n'y est sans doute pas étranger. Les candidats ne savent guère qui décide de leur sort *et selon quels critères. De l'ignorance* naît la suspicion, qui vise surtout les correcteurs : s'est-on *suffisamment* prémuni contre les aléas du subjectivisme, l'arbitraire des jugements personnels, en particulier dans les disciplines littéraires.

Craintes que renforce l'impersonnalité de l'organisation matérielle de l'examen. En cette affaire, MM. Escamilla et Zaoui, par exemple, ne sont, disent-ils, que « *des agents immobiliers* ». L'ordinateur *décide, dispose,* répartit. Ils appliquent. Pour les trois académies de la région parisienne — *Paris, Créteil, Versailles* — qui dépendent d'un même service des examens et concours, sis à Arcueil (Val-de-Marne), les « *listings* » *ont tout prévu* : quatre vingt-cinq mille candidats ventilés jusqu'à la répartition par *salle* et *au choix des correc*teurs. La tâche de l'administration des établissements, mués en *centres d'examens, se limite* à organiser les surveillances — une « *obligation de service* » — et à apprêter les copies à la fin de chaque épreuve — enlever les talons pour assurer l'anonymat, joindre une copie blanche pour les absents, les confier aux correcteurs qui viennent les chercher eux-mêmes, de la main à la main, sans intermédiaire.

Or l'on ignore ce qui précède comme ce qui suit : un travail souterrain, bien moins technique et plus proprement pédagogique, commencé dès le début de l'année scolaire. « *La contrainte de secret ne doit pas faire oublier la contrainte pédagogique,* explique M. Gilles Monnerie, directeur du service interacadémique d'Arcueil. *Il faut que le sujet soit faisable, ce qui implique une concertation.* » La tendance est aujourd'hui à ce que, de celle-ci, découlent les impératifs de correction : c'est de l'élaboration même des sujets qu'émergeront des critères d'appréciation les plus objectifs possible.

La solitude du correcteur

Ainsi, dès septembre, des enseignants sont choisis, dans chaque discipline, pour proposer des sujets. Ceux-ci sont soumis à des commisisons d'étude, présidées par des universitaires et composées d'enseignants désignés par l'inspection pédagogique. Elles travaillent longuement — « *plusieurs séances, quarante, cinquante heures, parfois plus* », affirme M. Monnerie — et les propositions *retenues* y *sont,* « *dans le plus grand secret* », remodelées et réécrites. Puis des « *professeurs-cobayes* » les testent, « *qui planchent de façon à vérifier la faisabilité du sujet* ». Ainsi en vient-on, vers la fin du second trimestre, à une version définitive, soumise à l'approbation des recteurs. Au total, par discipline, guère plus *d'une dizaine de personnes sont* dans la confidence. Tous ces acteurs bénévoles ne bénéficient, *précise-t-on,* d'aucune rémunération supplémentaire.

Ce travail préalable et minutieux devrait faciliter la réflexion des commisisons « *d'entente* » ou « *d'harmonisation* », qui se réunissent une fois l'épreuve terminée, confrontent le sujet à un échantillon de copies et adressent aux correcteurs des recommandations. *Pourtant* ce système, qui fonctionne depuis le début des années 70, n'est pas sans *inconvénients. C'est,* en effet, sousestimer l'impératif de temps : souvent ces instructions arrivent trop tard, les correcteurs ayant déjà commencé leur travail. L'enseignant est ainsi seul face à son lot de copies, et les pondérations restent alors l'affaire ultime des jurys.

Aussi, dans la région parisienne, une expérience tente cette année d'accélérer le mouvement, et pourrait être généralisée l'an prochain. Elle concerne l'épreuve anticipée de française que passent les élèves de première. Retirant leurs copies dans l'après-midi *qui suit* l'épreuve, les correcteurs y trouvent une notice élaborée par la commission de choix des sujets. *Puis ils sont* invités à corriger, sur place et ensemble, quelques copies et ainsi à « *accomoder leur vision* » ; à comparer leurs « *grilles* » et « *échelles de notes* », selon les termes de M. Monnerie, partisan que l'on rompe « *la solitude du correcteur* ». Une seconde réunion de concertation devra être tenue au retour des copies corrigées, pour l'attribution des notes définitives, afin « *d'éviter que des copies de niveau équivalent obtiennent des résultats fort éloignés* ». Le service interacadémique des examens recommande, par ailleurs, que, dans leurs appréciations écrites, « *les correcteurs s'interdisent absolument tout commentaire de nature ironique sur le contenu de la composition ou sur la valeur et la nature de l'enseignement que celui-ci aura pu recevoir* ».

Les candidats ont donc leurs protecteurs. « *Dans la correction, il y a une part à faire au « je ne sais quoi », comme on disait au Grand Siècle,* explique M. Pierre Lamerois, inspecteur pédagogique de français. *Or, à côté de critères plus tangibles, le « je ne sais quoi » doit être plutôt au bénéfice du candidat.* » Prudence d'autant plus nécessaire aujourd'hui que les correcteurs ne sont plus à l'abri de la critique : *depuis une note ministérielle du* 15 janvier et en vertu de la loi sur la liberté d'accès aux documents administratifs, la communication des copies corrigées aux candidats, une fois proclamés les résultats définitifs, est désormais autorisée. Le mystère s'épuise, la transparence progresse.

EDWY PLENEL.

● *Un des sujets du baccalauréat de technicien de la série F 3 (électro-technique)* est critiqué, *dans la région parisienne,* par des candidats et leurs familles. Il s'agit de celui de l'épreuve de physique, dont la troisième question a été jugée particulièrement difficile. Au service des examens et concours, commun aux trois académies de Paris, Créteil et Versailles, on précise que le sujet ne comportait pas d'erreur et qu'il ne s'éloignait pas du programme. Mais celui-ci étant récent (1980), *on reconnaît qu'il y a pu avoir* des distorsions selon l'origine des candidats. Le sujet étant commun à plusieurs académies, une enquête est en cours pour déterminer s'il s'agit de critiques isolées, « *en fonction d'orientations pédagogiques locales* », ou d'une condamnation plus générale.

« ATTÉNUER LE TRAC »

La synthèse des instructions concernant les épreuves orales du baccalauréat, adressée cette année aux examinateurs des académies de Paris, Créteil et Versailles, rappelle « aux membres des jurys, quelques données psychologiques (...) dont la méconnaissance occasionnelle entraîne des réclamations toujours *véhémentes* et parfois justifiées ».

« *Le rôle de l'examinateur, y lit-on,* est d'établir un constat aussi objectif que possible (...). Tout constat d'insuffisance doit *avoir été établi dans des condi*tions indiscutables, c'est-à-dire au terme d'une épreuve où le candidat a été délibérément placé dans les conditions les plus *favorables.* » *Aussi* « un accueil bienveillant » *doit-il* « atténuer le trac, bien compréhensible, d'un adolescent qui affronte pour la première fois un *examen oral public, au résultat duquel sa famille et lui-même* attachent une extrême importance ; il faut le mettre en confiance, à l'aise, pour un entretien qui n'est pas *seulement un interrogatoire* ».

On se gardera donc « *aussi bien de désarçonner le candidat* par une intervention trop vive ou ironique que de le laisser s'enferrer. Il va de soi qu'on s'interdira tout propos étranger à l'interrogation, qui *pourrait donner au candidat* à penser qu'on le juge sur autre chose que ses réponses, et notamment toute appréciation, fût-elle allusive, sur l'enseignement qu'il a reçu ».





هكذا من الأصل

JUSTICE

LES TRIBULATIONS D'UN RESSORTISSANT ITALIEN

M. Piperno l'indésirable

C'est un peu une histoire de fou. Une histoire à répétition, dont le principal acteur, involontaire, s'appelle M. Franco Piperno, professeur de physique et militant d'extrême gauche, ancien dirigeant du groupuscule italien Pouvoir ouvrier, puis théoricien des groupes autonomes. Depuis des années, M. Piperno, quarante et un ans, est réclamé sur tous les tons par son pays : l'Italie. A peine M. Piperno est-il signalé ici ou là que la magistrature italienne demande son extradition. On lui reproche beaucoup, et notamment sa « complicité » dans l'enlèvement d'Aldo Moro, assassiné le 9 mai 1978 par les Brigades rouges. Mais voilà ! M. Piperno, arrêté une fois en France, en 1979, et extradé en Italie la même année, fut libéré par son pays le 30 juin 1980 pour « insuffisance de preuves »...

On aurait pu imaginer que le scénario s'arrête là, l'Italie s'étant rendu compte de son erreur. Eh bien, non ! Les déboires de M. Piperno continuent. Ainsi l'Italie, après l'avoir libéré, continue-t-elle de le réclamer. Et, de fil en aiguille, M. Piperno est devenu à peu près partout persona non grata. Les U.S.A. n'en veulent sous aucun prétexte. Le Canada, après l'avoir accueilli, arrêté, puis libéré, consentirait bien à accepter une demande d'immigration de sa part. Mais la loi est la loi. M. Piperno doit formuler sa demande à partir d'un autre pays et y attendre la réponse durant une période pouvant aller de deux à six mois.

Dans ces conditions, M. Piperno a pensé trouver temporairement refuge en France. En 1979, les socialistes (alors dans l'opposition) ne l'avaient-ils pas vigoureusement soutenu, M. Mitterrand en tête, lui, l'extradé en germe ? Arrivé à l'aéroport de Roissy, le 12 juin, M. Piperno a dû cependant déchanter. A peine débarqué, il a été arrêté et finalement refoulé (le Monde du 15 juin).

Le ministère de l'intérieur ne donne pas beaucoup de précisions sur ce dossier. Il consent tout juste à expliquer que M. Piperno a quitté librement la France pour le Canada, en 1981, et qu'il n'y a aucune raison de lui donner aujourd'hui l'asile politique. C'est apparemment là une façon d'éviter un nouvel examen d'une nouvelle demande d'extradition...

En attendant, de procédure en procédure, d'« insuffisance de preuves » en « insuffisance de preuves », M. Piperno vit tantôt en prison, tantôt en liberté, mais toujours en porte à faux. Seul le Canada semble disposé à l'aider. Par un décret du ministère de l'immigration, il pourrait en effet être exempté des démarches administratives habituelles et, donc, être autorisé à résider outre-Atlantique sur le champ. Notre correspondant au Canada, Bertrand de Lagrange, nous signale ainsi que M. Piperno, a obtenu, vendredi 18 juin, l'autorisation de cercher un emploi dans ce pays et qu'il demande désormais l'asile politique.

LAURENT GREILSAMER.

L'arrestation d'une jeune grenobloise à Paris

Nouveaux ennuis pour le « clan Zaccaria »

De notre correspondant

Grenoble. — Mlle Marie-Laure Zaccaria, fille du *proxénète* grenoblois qui fut condamné en juillet 1980 à huit ans de prison et est détenu à la centrale de Poissy, a été arrêtée la semaine dernière par les policiers de la IIe brigade territoriale de Paris. C'est en effectuant une perquisition chez un individu soupçonné de se livrer à un trafic d'armes et de matériel militaire que la jeune femme, âgée de vingt-quatre ans, a été interpellée, alors qu'elle s'enfuyait avec un paquet contenant plusieurs pains de dynamite et un détonateur.

Des numéros inscrits sur les explosifs ont permis aux policiers de remonter jusqu'au trafic d'armes auquel se livraient deux unité de la division alpine stationnées à Varces, près de Grenoble. Trois sous-officiers d'active ont été écroués. Le juge d'instruction chargé de ce dossier les a inculpés de vol de munitions et incarcérés à la prison de Varces.

Mlle Zaccaria avait vigoureusement soutenu son père lors du procès des proxénètes grenoblois, en juillet 1980.

Cette arrestation intervient quelques jours seulement avant la comparution devant le tribunal correctionnel de Grenoble d'un des « parrains » des trottoirs de la cité dauphinoise, Michel Milesi, « M. Michel », qui est âgé de trente-cinq ans, patron d'un journal sportif à la parution éphémère, devra répondre à partir du 5 juillet de proxénétisme aggravé, de coups et blessures avec préméditation à l'encontre de ses « amies », mais également de banqueroute frauduleuse.

Milesi a, *semble-t-il*, dirigé au cours des années 70 un réseau de prostitution qui avait des ramifications dans plusieurs villes, dont Lyon, Marseille et Clermont-Ferrand. Lors de règlements de *comptes sanglants*, le *nom* de « M. Michel » fut prononcé. Depuis plusieurs années, policiers et magistrats tentaient de mieux « *cerner le personnage* », qui ne fut arrêté que le 4 juillet 1980, et inculpé trois jours plus tard par le juge d'instruction, M. Paul Weisbuch.

Au palais de justice de Grenoble, on prétend que son dossier est désormais parfaitement « ficelé » et que le patron de la bande de l'Abbaye — l'un des quartiers populaires de l'agglomération grenobloise, — qui compte plusieurs *proxénètes* aujourd'hui sous les verrous, « tombera », comme ses collègues.

Le fait que Marie-Laure Zaccaria ait été trouvée en possession de dynamite a conduit à renforcer la surveillance autour de la cellule de son père à la centrale de Poissy (Yvelines), tandis que les policiers ont accru les mesures de *sécurité autour de certains* magistrats grenoblois.

Marie-Laure Zaccaria, qui avait obtenu de la *dynamite grâce* à la complicité de trois sous-officiers de la 27e division alpine basée à Grenoble et *qui se trouvait*, au moment de son arrestation, au domicile d'un trafiquant d'armes, M. Joseph Cangemi, voulait-elle tenter de délivrer son père ? Les policiers n'écartent pas cette hypothèse, compte tenu, selon *eux*, du caractère « *emporté* » et « *déterminé* » de la jeune femme, devenue, depuis que son père est *en prison*, l'« homme » du clan Zaccarie.

CLAUDE FRANCILLON

DÉFENSE

A CHERBOURG

Qatar prend livraison de sa première canonnière lance-missiles Exocet

De notre correspondant

Cherbourg. — Qatar, un émirat du Golfe, disposera dans quelques mois des plus puissantes canonnières lance-missiles jamais réalisées dans un chantier français pour le compte d'une marine étrangère avec la mise en service des *Damsah*, des unités de 400 tonnes filant à près de 40 nœuds (plus de 70 kilomètres à l'heure) et armées de canons et de missiles mer-mer Exocet.

Respecté malgré les développements de la politique française au Proche-Orient qui ne satisfont pas toujours l'émir Khalifa Bin Hamad al Thani, prince de l'Etat du Qatar, le contrat signé en 1980 a permis aux constructions mécaniques de Normandie de mettre sur cale l'an dernier à Cherbourg trois unités transportant chacune huit missiles.

Le prototype a été mis à l'eau jeudi soir 17 juin en présence de l'ambassadeur, M. Hamid al Kawi, et de la petite colonie actuellement en formation à Cherbourg, soit *une quaéantaine d'hommes*, dont six officiers représentant l'équipage d'une vedette et le *dixième environ* des effectifs de la marine du Qatar qui ne possède, à ce jour, qu'une demi-*douzaine de vedettes de* cent vingt tonnes et quelques unités côtières, toutes de conception britannique.

Les DAMSAH sont équipés de missiles surface-surface Exocet MM 40 construits par la SNIAS qui doit également fournir à Qatar des batteries côtières utilisant le même missile. Le MM 40 est une version améliorée du MM 38 Exocet qui peut atteindre une cible au-delà de l'horizon en s'aidant d'un relais — un hélicoptère, par exemple — pour la désignation de l'objectif. Les canonnières — du type *La Combattante III* — en embarqueront deux fois plus que les exemplaires précédents, car on a conçu pour le MM 40 un étui consommable en fibre de carbone plus léger que le conteneur utilisé à ce jour. Elles recevront aussi un canon de 76 millimètres Oto-Melara, un affût double de 40 millimètres Breda et deux canons bitubes de 30 millimètres Oerlikon.

LA RÉFORME DES ÉTUDES A SAINT-CYR

Les élèves-officiers feront trois ans au lieu de deux

A la rentrée universitaire prochaine, les élèves-officiers admis à Saint-Cyr-Coëtquidan feront trois années d'études (au lieu de deux actuellement), la première de ces trois années étant consacrée exclusivement à une formation militaire en corps de troupe.

Dans un communiqué, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, précise qu'il a décidé cette réforme de la scolarité à Saint-Cyr dans le but d'allier une formation militaire, réaliste et approfondie, à une formation générale de plus haut niveau, qu'il aurait été difficile de donner en se limitant à deux ans, sauf à sacrifier l'instruction militaire, qui reste le fondement de l'école.

La scolarité à Saint-Cyr sera, ainsi, calquée en quelque sorte sur celle de Polytechnique, où la formation militaire est, là aussi, donnée préalablement aux cours d'enseignement général ou technique.

A Saint-Cyr, la première année se passera en deux temps : après un peloton d'élèves-officiers, les élèves iront dans des régiments de l'armée de terre pour y exercer, pendant le reste de l'année, les fonctions d'aspirant. Cette première année militaire permettra de tester, physiquement et sportivement, les saint-cyriens, de juger de leur aptitude au commandement au contact de la troupe et de leur procurer, du même coup, un droit à l'erreur s'ils choisissaient de renoncer finalement à l'uniforme.

Les deuxième et troisième années se passeront, pour le moment, à Coëtquidan, le ministère de la défense ne s'interdisant pas toute possibilité, après 1985, de ramener l'école en région parisienne, dans les locaux actuels du collège militaire de Saint-Cyr-l'Ecole, près de Versailles (Yvelines), où l'école spéciale militaire de Saint-Cyr a fonctionné, jadis, de 1808 à 1940.

Outre des périodes bloquées de perfectionnement militaire, les « cyrards » recevront, durant ces deux années, une formation générale, scientifique et littéraire, correspondant aux deux grandes options ouvertes au concours d'entrée à l'école. Le programme de ces formations n'est pas encore définitivement arrêté, de même que n'est pas défini précisément le statut de l'élève à Saint-Cyr.

C'est en effet, à un conseil de perfectionnement, mis en place à l'automne et composé de personnalités civiles et militaires indépendantes, que reviendra la charge de faire des propositions concernant le programme des études et le choix des enseignants. De même, de nouvelles dispositions statutairse permettront aux élèves de Saint-Cyr de sortir avec le grade de lieutenant, de manière que l'allongement des études ne ralentisse pas le déroulement des carrières.

A ce conseil de perfectionnement seront associés des chefs militaires, des universitaires et deux élèves de Saint-Cyr.

Autorecrutement

Par ces dispositions, le ministre de la défense entend que le recrutement de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, qui forme la plupart des cadres de l'armée de terre, soit placé au niveau de celui des grandes écoles scientifiques en France.

Le général Jean Delaunay, chef d'état-major de l'armée de terre, a déjà regretté, dans un passé récent (*le Monde* du 3 avril), le « *manque d'attraction notoire pour la carrière militaire* », estimant que le fait d'avoir, en 1981, environ huit cent trente inscrits pour cent quatre-vingts places à l'entrée de Saint-Cyr n'assure pas une « *sélectivité suffisante* » du concours. En réalité, compte tenu des candidats qui n'ont composé qu'à une partie — écrite ou orale — du concours et de ceux qui se sont désisté après avoir présenté diverses autres épreuves, Saint-Cyr n'attire que trois ou puatre candidats pour une place.

Il convient aussi de noter le fort taux d'autorecrutement de l'école : près de la moitié des candidats sont fils ou parents de militaires, pour la plupart des jeunes originaires de milieux de sous-officiers ou de gendarmes, qui considèrent l'accès au galon d'officier comme une promotion sociale. La très grande majorité des candidats, de l'ordre de 80 % à 90 % selon les années, proviennent des écoles militaires préparatoires, qui forment au concorus.

Enfin, on observe une nette désaffection de candidats issus des classes socio-professionnelles dites supérieures, de cadres civils ou des milieux d'officiers.

Une expérience de Bourse du travail aux armees

Quand un régiment se mobilise contre le chômage...

Procurer du travail à ses soldats, lorsqu'ils auront achevé leur service militaire, est-ce véritablement la tâche d'un colonel, dont la mission prioritaire reste, néanmoins, d'instruire son régiment pour qu'il soit le plus efficace possible et prêt à répondre à tout moment aux ordres du gouvernement ? A cette question, le lieutenant-colonel Guy Bourdeau, cinquante ans, qui commande depuis un an le 20e régiment du train à Baden, en Allemagne fédérale, a répondu par l'affirmative, et son cas est, aujourd'hui, cité en exemple par un ministre de la défense, M. Charles Hernu, qui considère que « le service militaire ne doit pas être l'antichambre du chômage, mais l'occasion d'une promotion sociale » destinée à préparer le retour des appelés à la vie civile.

Dans un régiment de soutien, comme le sien, qui manque de cohésion parce qu'il fournit aux états-majors français d'outre-Rhin les secrétaires, interprètes, plantons, infirmiers, aides-comptables ou chauffeurs dont ils ont besoin, le lieutenant-colonel Bourdeau a ressenti la nécessité de jeter un « défi » à chacun des contingents d'appelés qu'il reçoit tous les deux mois pour qu'ils le relèvent et, ainsi, raffermissent leur esprit de corps et le sens de leur solidarité.

Ce sont les recrues incorporées en février dernier qui ont eu l'idée de se lancer, en commun, dans une entreprise peu ordinaire, sur le thème « halte au chômage ». Séduit par cette idée, le chef de corps l'a reprise à son compte pour l'un de ses défis, et il a même décidé de l'étendre à chaque contingent ultérieur, en instituant au 20e régiment du train une bourse du travail, qui recherche des emplois vacants pour, ensuite, les proposer aux sans-travail de l'unité avant qu'ils ne soient libérés.

Généralisable ?

Sous la responsabilité d'un aspirant, des appelés détectent, aux premiers jours de l'incorporation, les jeunes de leur contingent qui étaient dépourvus de travail avant d'être sous l'uniforme : ils établissent leurs qualifications et leurs souhaits, entrent en rapport avec l'agence nationale pour l'emploi de Strass'enquièrent auprès de leurs pro-Colmar, dépouillent les petites annonces dans les journaux et s'inquiètent auprès de leurs propres relations, familles et employeurs précédents, pour recenser des emplois disponibles quelques mois plus tard.

Tous les deux mois, depuis février, sont ainsi examinées en moyenne les situations de cent quarante appelés. Lors du premier contingent pour lequel la bourse du travail a fonctionné, trente-six des cent quarante recrues étaient en quête d'emploi ou non assurées de retrouver un travail à la fin de leur service. D'ores et déjà, même si environ 3 % des jeunes qui auraient dû être intéressés refusent systématiquement cette aide, les trois quarts trouvent un engagement de travail. Ce qui constitue une sorte d'exploit, puisque les jeunes qui en bénéficient ne seront libérés qu'en mars 1983 et que les démarches entreprises l'ont été en dépit de l'éloignement du régiment par rapport aux employeurs ou aux lieux du travail en France.

Le plus souvent, le lieutenant-colonel Bourdeau appuie les requêtes d'une lettre qui recommande le candidat à l'employeur. Il l'a fait, reconnaît-il, même dans le cas d'un déserteur, sanctionné pour quarante-trois jours d'absence illégale, qui a obtenu un emploi et pour lequel il existait des circonstances atténuantes à son acte. Il ne le fait pas, toutefois, systématiquement si le comportement de la recrue sous l'uniforme — son indélicatesse, par exemple — ne permet pas de la recommander en toute honnêteté. Apparemment, les employeurs semblent apprécier cet engagement personnel du chef de corps, comme s'ils y voyaient une garantie supplémentaire avant leur propre décision.

L'état-major de l'armée de terre, suivant en cela la préoccupation affirmée du ministre de la défense, envisage de demander à d'autres colonels commandant un régiment de s'inspirer de l'expérience tentée depuis cinq mois au 20e régiment du train à Baden.

Mais cette expérience est-elle généralisable ? Ou bien n'a-t-elle pas, plutôt, relevé d'une initiative locale de jeunes recrues, appartenant à des contingents à forte densité de sans-emploi, et relayée par un chef de corps qui a voulu accroître les responsabilités de ses subordonnés ? Cette expérience d'un régiment de soutien est-elle transmissible à des unités opérationnelles dites de « mêlée », qui doivent consacrer l'essentiel de leur temps à apprendre à entretenir et à se servir de matériels complexes et coûteux ?

Les colonels savent qu'il leur faut, aujourd'hui, harmoniser des activités régimentaires si multiples, si différentes et si délicates qu'elles paraissent inconciliables ou difficiles à mener de front si, d'autre part, l'ensemble de leur encadrement n'est pas motivé.

JACQUES ISNARD.

FAITS DIVERS

● *Des coccinelles* ont envahi le languedocien obligeant parfois les touristes à se réfugier dans leurs voitures. Les conditions climatiques favorables seraient à l'origine de cette soudaine prolifération des insectes dont le nombre devrait progressivement décroître au cours des prochaines semaines. D'autre part, les chenilles processionnaires ont de nouveau fait leur apparition dans le massif des Corbières où elles ont commis d'importants dégâts.

● *Un violent séisme* a frappé, samedi 19 juin, le Salvador. Une dizaine de morts et plusieurs blessés ont été dénombrés. L'épicentre de la secousse, qui a causé d'importants dgats matériels et provoqué quelques glissements de terrains, notamment dans la province de Libertad, se trouvait dans le Pacifique, à une centaine de kilomètres des côtes.

FAITS ET JUGEMENTS

Un étudiant iranien victime d'un colis piégé.

Le bras arraché, le visage lacéré et de sévères brûlures sur tout le corps, M. Ali Reza Hossein Pour, étudiant iranien de trente-deux ans, victime d'un attentat, samedi 19 juin, à Paris dans le dix-huitième arrondissement, était ce lundi 21 juin dans un état jugé critique par les médecins.

M. Pour, domicilié rue du Mont-Cenis, venait de retirer à la poste toute proche un colis que le facteur n'avait pu lui délivrer. Il se trouvait à l'angle des rues Duc et de Trétaigne lorsque le paquet qu'il portait a explosé, le blessant ainsi qu'un passant qui le croisait, M. Jean Laugel, cinquante-trois ans, assureur, domicilié rue Marcadet.

Des piles ont été retrouvées sur les lieux, mais il n'est pas encore établi de quelle façon le colis a explosé. Selon M. Laugel, M. Hossein Pour portait le paquet et n'essayait pas de l'ouvrir. Celui-ci n'étant pas un objet recommandé, aucun bordereau n'a permis d'établir le lieu d'expédition. Pour la police, M. Hossein Pour est un étudiant iranien sans histoire et n'a pas d'activité politique *connue*. Il étudie depuis un an l'architecture, a un frère en France et vit avec une jeune *Française*.

La Cour de cassation rejette un pourvoi du prince Victor-Emmanuel de Savoie.

La *chambre criminelle de* la Cour de cassation vient de rejeter le pourvoi formé par le prince Victor-Emmanuel de Savoie contre un arrêt de la chambre d'accusation de Bastia du 17 *décembre* 1981. La cour de Bastia estimait, comme l'avait fait le juge d'instruction d'Ajaccio, qu'il n'y avait pas lieu d'ordonner de complément d'expertise *médicale* et d'expertise balistique à la suite du décès du jeune Allemand Dirck Hamer, âgé de dix-*neuf ans, atteint* malencontreusement par lui d'une balle, le 18 août 1978 dans l'île de Cavallo, au large de *Bonifacio, en* Corse (*le Monde* du 20 septembre 1978).

Le juge d'instruction d'Ajaccio avait, en effet, considéré que le professeur Schmidt, médecin légiste allemand ayant pratiqué l'autopsie à l'institut médico-légal de l'université de Heidelberg, où le jeune homme avait été soigné après son transfert de Corse, le 30 août 1978 et où il était mort le 7 décembre 1978, était suffisamment informé des événements pour accomplir correctement sa mission.

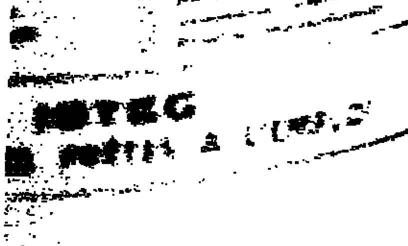
La cour de Bastia avait jugé, pour sa part, que les conclusions du professeur Schmidt étaient « *parfaitement claires et nettes* » et « *qu'il fallait donc écarter l'hypothèse que le décès serait dû à des causes étrangères à la blessure reçue par la victime* ».

Rien ne s'oppose donc désormais à ce que le juge chargé depuis près de quatre ans d'instruire le dossier du prince Victor-Emmanuel de Savoie mette un point final à l'information ouverte contre lui pour « *coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner* ».

● *Tué pour avoir trop chahuté.* — Un jeune homme âgé de vingt ans, Frédéric Zanger, a été tué dans la nuit du 18 au 19 juin, dans la ZUP de Chambéry-le-Haut (Savoie). Avec des amis, il discutait *sur le seuil* de sa maison quand trois coups de feu claquèrent. Il est mort quelques heures plus tard. *Le meurtrier* est un homme de trente-sept ans, père de quatre enfants, électromécanicien au *chômage*. Il a déclaré aux policiers qu'il ne pouvait plus supporter les bruits incessants, la nuit, dans la cité où il réside. Samedi, à 2 heures du *matin*, il est donc descendu, il a appelé, puis tiré, sur le groupe qui se trouvait à environ 150 mètres de lui. — *(Corresp.)*

● *Attentats en Corse.* — Cinq attentats à l'explosif, non revendiqués, ont été commis à Bastia et à Calenzana (Haute-Corse), dans la nuit du 18 au 19 juin. Une forte charge a détruit des bureaux au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Somivac (Société d'économie mixte de mise en valeur de la Corse), à Bastia. Une demi-heure plus tard, l'inspection académique de la Haute-Corse a été *endommagée* par une charge de faible puissance. Des traces de balles ont été relevées sur la *façade*.

A Calenzana, trois attentats ont été commis aux domiciles de deux résidents marocains et contre une voiture appartenant à un autre Marocain.



Le Monde

sports



ESPAÑA 82

LA DOUZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

INCERTITUDES

Dix-huit des vingt-quatre équipes avaient, dimanche soir 20 juin disputé deux de leurs trois matches, dans cette première phase de la douzième Coupe du monde de football, et *seulement* cinq d'entre *elles étaient fixées sur* leur sort : l'Angleterre et le Brésil, qualifiés pour le second tour, le Chili, le Salvador et la Nouvelle-Zélande, éliminés.

Parmi les dix-neuf équipes restantes, l'Espagne (avec l'aide de Dieu, du public et des arbitres), la Belgique et l'U.R.S.S. semblaient les mieux placés pour rejoindre l'Angleterre et le Brésil, mais, mathématiquement, tout peut arriver. Un nombre important de résultats nuls — exactement le tiers des vingt et un matches joués *au soir du 20 juin*, — et les bousculades opérées dans la hiérarchie du fooball mondial par l'Algérie, le Cameroun, le Honduras et le Koweït, ont créé cette situation incertaine.

Du reste, beaucoup de choses paraissent incertaines dans ce Mundial, de l'organisation proprement dite, avec ses *défaillances quotidiennes* — dimanche, on a entendu l'hymne yougoslave pendant trois secondes, — aux retransmissions hasardeuses de la télévision espagnole (nombre de « ralentis » ne vont pas jusqu'au bout de l'action, *il faut quand même l'oser !*), en passant par d'étranges « oublis » de la part des gardiens de but. Après Waldir Perez (Brésil) devant l'U.R.S.S., Mora (Salvador) devant la Belgique, Seman (Tchécoslovaquie) et Osben (Chili), ont commis, dimanche face à l'Angleterre et à la R.F.A., des bourdes monumentales, qui ont fait rire tous les gardiens de division d'honneur.

Mais, l'incertitude la plus grave, sur le plan strictement sportif, réside dans l'arbitrage. On ne voudrait pas être dans la conscience de M. Lund-Soerensen (*Danemark*), *qui a accordé à l'Espagne*, face à la Yougoslavie, un penalty encore plus scandaleux — si c'est possible — que celui que M. Ithurralde (Argentine) avait sifflé contre le Honduras, toujours pour le compte, ou pour le *solde* de tous *comptes*, de la formation ibérique.

Il convient d'être clair : s'il faut absolument, pour des raisons économiques, que l'équipe représentant le pays organisateur *aille jusqu'au* bout de la compétition, les dirigeants de la FIFA ne doivent pas se contenter de la qualifier d'office pour la première partie de la phase finale. Il faut admettre directement cette équipe en finale de la Coupe du monde, comme jadis en coupe Davis de tennis. Cela *éviterait* bien des turpitudes et bien des indignations.

MICHEL CASTAING.

Angleterre-Tchécoslovaquie (2-0) : comme sur un trampoline

Bilbao. — *Les tôles ondulées de la cathédrale San-Mames* — surnom donné par les Basques au stade de Bilbao — résonnent encore des *Gloria* chantés par les hordes *sauvages* de jeunes Anglais imbibés de bière et de vin, drapés sans dignité dans l'Union Jack, mais célébrant avec *l'harmonie et la ferveur* d'une chorale paroissiale la huitième victoire consécutive de leur équipe, et surtout la qualification *pour le deuxième tour de la Coupe* du monde, après ses succès face à la France (3 à 1) et à la Tchécoslovaquie (2 à 0).

L'Angleterre renaissante a donc *rejoint le Brésil éternel, mais si nul* ne s'est étonné de l'insolante facilité manifestée par les Brésiliens, abonnés à ces ultimes joutes, pour *assurer avant terme leur qualification*, la maîtrise démontrée par les Anglais pour réussir aussi vite et aussi bien dans un groupe *a priori* très équilibré est *beaucoup plus* surprenante.

Il y a un an à peine, Kevin Keegan et ses coéquipiers avaient même renoncé à l'idée de participer à la *phase finale. L'accumulation* de contre-performances en matière de qualification, contre la Norvège et la Suisse, semblait offrir les places pour le *Mundial à la* Hongrie et à la *Roumanie*. Alors que les Anglais n'étaient plus maîtres de leur destin, Dieu et surtout les footballeurs suisses, surprenants vainqueurs en *Roumanie, avaient sauvé in extremis* l'équipe de la reine. L'événement était de taille puisque l'Angleterre ne s'était *pas qualifiée pour la Coupe du monde* depuis 1962. Elle avait été admise d'office en 1966 comme pays organisateur, puis en 1970 comme tenante du trophée.

Collectionneurs *invétérés* de coupes d'Europe, Peter Shilton, Ray Clemence, Kevin Keegan, Paul Mariner, auraient pu finir leur carrière sans avoir participé à une Coupe du *monde*. Dans le football anglais, le contraste était, en effet, saisissant entre l'équipe nationale, habituée à passer à côté de tous les grands

De notre envoyé spécial

rendez-vous, et les clubs, dont douze figurent au palmarès des coupes d'Europe où ils comptent dix-neuf *victoires pour vingt-neuf participations* aux finales.

Cette réussite des clubs est en partie liée à la présence, illimitée *dans leurs rangs*, de joueurs non-anglais qui fournissent 45 % des effectifs de la première division. Ainsi Liverpool, le nouveau *champion d'Angleterre, aligne quatre* Anglais pour trois Ecossais, deux Irlandais, un Gallois et un Rhodésien et ne fournit à l'équipe nationale *que son arrière central, Phil Thompson*. Limité dans ses choix, Ron Greenwood, l'entraîneur de la sélection, l'est aussi par l'extraordinaire densité des compétitions *auxquelles participent* les clubs.

Pour préparer la Coupe du monde, les joueurs ont été réunis en Espagne trois jours avant le coup d'envoi. *« C'est peut-être psychologiquement un avantage*, estime cet entraîneur philosophe. *Les joueurs n'ont pas été obnubilés par la compétition et par leurs responsabilités. Notre force vient de la présence de plusieurs grands joueurs qui n'ont jamais eu le bonheur de participer à la Coupe du monde. Leur détermination s'en trouve accrue. D'autre part, le groupe est expérimenté et l'histoire de l'épreuve nous apprend qu'elle a toujours été gagnée par des équipes s'appuyant sur l'expérience plus que sur la jeunesse. »*

Sous un ciel gris et bas, tout Britannique, par une température (21 degrés) enfin propice à la pratique du *football et sur une pelouse qu'on les* soupçonne d'avoir fait plus que copieusement arroser, les Anglais y sont en effet allés de bon cœur *contre* les Tchécoslovaques. Mick Mills, le petit capitaine intérimaire, pouvait tacler sans réserve. Ray Wilkins, le meneur de jeu, courait et *se démarquait à s'en faire éclater* les poumons. Trevor Francis, Paul Mariner et Bryan Robson, qui a l'art de surgir au moment opportun, multipliaient les appels de balles, et *tout* ce joli monde sautait comme sur un trampoline devant les buts adverses.

Dominés et forcés de concéder corner sur corner — dix en première *mi-temps*, — *les Tchécoslovaques* confirmaient pourtant qu'ils étaient plus aptes à subir le jeu et repartir en contre-attaques qu'à le prendre à leur compte contre *un adversaire présumé* plus *faible*, comme le Koweït. N'avaient-ils pas ainsi tenu en échec le Brésil et l'Argentine sur leur terrain au mois de mars ? La *douzième corner anglais allait néanmoins* marquer la fin de leurs illusions. Stanislas Seman relâchait le ballon dans les pieds de Trevor *Francis qui n'avait plus qu'à* le pousser dans le but vide (63e minute). La chance tournait définitivement le dos aux Tchèques quatre minutes *plus tard sur un tir de Paul Mariner* dévié dans ses propres buts par Jozef Barmos. Michel Hidalgo, présent dans les tribunes, pouvait respirer. Une victoire contre le Koweït, *ce lundi 21 juin* à Valladolid, placerait l'équipe de France en position de force. Un résultat nul pourrait ensuite lui suffire contre la Tchécos*lovaquie le 24 juin pour accéder* au deuxième tour.

GERARD ALBOUY.

CINQ CHANGEMENTS DANS L'ÉQUIPE DE FRANCE

M. Michel Hidalgo a communiqué, dimanche 20 juin, la composition de *l'équipe de France*, qui devait affronter celle du Koweït, ce lundi à 1 h 15 à Valladolid :

Ettori ; Amoros, Janvion, Trésor, Bossis ; Giresse, Platini (cap.), Genghini ; Soler, Lacombe, Six.

Par rapport à l'équipe *battue* (1-3) par l'Angleterre, cinq changements ont été opérés, soit la moitié des joueurs de « champ » : en *défense*, Battiston et Lopez ont été remplacé par Amoros et Janvion ; au milieu du terrain et en attaque, Girard, Larios et Rocheteau ont cédé leur place à Genghini, Lacombe et Six.

ESPAGNE-YOUGOSLAVIE (2-1) : un nationalisme de feu

Valence. — Un petit saut d'un verger à l'autre. Les citronniers d'Alicante, les orangers de Valence. Et un grand saut d'une Espagne à l'autre. Celle qui ne s'appartient plus, des plages, de ces villes-mirages, Benidorm, champignonnière des sables, surgie au détour de l'autoroute *comme une fiction de Dallas ou* d'Abou-Dhabi. Celle aussi des restaurateurs quadrilingues et des *marchands de fruits polyglottes*, des poteries presque typiques et des snacks totalement anonymes.

Et puis l'autre Espagne, Valence un dimanche, Valence l'industrieuse, prototype de ville-usine *à la campagne, raffinerie au milieu* des rizières. Valence pavoise rouge et jaune, et ses balcons *fleuris portent ainsi les couleurs* d'Espagne et presque celles de Catalogne, avec une bande bleue, comme un *symbole d'une historique* hésitation entre Madrid la capitale et Barcelone la suzeraine.

La ville n'est pas faite pour les touristes, mais pour ses habitants. Elle n'est *pas bâtie pour le plaisir*, mais pour le travail. Tout à l'heure, les hôtesses de la compagnie Mundiespaña, promptement rebaptisée Mundiestafa (Mundi escroquerie), ont circulé. Leurs uniformes sont évidemment rouge et jaune, *comme un drapeau*. Ou comme un symbole. Un confrère vivant en Espagne raconte que ces *fameux* uniformes avaient beaucoup voyagé. Commandés à Barcelone, fabriqués à Madrid, vendus à un *intermédiaire*, livrés à Barcelone, rachetés par un autre intermédiaire madrilène et retournés dans la capitale. *Ou* l'inverse, on en sait pas bien. Bref, une navette juteuse dans ce *Mundial de « l'enrichissez-vous »*.

Ces charmantes hôtesses, dont, circulaient parmi les journalistes, une assez jolie faune aussi — il y eut à Alicante une mêlée générale de la presse pour l'obtention d'un tee-shirt gratuit, — et elles distribuaient un envoi du syndicat d'initiative de Valence : *« Valence est musique »*, paraît-il, quatre fanfares méritoires, orphéons de quartier ou prestigieux orchestre du complexe pétrochimique. Valence, en effet, était musique ce dimanche. Musique et *sieste*, musique et paris, dans ses cafés où se valident les tickets *du « Quiniela »*, le concours de pronostics hebdomadaire. Musique et chauvinisme. Une passion bruyante pour un nationalisme exacerbé par la peur de voir si tôt, déjà, l'équipe espagnole, *sous haute surveillance, sortir* de l'épreuve.

La passion ? Un journaliste *espagnol est, ici, passé à la postérité* pour ce mot : *« Que le meilleur gagne ? Que ce soit l'Espagne qui gagne avec son éternel chevaleresque. »*

La peur ? Elle est toute dans *cette angoisse existentielle d'un* titre de *Diaro 16 : « Cette nuit, être ou ne pas être. »*

L'éternel chevaleresque avait donc rendez-vous avec son éternel démon, cette équipe yougoslave, *assemblage pirate et baroque* de footballeurs mercenaires. La Yougoslavie — on parle de l'équipe, *pas vraiment du pays* — n'est *pas* une nation. C'est un patchwork de nomades sans soucis, louant *leurs services et leur savoir-faire* au plus *offrant*, une équipe ni de l'Est ni de l'Ouest, faite de gens *plutôt filous et très talentueux*, aussi habiles à manipuler un ballon qu'à dribbler le fisc. Et très *diplomates aussi. Avec un sourire* gentil qui cachait évidemment les plus noirs desseins, l'entraîneur *yougoslave Miljanic avait fait* à la presse une *déclaration surprenante*. Une *devise de chevalerie* en somme. *« A donc*, dit-il à la presse, *si nous plaisons, qu'on nous applaudisse, si nous déplaisons, qu'on nous siffle. »*

Plaire, *c'est peut-être* beaucoup demander, quand la sécurité du football espagnol est en jeu. Et quand, comme l'écrivaient plusieurs journaux, une défaite des nationaux aurait été *« une catastrophe économique »*. De cela *et* de quelques autres choses, la versatilité des « socios », par exemple, les responsables et joueurs espagnols étaient conscients. Déjà de sombres rumeurs venues du camp fortifié espagnol, l'hôtel-prison, montraient combien l'échec divise. Rumeurs d'une disgrâce avec sursis probatoire de l'entraîneur Santamaria, rumeurs de mésentente entre les joueurs.

Vrai, faux ? Faux, parce que l'Espagne a gagné. Autant dire qu'elle ne pouvait perdre ce match. C'est dans un stade fou de tous les excès que peuvent engendrer la passion et la peur qu'allait se disputer cette rencontre, capitale au sens littéral du terme. De la *folie*, en effet, cette mer de drapeaux, cette manifestation jaune et rouge, cette foule hurlante, ces tambours battant la charge, ce nationalisme de feu. L'Espagne devait gagner, et ce n'est pas un *bien* piètre arbitre danois qui allait l'en empêcher. D'ailleurs, il ne l'en empêcha point, dépassé par l'enjeu, emporté par la foule. Les Yougoslaves sont de fameux joueurs mais, même avec le génial Susic, même avec leur capitaine Surjak, flèche géante, *même avec le feu follet Petrovic*, elle ne put rien faire.

Ou plutôt si. Faire durer. Car elle jouait mieux, nettement mieux, qu'une médiocre équipe espagnole. Cette domination immédiate lui valut de marquer un but par Gudelj, dès la dixième minute. Ce but fut contesté si fortement par les Espagnols — ils avaient vu une main, celle du diable probablement — que l'arbitre se hâta de réparer. Il eut vite fait d'accorder le penalty indispensable, un penalty espagnol, prime à l'organisation, pour une faute yougoslave commise hors de la surface de réparation. Mais si l'on s'en tenait à ces détails, n'est-ce pas ?... D'ailleurs, il ne s'en tint pas là. Lorsque Lopez-Ufarte eut tiré ce penalty à côté des buts, l'arbitre décida de le faire retirer. Le gardien Yougoslave, Pantelic, ne pouvait pas *ne* pas avoir bougé pour qu'un si grand malheur frappe l'Espagne. On recommença *donc, et cette fois* Juanito ne le manqua pas.

Tout recommençait donc et *tout* continua ainsi, sous *une* pluie de cartons jaunes. Le match n'était pas bon, heurté, malgré *de part et d'autre quelques* belles attaques. Il le devint, bon, pour l'Espagne à la soixante cinquième *minute*. Après un *cafouillage* monstre, Enrique Saura, joueur de Valence qui venait d'entrer, *marqua le but de la délivrance* (2-1). Ce fut un beau tumulte dans le stade, tout près d'exploser. *L'essentiel était fait*. La Yougoslavie ne pouvait revenir, vent de face, Espagne debout.

Mais qui saurait affirmer, qu'avec une telle équipe, même chez elle, même avec des pénal-chez elle, même avec des pénalgagner la Coupe du monde ?

PIERRE GEORGES.

RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

GROUPE I

Matches joués : Italie et Pologne, 0-0 ; Pérou et Cameroun, 0-0 ; Italie et Pérou, 1-1 ; Pologne et Cameroun, 0-0.

Classement : 1. Italie et Pérou, 2 pts ; 3. Pologne et Cameroun, 2 pts. L'Italie et le Pérou *sont en* tête pour avoir marqué chacune un but. Chaque équipe a disputé deux rencontres. *Restent à jouer* : Pologne-Pérou (le 22) et Italie-Cameroun (le 23).

GROUPE II

Matches joués : Algérie b. R.F.A., 2-1 ; Autriche b. Chili, 1-0 ; R.F.A. b. Chili, 4-1.

Classement : 1. Algérie (1 match), Autriche (1 m.) et R.F.A. (2 m.), *2 pts ; 4. Chili (2 m.)*, 0 pt. Le Chili est d'ores et déjà éliminé. Restent à jouer : Algérie-Autriche (le 21), Algérie-Chili (le 24) et R.F.A.-Autriche (le 25).

GROUPE III

Matches joués : Belgique b. Argentine, *1-0* ; Hongrie b. *Salvador, 10-1* ; Argentine b. Hongrie 4-1 ; Belgique b. Salvador 1-0.

Classement : 1. Belgique, 4 pts ; 2. Hongrie et Argentine, 2 pts ; 4. Salvador, 0 pt. Chaque équipe a disputé deux rencontres. Le Salvador *est éliminé. Restent à jouer : Belgique*-Hongrie (le 22) et Argentine-Salvador (le 23).

GROUPE IV

Matches joués : Angleterre b. France, 3-1 ; Koweït et Tchécoslovaquie, 1-1 ; Angleterre b. Tchécoslovaquie, 2-0.

Classement : 1. Angleterre (2 m.), 4 pts ; 2. Koweït (1 m.) et Tchécoslovaquie (2 m.), 1 pt ; 4. France (1 m.), 0 pt. L'Angleterre est qualifiée. Restent à jouer : France-Koweït (ce 21), France-Tchécoslovaquie (le 24) *et Angleterre-Koweït (le 25)*.

GROUPE V

Matches joués : Espagne et Honduras, 1-1 ; Yougoslavie *et* Irlande du Nord, 0-0 ; Espagne b. Yougoslavie, 2-1.

Classement : 1. Espagne (2 m.), 3 pts ; 2. Honduras (1 m.), Irlande du Nord (1 m.) et Yougoslavie (1 m.), 1 pt. *Restent à jouer : Honduras*-Irlande du Nord (ce 21).

GROUPE VI

Matches joués : Brésil b. U.R.S.S., 2-1 ; Ecosse b. Nouvelle-Zélande, 5-2 ; Brésil b. Ecosse, 4-1 ; U.R.S.S. b. Nouvelle-Zélande, 3-0.

Classement : 1. Brésil, 4 pts ; 2. U.R.S.S. et Ecosse, 2 pts ; 4. Nouvelle-*Zélande*, 0 pt. *Chaque équipe* a disputé deux rencontres. Le Brésil est qualifié, la Nouvelle-Zélande est éliminée. Restent à jouer : U.R.S.S.-Ecosse (le 22) et Brésil-Nouvelle-Zélande (le 23).

D'UNE DISCIPLINE...

Athlétisme

LA FRANCE BAT LA SUÈDE ET LA SUISSE

L'équipe de France masculine avec 164 points a gagné à Lausanne le match qui l'opposait à la Suède (121,5 points) et à la Suisse (126,5 points). L'équipe de France féminine avec 128,5 points s'est également imposée à la Suisse (96 points) et à la Suède *(89,5 points)*. La jeune Martiniquaise Charline Carron a battu avec un bond de 1,90 mètre le record de France de Marie-Christine Debourse.

Automobilisme

VINGT-QUATRE HEURES DU MANS

1. J. Ickx (Belg.)/D. Bell (G.-B.) sur Porsche 956 turbo, *4 899,086* kilomètres (moy. : 204,128 km/h). Nouveau record du circuit ; 2. J. Mass *(R.F.A.)*/V. Schuppan (Aus.) sur Porsche 956 turbo, 4 858,169 kilomètres ; 3. H. Haywood (E.-U.)/A. Holbert (E.-U.)/J. Barth (R.F.A.) sur Porsche 956 turbo, *4 810,113* kilomètres ; 4. J. Fitzpatrick (G.-B.)/D. Hobbs (G.-B.) sur Porsche 935 turbo, 4 400,164 kilomètres (1er du groupe IMSA/GTX).

CARNET

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean-René CARRIÈRE,
artiste-sculpteur et peintre,

survenu le 15 juin 1982, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

[Le Monde *daté 20-21 juin*.]

— Mme Lucien Cavel,
son épouse,
M. et Mme Francis Cavel,
M. et Mme Philippe Cavel,
M. et Mme Henri Violet,
ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien CAVEL,
docteur en médecine,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le samedi 29 mai 1982, dans sa soixante-seizième année, à Evry (91).

Les obsèques religieuses en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Evry, suivies de l'inhumation à Créteil dans le caveau de famille, ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

« Les Marronniers »,
Parc du Coudray-Montceaux,
91830 Le Coudray-Montceaux.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges DEVAIRE,
ancien combattant 1914-1918,

survenu à Paris, le *14 juin* 1982, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte *intimité familiale*.

368, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

— **Myriem ESPANET**
baronne André REVON

est décédée le 15 juin 1982, à Paris, à l'âge de *soixante-dix-huit* ans.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 23 juin, à 9 heures, en la chapelle espagnole (51 bis, rue de la Pompe, à Paris-16e).

De la part de Bernard Revon (34, rue Marbeuf, Paris-8e), et Christian Revon (31, rue de la Colonie, Paris-13e).

— *On nous prie d'annoncer* le décès, survenu à Paris, le 26 mai 1982, à l'âge de cinquante-neuf ans, de

M. Robert FERRIER.

Les obsèques *et* l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Contigny (Allier).

Une messe réunira ses parents et amis le jeudi 24 juin, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce (10, rue de l'Annonciation, Paris-16e).

— Aix-les-Bains.
Mme Romain Godet,
Mme Marc Godet et ses enfants,
M. et Mme Maurice Godet et leurs enfants,
Les familles alliées et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Romain GODET,
ancien fonctionnaire
de la
S.D.N. et de l'O.N.U.,

survenu le 16 juin 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

— Mme André Gues,
Mme Mireille Gues et ses enfants,
M. et Mme Raymond Dussert-Vidalet et leurs enfants,
M. et Mme François Gues et leurs enfants,
Mlle Magdeleine Gues,
Les familles Gues, Chauvin, Brugère, Barbier, Delegue,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du

colonel André GUES,

le 17 juin 1982, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

5, rue Espariat,
13100 Aix.

— Mme Claude Jouan,
M. *et Mme Patrick Jouan et* leurs enfants,
M. et Mme Alain Jouan et leur fille,
Les docteurs Rémy Dubois-Jouan *et leur fils*,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude JOUAN,
croix de guerre 1939-1945,
ingénieur E.T.P.,

survenu le 18 juin 1982, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly (90, avenue du Roule), *le* mardi 22 juin, à 13 h. 30.

23, boulevard d'Argenson,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— On nous prie de faire part du décès de

M. Robert LÉCUYER,
ingénieur du génie rural,
préfet de la Libération,

survenu subitement à l'âge de soixante-huit ans, le 18 juin 1982, à Clermont-de-l'Oise.

De la part de :
Mme Robert Lécuyer,
Ses enfants, petits-enfants,
Ses parents, alliés et amis.
20, avenue Jean-Lurçat,
49240 Avrillé.

[Robert Lécuyer était né le 4 juin 1914 à *Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine). Ingé*nieur agronome, ingénieur de l'École supérieure d'électricité et ingénieur du génie rural, il était entré dans la carrière préfectorale à la Libération. Il fut *successivement préfet de l'Orne* (d'août 1944 à avril 1946), préfet des Vosges (*jusqu'en* 1948) et *préfet du* Morbihan. Il obtint une mise en disponibilité en 1951.]

— Chambéry, Paris.
Le chef d'escadron Gérard Ligerot,
M. et Mme Henri Panchaud,
M. et Mme *Alain Panchaud et* Nadia,
M. et Mme Maurice Ligerot,
Et leurs familles,
font part du décès accidentel, à Amman (Jordanie), de

Mme Gérard LIGEROT,
née *Martine Panchaud*.

Les funérailles ont eu lieu en l'église de Montréal (Ain), le samedi 19 juin 1982, à 15 h. 30.

Dans leur peine, les familles rappellent *à votre souvenir les frères* de Martine,

Guy et Hervé PANCHAUD
et
Robert LIGEROT.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Dodzi Guidjigan de Meslon, son *fils adoptif*,
MM. Claude et Lionel de Meslon, ses frères,
Mme Madeleine Guichard, sa sœur,
Les membres de sa famille, ses proches et ses amis,
ont le regret de faire part du décès de

M. Olivier de MESLON,
conseiller culturel,

survenu le 2 juin 1982, à Cotonou (Bénin), et remercient toutes les personnes *qui* leur ont apporté en cette circonstance leur témoignage de sympathie et d'amitié.

L'inhumation a eu lieu dans le le caveau de famille à Baurech (Gironde).

Remerciements

— Denise et Claude Jullien-Bloch, Et leurs *enfants*,
remercient tous ceux si nombreux qui, par leur présence et *leur* message, ont prouvé l'affection, l'amitié, qu'ils avaient pour

Mme Yvonne BLOCH.

Ils regrettent de ne pouvoir leur répondre personnellement.

— Voiron.
Mlle Elisabeth Morel, président-directeur général,
Les membres du conseil d'administration,
Et l'ensemble du personnel des Registres Le Dauphin,
très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Joseph MOREL,

adressent leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Il y a sept ans,
Benoît AURENCHE
nous quittait.

Une messe sera dite le dimanche 27 juin 1982, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

Soutenances de thèses

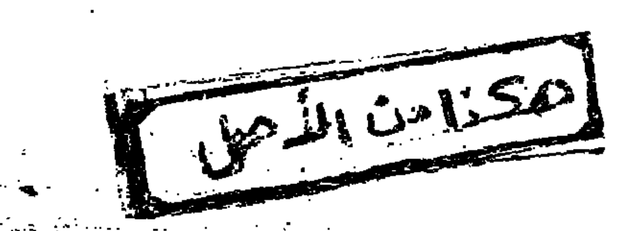
DOCTORATS D'ÉTAT

— *Université Paris-II*, mercredi 23 juin, à 17 heures, salle des fêtes, M. Robert Mondot : « L'aménagement de la montagne ».

— *Université Rennes-II*, mardi 22 juin à 14 h 30, salle E 315, M. Alain Calmes : « *L'idéologie* du roman colonial d'expression française en Algérie avant 1914 ».

— Université Paris-II, mercredi 23 juin à *9* h 30, salle des commissions, Mlle Maria Pereira : « La liquidation des sociétés commerciales en droit comparé : étude de droit comparé français et portugais ».

— Université Paris-II, mercredi 23 *juin* à 17 h 30, salle des commissions, M. Mohamed Dali Jazi : « Les rapports entre *l'Etat* et le citoyen dans la Tunisie indépendante : le problème des libertés publiques ».



AUTOMOBILISME

LES VINGT-QUATRE HEURES DU MANS

Le triomphe des Porsche

Le Belge Jacky Ickx et le Britannique Derek Bell ont gagné, dimanche 20 juin, la cinquantième édition des Vingt-Quatre Heures du Mans sur une Porsche 956 à moteur turbo compressé et parcouru 4 899 kilomètres à la vitesse moyenne de 204 kilomètres-heure. Vainqueur l'an dernier avec le même coéquipier, le champion belge a obtenu sa sixième victoire.

Le fait majeur fut la domination des Porsche qui se sont classées aux cinq premières places, les dix Ford, qui étaient leurs grandes rivales, ont été contraintes d'abandonner; de la même façon, les Rondeau du constructeur manceau — équipées d'un moteur atmosphérique Ford-Cosworth — se sont arrêtées au cours de la nuit à la suite d'ennuis de moteur. La deuxième équipe française, sur Peugeot-W.M. équipée d'un moteur turbo français, n'a pas été plus heureuse; ses deux voitures ont abandonné avant le lever du jour, la première à la suite d'un accident, la seconde après avoir cassé sa boîte de vitesses.

Sur les cinquante-cinq voitures qui avaient pris le départ, dix-huit seulement ont terminé l'épreuve.

De notre envoyé spécial

Le Mans. — On attendait trop de l'édition 1982 des Vingt-Quatre Heures. Ce fut celle de l'ennui. Le duel Porsche-Ford arbitré par les Rondeau n'a pas eu lieu. Passé les quatre premières heures de la course, au cours desquelles les deux écuries américaine et française prirent tour à tour le meilleur, Porsche s'installa en tête et y resta.

Approuvée par l'ensemble des écuries, la décision de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) de réduire la consommation des voitures n'a pas trouvé que des adeptes parmi les pilotes. Jacky Ickx notamment n'a pas caché son hostilité à une mesure qui limitait la contenance des réservoirs des voitures à 100 litres et imposait un maximum de vingt-cinq ravitaillements pendant la course. La réaction du pilote belge n'était pas étonnante. Les Porsche, dotées d'un moteur turbo, sont grosses consommatrices d'essence; beaucoup plus que les voitures dotées d'un moteur atmosphérique. Ce n'est pas un hasard si, au terme de l'épreuve, le classement tenant compte de la consommation d'énergie faisait apparaître que la Porsche de Ickx avait brûlé près de 46 litres aux 100 kilomètres, à une moyenne de 204 kilomètres-heure, tandis que, à des vitesses moins élevées, la Ford Rondeau de Iver-Sotti se contentait d'un peu moins de 40 litres et la Ferrari de Cudini d'un peu plus de 37 litres.

Si le champion belge leva effectivement le pied au début de la course pour ne pas tomber en panne d'essence, le manque d'intérêt des Vingt-Quatre Heures résulta surtout de la trop grande supériorité des Porsche et de la disparition trop rapide des Ford et des Rondeau.

Tout en prenant des précautions oratoires, le constructeur manceau s'est ingénié, après coup, à justifier la fiabilité de ses voitures : « Au freinage, à l'accélération, nous étions mieux que les Porsche ; en vitesse de pointe, nous étions aussi bien. Ah ! si nos Cosworth n'avaient pas eu de défauts de jeunesse... »

Trahi par ses moteurs, Jean Rondeau n'a pourtant pas eu beaucoup de chance. Pendant les essais, ses voitures ont eu des ennuis d'injection et de capteur d'allumage. Déçu, il l'est surtout parce qu'il n'a plus d'argent après avoir dépassé de 320 000 F un budget qui atteignait déjà la somme de 8 millions de francs... et qu'il craint de lasser l'entreprise constructrice d'ascenseurs qui le soutient. Dotée d'un nom plus célèbre, Porsche, avec un budget de 10 millions, qui s'appuie sur un commanditaire fabricant de cigarettes n'aurait pas les mêmes soucis.

Si Jean Rondeau critique volontiers les moteurs Cosworth qu'il avait au Mans, Gérard Welter et Michel Meunier, passionnés de mécanique et de carrosserie, qui animent l'équipe Peugeot-W.M., en font l'éloge. « Personne, disent-ils, ni Matra, ni Ferrari, ni Alfa-Romeo, n'a pu faire mieux. » Ah, s'ils avaient les moyens !

Depuis qu'ils ont tenté leur expérience en 1976, les deux hommes se contentent de l'aide financière que leur accordent Esso et Michelin. Rien à voir, selon eux, avec ce que reçoivent les autres écuries.

Peugeot participe également à l'opération. Aide symbolique semble-t-il, mais qui montre le côté artisanal de l'entreprise. « Si on a besoin d'une culasse, la firme de Montbéliard nous demande de la dessiner et la réalise ensuite. » Gérard Dorchy, pilote de l'écurie, n'a pas voulu de cette situation et a créé récemment avec ses amis la Société pour l'application des techniques pour l'évolution des véhicules autonomes (Socateva). « On pourrait aussi construire des moteurs de hors-bord », dit Gérard Welter sans trop y croire.

Leurs deux voitures éliminées de la course, les animateurs de Peugeot-W.M. ne voient pas la vie en rose. Il va falloir dresser maintenant un bilan matériel et un bilan financier. Il n'est pas sûr qu'ils puissent continuer le championnat du monde d'endurance.

Malgré la domination des Porsche et l'absence de compétition, les Vingt-Quatre Heures du Mans ont accueilli plus de cent mille personnes.

GILLES MARTINEAU.

L'A.C.O. dans la ligne de mire du fisc

De notre correspondant

Le Mans. — Si Le Mans existe, c'est par la volonté d'une poignée de bénévoles regroupés au sein d'une association. Créée dès 1906 « pour promouvoir l'automobile et défendre les usagers de la route », l'Automobile club de l'Ouest (ACO) s'engagea vite dans les activités sportives. Outre l'intérêt de la compétition, c'était une source de revenus qui permettaient de répondre à sa vocation.

On se méfie pourtant des associations qui brassent beaucoup d'argent. On suspecte volontiers celles dont les structures les font ressembler à des entreprises.

Or l'ACO a aujourd'hui un budget de 60 millions de francs et fonctionne comme une véritable entreprise avec ses deux cent cinquante salariés répartis dans une trentaine de bureaux installés dans dix-huit départements de l'Ouest et de la région parisienne.

Le fisc, en tout cas, s'est fait son opinion : à la suite d'une inspection, la direction générale des impôts a infligé l'an passé à l'ACO un redressement fiscal de 2,7 millions sur ses comptes de 1976. La facture est presque équivalente cette année sur ses activités de 1977. La faute de l'ACO ? « La recherche systématique d'excédents de recettes avec recours à des méthodes commerciales. » « Comme si nous étions comparables à une société de gestion à but lucratif comme celle qui gère le circuit de Dijon où le responsable est un P.-D.G. à part entière, ou bien avec le circuit Paul-Ricard à vocation publicitaire », *réplique le président de l'ACO, M. Gouloumes, par ailleurs P.-D.G. du groupe des Comptoirs modernes.*

L'ACO a beau aligner toutes ses activités consacrées à la sécurité routière, les cent mille véhicules vérifiés chaque année, la formation des jeunes à travers le « Critérium du jeune pilote », ses responsables ont beau faire valoir qu'ils participent aussi à l'amélioration des techniques, des infrastructures comme des voitures, à travers ces bancs d'essai que sont leurs épreuves, rien n'y fait : l'ardoise reste entière.

L'argument économique n'est pas plus efficace. Une étude réalisée par un fonctionnaire du ministère des transports a pourtant évalué à 450 millions de francs les retombées économiques des activités de l'ACO sur Le Mans et la Sarthe. Rapporté au produit intérieur brut, c'est l'équivalent d'une richesse produite par huit mille personnes, estime l'auteur du rapport.

L'ACO trouvera-t-elle un cadre plus adapté avec les nouveaux textes en préparation au ministère du temps libre ? C'est ce qu'a tenté d'éclaircir un colloque organisé au Mans début juin par le Collège des études coopératives, associatives et mutualistes des pays de Loire (CECAM) présidé par M. Pasquier. Il n'y a pas trouvé de réponse. Le projet de loi n'envisage pour l'insant que deux types d'association : celle qui resterait conforme au moule proposé par la loi de 1901 éventuellement assortie de déclaration d'utilité publique, et celle qui pourrait désormais être reconnue d'« utilité sociale ». C'est sur celle-ci que le ministère du temps libre organise actuellement la concertation... pas encore sur celle qui s'occupe de gestion et qui pourrait entrer dans une troisième catégorie d'association, les « sociétés à but non lucratif ».

ALAIN MACHEFER.

CYCLISME

La plus belle victoire de Bernaudeau

De toutes les courses par étapes, le Grand Prix du « Midi libre » est probablement celle qui conjugue de la manière la plus heureuse le sport et le tourisme, car elle ajoute à la beauté des paysages un terrain idéal pour la compétition routière. En quatre jours, de Carcassonne à Perpignan et des Cévennes aux Pyrénées-Orientales, les coureurs n'ont pas franchi moins de quinze cols. Ils ont gravi les pentes boisées de l'Aigoual, ils sont descendus au fond du cirque de Navacelles, ce formidable entonnoir creusé dans le causse, et ils ont escaladé le balcon de Madeloc qui surplombe la Méditerranée à 600 mètres d'altitude.

Malgré l'accumulation de ces difficultés originales réparties sur 700 kilomètres, Jean-René Bernaudeau n'a finalement devancé l'Italien Francisco Moser que d'une seconde. Il a néanmoins obtenu l'un des succès les plus significatifs de sa carrière. Vainqueur de l'épreuve pour la troisième fois consécutivement — un record — le Français peut estimer qu'il a remporté sa victoire la plus brillante. Une victoire qu'il doit à son autorité autant qu'à sa condition physique. Il a, en effet, choisi l'attaque pour contenir une opposition plus forte que les années précédentes, et il a aussi gagné le trophée du meilleur grimpeur.

Le Grand Prix du « Midi libre » a, d'autre part, révélé ou confirmé un certain nombre de jeunes talents, en particulier Mentheour Fignon, Graignic, Salomon, Gayant, De Vooght, Eric Bonnet et surtout Patrick Clerc qui s'est adjugé la dernière étape Saint-Cyprien-Perpignan avec plus de onze secondes d'avance, dimanche 20 juin, au terme d'une échappée solitaire de 160 kilomètres.

Les directeurs sportifs attendaien cette compétition riche d'enseignement pour sélectionner leurs effectifs en fonction du Tour de France. Leur choix se résume pour l'essentiel à la liste suivante : Bernaudeau, Laurent, Simon, Duclos-Lassalle, Anderson (groupe Peugeot), Zoetemelk, Martin, Andersen, Bertin (Mercier), Nilsson, Seznec, Villemiane, Gomez, Chassang (Wolber), Alban, Bazzo, de Muynck, Vallet, Vandenbroucke (La Redoute-Motobécane), Beucherie, Kelly, Bitinger, Tinazzi, Chappuis, Clerc (France-Loire).

De son côté, Bernard Hinault, numéro un de l'équipe Gitane, sera épaulé par Le Guilloux, Madiot, Poisson, Vigneron, Bérard, Didier et J.-F. Rodriguez.

JACQUES AUGENDRE.

... A L'AUTRE

Cyclisme

GRAND PRIX DU MIDI LIBRE

Classement général : 1. Jean-René Bernaudeau (Fr.) Peugeot, 19 h 31' 39" ; 2. Francesco Moser (Ita.) Famcucine, 19 h 31' 40" ; 3. Kim Andersen (Dan.) Mercier, 19 h 31' 44" ; 4. Michel Laurent (Fr.) Peugeot, 19 h 31' 44" ; 5. Robert Alban (Fr.) la Redoute, 19 h 31' 45" ; 6. Palmiro Masciarelli (Ita.) Famcucine, 19 h 31' 47" ; 7. Joop Zoetemelk (P.-B.) Mercier, 19 h 31' 47" ; 8. Marc Gomez (Fr.) Wolber, 19 h 31' 51" ; 9. Hubert Linard (Fr.) Peugeot, 19 h 31' 52" ; 10. René Bittinger (Fr.) Sem, 19 h 31' 52".

Natation

RECORDS BATTUS

La Française Laurence Bensimon a battu, à Vérone (Italie) au cours de la réunion des Sept Collines le record de France du 400 mètres quatre nages en 5 min. 1 sec. 19. De son côté, Bruno Lesaffre a établi un nouveau record de France du 200 mètres quatre nages en 2 min. 8 sec. 71.

Le Monde

culture

ARTS

MM. MAUROY ET LANG DANS LE NORD

Création, enseignement, décentralisation

C'est dans une petite ville dont il fut l'élu au conseil général du Nord, le Cateau-Cambrésis, que M. Pierre Mauroy, premier ministre, a défini, le samedi 19 juin, la politique culturelle de son gouvernement. Ce discours, prononcé lors de la présentation des donations des familles des peintres Henri Matisse et Auguste Herbin au Musée de cette ville, peut se résumer en trois mots : création, enseignement, décentralisation. Deux illustrations devaient être aussitôt apportées de cette politique : l'annonce, le dimanche matin, par M. Jack Lang, ministre de la culture, qui accompagnait M. Mauroy, de soixante-douze mesures en faveur des arts plastiques *« le secteur le plus sinistré de notre vie culturelle »* et la signature de la convention culturelle entre l'État et la région Nord-Pas-de-Calais.

Dans le palais qui s'ouvre sur un jardin à la française, dessiné par Le Nôtre, résidence des archevêques de Cambrai et du plus célèbre d'entre eux, Fénelon, que s'aménage au Cateau-Cambrésis le musée où seront regroupés des dessins, toiles et sculptures de l'enfant du pays, Matisse, mais aussi d'autres peintres contemporains comme Vlaminck, Chagall, Gromaire, Herbin, etc.

M. Mauroy a annoncé que le budget de la culture, qui a été doublé en 1982, sera encore augmenté en 1983, en dépit des difficultés économiques. Les enseignements artistiques, a poursuivi le premier ministre, *« doivent devenir un moyen de réintégrer les exclus de la culture. Il s'agit de « restaurer le goût du beau ». Et tout comme la IIIe République a mis en place l'instruction publique, nous devons intégrer la culture à l'école et l'enseignement artistique dans la formation »*.

Il a souligné la nécessité de la décentralisation culturelle, pour que *« les futurs Matisse ou les futurs Debussy puissent s'épanouir dans leur cadre naturel sans être contraints de s'exiler »*, et insisté sur le rôle que joueront les régions et les collectivités locales. M. Mauroy, qui a *« la conviction que la crise n'exige pas seulement une réponse économique et technique mais aussi culturelle »*, a terminé son discours en déclarant : *« Il ne sert à rien d'affirmer avec force son identité culturelle si nous ne gagnons pas la bataille de l'image et de l'audiovisuel. (...) La prochaine loi sur l'audiovisuel mettra la France en situation d'être à la pointe du renouveau en ce domaine. »*

M. Jack Lang, ministre de la culture, a annoncé le lendemain un ensemble de soixante-douze mesures qui *concernent à la fois la création* (aide à l'ouverture de cinq cents ateliers d'artistes en trois ans ; création de centres d'art contemporain en province, les commandes publiques, la décentralisation, la formation, etc. Il a insisté sur le rôle du FIACRE (Fonds d'incitation à la création), dont la dotation est de 23 millions de francs pour l'année 1982, puis sur l'extension du 1 % à de nombreux ministères et aux collectivités locales. D'autre part, un fonds d'aide à la commande publique sera créé en 1983 afin d'apporter un concours aux collectivités qui engageront des projets de qualité, notamment dans les villes.

Le ministre de la culture a regretté que la Ville de Paris n'ait pas encore son école municipale d'art : *« Alors que des villes comme Lille consacrent 10 % de leur budget à la culture, Paris n'en est encore qu'à 3 %. Si Paris voulait consentir un effort comme d'autres villes nous pourrions aider plus encore la province et l'État pourrait répartir plus équitablement les moyens. »* Au passage, M. Lang a évoqué les problèmes de la télévision pour condamner *« le complot des forces obscures »* qui s'acharnent à contrecarrer toute initiative culturelle : *« Le changement*, a-t-il dit, *n'est pas encore passé au petit écran. »*

Le beffroi et les géants

Quatre-vingts géants ont formé la ronde le 20 juin autour *d'un autre géant : le beffroi* de Lille, le plus jeune des beffrois du Nord, mais le plus haut (105 mètres). Construit à partir de 1924 sous la direction de l'architecte Émile Dubuisson, il ne fut achevé qu'en 1932 et inauguré sous le mayorat de Roger Salengro.

C'est le premier maire socialiste de Lille, M. Gustave Delory qui imagina de l'édifier au cœur de Saint-Sauveur, alors quartier populaire d'usines et de sombres ruelles. Pendant deux mois, Lille fête le cinquantenaire de son beffroi.

Faveur exceptionnelle ; Gayant avait fait le voyage depuis Douai, ce qui ne s'était jamais vu. Géant de 8 mètres 40 il est le plus ancien (il est né en 1530) et le plus beau. Ils étaient là, les fondateurs de Lille, Lyderic et Phinaert, le roi Childéric mais aussi la vaillante cabaretière Jeanne Maillote, le cafougette, le héros de la mine, et Raoul Godewaersvelde, un doux poète du quartier Saint-Sauveur récemment disparu... Un cortège non pas de grosses têtes ricanantes, mais de personnages évoquant chacun une page d'histoire, pour des dizaines de personnes à travers la ville. — G.-S.

La délégation aux arts plastiques

M. Jack Lang a également annoncé la mise en place d'une nouvelle équipe de la Délégation aux arts plastiques, sous la responsabilité de M. Claude Mollard. Ce dernier quitte le cabinet du ministre de la culture, où il est remplacé par M. Bernard Gilman. M. Gérald Gassiot-Talabot, critique d'art et directeur d'édition chez Hachette en est le délégué adjoint. M. Michel Troche, responsable de la concertation avec les professions artistiques, le chargé de mission.

M. Bernard Anthonioz quitte le service de la création artistique, qu'il dirigeait depuis vingt ans, pour mettre en place vingt-deux fonds régionaux d'art contemporain. Mme Geneviève Gallot est nommée secrétaire générale du FIACRE (Fonds d'incitation à la création artistique). M. David Caméo est chargé de la diffusion de la création artistique en France et à l'étranger. M. Jean-Louis Monzat de Saint-Julien est nommé délégué à la création industrielle.

GEORGES SUEUR.

EXPOSITION

Chirico à New-York

(Suite de la première page.)

D'où vient en effet cet Italien né en Grèce, d'abord nourri de culture antique, puis formé à Munich à un moment où les philosophes et les peintres germaniques découvrent l'archéologie athénienne ? Influencé à ses débuts par les symbolistes de tradition nordique (par Bocklin surtout, le maître de Bâle), de Chirico « révolutionne » sa peinture un jour d' *« inspiration nietzschéenne »*, alors que, méditant sur la place Santa-Croce de Florence, après une maladie, il a la *« révélation »* du mystère des après-midi d'automne, à l'heure où le soleil bas étire sur le sol désert les ombres de personnages invisibles. Apollinaire, encore lui, trouve que de Chirico est un peintre qui a le *« sens de l'absence »*. Le Moma a réuni les trois tableaux qui ont d'emblée établi l'iconographie chiriquienne au Salon d'automne en 1912 à Paris : *L'énigme d'un après-midi d'automne, L'énigme de l'oracle*, et son premier *Autoportrait*.

Il n'a que vingt-cinq ans, et sa production de « chefs-d'œuvre » est étonnante, en nombre et en qualité. *La Mélancolie* en est l'archétype : sur ce tableau traité avec la manière légère d'un décor de théâtre, une statue pensive trône au milieu d'une place dépeuplée et bordée d'arcades ; les ombres portées de personnages qu'on ne voit pas ou dont on distingue confusément la silhouette au loin parlent de « présence » et d' « absence » dans une clarté nocturne vert véronèse qui évoque le jour et la nuit tout à la fois. Même écriture d'arcades, profondes, de statues immobiles et de lumière glauque dans la *Méditation automnale, les Délices du poète, les Joies de l'énigme, le Mystère et la Mélancolie d'une rue*, que traverse une petite fille jouant au cerceau, *la Mélancolie du départ* sur un décor de train fumant...

Où a-t-on jamais lu de tels titres de tableaux ? Vu l'architecture archaïque dessinée avec un tel sens du modernisme ? Le symbolisme des choses maîtrisé avec une telle autorité ? Giorgio de Chirico est le premier à avoir peint la rencontre inattendue d'objets quotidiens, dont les surréalistes ont fait leur principe créateur. Une peinture est d'abord pour lui *« le reflet d'une sensation profonde »*, profonde voulant dire *« étrange, peu connu ou inconnu »*.

Tout n'est qu'énigme dans ces tableaux faits dans le secret et comme destinés à demeurer hermétiques pour les « non-voyants ». Ses lectures philosophiques (Nietzsche, Schopenhauer, Weininger...) lui ont suggéré une problématique picturale nouvelle : la mise en scène d'apparitions, d'effets de surprise, d'idées de révélation, d'atmosphère, d'angoisse et de tragédie (la *Stimmung* nietzschéenne !). Et surtout le sens du mystère. Ses images en manière de *« méditations sur l'existence »* arrivent en effet à point pour narguer les chantres du modernisme industriel.

Exemple : la remarquable série de tours de de Chirico. Tours italiennes, entre celles de Pise et de San-Geminiano, surmontées de petits drapeaux flottants, rondes ou carrées, archaïques à souhait, bizarres, insolites. De tours métaphysiciennes qui font doucement la nique aux tours Eiffel mécaniciennes de Robert Delaunay. Pour une fois disposés dans une savante mise en scène muséale, les tableaux sont montrés par « séries ». Séries des « places », des « tours », des « symboles sexuels », *l'Incertitude du poète* avec son torse de statue, ses artichauts, canons, ananas, bananes, trains... ; série de « composition d'objets », de « portraits » empreints d'expression magique...

Partout dans cette « période métaphysique » se lit l'influence non avouée que ce jeune Italien, en marge du surréalisme, a exercé sur les peintres les plus orthodoxes de ce mouvement. Sans de Chirico on ne comprendrait pas les sources créatrices du Magritte des *Intérieurs* et des *Images doubles*. Ni le Tanguy des formes biomorphes isolées au milieu d'un désert imaginaire. Ni une part de l'œuvre de Dali, de celle de Max Ernst, de celle de Man Ray.

Mannequins ombres et statues

L'œuvre de de Chirico est encore un monde à explorer. Il a laissé des tableaux dont il n'a jamais donné la clef. Ainsi l'étrange — c'est le moins qu'on puisse dire — *Cerveau de l'enfant* (musée de Stockholm), où un homme aux yeux clos regarde un livre fermé sur un signet rouge. Qui est-il, cet homme ? Que dit-il ? Pas de réponse. Ayant tenu Apollinaire pour l' *« archange des temps nouveaux »*, il a peint son portrait. Étonnant tableau celui-là aussi (prêté par le Centre Georges-Pompidou), où figure une tête de statue aveugle (la voyance du poète...) et son profil en ombre chinoise marqué d'une cible évoquant prémonitoirement la blessure de guerre.

Ses compositions aux couleurs claires et presque abstraites de 1914-1915, mêlant des objets et des architectures — les objets comme architecture et les architectures comme objets — débouchent sur la série des « mannequins », nés de la mutation des ombres, des statues et des silhouettes indécises. Les surréalistes voient dans ces « mannequins » aux formes lisses comme des sculptures de Brancusi, sans traits particuliers, le parfait symbole de l'homme quelconque, l'homme anonyme des temps modernes. L'année 1917 en est la période faste, avec les troubadours et les muses inquiétantes, dont le jeu d'ombres et de lumières a pour cadre les espaces clos-ouverts des *« intérieurs métaphysiques »*.

De retour chez lui à Ferrare, à la déclaration de la première guerre mondiale, pour servir, sa santé fragile ne lui permet pas d'aller au front. Cette fois, la peinture de de Chirico jette sur l'Italie un regard dénué de sous-entendus philosophiques. Il n'y montre plus ce pouvoir de mise en images ambigues et équivoques qu'il avait. Ses arcanes sont moins sibyllines, même dans la série de Compositions aux biscuits, où il se souvenait des formes étranges des gâteaux exposés dans les pâtisseries du ghetto de Ferrare.

C'est le moment où de Chirico n'est plus que l'ange déchu du surréalisme. La période métaphysique est arrivée à son terme. La mémoire philosophique allemande, dont la peinture de ce Méditerranéen a fait l'illustration, s'est estompée après maints sursauts. De Chirico s'engage sur un nouveau sentier néo-classique. Et c'est par un chef-d'œuvre de cette période que conclut la rétrospective du Moma, *la Villa romaine*. Était-il grand ou bien mineur en cette année 1922 ? *la Villa* est un étonnant tableau, encore infusé de sommeil rêveur et de sentiment d'absence au-delà des fenêtres ouvertes. C'est un de Chirico qui vient encore d'avoir une « révélation », mais cette fois du métier, le *mestiere* des peintres de musée, comme le Titien, découvert avec délices Villa Borghèse.

Le réalisme « néo-classique » de de Chirico qui allait si bien avec le nationalisme ambiant de l'Italie mussolinienne, n'est pas, à vrai dire, un fait isolé : une bonne part de la peinture européenne des années 20-30, en France comme dans l'Allemagne de la *Neue Sachlichkeit*, semblait, après le grand remuement avant-gardiste, obéir au retour à la figuration que Cocteau avait appelé le *« rappel à l'ordre »*.

« Ci-gît Giorgio de Chirico », dit un collage signé Aragon et Breton, pour dénoncer le « renégat » à la cause surréaliste. Bien que vivant et poursuivant opiniâtrement son travail en Italie, de Chirico est, pour ces derniers, artistiquement mort. On se pose des questions aujourd'hui sur ce jugement dont l'effet s'est perpétué au fil du temps. La réévaluation de l'œuvre peint de de Chirico ne fait que commencer. Bien qu'elle entérine la position des surréalistes aux années 20, la rétrospective du Moma s'achève quand même sur une interrogation à laquelle d'autres manifestations devront apporter des réponses. Tous les grands peintres ont eu ce qu'on appelle de « bonnes » et de « mauvaises » périodes. Le jugement qu'on porte sur elles n'est le plus souvent que le reflet du contexte historique. La période « néo-classique » de de Chirico vient d'avoir une descendance inattendue : on en retrouve les échos lointains chez les nouveaux jeunes peintres italiens exposés au musée Guggenheim.

JACQUES MICHEL.

★ Giorgio de Chirico au Museum of Modern Art de New-York. Au catalogue, textes de W. Rubin, Fagiolo dell'Arco, J.-M. Lukach, M.-M. Martin, W. Schmied, L. Rosenstock. Jusqu'au 29 juin.

MUSIQUE

LES WIENER SYMPHONIKER AU T.M.P.

L'intérêt des détails

La venue à Paris des Wiener Symphoniker en conclusion du festival international d'orchestres organisé par le Théâtre musical de Paris-Châtelet, et succédant à Philharmonie de Berlin, ne pouvait constotuer l'un de ces événements capables de tirer de sa torpeur habituelle la fraction la plus blasée des mélomanes parisiens, mais au moins les auditeurs curieux ont-ils eu plus de facilité pour se procurer une place, et l'on ne saurait dire qu'ils aient perdu leur soirée.

Le programme réunissait judicieusement une symphonie peu connue de Haydn (n° 99) et la première de Mahler qui, pour être d'un abord plus aisé que les suivantes, n'en contient pas moins les caractéristiques les plus précieuses de l'auteur dans toute la fraîcheur de leur première apparition. Deux purs chefs-d'œuvre, donc, entre lesquels existent certaines affinités. Mais il était particulièrement intéressant découter jouer ces pages par des musiciens viennois, dépositaires d'une tradition authentique, même si l'on doit se méfier de cette argumentation souvent démentie dans les faits.

On peut souligner, dans l'exécution de la symphonie de Haydn, plusieurs détails caractéristiques. En premier lieu, la transparence de l'ensemble qui ne s'alourdissait jamais dans les *tutti*, comme c'est presque toujours le cas. On peut attribuer ce ésultat à la légèreté et à la clarté des trompettes, mais également au choix de timbales dont la peau, vraisemblablement plus tendue que d'ordinaire, permet de produire des notes précises, *sans halo*, lorsqu'on les frappe avec des baguettes *assez dures*. En second lieu, l'attaque des trilles *par la note* supérieure (dans le *mouvement lent*) fait partie *de ces élégances* viennoises *dont trop peu d'interprètes* ont connaissance ailleurs et *qu'on* était heureux de voir *respecter ici*. Enfin, le parti de battre le *menuet à un temps modéré (la blanche pointée à soixante), sans décomposer les trois temps de la mesure, est trop peu répandue pour qu'on ne signale pas le bien-fondé de cette pratique après en avoir entendu une démonstration éclatante.*

Sans doute y aurait-il une réserve à faire, mais elle concerne la direction volontiers distanciée de Guennadi Rojdestvenski, qui semble préoccupé davantage de bon goût et d'exquise discrétion que de faire rendre à la partition toute sa force expressive. Cette attitude était aussi sensible dans la symphonie de Mahler : ce souci constant du parfait équilibre des plans sonores, de l'épanouissement des timbres (un souci de gourmet), de l'exactitude des rythmes, avait pour contrepartie une diminution de la vitalité même de l'œuvre. Le mouvement le plus réussi était peut-être le *finale*, que tant de chefs, soucieux d' « en faire quelque chose » pour résoudre les problèmes que leur pose une forme irréductible à un dénominateur commun, tirent à hue et à dia. Au lieu de cela, Rojdestvenski prenait son temps, détaillait tranquillement les longueurs sans se préoccuper de l'effet extérieur.

L'*intérêt de cette interprétation se situait donc davantage dans le raffinement des détails : les légers glissandos des cordes pour certains passages, l'exactitude des nuances dans les dialogues* entre des instruments *hétérogènes, la discrétion du triangle* et des cymbales si difficile à obtenir dans le *piano* comme dans le *forte*, que dans la vision d'ensemble. Les auditeurs sourcilleux ont remarqué quelques défaillances individuelles, ici ou là, peu de chose en vérité en comparison des qualités de style et d'homogénéité qui justifiaient assez l'accueil chaleureux réservé aux Wiener Symphoniker parla fraction la plus importante du public, celle qui a les oreilles un peu moins longues.

GÉRARD CONDÉ.

ROCK

GRAHAM PARKER AU PALACE

A l'ombre de la postérité

Il joue décidément de malchance, Graham Parker. En donnant un concert au Palace au jour et à l'heure où tous les musiciens sont appelés à descendre dans la rue pour célébrer l'été, où le public va participer en plusieurs endroits à différentes manisfestations musicales gratuites, à coup sûr c'est lui qui va payer. Absent de la scène depuis plus de trois ans, réduit à se séparer de son groupe, *The Rumour* (parti avec Garland Jeffreys) parce que, le succès se faisant prier, il lui devenait de plus en plus difficile de l'entretenir, le voici de retour avec de nouveaux musiciens et un nouvel album produit par Jack Douglas.

Curieux trajet que celui de Graham Parker qui, à la suite d'une opération de la gorge, s'était réveillé sur son lit d'hôpital avec une voix. Une voix ! Que pouvait-il espérer de mieux, ce petit « mod » à la traîne qui hantait les bars et les concerts avec des rêves de nuits moites sur des scènes imprégnées de rhythm'n blues ? Il avait un cœur et une sensibilité noirs, et tout à coup une voix pour les faire parler, cassée et chargée de soul.

Pendant longtemps, il a fait les pubs, une école, la plus dure, où l'on apprend à tenir la scène pendant que la bière coule. En concert — comme sur disque — il en a conservé l'atmosphère, cette manière de se donner à chaque fois sans réserve comme si l'on devait gagner son public ou le perdre à jamais. Et pour autant que l'on sache, il n'a jamais perdu. Simplement, là où des musiciens tels que Willy DeVille ou Elvis Costello se sont entourés d'une légende, Graham Parker n'a pas su trouver le gimmick qui lui aurait permis de passer la vitesse supérieure.

C'est juste qu'il n'est pas capable d'autre chose que ces concerts brûlants où il se livre à un rock authentique, se lance à l'arraché dans un rhythm'n blues fiévreux qui se soucie bien peu des exigences du moment. Un héros en liste d'attente, en somme, à l'ombre de la postérité, présent sous les feux des projecteurs, toujours.

ALAIN WAIS.

★ Au Palace, le lundi 21 juin, à 20 h 30 ; le 22 à Rouen ; le 23 à Lyon et le 24 à Aix.

Discographie chez R.C.A.

De Mink DeVille à Diana Ross

Concerts triomphaux que ceux donnés par Mink DeVille dans un Olympia bondé, surchauffé, durant le dernier week-end. Revanche éclatante de ce « pachuco », de ce personnage latin un peu particulier, entre le rocker et le dandy, né dans *le Lower east side* de Manhattan et qui a grandi là où les ethnies se heurtent, les cultures se mélangent.

Il y a cinq années que Mink DeVille a publié son premier album (Cabretta) après des années d'errance et de confusion. Depuis il y a eu les albums *le Chat bleu* et surtout *Coup de grâce*, où avec hargne et générosité, dans des styles un peu mêlés, le rock, les ballades et le soul, il fait surgir à sa manière le réalisme et le romantisme des *rues* de New-York. C'est avec ce même flamboiement que Mink DeVille a séduit trois soirs de suite le public de l'Olympia.

Décidément, cette fin de saison est fertile en concerts. Avant Rickie Lee Jones, annoncée le 5 juillet au Casino de Paris, Jackson Browne prévu le 6 juillet au Palais des sports et, dans la même salle, Talking Heads, les 7 et 8, voici, ce lundi 21 juin, toujours au Palais des sports, Diana Ross, superstar de la musique soul et détentrice du record des hit-parades aux États-Unis. Après une brève incursion au cinéma *(Lady sing the blues* et *The Wiz)*, la vedette de la firme Motown repart dans les tournées à travers le monde. — C. F.

★ **Diana Ross : Palais des sports, ce 21 juin, à 15 heures et à 21 heures.**

LETTRES

DEUX DISPARITIONS

John Cheever

Le Tchekhov des « suburbs »

L'écrivain américain John Cheever, lauréat du Prix Pulitzer et de nombreux prix littéraires de premières importance, (National Book Award, Book Critics Circle Award, Edward McDowell Medal, etc.), vient de mourir dans sa maison de l'État de New-York, à l'âge de soixante-dix ans.

Né le 27 mai 1912 à Quincy (Massachusetts), collaborateur régulier du New Yorker *depuis les années 30, il était considéré unanimement comme un grand auteur de nouvelles que la critique comparait volontier à Anton Tchekhov, à cause du mélange subtil d'humour, d'ironie et de tendresse qui baigne son œuvre.*

Il avait publié, depuis 1943, une dizaine de recueils de ses nouvelles. A partir de 1957, ce nouvelliste réputé — qualifié parfois de « maître chroniqueur des classes moyennes des suburbs » *— s'était lancé dans le roman ; il en avait publié quatre :* les Wapshot *(1957, traduit chez Julliard en 1963), chronique d'une famille, puis* le Scandale des Wapshot *(1964), sur la seconde génération,* Bullet Park *(1969), et* Falconer *(traduit chez Julliard en 1978).*

En avril dernier, il avait reçu la National Medal for litterature en reconnaissance de sa contribution remarquable aux lettres américaines.

Djuna Barnes

Une romancière baroque

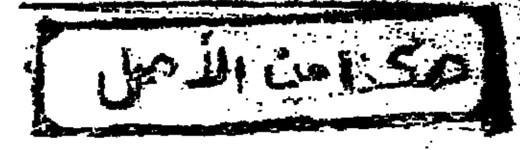
Djuna Barnes, romancière et poète américaine, dont *le Bois de la nuit* (1937) avait été salué par Dylan Thomas comme « un des trois grands livres écrits par une femme » (?), est morte samedi à son domicile de Greenwich Village, à New-York. Elle était âgée de quatre-vingt-dix ans.

Née en 1892 à Cornwall-on-Hudson, dans l'État de New-York, dans une famille excentrique, Djuna Barnes avait commencé sa carrière d'écrivain en écrivant des pièces pour les Provincetown Players d'Eugene O'Neill dans les années 20. Elle avait ensuite longtemps vécu à Paris, où elle fréquentait ses amis Gertrude Stein, James Joyce, Ezra Pound, T.S. Eliot, Anaïs Nin...

Outre le Bois de la nuit, *son chef-d'œuvre, traduit en français en 1957 par Pierre Leyris, et réédité en 1979 (Seuil), elle avait également publié son premier roman* Ryder *(1928), dont notre collaborateur Hubert Juin faisait la critique l'autre semaine (Éd. Christian Bourgois ; voir* le Monde *du 11 juin), ainsi qu'une pièce en vers,* The Antiphon *(1958), qui avait été traduite en suédois par Dag Hammarsjöld.*

Un recueil de poèmes, Creatures in an alphabet, *le premier depuis vingt-cinq ans, doit paraître aux États-Unis en octobre prochain.*





SPECTACLES

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA FORÊT DES BIENFAITS, Espace Gaîté (327-95-94), 22 h.
GUSTAVE PARKING, Lucernaire (544-47-34), 22 h 15.
UNE SAISON EN ENFER, 20 h ; LES GRANDES SARTREUSES, 21 h 15 : Fanal (233-91-17).
LES AMOURS DE JACQUES LE FATALISTE, Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : Marie Tudor.
Centre Pompidou (277-12-33), 19 h : Lecture, Daniel Buren ; 20 h 30 : Stratis Tsirkas ; Musique, 20 h 30 : Cycle IRCAM, Ensemble intercontemporain : Hasard et détermination ; Le jeu des variables.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 21 h : Phèdre.

Les autres salles

Atelier (606-49-24), 21 h : le Nombril.
Centre culturel du Marais (272-73-52), 20 h 30, Boustifilles.
Centre Mandapa (589-01-60), 20 h 45 : le Journal d'un fou.
Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30 : Figaro solo.
Deux portes (361-24-51), 20 h 30 : le Pain de ménage ; le Défunt.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : l'Homme du sous-sol.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir : 18 h 30 : l'Ile des esclaves ; 20 h 30 : le Cratère de Chicago, le Sang des fleurs ; 22 h 15 : Sylvie Joly ; Théâtre rouge : 20 h 30 : Tchoufa ; Petite salle : 18 h 30 : Parlons français ; 22 h 15 : le Fétichiste.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
Théâtre du Marais (278-50-27), 20 h 30 : Henri IV.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 19 h : Théâtre chez Léautaud ; 20 h 30 : Tohu Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Vous descendez à la prochaine.
Blancs-Manteaux (887-15-84), I, 20 h 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II., 20 h 15 : Embrasse-moi idiot ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Comment ça va Zaza ?
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h 30 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes ; 23 h 15 : J'aurais pu être votre fils. – II, 20 h 30 : Praline et Berlingotte ; 21 h 45 : L'amour c'est comme un bateau.

L'Envol (347-33-06), 20 h 45 : F. Elkoubi.
Petit Casino (278-36-50), 21 h : Douby... be good ; 22 h 30 : les Bas de Hurleveau.
Point Virgule (278-67-03) : 20 h 15 : Vincent B. – le Navigaterre ; 21 h 30 : Du ronron sur les blinis.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 30 : C'est où les îles Baléares ? 21 h. 30 : Boulevard Dimey ; 22 h 30 : Cerise.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achetez François.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

Le music-hall

Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h 30 : A. Aurenche.
La Tanière (337-74-39), 20 h 45 : A.-G. Hamon.
Studio Bertrand (783-99-16), 20 h 30 : Rocky horor picture show.

La danse

Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30 : Bouvier/Obadia.
Cité internationale universitaire (589-38-69), 20 h 30 : Atelier de la voûte.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Nuit indonésienne.

Les concerts

Lucernaire, 21 h : Y. Queyroux, S. Iris (Poulenc, Messiaen, Jolivet, Queyroux).
Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30 : M. Loopuyt (guitare flamenca et luth arabe).
Eglise Saint-Michael's, 20 h 30 : L. Suppan-Gehrich (Galuppi, Scarlatti, Beethoven, Chopin, Bartok, Liszt).
FIAP, 20 h 30 : G. et Ch. Andranian, R. Milosi (Debussy, Stravinski, Ravel).

LES FESTIVALS

MUSIQUE A LA DÉFENSE, Journée nationale de la musique. Début du Festival de la musique de 12 h à 24 h : Andress High School Group, Marshfield High School Group, Spring Lake N.S. Group.

FESTIVAL DU MARAIS (887-74-31)

OPÉRA : Théâtre Essaïon, 18 h 30 : l'île de Tulipatan.
DANSE : Centre culturel de Belgique, 20 h 45 : Mudra International.
Cour d'honneur de l'hôtel d'Aumont, 21 h 30 : Compagnie A. Germain.
THEATRE : Essaïon I, 20 h 15 : le Blanc cassé ; 22 h : Il s'appelle peut-être Dupont. – II, la Kabbale selon Aboulafia : De quelle falaise dites-vous ?

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 20 h 30 : S. Guerault, B. Vasseur.
Dunois (584-72-00), 20 h 30 : M. Mengelberg, B. Lubat.
Espace Gaîté (327-95-94), 18 h 30 : Alliage ; 20 h 30 : P. Meige et connection.
Feeling (271-33-41), 22 h : R. Raux, M. Graillier, A. Cullaz, G. Brown.
New Morning (523-51-41), 21 h 45 : Machito.
Palace (246-10-87), 19 h 30 : G. Parker.
Palais des Sports (828-40-90), 19 h : Diana Ross.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : Usop Ragtime.
Petit Opportun (236-01-36), 20 h 30 : Caratini/Gosez.

En région parisienne

Montreuil, Théâtre-école (858-65-33), 20 h : La vie mode d'emploi.
Versailles, 19e Festival (950-71-18), Cour de Marbre, 21 h : Orchestre de chambre de Versailles, dir., B. Wahl ; sol., M. Larrieu (Lulli, Quantz, Haydn).
Vincennes, Théâtre D.-Sorano (374-73-74), 21 h : le Dîner bourgeois.

Lundi 21 juin

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

21 h, Hommage à S. Fuller : White dog (en avant-première et en présence de l'auteur.)

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, David Harum, de A. Dwan ; 17 h, Quinzaine des réalisateurs - Cannes 1982 : Films du Canada ; 19 h, La Taverne de la Jamaïque, de A. Hitchcock.

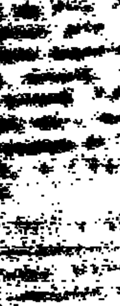
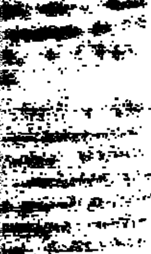
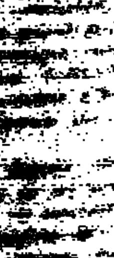
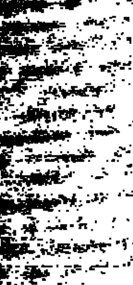
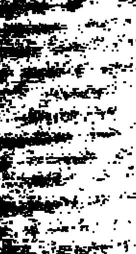
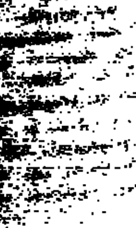
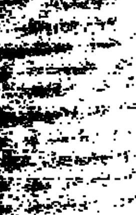
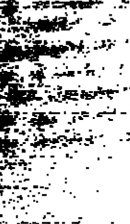
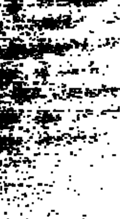
Les exclusivités

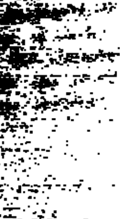
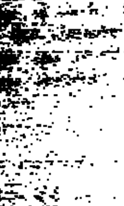
ABSENCE OF MALICE (All., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES ANNEES DE PLOMB (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE BEAU MARIAGE (Fr) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67).
LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).
BREL (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; J.-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 14e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 19e (606-34-25).
BRUCE CONTRE-ATTAQUE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
CAUCHEMAR A DAYTONA BEACH (A.) (**) V.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; (V.f.) : Paramount-Marivaux, 8e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA CHEVRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33). H. Sp.
LE CHOC (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
CINQ ET LA PEAU (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-Ital., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-09-07).
CONVERSA ACABADA (Port., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
CORRECTION PLEASE (Ang. v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio 43, 9e (770-03-40).
LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
200.000 DOLLARS EN CAVALE (A.), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DIVA (Fr.) ; Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
DOUX MOMENTS DU PASSÉ (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J.-Cocteau, 5e (354-47-62). H. Sp.
LES FANTOMES DU CHAPELIER (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; St-Lazare Pasquier, (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
FITZCARRALDO (All. v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-36) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Wepler, 18e (522-46-01).
GEORGIA (A., v.o.) U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23)
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
HAMMET (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
L'HOMME ATLANTIQUE (Fr.) : Escurial, 17e (707-28-04) H. Sp.
INVITATION AU VOYAGE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).
JE HAIS LES BLONDES (It., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ (Fr.) : Noctambules, 5e (354-43-34).
JEUX D'ESPIONS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) H.Sp. ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Calypso, 17e (380-30-11).
MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE (A.) (**) – V.f. : Hollywood Bd, 9e (770-10-41).
MEURTRE AU SOLEIL (Ang., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Caméo, 2e (246-66-44) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.C.G. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Murat, 16e (651-99-75).

LES FILMS NOUVEAUX

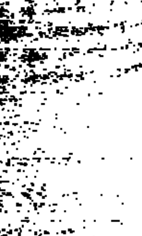
CANNIBAL FEROX (**), film américano-italien d'Umberto Lenzi : v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA DERNIÈRE VAGUE, film australien de Peter Weir : v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LA GALAXIE DE LA TERREUR (**), film américain de Bruce Clark : v.o. : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
HALLOWEEN II (*), film américain de Rick Rosenthal : v.o. : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
L'INCROYABLE ALLIGATOR (*), v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Marignan, 8e (359-32-82) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
ON S'EN FOUT, NOUS ON S'AIME, film français de Michel Gérard : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

MUEDA, MÉMOIRE ET MASSACRE (Por., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet-Racine, 8e (633-43-71) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
NESTOR BURMA, DÉTECTIVE DE CHOC (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-67-29).
N'OUBLIE PAS TON PÈRE AU VESTIAIRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Tourelles 20e (364-51-98).
LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11).
PARSIFAL (All., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
PASSION (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; 14 Juillet-Bastille, 18e (357-90-81) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Calypso, 17e (380-30-11).
LES PETITES TÊTES (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Brés., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Vf : Capri, 2e (508-11-69).
POUR CENT BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 14e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
REDS (A. v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LES SOUS-DOUÉS EN VACANCES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
TAXI ZUM KLO (All. v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
THE MAFU CAGE (A. v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LE TOUR DU « MONDE » (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A. v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Marignan, 8e (359-92-82).





SPECTACLES

VALENTINA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

Y-A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82).

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 10.

L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Rivoli-Cinéma, 4e, (272-63-32), 15 h : T.l.j. :20 h 15 et 22 h 30.

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LE CRIMINEL (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

ET DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 30.

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

MODERATO CANTABILE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

MEAN STREET (A. v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

PERFORMANCE (A. v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LA PISCINE (Fr.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.

LE PRÉ (It., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

LES YEUX DE LAURA MARS (A., *, v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.

Les festivals

HOMMAGE A RAINER WERNER FASSBINDER (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; 16 h 10 : la Troisième Génération ; 18 h 10 : Lily Marleen : 20 h 25 : le Marchand des quatre-saisons : 22 h 10 : l'Année des treize lunes.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) : *Blackmail*.

MARX BROTHERS (v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) : Une nuit à Casablanca.

***LA VILLE, LIEU DU DRAME* : LES PESANTEURS PROVINCIALES** (v.o.) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; 16 h : The Last Picture Show ; 18 h : Liaisons secrètes ; *20 h : les Plaisirs de l'enfer* ; 22 h 30 : Moderato Cantabile.

KEN RUSSEL (v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) : Music Lovers.

F. TRUFFAUT : *14 Juillet-Parnasse, 6e* (326-58-00) : Jules et Jim.

REVOIR BRESSON-DURAS : Action République, 11e (805-51-33) : les Dames du bois de Boulogne.

J.-L. GODARD EN COULEURS : Olympic, 14e (542-67-42) : Sauve qui peut la vie.

PANORAMA DU COURT MÉTRAGE *FRANÇAIS* : *la Péniche, 16e* (527-77-35) : t.l.s., 20 h.

SÉLECTION FILMS DE CANNES : la Péniche, 16e (527-77-35).

I. BERGMAN (v.o.) ; Acacias, 17e (764-97-83) : la Source.

F. ASTAIRE (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : En suivant la flotte.

J. LEWIS (v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) : Artistes et modèles.

Les grandes reprises

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A.), Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ARNAQUEUR (A., v.o.), Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.), 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

AVOIR 20 ANS DANS LES AURÈS (Fr.), Banc Public, 5e (326-12-39).

BABY DOLL (A., v.o.), Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*), Élysées Point Show, 8e (225-67-29).

BANANAS (A., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; *Paramount City*, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.o.), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-23-44) ; U.G.C. *Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND (It., v.ang.), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.), Studio Galande, 5e (354-72-71).

COLLÈGE (A.), Marais, 4e (278-47-86).

LE CRI DU SORCIER (A., v.o.), Denfert, 14e (321-41-01).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.f.), 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

LES DAMNÉS (It., v.o.) (*), Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32).

DEUX NIGAUDS CONTRE FRANKENSTEIN (A., v.o.), Action-Écoles, 5e (325-72-07).

DODES CADEN (Jap., v.o.), St-Lambert, 15e (532-91-68).

LE DICTATEUR (A., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).

DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.), Denfert, 14e (321-41-01).

ELEPHANT MAN (A., v.o.), Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.), Ranelagh, 16e (288-64-44).

EN MARGE DE L'ENQUÊTE (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

FELLINI-ROMA (It., v.o.), Champo, 5e (354-51-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.), Opéra-Night, 2e (296-62-56).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**), Denfert, 14e (321-41-01).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.o.), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82). V.F. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; *Richelieu*, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Murat, 16e (651-99-75).

GIMME SHELTER (A., v.o.) Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.), Nickel-Écoles, 5e (325-72-07).

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.), Banque de l'image, 5e (329-41-19).

LE LAURÉAT (A., v.o.), *Saint-Germain* Huchette, 5e (633-63-20).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.), Capri, 2e (508-11-69).

MON ONCLE (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56).

MOULIN ROUGE (A., v.o.), Movies, 1er (260-43-99) ; George-V, 8e (562-41-46) ; V.f. : Lumière 9e (246-49-07).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.), St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).

ORFEU NEGRO (Brés., v.o.), Daumesnil, 12e (343-52-97), h. sp.

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.), (**), Capri, 2e (508-11-69).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), *Cinoche St-Germain, 6e* (633-10-82).

LE PRÉ (It., v.o.), St-Ambroise, 11e (700-89-16).

QUADROPHENIA (A., v.o.), Studio Médicis, 5e (633-25-97).

QUAND LA VILLE DORT (A., v.o.), Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.), Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LA RIVIÈRE D'ARGENT (A., v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50).

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.), Élysées Point Show, 8e (225-67-29) ; V.F. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

SALO (It., v.o.), Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).

SOLDAT BLEU (A., v.o.), Épée de Bois, 5e (337-57-47).

STRAWBERRY BLONDE (A., v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50).

TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

TO BE OR NOT TO BE (Ang., v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50).

TROIS FRÈRES (It. v.o.), A. Bazin, 13e (337-74-39).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LE TUEUR A LA LUNE DE MIEL (A., v.o.), Olympic-Halles, 1er (278-34-15) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.), Élysées Point Show, 8e (225-67-29).

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A., v.o.), Épée de Bois, 5e (337-57-47).

VACANCES ROMAINES (A., v.o.), *Champo, 5e (354-51-60)*.

LES VALSEUSES (Fr.) (**), U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

Lundi 21 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 : Magazine : L'odyssée du futur.
De l'énergie pour un million d'années.
Les recherches sur la fusion nucléaire, avec la participation de M. Tachon, chef du service de confinement des plasmas à Fontenay-aux-Roses, M. Rebut, directeur du programme Jet à Culham, et M. Aymard, chef du projet Tore Supra, etc.

21 h 30 Cinéma : « le Confident de ces dames ».
Film franco-italien de J. Boyer (1958), avec Fernandel, S. Koscina, U. Tognazzi, M. Carotenuto, D. Grey (N.).
En concurrence avec une jolie doctoresse, le vétérinaire d'un village italien guérit des malades en pratiquant la psychanalyse sans le savoir. Le neveu d'une riche comtesse cherche à le confondre.
Une comédie conçue pour réunir Fernandel — très populaire en Italie depuis la série « Don Camillo » — et Ugo Tognazzi. Jean Boyer en a fait un vaudeville à la française d'une médiocrité absolue.

23 h Sports : Football.
Coupe du monde : Algérie-Autriche, en différé d'Oviedo.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h 55 Sports : Football.
Coupe du monde : Irlande-Honduras, en direct de Saragosse.

22 h 50 Musique.
La musique dans la rue. En direct de la place Beaubourg.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 La fête de la musique.
En direct d'Hénin-Beaumont dans le Nord-Pas-de-Calais.

21 h 5 Cinéma (le rire du lundi) : « Un drôle de caïd ».
Film français de J. Poitrenaud (1964), avec D. Saval, L. de Funès, M. Biraud, D. Carrel, R. Manuel, M. Pacôme (N. rediff.).
Deux cambrioleurs besogneux deviennent, malgré eux, les associés d'une fille de bonne famille en mal d'aventure. Elle les entraîne dans des expéditions extravagantes.
Une bonne idée de comédie policière, qui, malheureusement, tourne court. Les interprètes s'évertuent à faire rire et n'y arrivent pas souvent. Ce film sortit, d'abord, sous le titre : Une souris chez les hommes.

22 h 25 Journal.

22 h 55 Magazine : Thalassa.
Les handicapés et la voile.

23 h 30 Musi-Club.
Symphonie *le Printemps*, de Schumann, par l'Orchestre philharmonique de New-York. Dir. : L. Bernstein.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Présence des arts : « Paris-Rome-Athènes » à l'École des beaux-arts. « Le portrait italien au temps de Tiepolo », au Petit Palais.
20 h, Delirium, de B. Labarge. Avec A. Tainsy et G. Jor.
20 h 45, Musique enregistrée.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : De Héraclite à Nietzsche.
22 h 30, Nuits magnétiques : L'agression.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct de l'église Saint-Sebald, à Nuremberg) : « Motets », de Penderecki, Zielenski et Gomolka : extraits de « Agnus Dei », « Magnificat », de Zielenski ; « Canticum », « Lacrimosa », de Penderecki ; « Concerto à trois voix », de Szarzynski, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart et les chœurs de la Sudfunk. Dir. : K. Penderecki ; chef des chœurs, K.M. Ziegler ; H. Kalafusz, A. Boesen, violons...
23 h, La nuit sur France-Musique : Solistes français d'aujourd'hui, œuvres de Beethoven, Mozart, Prokofiev.

Mardi 22 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Feuilleton : La vérité tient à un fil.

12 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
A votre santé ; 14 h 5, *Feuilleton* : *Amicalement vôtre* ; 14 h 55, Tout feu, tout femme ; 15 h 30, Dossier : l'école, ras-le-bol ! ; 16 h 15, Elles comme littérature ; 16 h 30, *Découvertes T.F. 1* ; 16 h 45, *La table d'Adrienne* ; 17 h 5, L'œil en coin.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Un, rue Sésame.

18 h 45 Quotidiennement vôtre.
Beaubourg, cinq ans déjà.

18 h 50 Les paris de TF 1.

19 h 5 A la une.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

20 h Journal.

20 h 35 D'accord pas d'accord.
(I.N.C.).

20 h 40 Dessin animé : Popeye.

20 h 50 Sport : Football.
Coupe du monde : U.R.S.S.-Ecosse, en direct de Malaga.

22 h 50 Court métrage : Les transports du futur.
Série de G. Combet et S. Valéry. « Les vaisseaux de l'azur » : *L'accident du* Hindenburg *en 1937, un sabotage contre la firme Zeppelin qui mit un terme à l'utilisation du dirigeable comme moyen de transport.*

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 45 Série : La vie des autres.

14 h Aujourd'hui la vie.
La poésie dans votre vie.

15 h Téléfilm : « Amore ».
De K. Lemke. Avec I. M. Kretschmer, P. Giardini...
La rencontre de Maria et de Pietro, une jeune Allemande et un Italien, au marché à légumes de Munich : s'aimeront-ils ?

16 h 20 Entre vous.
De L. Bériot. *Peindre c'est vivre* ; *Louisiane : trois cents ans.*

17 h 10 Sports : Football.
Coupe du monde : Pologne-Pérou, en direct de La Corogne.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Spécial Coupe du monde.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.
(I.N.C.).

20 h 40 Cinéma : « Docteur Jerry et Mister Love ».
Film américain de J. Lewis (1963), avec J. Lewis, S. Stevens, Del Moore, K. Freeman, H. Morris, (Rediffusion).
Un professeur de chimie très intelligent mais affreusement laid, maladroit et timide, fabrique un breuvage grâce auquel il se transforme en chanteur bellâtre et sûr de lui. Il espère ainsi plaire à l'une de ses étudiantes.
Version parodique de Docteur Jekyll et Mr Hyde *de Stevenson. En reprenant à son compte, pour l'inverser, le thème de la transformation physique, Jerry Lewis a réalisé un film très drôle, qui ouvre aussi une réflexion morale.*

22 h 30 Mardi cinéma.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Sports : Football.
Coupe du monde : Belgique-Hongrie, en différé.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 *Pour les jeunes.*
Atout-jeunes : Nono.

18 h 55 Tribune libre.
Résistance internationale des femmes à la guerre.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma : « la Victoire en chantant ».
Film français de J.-J. Annaud (1976), avec J. Carmet, J. Spiesser, J. Dufilho, C. Rouvel, D. Doll, M. Barrier, P. Berling, J. Monnet, D. Schidor.
En janvier 1915, les ressortissants français d'un petit comptoir d'Afrique noire apprennent le conflit qui ravage l'Europe. Ils décident de s'emparer d'un poste gardé par trois soldats allemands avec lesquels ils vivaient, jusque-là, en bon voisinage. Satire de la bêtise, du patriotisme ostentatoire, de la tentation du pouvoir totalitaire, du colonialisme et du racisme. Une bouffonnerie qui tourne au drame absurde. Ce premier film de Jean-Jacques Annaud fut un échec à sa sortie mais prit, par la suite, une revanche grâce à l'Oscar du meilleur film étranger 1977 qui lui fut attribué aux Etats-Unis.

22 h 5 Mémoires de France.
Une émission de Pascal Ory.
1907 : les viticulteurs ruinés par le phylloxéra se révoltent contre le pouvoir central. Le témoignage du dernier survivant et des photographies permettant d'illustrer cet épisode des luttes sociales viticoles.

23 h Journal.

23 h 30 Prélude à la nuit.
Musique ancienne au château.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, Agora : « le Mois des renards », de G. Martinez, avec J. Meunier.
12 h 45, Panorama : Actualité de la province.
13 h 30, *Libre parcours variétés.*
14 h, Sons : Carnaval à Venise.
14 h 5, Un livre, des voix : « le Chemin perdu », de C. Exbrayat.
14 h 47, Le monde au singulier : L'actualité selon Raoul Ruiz, cinéaste chilien.
15 h 30, Les points cardinaux : Décentralisation en Yougoslavie.
16 h 30, Micromag.
17 h, *Roue libre.*
17 h 32, Semaine de musique contemporaine à Rome : Maggi, Gorli.
18 h 30, Feuilleton : « *La cinquième planète* », d'après F. et G. Hoyle.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : Regards sur les sciences humaines, par P. Thuillier.
20 h, Dialogues : La société civile, nouvelles libertés ou ultime aliénation, avec H. Lefebvre et M. Gloiscard.
21 h 15, Musiques de notre temps : Être compositeur à Clermont-Ferrand, Daniel Meier et ses choix.
22 h 30, Nuits magnétiques : L'agression.

FRANCE-MUSIQUE

12 h, Musiques populaires d'aujourd'hui : chants de Roumanie.
12 h 35, Jazz.
13 h, *Opérette : « Princesse Czardas », de Kalmann.*
14 h 4, Boîte à musique : Œuvres de Land.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h (En direct de Radio-Vatican) : Œuvres de Palestrina, Pfitzner, Arcadelt, Liszt, Victoria.
17 h 2, Les intégrales : Œuvres de Roussel.
18 h, Jazz.
19 h, *En direct de la Villa Médicis, Studio-Concerto* : Œuvres de Castiglioni. Par O. Zoboli, hautbois ; M. Salvetta, voix ; A. Ballista, piano.
20 h, Premières loges : John McCormack : Œuvres de Mascagni, Donizetti, Puccini, Wolf, Schubert, J. Brahms, R. Strauss, Purcell.
20 h 30, Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Ma mère l'Oye », de Ravel, « Concerto n° 1 pour piano et orchestre », de Ravel ; « Six épigraphes antiques » ; « La mer : trois esquisses symphoniques », de Debussy, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. Dir. A. Jordan. Piano : J.-P. Collard.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit : œuvres de Janacek, R. Strauss, Liszt. 23 h 35, Jazz-Club.

LES RADIOS LIBRES DANS LE NORD

Premières contestations des choix de la commission Holleaux

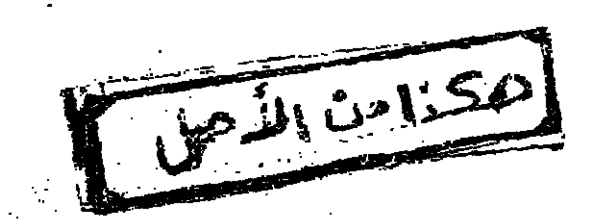
La commission Holleaux a donné, le 17 juin, un avis favorable à vingt radios de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, reportant toutefois l'étude du dossier de Pop Radio Nord, créée à l'initiative du quotidien régional *la Voix du Nord*. Le représentant du ministère de la communication a notamment fait remarquer que étant donné, la rareté des fréquences disponibles dans la région, il serait plus judicieux d'attribuer une fréquence pour la presse et non pour un journal en particulier. Pop Radio Nord devra donc présenter un nouveau projet d'inspiration plus « associative », une fréquence ayant été réservée à cet effet.

Outre Radio-Arc-en-ciel à Marcq-en-Barœul et Radio- Magdalena à la Madeleine, d'une part, Radio-Campus et Radio-Villeneuve d'autre part, qui sont invitées à se regrouper, les dossiers approuvés par la commission sont ceux de Radio- Métropolis, Radio- Boomerang et Radio- Bas Canal à Roubaix ; Radio- Contact, Radio- Plus et Radio-Corinna à Tourcoing ; Radio-Judaïca, Radio- Lille et Radio- Cité Vauban à Lille ; Radio Révèle à Mons-en-Pevele ; Radio- Paradis mélantois à Seclin ; Radio- Temps libre à Mouvaux ; Radio- Wep à Rourmes-en-Weppes ; Radio-Chut à Saint-André ; Radio-Galaxie à Wattrelos ; Radio-Mona à la Chapelle-d'Armentières et Radio Tension Halluin à Halluin.

Les choix de la commission ont toutefois fait l'objet, pour la première fois, de vives contestations de la part des radios rejetées ou des stations dont T.D.F. a considérablement diminué — dans un rapport préalable — la puissance d'émission tolérée. Le 18 juin, trois animateurs d'une radio rejetée — son budget ne respectait pas la règle de la limitation des subventions municipales au quart du budget — ont envahi les bureaux pour protester contre la décision les concernant. Des recours pourraient donc être intentés, obligeant la commission à un nouvel examen des dossiers de la région provoquant ainsi un précédent important dans la jurisprudence qui s'établit tout naturellement au fil des semaines. — A. Co.

● *Max Menier et Roger Pierre* animeront à partir du 12 septembre sur T.F. 1 deux nouvelles émissions quotidiennes, le premier évoquant, par le biais d'un jeu, le droit dans la vie quotidienne, le second présentant chaque soir des programmes de cabaret.

Sont-ce les premiers effets des sondages du C.E.S.P. qui indiquent un net recul de la chaîne par rapport aux deux chaînes concurrentes (*le Monde* du 19 juin) ? T.F. 1 est en tout cas la première société à annoncer ainsi des modifications de sa grille pour la rentrée prochaine.



Le Monde

ECONOMIE

Maîtriser la technologie pour forcer le destin

Le groupe de travail prévu au sommet de Versailles, pour présenter avant le 31 décembre un rapport sur l'application des idées contenues dans le discours de M. Mitterrand sur « La technologie, la croissance et l'emploi », serait mis en place avant le 25 juin. Son président sera français et sera nommé dans les jours qui viennent.

par PIERRE DROUIN

L'espoir est une idée neuve en Europe. Le groupe de travail prévu par M. Mitterrand pour mettre en musique son important discours de Versailles devra en avoir conscience dès sa première réunion. Il n'est pas facile de rompre avec cette sorte de déréliction cosmique dans laquelle on baignait depuis le début de la crise et qui avait fait dire à M. Giscard d'Estaing, le 24 octobre 1974 : « *Ce monde est malheureux. Il est malheureux parce qu'il ne sait pas où il va et parce qu'il devine, s'il le savait, ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe.* »

Le nez sur la toile des jours n'inspire pas le réconfort, c'est le moins qu'on puisse dire. Il faut savoir parfois s'en détacher si l'on veut bâtir du neuf et c'est un fervent appel à la volonté qui frappe d'abord dans le rapport de M. Mitterrand sur « *la technologie, la croissance et l'emploi* ». On pense à la phrase de Nietzsche : « *Devenir en tant qu'invention, vouloir, négation de soi, acte de se surmonter soi-même.* » Il ne s'agit pas ici de proposer un « surhomme » pour la troisième révolution industrielle, mais de construire un monde où l'individu sera mieux adapté à son environnement, une « *nouvelle civilisation* » où la culture ne sera plus à la traîne de la technique mais pourra la maîtriser et l'intégrer.

Le président de la République a évité de tomber dans les pièges classiques. Le premier est celui du scientisme, dont les relents sont loin d'être dissipés.

La recherche et ses applications viendront au bout de nos peines, pensaient ses adeptes : comme les derniers mystères de l'existence seront épongés par les découvertes futures, les plus grands malheurs de la société s'effaceront devant les réalisations nées des efforts des savants. Afin que nul n'en ignore, M. Mitterrand a tenu à le préciser clairement à la fin de son discours : « *Le progrès technique n'assure pas par lui-même le progrès économique et le progrès social. Il ne peut qu'y concourir dans les sociétés qui sauront le mettre au service d'une volonté politique.* »

La « puce » électronique

L'autre chausse-trape plus répandue est, en sens contraire, la remise en cause des bénéfices que peut apporter le changement technique. Les « rousseauistes » se recrutent aussi bien aujourd'hui sans qu'ils en aient toujours conscience chez les pourfendeurs des robots « dévoreurs d'emplois », chez ceux qui craignent l'apparition d'un nouveau taylorisme, l'aliénation culturelle et, bien sûr, chez nombre d'écologistes. M. Mitterrand se tient aussi éloigné de ces critiques excessives. « *Certains craignent*, dira-t-il, *que le progrès n'aggrave le chômage qui nous frappe. Ayant réfléchi à cela, je peux vous dire mon optimisme à moyen terme.* »

La volonté d'échapper à ces courants se manifeste notamment dans la manière dont il aborde les relations des nouvelles technologies avec le tiers-monde. La « puce » électronique ne peut avoir réponse à tout pour les peuples misérables. La nature ne fait pas de saut. Et c'est à elle, à l'agriculture, qu'il faut penser surtout lorsqu'on se trouve en face de millions d'affamés. Comme il l'écrit : « *On réfléchira non seulement aux moyens de transférer vers eux nos technologies en les adaptant mais aussi de rassembler les conditions qui permettront la naissance de technologies directement centrées sur leur réalité propre : c'est à cette condition que le développement autonome de leur agriculture, de leur industrie, de leurs services, est possible.* »

Quel chemin parcouru depuis le temps où des experts voyaient le salut du tiers-monde dans l'adoption accélérée de nos modèles de croissance !

On ne peut plus jouer en tout cas au compartimentage du monde. Il faut que toute la masse s'élève, à des degrés divers certes, car le temps ne se rattrape pas facilement, mais sans que des flots de famine et d'extrême pauvreté subsistent à perte de vue. Le cœur y trouvera ses raisons car de nouveaux marchés pourront alimenter partout des possibilités de production et d'emploi.

Il n'est pas davantage possible de jouer au compartimentage des disciplines qui concourent à l'évolution. Il est significatif et heureux que dans ses « *propositions pour un développement concerté de l'économie mondiale* » M. Mitterrand ait mis en bonne place « *l'épanouissement des cultures* » sur trois thèmes : l'école adaptée à chaque pays ; le développement de l'enseignement des langues facilitant le brassage des cultures ; la négociation d'une charte de la communication, notamment, pour protéger « *la souveraineté des États et leur intégrité culturelle, menacée par les nouvelles technologies* ».

Le nouveau progrès

Le « discours de Versailles » porte loin, mais, en prenant de la hauteur, M. Mitterrand nous a parfois laissés sur notre faim. Nous soulignerons deux points. Il eût sans doute été intéressant de s'interroger un peu plus sur la nature du nouveau progrès technique. Non pour rajouter quelque partie académique à ce rapport mais parce que cette question est capitale pour entrevoir quelle sorte de croissance sera la nôtre demain. Après l'ère de la machine à vapeur et de l'électricité, celle de l'informatique est beaucoup plus grosse de nouveaux *procédés* de fabrication que de nouveaux *produits*. Or ces derniers tirent beaucoup plus la croissance que les premiers.

En plus clair, le chemin de fer, l'automobile, les appareils domestiques de toutes sortes ont pu déclencher des consommations de masse. Les nouveaux outils de l'information ne produiront pas les mêmes effets sur la demande globale. Un exemple ? British Telecom prévoyait au début de 1980 que quatre-vingt mille usagers seraient raccordés à Prestel (l'équivalent du Teletel français). En janvier 1981, ils n'étaient que sept mille trois cents. Plus de 80 % des abonnés restent des professionnels alors qu'on avait prévu que la majorité se trouverait dans le secteur résidentiel.

Peut-être cela changera-t-il un jour. Des produits inconnus jusqu'ici pourraient détrôner dans tous les secteurs « grand public » d'anciens modèles ou susciter de nouveaux besoins. En attendant cette poussée hypothétique, comme une expansion considérable des marchés du tiers-monde, mieux vaut donc tabler sur une croissance faible et « vivre avec ».

Dans la mesure où la révolution télématique se manifeste surtout sur les lieux de travail, dans les usines et les bureaux, il est indispensable — deuxième point — que le personnel soit consulté davantage avant l'introduction de nouvelles technologies. Peu de temps avant que M. Mitterrand prononce son discours, l'Assemblée nationale adoptait un amendement en ce sens à la loi Auroux.

De même, il est sûr que la décentralisation — réelle et non pas formelle — est la meilleure façon d'envisager un contrôle démocratique sur les choix politiques importants dans ce domaine. L'individu doit obtenir d'autres pouvoirs que celui de consommateur. On ne maîtrisera vraiment le changement technique que si l'on réduit « *l'asymétrie entre les organes de décision et ceux que leurs décisions affectent* (1) ».

Il y a là tout un domaine de réflexion dans lequel M. Mitterrand est parfaitement à l'aise parce que cet accompagnement politique du changement est tout à fait conforme à ses vœux. Il est curieux qu'il n'ait pas été exploité dans son discours. Peut-être son auditoire l'aurait-il moins bien entendu car nombre de pays occidentaux sont en avance sur la France à ce sujet.

Face aux sceptiques de tous bords, l'important était de proposer une percée. L'invitation à se tourner vers le long terme, avec des moyens opératoires, émane enfin d'un chef d'État et non plus seulement de personnalités, de fondations ou de clubs délibérément orientés vers le déchiffrement du futur. Il était temps de s'employer à forcer le destin.

(1) Jean-Jacques Salomon, *Prométhée empêtré*, collection « Futuribles », Éditions Pergamon, 1982.

L'emploi et la taille des entreprises

Si le blocage des salaires inquiète vivement les syndicats, celui des prix met en émoi le patronat. Cette mesure « *fausse et déforme le fonctionnement des entreprises, elle gèle des situations et empêche les évolutions au moment où, dans le monde, tout change et se transforme* », estime le C.N.P.F., qui y voit une cause supplémentaire du recul de la compétitivité de l'industrie en France et donc une menace supplémentaire pour l'emploi.

∴

Le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz est aussi un homme de terrain. Il a créé sa propre entreprise et se fonde sur son expérience pour affirmer que les patrons ont besoin d'avoir les coudées franches pour développer leur affaire. On peut ne pas épouser toutes les idées du patronat. Mais il est difficile de lui donner tort sur ce point.

La liberté d'action est aussi nécessaire aux petites et moyennes entreprises qu'aux grandes. Or ce sont les premières qui sont devenues créatrices d'emplois. Dans l'industrie, les effectifs salariés sont restés à peu près stables entre 1974 et 1980. Mais on a constaté que, durant cette période, les petits établissements ont mieux résisté à la crise que les grands. Les premiers ont tout simplement augmenté leurs effectifs d'autant de salariés (cinq cent cinquante mille environ) que les seconds en perdaient. Ce transfert au demeurant s'est opéré dans tous les secteurs.

∴

La déformation de la structure de l'emploi n'est pas due en effet à une activité particulière. Dans le secteur tertiaire, où, à la différence de l'industrie et du bâtiment, des emplois ont été créés (+ 13 % de 1975 à 1980), l'augmentation des effectifs a été rapide dans les établissements de moins de vingt salariés, moins forte dans ceux de vingt à cent quatre-vingt-dix-neuf salariés, nulle dans les établissements de deux cents salariés et plus.

M. Michel Didier, qui analyse cette situation dans le numéro de mai d'*Économie et statistique*, s'interroge sur la signification de ce mouvement. Est-il conjoncturel et simplement lié à la crise économique que traversent les pays occidentaux ? Traduit-il au contraire l'émergence de forces nouvelles dans le système productif ? S'il se prolongeait, ce phénomène irait à l'encontre de la tendance séculaire à l'augmentation de la taille des établissements et des entreprises exprimée en termes d'effectifs. Or, tout porte à croire qu'il s'agirait d'autre chose que d'un mouvement qui s'observe ordinairement en période de crise et durant lequel « *les petites entreprises retrouvent un dynamisme qui tranche avec la dépression de l'emploi* ».

Certes on avait assisté à *un renforcement de la concentration des entreprises dans* les années 1960 et au début des années 70. « *On peut ainsi se demander si les grands établissements n'ont pas embauché de façon quelque peu excessive pendant les années d'expansion euphorique précédant 1973*, note M. Didier. *Ils auraient par la suite cherché à diminuer leurs frais de personnel par une gestion plus rigoureuse de l'emploi et par une substitution plus intense du capital au travail* ».

∴

Pour expliquer l'inversion de tendance on peut aussi invoquer « *les effets d'une nouvelle vague d'innovation* », la technique n'imposant pas la grande dimension. De même la « *déconcentration* » du secteur productif peut-elle être due à la recherche d'une plus grande plasticité face à un avenir incertain liée à une politique économique incitative : on essaime ou on a recours à la sous-traitance, la création d'entreprises se trouvant favorisée par un ensemble d'aides financières.

M. Didier va jusqu'à s'interroger sur l'influence de thèses nouvelles qui, comme celle d'Ivan Illich sur la convivialité, bouleversent la conception que l'on a de l'outil de travail. « *D'une part*, écrit-il, *la difficulté de trouver ou de retrouver un emploi salarié a pu constituer une incitation accrue à la création d'entreprises. D'autre part, l'autonomie et peut-être une certaine convivialité que l'on peut espérer dans les unités de petite taille ont pu être recherchées par certains chefs d'entreprise comme par les salariés* ». En ce cas, on assisterait à une refonte structurelle dont les causes ne disparaîtraient pas toutes avec la fin de la crise. — F. S.

Tarbes à l'heure du changement

UNE caricature : *l'Aparatchik et le Militant* ou *Laurel et Hardy chez les stals.* Sauf le respect. L'un sec et grave, fines lunettes et cheveux lissés, l'autre rond, rose et madré, l'œil noir et un accent à chasser la palombe. On en sourirait. Ce n'est pas le moment. La méfiance domine, à la limite de l'hostilité. Un mot de trop, une moue, une vraie question. « *Si vous venez ici pour nous contredire...* » Il ne fait pas bon à Tarbes mettre en doute la parole des vrais représentants des travailleurs (sic). Affirment-ils même que telle filiale de la SNIAS n'appartient pas au secteur public, parce qu'« *elle applique la politique du C.N.P.F.* », et que « *les faits sociaux y sont privés* » ? Qu'importe. On ne plaisante pas avec la vérité de la C.G.T.

Amertume, rancœur

A 500 mètres de là, le repaire cédétiste ne respire pas non plus la détente. Amertume, rancœur, découragement. Pas une réunion de militants sans qu'aussitôt ressortent un, deux, dix exemples de la mauvaise foi, de l'entêtement — et on en passe — des « *autres* ». Ils abusent de leur puissance, ils intoxiquent, ils terrorisent ceux qui leur résistent — « *je connais une femme qui va tous les matins au boulot avec la trouille de se faire casser la figure* », — Ils auraient même osé publier un tract accusant la C.F.D.T. d'avoir fait appel aux C.R.S., « *alors que sans nous les fusils seraient sortis du coffre !* » Gué-guerre syndicale, peut-être, mais sans gants ni dentelles.

Ce n'est pas mieux chez les patrons. A la chambre de commerce et d'industrie, on frôle l'état de siège. Les communistes ou la C.G.T — « *c'est pareil* » *(!)* — sont partout. A la mairie — vrai, — dans les usines, à la tête du groupe C.G.E. — « *Le nouveau directeur ? Un cégétiste notoire* », — au ministère de l'industrie, etc. Quant aux conséquences du 10 mai 1981 : « *le déclin absolu* », « *le marasme* »... La reprise de la consommation ? « *Des fables de socialistes...* » « *Je suis un peu politique* », reconnaît M. Giaccardy, président de la C.I.I., affable en dépit de tout. Ancien candidat malheureux à la mairie, responsable giscardien et gloire locale, il a peine à cacher sa rancœur « *il a tout perdu avec le changement de gouvernement*, commente un fonctionnaire local, *ses relations, son entregent, tous les instruments de son pouvoir.* »

« *On constate une certaine crispation générale* », commente pensif et quiet le responsable des petites et moyennes entreprises du département. Le 10 mai ? Sans doute, et les cantonales encore toutes fraîches dans les mémoires, qui ont ravivé les blessures. Mais surtout l'affaire Céraver. A maints égards exemplaire, ce « Manufrance » local a mobilisé toutes les énergies, ranimant des querelles syndicales vieilles d'un siècle, et empoisonne le climat depuis un an. Et ce n'est pas fini.

A priori, pourtant, l'affaire paraît banale. L'une des deux usines que possède, dans la banlieue tarbaise, cette filiale de la C.G.E., troisième employeur local en 1980 avec mille sept cents salariés, doit fermer ses portes. *Elle a été construite en 1977 uniquement pour fabriquer un filtre en* céramique destiné à équiper l'usine d'enrichissement d'uranium Eurodif du Tricastin. *Le ralentissement du programme nucléaire* et l'abandon, au moins jusqu'à la fin de la décennie, des projets d'extension des capacités d'enrichissement d'uranium en Europe l'ont condamnée *sans appel. Prévoyant des difficultés lors de la fermeture prévue en 1982*, la C.F.D.T. *signe avec la direction*, dès la fin 1980, *et contre l'avis* de la C.G.T., *majoritaire dans* l'usine, *deux accords organisant les départs dans de bonnes conditions financières*. Début 1981, Céraver n'emploie plus que mille cinq cents salariés. Cela n'empêche pas la direction d'annoncer un plan de licenciement de sept cent soixante salariés. Il touche non seulement l'usine condamnée, mais aussi la seconde, spécialisée dans les produits de céramique classique. Grève. Occupation.

Une guerre idéologique

Jusque-là, rien que de très banal. Mais voilà. Volontairement retardée de trois mois par la direction, l'annonce des licenciements est tombée quelques jours après le 10 mai 1981. Tôt ou tard la Céraver sera donc nationalisée. La C.G.T. entrevoit le miracle. Il suffit de tenir bon jusque-là et tout s'arrangera.

Et ce conflit tout bête dégénère en guerre idéologique, enflammant la ville et la plupart des entreprises de la région. Pour la C.F.D.T., l'usine condamnée, ne pouvant être reconvertie, fermera, nationalisée ou pas, « *parce qu'il ne peut pas en être autrement* ». Priorité donc à la lutte pour les reclassements. *Deux occupations d'usine — une en septembre 1981, une en janvier 1982, — totalisant près de quatre mois pleins de grève, consacrent et enveniment la* querelle. Pendant que la C.G.T. occupe, la C.F.D.T., *dehors, manifeste... contre l'occupation*. Les *négociations se poursuivront au ministère de l'industrie, chargé à son corps défendant, de cet épineux dossier... jusqu'au 11 mars.* Un *dénouement surprise. Quatre jours pile avant le premier tour des cantonales...*

Victoire ou résignation ? Difficile à dire. Il est impossible de recouper deux informations. La guerre a dégénéré en querelle de chiffres, inextricable pour le non-initié. Une seule chose est certaine : à la fin du mois de mai la Céraver n'emploiera plus que 830 salariés. Après... « *140 resteront à licencier* », assure la direction, agacée par la « *véritable campagne d'intoxication menée par la C.G.T.* » autour de cette affaire. « *On revient aux chiffres prévus dès le départ* » : pour la C.F.D.T. la chose est claire : on a gagné du temps, c'est tout. « *Il y aura un plan céramique qui relancera la production. Et Ambroise Roux voulait tout liquider, ne conservant que 180 à 200 personnes* », proteste la C.G.T. « *Nous avons sauvé une usine.* » Possible... mais invérifiable.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 21.)

L'ÉQUATEUR DUREMENT TOUCHÉ PAR LA CRISE

Quand ni les bananes ni le pétrole ne se vendent

Comme tous les pays membres de l'OPEP, l'Equateur — hôte de la dernière conférence de l'Organisation — souffre de la *mévente de son pétrole.* En outre, cette République, qui fut bananière avant d'être pétrolière, a vu l'ensemble de *ses ressources d'exportation* (bananes, cacao, café) affectées par le ralentissement de l'économie mondiale.

Une dévaluation monétaire de près de 25 % a été *nécessaire à la mi-mai.* Elle devrait être suivie de nombreuses mesures d'accompagnement. Dans cette *démocratie récente*, les difficultés économiques et sociales font toujours craindre pour l'existence même *de la démocratie.*

« *VIVA la huelga* » : les murs de la capitale comme ceux de Guayaquil — le grand port équatorien sur le Pacifique — sont remplis de graffitti qui exaltent les nombreux *mouvements sociaux* en cours. Il ne se passe guère de jours, depuis la mi-mai, sans qu'étudiants et lycéens se retrouvent *face au canon* à eau de la police dans les rues de la cité andine, si haute que l'on sent son cœur comme à l'étroit.

La dévaluation du « soucrès »

La publication en pleine crise sociale d'un livre sur l' « assassinat » du président Roldos — l'ancien chef d'Etat mort il y a juste un an dans un accident d'avion — ne peut qu'ajouter aux *tensions dans ce pays où l'on ne* compte pas moins de treize partis politiques (pour à peine soixante-dix députés).

La dévaluation du sucre — « *soucrès, comme on le prononce, le mot le plus goulu, le plus cupide qui soit* », notait déjà Henri Michaux en 1927 — est venue confirmer que le pays vivait au-dessus de ses moyens. L'instauration en avril d'un système de taux de change multiple s'était révélée insuffisante. D'où le mouvement monétaire du *13 mai, qui a consisté à fixer un* nouveau taux officiel de change à l'égard du dollar de 33 sucres au lieu de 25. Une opération qui n'a guère convaincu, *semble-t-il*, les *opérateurs sur le marché* libre : retombée pendant quelques jours de 45 à 40 sucres, la devise américaine s'y échangeait *à la fin du mois de mai à près* de 50 sucres.

Les produits de la pêche

Cette dévaluation intervient après dix-huit mois particulièrement difficiles : le conflit frontalier avec le Pérou en janvier-février 1981 a amené l'armée à s'endetter fortement pour s'équiper ; la mort du président Roldos et l'instabilité ministérielle qui l'a suivie ont contribué à bloquer la plupart des grands projets d'infrastructure déjà ralentis par le manque de financement ; la crise économique mondiale enfin a affecté toutes les exportations du pays : le pétrole, bien sûr, mais aussi les produits tropicaux. Seuls les produits de la pêche continuent de se bien vendre.

Fortement endetté (6,5 milliards de dollars pour des recettes d'exportation inférieures à 2,5 milliards), l'Equateur a subi, outre une *baisse de ses* recettes, *une fuite des capitaux* — face à la crise — qui a affaibli la monnaie locale et restreint les liquidités, limitant ainsi les possibilités de crédit aux entreprises comme aux particuliers. Alors que le service de la dette ponctionne le quart du budget, plusieurs grands projets — comme ceux des aéroports internationaux de Quito et de Guayaquil — *ont été différés*, voire abandonnés.

La dévaluation, qui s'imposait donc, risque *toutefois* de peser *sur les industriels qui travaillent* principalement pour le marché intérieur (mais se sont endettés à l'étranger) comme sur l'agriculture commerciale qui achète engrais et matériel agricole hors du pays. Elle pèse, en outre, déjà sur les prix intérieurs pourtant relativement modérés sur ce continent inflationniste (+ 24 % en 1981) ; d'où la reprise d'une agitation sociale qui n'a guère cessé depuis le réajustement, l'an passé, de certains prix (carburants, sucre notamment) bloqués depuis plusieurs années pour des raisons politiques. Un strict contrôle des prix et une revalorisation du salaire minimal de 4 000 à 5 000 sucres sont *ainsi réclamés presque* quotidiennement par les manifestants de Quito comme par les leaders politiques populistes et les syndicalistes des grandes villes.

Pays agricole — 48 % de la population active sont encore employés dans ce secteur, — *l'Equateur est loin d'être pauvre.* Mais la mévente des productions tropicales traditionnelles (banane, café, cacao), ajoutée aux difficultés pétrolières, a provoqué un net ralentissement de l'activité économique : le taux de croissance de 4,3 %, en 1980, est tombé à 4 % *en 1981* et — *après la dévaluation* — elle pourrait être légèrement négative en 1982, résultats très inférieurs aux objectifs du plan 1980-1984, qui prévoyait des taux *supérieurs* à 5 %. Voilà qui ne pouvait qu'affecter la politique du président précédent, fondée sur une industrialisation capitalistique, rapide et protégée, à partir de hauts salaires pour les travailleurs et de toutes sortes d'incitations pour les patrons. Un choix possible tant que les revenus pétroliers pouvaient le financer. Une telle politique a amené dans les villes une partie des habitants des campagnes : 35 % des habitants de Quito et 25 % de ceux de Guayaquil sont des arrivants récents. Au sous-emploi traditionnel *du milieu rural (plus de 30 %)* s'est donc ajouté ces derniers mois un sous-emploi urbain important : un travailleur sur quatre est touché. En outre, le *chômage dépasse 6 % d'une population* active de 2,7 millions de personnes.

Le tiers des dépenses

Tout cela c'est la faute au pétrole. *L'un des deux plus petits* producteurs de l'OPEP, l'Equateur, dépend de l'or noir, qui contribue pour 15 % au PIB, *mais couvre le tiers des dépenses* gouvernementales et fournit 61 % des recettes d'exportation. Au boom de 1979 et 1980 a succédé — *comme dans les autres pays* producteurs — une difficulté d'écoulement. Les autorités de Quito ont dû vendre du brut *sur les marchés* libres à des prix bien inférieurs aux cours officiels tant les cuves locales étaient pleines.

Déjà peu *satisfaisante à court* terme, la situation l'est moins encore à moyen terme : les réserves prouvées sont de l'ordre *de 650 millions de barils — soit* moins de dix années de la production actuelle — et la consommation intérieure de produits *pétroliers* — déjà *supérieure* à la moitié de la production — continue de croître, malgré la hausse des prix, de quelque *10 % par an.*

0 km 200
COLOMBIE
S. Lorenzo
Equateur
Ibarra
Bahia de Caraquez
ANDES
QUITO 2850 m
ÉQUATEUR
Riobamba
Guayaquil
Salinas
G. de Guayaquil
Cuenca
CORD.
Loja
Marañon
OCÉAN PACIFIQUE
PÉROU

De faibles réserves

Autant dire que la mise en exploitation rapide de nouveaux gisements est impérative si l'Equateur ne veut pas devenir importateur net dans la décennie 80. Or le pays est loin d'avoir été exploré : 90 % de la région amazonienne — el Oriente — restent à prospecter, et le golfe du Guayaquil pourrait être lui aussi riche en *pétrole* et en gaz.

Mais la loi de 1978 sur les *hydrocarbures* a rendu très dissuasif l'investissement des compagnies étrangères. Seule Texaco — *qui avait déjà amorti ses investissements initiaux* — a conservé de ce fait une activité significative en Equateur. Or la succession depuis août 1979 de quatre *ministres* au portefeuille des ressources naturelles et de trois gérants généraux à la tête de la CEPE — la compagnie nationale — n'a pas été de nature à relancer la politique pétrolière.

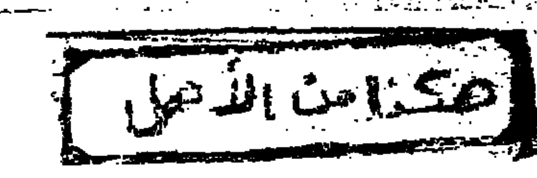
Parmi les mesures d'accompagnement à la dévaluation annoncées — mais dont aucune jusqu'à présent n'a vu le jour. — on trouve « *la révision de la politique d'intégration économique du pays afin de créer un climat plus favorable aux investissements étrangers tout en gardant le contrôle des ressources naturelles du pays* ».

Des leçons de démocratie

La dévaluation apparaît ainsi comme un premier pas vers une révision de la politique industrielle, *mais elle risque de désintégrer* la coalition majoritaire précaire qui soutient le président Hurtado et de soulever l'ire tant des organisations patronales que des mouvements de travailleurs.

Dans un *pays qui n'a recouvré* les libertés politiques — après neuf ans de dictature militaire — qu'il y a trois ans et où les *généraux donnent quotidiennement* dans la presse des leçons de démocratie, le jeune président de la République — plus *technocrate que politique*, et comme tel pas très populaire — saura-t-il préserver l'avenir ?

BRUNO DETHOMAS.



Tarbes à l'heure du changement

(Suite de la page 19.)

S'il paraît, avec le recul, évident que la première occupation, en septembre 1981, a bel et bien permis de limiter l'ampleur des licenciements prévus, la seconde occupation, en revanche, laisse perplexe. Affaire purement politique ? On est nombreux à le penser à Tarbes. Elle illustre en tout cas parfaitement la nouvelle attitude de la C.G.T., *déterminée* à profiter du *« changement »* pour asseoir, et si possible renforcer, son pouvoir souvent menacé par les pertes d'effectifs *(voir l'article ci-contre)* partout où elle peut jouer à la fois des aspirations insatisfaites de la base, de l'embarras du nouveau pouvoir et de celui de la C.F.D.T. Impuissante et rageuse, la direction de Céraver n'a pas encore digéré la leçon : *« La C.G.T. a montré qu'elle pouvait impunément occuper une usine. Ils se sentent invulnérables. Ils cherchent à déstabiliser et à prendre le pouvoir dans l'entreprise. » « Sans le 10 mai il y aurait eu les flics,* reconnaît la C.F.D.T., *et tout se serait terminé avec 300 salariés. »*

« Ils sont déçus »

« Activisme syndical », tranche la préfecture. *« Il y a eu dans le sillage de Céraver un véritable prurit d'occupation. »* De fait les conflits se sont multipliés et durcis, mais l'affaire Céraver, abcès de fixation, a aussi curieusement joué comme un repoussoir. *« Ils ont essayé d'occuper la filiale d'Alsthom, mais là il y avait une autre vie syndicale, la base était contre, la C.G.T. n'a rien pu faire,* affirme un militant cédétiste, *les gars ont dit : « On ne va pas se laisser mettre » à la porte comme ça. »*

Le cas Céraver est d'autant plus significatif que, depuis le 10 mai, près de la moitié de l'industrie locale a basculé dans le secteur public : dans les Hautes-Pyrénées, sur 11 800 salariés de la grosse industrie (entreprises de plus de 200 salariés), près de 9 000 appartiennent désormais au secteur public contre 4 000 auparavant. Aux Ateliers de construction de Tarbes (l'arsenal), 3 000 salariés, et à la Socata (1 000 salariés), filiale du groupe Aérospatiale, se sont ajoutées la Céraver (près de 1 000 salariés), une usine d'Alsthom - Atlantique (2 000 personnes), deux unités de 600 salariés chacune appartenant au groupe Pechiney - Ugine - Kuhlman (P.U.K.) ainsi que la Compagnie française de l'azote (Cofaz) (700 salariés), contrôlée par le groupe Paribas. Ne restent dans le secteur privé que la société Soulé, spécialisée dans le matériel ferroviaire, une filiale d'un groupe américain Hughes Tool (matériel de forage) et une usine de la société Seb (électroménager). Plus une poussière de petites et moyennes entreprises.

Dans ce fief communiste fiché au cœur de la Bigorre radical-socialiste, le 10 mai, c'était donc peut-être plus qu'ailleurs l'Espoir, avec un E gros comme ça. Puis l'attente... et la déception. *« Le rêve de tout salarié ici est d'entrer à l'arsenal, ou de devenir fonctionnaire. Ils attendaient que tout s'aligne,* explique un fonctionnaire, *ils sont déçus. »* Elles sont six assistantes sociales surprises dans un bistrot en face de la D.D.A.S.S. (1), toutes d'accord. *« Mme M... a même raccroché dans la salle à manger le portrait de Giscard... »* La blonde, la brune, la jolie, la militante, la sérieuse, la timide... ce qu'elles ont vu du changement ?... Les allocations familiales ont augmenté, et le minimum vieillesse, et l'allocation logement, etc. *« Pour les gens, ça ne change pas grand-chose. »* Les exemples fusent. La pension pour un enfant est passée de 217 à 314 F. *« Ce n'est rien du tout. » « Cela fait pourtant près de 50 % de revalorisation ! »* Non, vraiment les prestations... Le problème numéro un ? Une seule réponse : le chômage, et un soupir : *« S'ils avaient des salaires décents ! »*

De ce point de vue, le changement *tarde* à *venir. Les créations* d'emplois dans la fonction publique ? 9 gardiens de la paix et 25 emplois hospitaliers, soit 34 emplois d'ores et déjà créés dans le département et, bientôt, 63 de plus dans le cadre de la décentralisation, confirmera la préfecture. Une goutte d'eau... Les emplois d'initiative locale ? De nouveaux dossiers « bidons ». *« La législation réveille beaucoup d'opportunisme. »* Une cinquantaine au plus se sont révélés acceptables... Les stages de réinsertion pour les jeunes et les femmes seules ? Là un écho. Assistantes sociales et direction du travail le confirment : le besoin existait. Cela a bien marché. *« Ils ont au moins un salaire pendant six mois. Pour beaucoup c'est indispensable. Ça rompt le cycle des échecs scolaires, familiaux, professionnels. »*

La réduction du temps de travail

Quant à la réduction du temps de travail, elle n'a eu apparemment aucun effet sur l'emploi. *« Chez nous cela n'a rien changé »*, dit une assistante sociale. *« Pour les trente-neuf heures, on s'est tous plus ou moins arrangés, ces trente-sept heures poseront un problème »*, confirme un patron de P.M.E. Appliquées presque partout, avec quelques difficultés quand même dans les P.M.E. et le secteur du bâtiment, les trente-neuf heures n'ont pas déclenché, c'est un euphémisme, le moindre remous en faveur de l'embauche.

Pour l'heure, trois contrats de solidarité d'importance ont été signés dans le département : le premier (60 emplois) a été conclu par la *municipalité* (communiste), pour l'exemple. Le second (50 emplois) par la Socata, filiale de l'Aérospatiale, par prudence : les lois en préparation sur le travail *intérimaire la* poussaient à réduire considérablement le volant de travailleurs temporaires (de 40 à 100 personnes en *moyenne sur un effectif* de 950 salariés) qu'elle emploie en permanence depuis 1977 pour faire face à l'accroissement de *son activité. Le troisième contrat* concerne la préfecture et le nouveau conseil général, qui, dans la perspective de la décentralisation, vont créer ensemble 63 emplois nouveaux.

Cinq autres contrats de moindre ampleur (56 emplois) ont été acceptés ; 20 autres sont en discussion — dont les trois quarts concernent des remplacements de départs en retraite anticipée. Total : 229 emplois nouveaux sont créés et moins de 200 prévus à *terme. Le* secteur du bâtiment à lui tout seul a perdu 1 000 emplois depuis deux ans dans le *département...*

« Dans le monde du travail, le succès de mesures quelles qu'elles soient est beaucoup plus lié à la psychologie qu'à la technicité de la mise en œuvre. Et là c'est tombé au mauvais moment. Un contrat de solidarité se signe dans un climat de grosse crise ou de grande tranquillité. Nous sommes dans une période floue », explique le directeur départemental du travail. Longtemps épargnées grâce au poids inhabituel de l'industrie d'équipement dans son tissu économique, Tarbes et sa région n'ont commencé à s'enfoncer dans la crise que l'an passé. En un an le chômage a augmenté de près du quart, *atteignant 10,3 % de* la population active contre 6,9 % un an plus tôt. *« Tarbes ne va pas bien. Les centres de décision de toutes les entreprises ne relèvent pas du département. Nous subissons. Et nous n'avons pratiquement pas d'industrie moyenne. »* La chambre de commerce, passé les prises de positions politiques, analyse froidement une situation sans grand espoir : *« Tout ce que nous avons réussi à attirer dans la région, c'est une petite boîte qui va créer 60 emplois. Partout ailleurs, c'est le repli. Et la Céraver constitue une épée de Damoclès. »*

Et les aides aux P.M.E. ? Le plan textile ? Chœur des dirigeants de P.M.E. : *« On n'est pas très au courant. »* Variante : *« On n'a pas le temps. »* Il suffit pour s'en persuader de prendre le chemin de Bagnères-de-Bigorre. Tapie au pied des Pyrénées, au ras de l'Adour, *vivote une* usine comme on n'en fait plus. Vieillotte et charmante avec ses grilles en fer forgé, ses bâtiments en brique, son jardin d'herbes folles. L'atmosphère est paisible. L'activité, hélas ! aussi. L'entreprise, miraculée de la crise, ne *doit sa survie, murmure-t-on* ici, qu'à la faillite de la banque Lacaze de Lourdes, qui, éteignant une bonne part de dettes, lui a donné un sursis de quelques années. *Le* 10 mai, ici, est passé comme un souffle. Une heure de moins tous les vendredis pour les salariés, 2,5 % de charges supplémentaires pour les patrons et des tarifs en hausse de 18 %. Point. Plus une saison catastrophique, qui n'a rien à voir, *« mais quand même... »*.

Étonnement

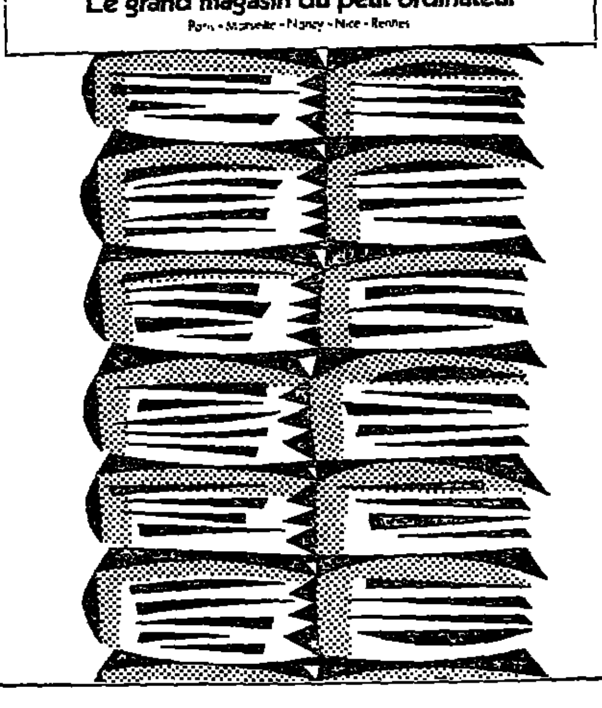
Le plan textile, l'allégement possible des charges sociales ? L'étonnement des deux jeunes dirigeants est presque attendrissant. *« On ne croit pas au père Noël. »* Et les aides à l'investissement ? *« On ne monte pas un dossier pour 100 000 francs. Pour l'ordinateur, oui. Mais il a fallu une semaine de travail à temps plein pour monter le dossier ! »* C'est tout juste si on a entendu parler des contrats de solidarité. *« Ce n'est pas mal. Mais voilà, on n'a pas besoin d'embaucher... »*

L'archétype de l'entrepreneur dynamique

Frein à l'embauche. Frein à l'investissement. On les retrouve partout. Psychologiques. *« Déjà nous étions traumatisés du temps de Giscard. Aujourd'hui nous sommes surtout inquiets »*, explique le dirigeant des P.M.E. locales. Et administratifs : *« Quand on veut créer des emplois, ce sont des procédures incroyables. J'ai été à l'A.N.P.E. essayer de conclure un contrat emploi formation. C'est inouï. »* Mme Marion Bernard représente pourtant l'archétype de l'entrepreneur dynamique et bien *informé*. Elle vient de créer, à partir de rien, un hebdomadaire original et un peu acide qui réveille depuis un an la *presse* régionale. *« Ce qui a changé ? Pas grand-chose. La gauche, ici, c'étaient les notables. Ils le restent. »*

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.



A TRAVERS LES REVUES FRANÇAISES, *par Daniel Vitry* (*)

Distribution des revenus, déclin de l'industrie, croissance des entreprises

QUELLE a été l'évolution de la *distribution mondiale* des revenus ? Telle est la question posée par A. Berry, F. Bourguignon et C. Morrison dans : « La distribution mondiale des revenus entre 1950 et 1977 » paru dans la *Revue économique* (1). La distribution désigne ici la concentration des revenus dans un pays : si 10 % de la population perçoit 10 % du revenu national, la distribution est *égalitaire* ; si 10 % de la population perçoit 25 % du revenu, la distribution est inégalitaire. L'intérêt de l'article par rapport au petit nombre d'études sur cette question est que l'on y *prend en compte la concentration* du revenu national dans chaque pays, qu'on y intègre les pays socialistes et qu'on analyse une longue période. Les difficultés méthodologiques auxquelles les *auteurs se sont heurtés sont* très nombreuses, la plus grande étant probablement due à l'évolution de la structure des prix relatifs dans chaque pays et des prix internationaux ; on pense *évidemment aux prix des matières* premières. Par ailleurs, les séries statistiques ne sont pas nombreuses.

Les indicateurs d'inégalité

Les auteurs présentent deux séries de résultats sur l'évolution de la distribution mondiale, pays socialistes exclus puis inclus. En première approximation, l'intégration des pays socialistes *ne modifie pas la tendance générale*. Les indicateurs d'inégalité pour la production ont tendance à baisser très légèrement entre 1950 et 1977, selon le schéma suivant : diminution des *inégalités entre 1950 et 1960*, augmentation jusqu'en 1972, suivie à nouveau d'un mouvement de baisse. Lorsque l'on ne s'intéresse qu'aux économies de marché, les indicateurs ont plutôt tendance à augmenter faiblement *entre 1950 et 1977*. Globalement, l'inégalité n'a donc que très légèrement varié sur toute cette période, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu des transformations très importantes dans la distribution *mondiale*.

S'agissant de la distribution de la production, pays socialistes exclus, les pays pauvres ont subi une baisse de leur part entre 1950 et 1972, qui s'est accéléré à partir de 1960 ; cette baisse a bénéficié aux pays intermédiaires. Après 1972, *le mouvement* s'est renversé, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les nouveaux pays industrialisés ont été les grands bénéficiaires des changements intervenus après 1970. *S'agissant de la distribution mondiale de la consommation*, les pays socialistes étant toujours exclus, l'évolution est plus simple mais plus inquiétante : après 1960 surtout, l'inégalité progresse. Si l'on prend le chiffre de *300 dollars* de dépenses *annuelles de consommation* par tête comme seuil de pauvreté, la proportion de la population mondiale ne dépassant pas ce seuil baisse entre 1950 et 1977 en passant de 48,3 % à 36 %, mais cela *représente encore 978 millions d'individus* sur les 2,7 milliards vivant dans des économies de marché. De plus, ces pauvres sont concentrés géographiquement.

F. Benarroch et J.-M. Espinasse *ont publié dans la revue Travail et Emploi* un article sur les caractéristiques et les modes d'embauche des salariés recrutés en France en 1980 (2). Exploitant les résultats d'une enquête publiée par l'Agence *nationale* pour l'emploi, ils s'interrogent sur l'activité du marché du travail. Depuis 1974, il y aurait eu *en moyenne quatre-vingt-quatorze* mille emplois nouveaux créés chaque année, auxquels il faut ajouter les embauches dues aux besoins de renouvellement du personnel des entreprises. Les auteurs *estiment alors* le volume *d'embauche totale* en 1980 à 6,1 millions, dont 2,4 millions de contrats d'intérim.

Si l'on ne s'intéresse qu'aux salariés non cadres et hors l'intérim, *on dénombre 3,5 millions* de recrutements par an. Comme il y a actuellement environ 13,8 millions de salariés non cadres, le taux d'embauche est de 26 % ; cela ne veut pas dire que les *entreprises renouvellent* le quart de leurs effectifs chaque année, car il y a dans ces 3,5 millions de contrats des emplois précaires qui ont plusieurs *titulaires par an*, des *créations nettes* de disparitions d'emplois... Une analyse plus fine par qualification permet de constater que le taux d'embauche diminue très fortement lorsque *la qualification augmente* : *il passe de 53 % pour les* manœuvres à 10 % pour les agents de maitrise et techniciens. D'autre part, le taux d'embauche diminue lorsque la taille des établissements *augmente* : il passe *en effet de 40 % dans les* établissements de moins de dix salariés à 11 % dans les établissements de plus de cinq cents salariés. Un dernier résultat est surprenant : la répartition par *type de contrats*. *Les recrutements par* contrats à durée déterminée pour des emplois à temps complet sont à peu de chose près aussi nombreux que les recrutements par contrats à durée indéterminée, 42,4 % contre 46,7 % ; 2,3 % *des recrutements* seulement sont faits à la suite d'une mission d'intérim.

Le mode de recrutement est longuement *analysé*, et les résultats principaux sont les suivants : *les candidatures spontanées représentent* 28,6 % des recrutements, les relations personnelles 27,4 %, ce qui fait que le marché informel permet presque un recrutement sur deux, ou encore qu'un emploi sur deux seulement fait l'objet d'une publicité *accessible* à tous.

Economies et Sociétés a publié un numéro spécial consacré aux « sciences de gestion » (3). Parmi les articles, nous nous intéresserons d'abord à celui de S. *Evraert* : « La relation entre la taille et la croissance des entreprises et la loi de l'effet proportionnel ». Le débat est d'importance car on associe souvent grande taille et croissance, ce qui entraîne des protestations des petites entreprises, exemples à l'appui.

La croissance a été analysée depuis longtemps à travers une loi dite de Gibrat. Sans entrer dans ses détails analytiques, disons simplement qu'il en résulte que la probabilité de changement de *taille* pour une entreprise est la *même pour toutes* les entreprises d'un secteur, quelle que soit la taille initiale de cette entreprise. Cela est réconfortant pour les petites entreprises, qui doivent pouvoir atteindre le *même taux de croissance* que *les moyennes ou les grandes*. L'auteur s'intéresse à un échantillon de six cent douze entreprises industrielles et commerciales françaises sur la période 1966-1977.

Les résultats globaux des tests effectués sont les suivants : la loi de Gibrat est bien vérifiée pour la période 1970-1974 mais pas pour la période 1966-1974. Pendant les années 1966-1970 les *petites entreprises se sont développées plus vite* que les grandes. Lorsque l'on ne s'intéresse qu'aux entreprises du secteur industriel, la loi de Gibrat est vérifiée dans quinze secteurs sur les dix-neuf de *l'échantillon étudié* ; *lorsque* la loi ne peut pas être retenue, cela provient du fait que le taux de croissance des petites entreprises est plus élevé que celui des grandes.

Le redéploiement industriel

Les transformations de l'appareil productif s'analysent à travers le redéploiement. Qu'est-ce *de façon précise* que le *redéploiement* ? Il s'agit de la restructuration de l'appareil productif vu à travers l'évolution des secteurs les uns par rapport aux autres. L'INSEP a publié un article sur ce thème à la mode, sous la plume de V. Rigal, « Le redéploiement : ampleur et orientation » (4). Parmi *les critères possibles, l'auteur retient celui du taux de croissance du capital d'un secteur par rapport au* taux de croissance moyen du capital dans l'économie. Si tous les secteurs avançaient parallèlement, il n'y aurait pas de redéploiement et l'indicateur serait égal à un. La période d'étude va de 1965 à 1979, sur des données françaises.

Globalement, le redéploiement s'est accéléré à partir de *1976*. *Entre 1965 et 1975, il fut* très *régulier* ; mais 1976 marque une accélération très forte surtout du fait de l'industrie par opposition aux autres secteurs. En 1979 on assiste à un certain *ralentissement dû aussi* à l'industrie. Pour caractériser le mouvement général on peut dire qu'il y a eu un désengagement des secteurs comme l'agriculture, le charbon, *le textile*, la sidérurgie, la *construction navale* et aéronautique, l'armement et les transports, alors qu'au contraire il y a eu engagement dans des secteurs comme le pétrole et la parachimie, les matériaux de *construction*, le bâtiment et le génie civil, presque tous les secteurs des biens d'équipement et enfin les services marchands. Quand on regarde année par année, il est frappant de constater que c'est dès 1973, *donc avant le premier choc pétrolier*, que l'évolution des investissements s'est trouvée modifée. Tout en apportant des nuances, l'auteur estime que depuis 1973 on assiste à un retrait de l'industrie *prise dans son* ensemble, plutôt à un repli qu'à une restructuration volontariste.

C'est à une catégorie très particulière d'entreprises que nous nous intéressons maintenant avec l'article de F. Roure et A. Butery : « Droits de marché des titres et performances des sociétés holding », paru dans la *Revue économique* (5). Les holdings sont des sociétés qui n'ont pas d'activité de production mais qui gèrent des filiales qui *en ont*. Est-ce la rentabilité qui pousse à leur constitution ? Telle est la question posée. L'étude porte sur des données boursières françaises sur la période janvier 1969 - juin 1979. Les résultats *principaux sont les suivants* : on ne constate pas l'existence d'une relation entre la rentabilité et le risque systématique, c'est-à-dire celui que fait courir le *marché boursier*. *D'autre part*, les holdings pures ne dégagent pas une meilleure rentabilité que celle des autres sociétés. Cela signifie que la Bourse de Paris est un *marché financier efficace* et *que* les holdings ne disposent pas ou n'utilisent pas des informations privilégiées pour augmenter leur taux de rentabilité.

O. Tabatoni a publié dans le numéro déjà cité *d'Economies et Sociétés* un « Modèle opérationnel d'évaluation des contrats *conditionnels* » (6). Il s'agit d'opérations boursières ; un contrat conditionnel se négocie à un prix débattu sur le marché mais ne se dénoue que si une condition particulière indiquée dans le *contrat se réalise*. Les exemples sont nombreux : les warrants, les options d'achat ou de vente et autres stellages. L'objet de l'article est de proposer une méthode simplifiée pour évaluer *ce type de contrat*. Le *principe* de la simplification est le suivant : il faut rechercher le prix d'équilibre d'un contrat élémentaire, c'est-à-dire d'une contrat dont la valeur varie en fonction du *cours d'un autre actif*. C'est *bien le cas de l'option dont* la valeur évolue en fonction du cours de l'action sur laquelle elle est greffée. La technique consiste ensuite à décomposer un contrat conditionnel aussi compliqué soit-il en contrats élémentaires. L'auteur donne de nombreuses applications de sa méthode au calcul de la valeur des options d'achat ou de vente, des contrats à prime, des *stellages* et *même* des contrats à terme des matières premières.

Les cycles d'erreurs de prévisions

« *Existe-t-il des cycles d'erreurs* de prévisions ? » C'est le titre et la question posée par un article de J.-C. Ray paru dans la *Revue d'économie politique* (7). L'auteur s'intéresse d'abord aux prévisions *faites par l'INSEE entre 1974 et* 1979 concernant les exportations françaises. Il compare ces prévisions aux réalisations et détecte ainsi les erreurs de prévisions. Sont-elles *cycliques* ?

L'auteur *dégage* les résultats *suivants* : les exportations sont marquées par une oscillation autour d'une tendance. Ces oscillations sont mal prévues par les experts qui sous-estiment et surestiment nos exportations *selon une périodicité de cinq à sept* mois. A ce premier type de fluctuations se superpose un second mouvement qui fait alterner les phases d'excès d'optimisme et de pessimisme ; excès d'optimisme *entre avril 1974* et juin 1975, puis excès de pessimisme jusqu'en mars 1976, suivi de bonnes prévisions pendant quelques mois ; à nouveau excès d'optimisme jusqu'en mars 1977, puis de pessimisme jusqu'en *février 1978*.

J.-C. Ray a également recherché un cycle d'erreurs dans l'activité économique prévue par le baromètre de la revue *l'Expansion*. Là aussi, avec beaucoup de précautions, il compare les valeurs prévues de l'activité dans un, deux et trois mois aux valeurs finalement constatées. Il estime qu'entre novembre 1972 et août 1973, puis entre mai 1974 et mai 1975, les prévisions ont été faites avec un certain retard puisque le baromètre prévoyait plus le présent que l'avenir. Cela ne veut cependant pas dire que les prévisions aient été systématiquement fausses ; comme le baromètre prévoyait la hausse, il a eu finalement raison, dès que l'on eut atteint le creux conjoncturel de mars 1975. L'auteur estime qu'entre juin 1975 et avril 1977 les erreurs ont été *faites dans l'autre sens*. C'est ainsi que la stabilisation avait été annoncée par le baromètre en août 1976 mais qu'elle ne s'est produite que neuf mois plus tard. Reste à savoir si la connaissance des erreurs de prévisions faites dans le passé va permettre d'améliorer la qualité des prévisions faites aujourd'hui (8).

(*) Professeur de sciences économiques à l'université de Paris-II.

(1) A. Berry, F. Bourguignon et Ch. Morrisson : « La distribution mondiale des revenus entre 1950 et 1977. » *Revue économique*, vol. 33, n° 3, mai 1982.

(2) F. Benarroch et J.-M. Espinasse : « Les salariés recrutés en 1980, caractéristiques et modes d'embauche. » *Travail et Emploi*, janvier-mars 1982.

(3) S. Evraert : « La relation entre la taille et la croissance des entreprises, et la loi de l'effet proportionnel. » *Economies et Sociétés*, Cahiers de l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées, série S.G., n° 2.

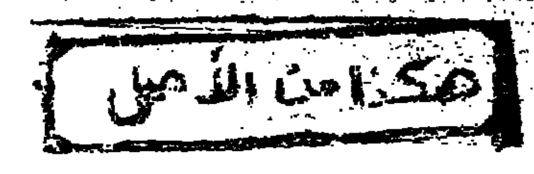
(4) V. Rigal : « Le redéploiement : ampleur et orientation. » *Economie et Statistique*, n° 143, avril 1982.

(5) F. Roure et A. Butery : « Droits de marché des titres et performances des sociétés holdings pures françaises. » *Revue économique*, vol. 33, n° 3, mai 1982.

(6) O. Tabatoni : « Modèle opérationnel d'évaluation de contrats conditionnels. » *Economies et Sociétés*, série S.G. n° 2.

(7) J.-C. Ray : « Existerait-il des cycles d'erreurs de prévisions ? » *Revue d'économie politique*, n° 1, janvier-février 1982.

(8) *Une reprise de ligne a rendu incompréhensible une phrase de notre dernière chronique « A travers les revues françaises »*, (*le Monde* du 13 avril 1982, p. 9, troisième colonne *in fine* ; il fallait lire : « *Surtout sous l'influence d'une baisse du taux d'épargne détenue sous forme liquide, alors qu'en même temps le taux d'épargne placé en titres boursiers augmente.* »



ENTRE VENTS ET MARÉES

La relance armée

SI les militaires britanniques avaient demandé l'inscription au budget du royaume de Sa Majesté pour 1982 des sommes qu'ils sont actuellement en train de dépenser dans l'Atlantique sud, il est probable qu'ils se seraient fait renvoyer à leurs exercices... La Grande-Bretagne, fidèle alliée des Etats-Unis, a renâclé autant que les autres partenaires européens pour *consentir* l'augmentation annuelle de 3 % des dépenses militaires réclamée par Washington en vue du rééquilibrage des forces de l'OTAN vis-à-vis du pacte de Varsovie. Chaque chute de chasseur Harrier est évaluée à quelque 50 millions de francs, le *périple de la force* d'intervention d'un hémisphère à l'autre est estimé à 2,5 ou 3,5 millions *de francs* et le naufrage du *Sheffield* représente une perte sèche de 250 millions de francs... A moins, disent certains, qu'il ne s'agisse d'une valeur réelle de 1 milliard *« compte tenu de l'inflation ».* D'après certains experts militaires indépendants, l'addition totale s'élèverait actuellement aux environs de 12 milliards de francs. Mais personne n'en *sait rien. Nul ne parle du* coût réel de telles opérations, surtout en Grande-Bretagne.

Il y a de quoi *s'étonner* des ressources (toujours théoriquement indisponibles) qui soudain *se trouvent mises, dans* des proportions gigantesques, à la disposition des militaires quand leur heure vient. L'effort inouï accompli par les Etats-Unis à l'occasion du dernier conflit mondial en fournit un exemple flagrant. Quand la guerre éclata en Europe, l'Amérique n'avait pas encore réussi à surmonter la crise : son indice de production industrielle n'avait pas retrouvé, en 1939, son niveau de 1929 ; elle comptait environ *dix millions de chômeurs* représentant 18 % de la population active et son commerce était, cette année-là, bien inférieur à ce qu'il était en 1929. Ce n'est qu'avec le prêt-bail voté en 1941 que les exportations américaines retrouvèrent un élan décisif. On connaît la suite.

« Oui, je suis favorable aux exportations d'armements par la France pour peu que cela ne soit pas dans les zones de conflits », a dit récemment M. Pierre Mauroy (3 mai 1982), à l'occasion d'un voyage sur le champ de manœuvre de Mourmelon. La *France, toute socialiste* qu'elle est, entretient, *grosso modo*, le double de la capacité de production d'armements qui lui serait *seulement* nécessaire *pour se* défendre. Elle est toujours championne du monde toutes catégories de ventes d'armes rapportées au nombre d'habitants. Pour des raisons bien défendables (nécessité d'allonger les séries pour diminuer les coûts, souci de fournir des gouvernements amis, etc.), elle a exporté en 1981 pour *quelque 24 milliards* de francs de matériel militaire dégageant un solde positif des échanges *correspondant* à peu près aux deux tiers de ce montant, ce qui n'est pas négligeable quand l'équilibre (ou plutôt le déséquilibre) du commerce extérieur présente les tendances que l'on sait. La même année, les commandes ont été de 37 milliards de francs et, *tous comptes* faits, l'année 1982 ne s'annonce pas mauvaise. Pays de destination ? Toujours à peu près 73 % vers... le Proche-Orient, 7 % vers l'Amérique latine et 4 % vers l'Asie, l'Europe de l'Ouest, qui aurait pourtant besoin, au dire des experts *atlantiques, d'une* défense « intégrée », ne représentant que 13 % de nos ventes.

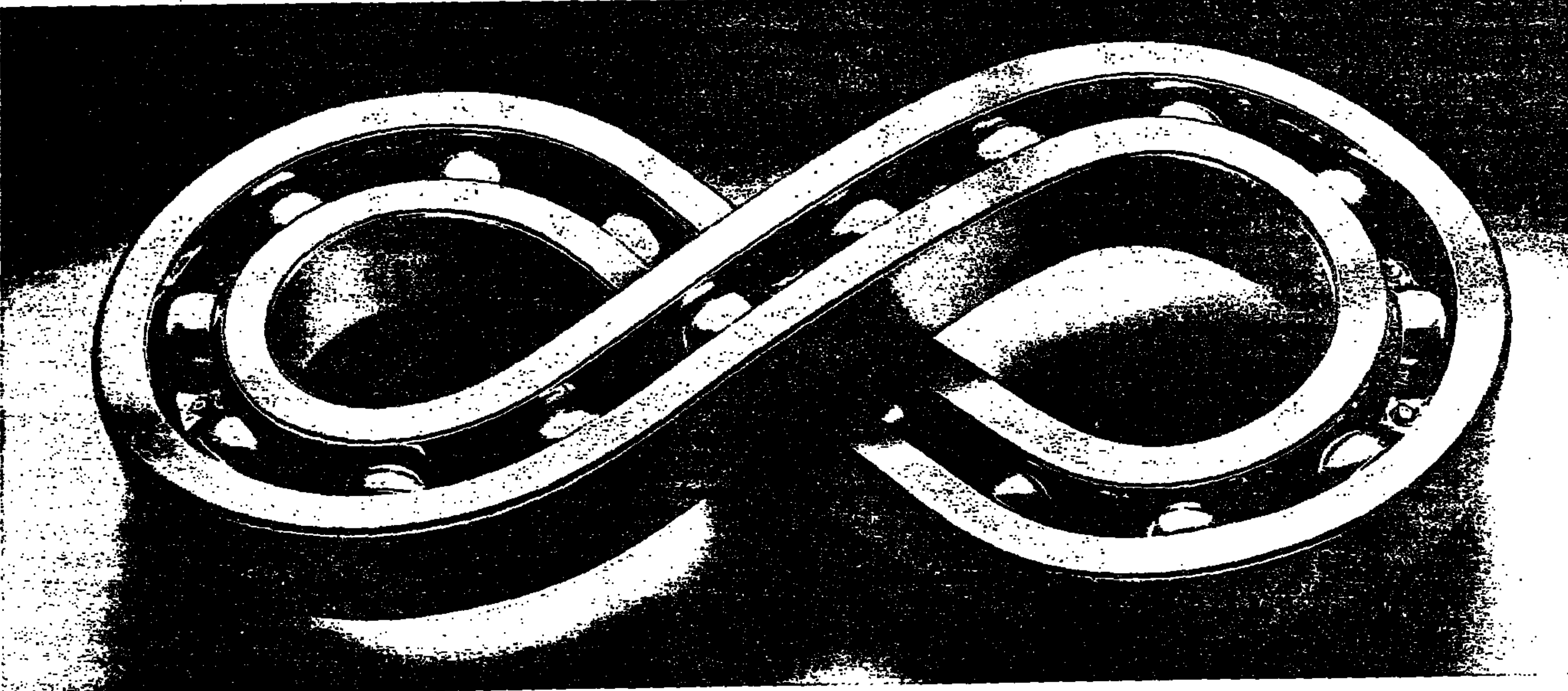
La session spéciale de l'ONU pour le désarmement bat son plein cette semaine sur fond de *casse argentine et libanaise.* Un marchand d'armes d'occasion bien connu, M. Sam Cummings, déclarait en mars 1979, en faisant les comptes du surarmement au Proche-Orient : *« Je pense que des troubles sérieux éclateront d'ici un an dans cette région, avec une assez grave extension dans les cinq ans. Je ne peux pas dire avec précision où cela commencera et où cela finira, tout dépendra de la force de résistance des régimes en place. Mais je crois que l'Arabie Saoudite et l'Irak seront les premiers visés. »* L'une des causes de guerre était, à ses yeux, le « forcing » fait dans les contrats d'Etat à Etat pour inciter les gouvernements à s'armer, liquidant ainsi les factures pétrolières.

La capacité nucléaire de détruire fait craindre d'une manière analogue que toutes les propositions solennelles visant à une « réduction des armements » soient vides de sens dès lors que les Etats-Unis peuvent détruire plus de trente-cinq fois l'U.R.S.S. et *l'Union Soviétique* quinze fois le territoire américain (à peu près !). Voici qu'on parle d'une réduction contrôlée des missiles balistiques porteurs d'armes nucléaires... au moment précis où Américains et Soviétiques se lancent dans la mise au point de systèmes d'intersection à partir de l'espace, qui rendront bientôt ces missiles caducs, où l'on met plutôt en place des missiles de croisière indétectables à basse altitude et des armes à rayonnement renforcé dont les effets « microchirurgicaux » permettent les agencements les plus *subtils dans la destruction sélective.* A l'heure où la « crise des investissements » bat son plein, où les « grands » investissent-ils (et ceux qui les suivent par voie de conséqence...) ? Dans l'espace et dans la mer, où il n'y a personne ou presque. On parle de *l'axe Nord-Sud et on pratique* le développement de haut en bas, où se décidera bientôt la maîtrise du monde. Mais faut-il s'en étonner ? Le Pentagone est embarqué depuis cette année dans le plus gigantesque programme d'équipement de la marine qui *ait été entrepris aux Etats-Unis* depuis la dernière guerre mondiale, en même temps qu'il met au point, à grands frais, des séries d'armes « intelligentes » du types Exocet, plus perfectionnées, qui rendront en principe la guerre navale traditionnelle caduque, comme on a commencé de le pressentir aux Falkland.

« Pourquoi laisser la marine continuer à construire des bateaux qui coûtent des milliards alors qu'ils pourront être détruits par un missile programmé, bon marché ? » demande vainement George Wilson dans le *Herald Tribune.* En effet, ce n'est probablement pas la question à poser. *Et la vraie question,* celle de la relance par les armes telle qu'elle se pratique actuellement, n'est pas à poser non plus. Les chefs d'Etat se sont concertés chaudement sur l'économie à Versailles, sur la défense à la réunion de l'OTAN à Bonn, et *apparaissent épanouis* à la session « de printemps » de l'ONU qui réunit depuis le 7 juin dernier jusqu'au 9 juillet prochain tout le gratin mondial sur les problèmes du désarmement, si nombreux et si complexes qu'une banque de données est en train *d'être mise en place à Genève* pour les traiter. A propos : combien coûte cette petite fête de plus d'un mois qui rassemble des centaines de fonctionnaires nationaux et internationaux dans l'une des villes les plus chères du monde ? Nul ne le sait. Mais le *maire, M. Edward Koch,* qui veille à la prospérité de New-York comme à la prunelle de ses yeux, est très content. Merci.

JACQUELINE GRAPIN.





INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Les retraites des femmes d'artisans et de commerçants

On estime à environ trois cent mille le nombre des conjointes d'artisans et de commerçants qui travaillent avec leur mari, participent ainsi à la prospérité de l'entreprise sans pour autant, à l'heure de la retraite, voir leur collaboration être reconnue et prise en compte.

Pour pallier cette injustice, une loi vient d'être adoptée par le Parlement.

Cette loi, facultative, donne la possibilité aux commerçants et aux artisans d'adhérer à un des trois statuts « conjoint collaborateur », « conjoint salarié » ou « conjoint associé ». Incitatrice, *elle assortit l'adhésion à des aménagements fiscaux non négligeables.* Actuellement, à l'âge de la retraite (soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'inaptitude), être femme de commerçant « donne droit » à une majoration pour conjoint égale à 50 % de la pension perçue par le mari. Mais, en cas de divorce, qu'il ait lieu avant ou après la liquidation de pension du mari, la majoration attachée à l'état matrimonial disparaît. En cas de décès, elle s'efface au profit de la pension de réversion, *calculée sur la base de 50 % (1) de la pension du mari et de sa majoration. Elle sera donc égale à 75 % des revenus antérieurs du ménage, sans pouvoir descendre en dessous d'une somme correspondant à 35 %* du plafond de la Sécurité sociale. Cette pension de réversion, la dernière conjointe aura éventuellement à la partager avec une ou plusieurs « ex-conjointes ».

Pour cette majoration, les commercants — qu'ils soient célibataires ou mariés — paient une cotisation sur leur BIC (bénéfice industriel et commercial). Cette cotisation est de 0,50 % jusqu'à concurrence du tiers du plafond de la Sécurité sociale, puis de 1,82 % sur les deux tiers suivants. Quant aux femmes d'artisans, elles n'ont droit à aucune prestation, sauf à attendre... une pension de réversion.

Parmi les trois statuts proposés, celui de « conjoint collaborateur » recueille la majorité des suffrages. Certainement parce qu'il perturbe le moins les habitudes des chefs d'entreprise et parce qu'il est, financièrement, le moins coûteux. En effet, *le statut de « conjoint salarié » impose le paiement de charges sociales parfois lourdes à supporter pour un petit commerçant, même si la dépense peut paraître compensée par la déductibilité du salaire de la femme à hauteur du SMIC.*

Quant au statut de « conjoint associé », il instaure un partage *de la gestion pas toujours évident pour les maris, mais il permet à la conjointe de se constituer une pension soit au titre de travailleur indépendant, soit au titre du régime général si elle est gérante minoritaire ou salariée, suivant les caractéristiques juridiques et fiscales de la société.*

Le statut « conjoint collaborateur » propose donc, moyennant cotisation, de faire acquérir des droits propres aux femmes en matière de vieillesse , droits qui leur resteront acquis quel que soit leur avenir. Et, pour ce, deux possibilités sont offertes, qui ne se substituent pas aux cotisations obligatoires mais viennent en sus pour ouvrir de nouveaux droits.

Tout d'abord, le système mis au point en 1980 reste valable, et le ménage pourra cotiser sur un tiers du BIC. Cette cotisation s'ajoutera à celle du chef d'entreprise calculée sur la totalité du BIC (limité au plafond de la Sécurité sociale). C'est pourquoi on parle de cotisation sur le « tiers supplémentaire » ou le « quatrième tiers ». Au moment de la retraite, le mari percevra sa pension (50 % du BIC plafonné), et sa conjointe aura droit à 50 % du BIC. *Par exemple, pour un BIC de 90 000 F le mari touchera environ 39 540 F par an et sa femme* 15 000 F (2).

Facultatif ou obligatoire ?

La deuxième solution — qui innove — ne propose pas une cotisation supplémentaire mais un partage des cotisations sur le BIC entre les conjoints. Au moment de la retraite, les prestations vieillesse seront également partagées. Un décret viendra fixer la proportion de cotisation — et donc de pension — qui sera attribuée à la conjointe. L'hypothèse qui, vraisemblablement, semble devoir être retenue sera que la contribution de la conjointe pourra être évaluée à un tiers de la marche de l'entreprise, par analogie, en quelque sorte, avec la cotisation sur le « quatrième tiers ». Quant à la valeur maximum du BIC pouvant donner lieu à cotisations, elle a été fixée à deux fois le salaire plafond de référence de la Sécurité sociale. *Chaque conjoint pourra cotiser, au maximum, sur un « plafond ». Par cette mesure, les parlementaires ont voulu éviter que le partage n'engendre ou ne pérénise de « tous petits droits ».*

Aujourd'hui, par exemple, le maximum de la pension de la femme n'excéderait guère 1 000 F. Si, au contraire, le plafond est porté à deux fois le salaire de référence de la Sécurité sociale (un pour chaque membre du couple), la pension de la conjointe serait alors relevée en conséquence.

Malheureusement, il est à regretter que le choix d'un statut ne soit pas rendu obligatoire. On peut décider de rester sans statut et sans garantie de droits propres pour la conjointe. Et même si le couple choisit le statut « conjoint collaborateur » pour ses avantages en matière de maternité, le versement d'une cotisation pour la retraite de la femme n'est pas automatique. C'est une option facultative qui est donnée dans cette loi, elle-même facultative, même si, pour inciter les intéressés à protéger leur vieillesse, les parlementaires ont voté la déductibilité de ces cotisations, diminuant d'autant l'assiette de calcul des impôts.

CHRISTIANE GROLIER.

★ **Renseignements auprès des chambres de métiers et de commerce du département ou des associations de conjoints d'artisans ou de commerçants : ADEAC (tendance CID-UNATI), 42, rue de Bassano, 75008 Paris, tél. : 733.55.27 (poste 201) ; ACTIF, 131, av. de Wagram, 75017 Paris, tél. : 763.12.50.**

(1) L'augmentation à 52 % du taux des pensions de réversion prévue pour le 1er juillet 1982 sera certainement *repoussée à une date ultérieure en raison du plan d'austérité.*

(2) Depuis le 1er janvier 1982, le montant des pensions fixé à 50 % du plafond annuel des cotisations de Sécurité sociale est de 39 540 F (montant du plafond : 79 080 F).

AUGMENTATION DE LA PENSION DU RÉGIME GÉNÉRAL. — *Le relèvement des pensions de 7,4 % annoncé pour le 1er juillet 1982 devrait prendre, cette année, son plein effet grâce à l'augmentation conjointe du salaire plafond servant de référence pour le versement des contisations de sécurité sociale. Ce dernier devant être porté à 7 000 F par mois, la pension de vieillesse à « taux plein » de 50 % ne pourrait être inférieure à 3 500 F par mois et à 16 500 F par trimestre.*

MINIMUM VIEILLESSE. — A partir du 1er juillet 1982, le minimum vieillesse devrait être porté à 25 500 F par an pour une personne seule et à 47 200 F pour un couple. Depuis le 1er janvier 1982, il était respectivement de 24 900 F et de 44 400 F. L'allocation de base passerait à 10 900 F (+ 800 F) et l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité serait de 14 600 F (+ 700 F). Les plafonds de ressources pour percevoir le F.N.S. seraient fixés à *26 400 F pour une personne seule et à 47 200 F pour un couple.*

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 20 juin 1982 :

un décret

● Portant publication entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri-Lanka sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Colombo le 10 avril 1980.

DES ARRÊTÉS

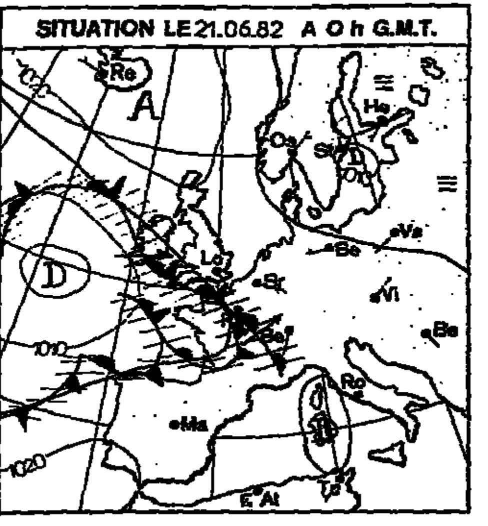
● Fixant le prix d'émission des emprunts « Ville de France 16,80 %-17,30 % août 1982 ».

● Portant octroi de la garantie de l'Etat à un emprunt de la Caisse centrale de crédit coopératif.

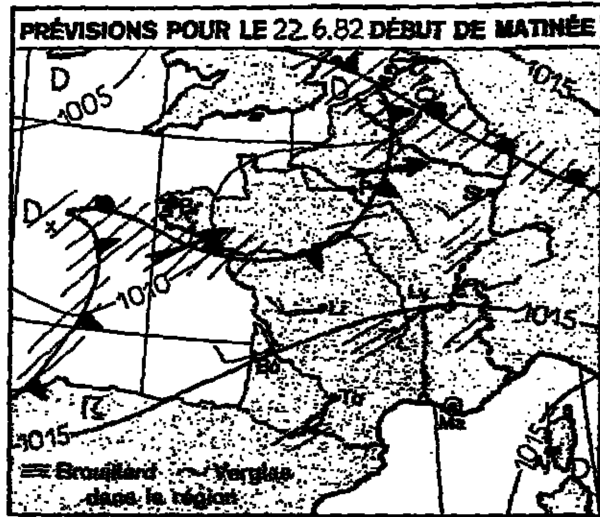
● Relatifs aux mesures applicables dans les cas de peste porcine classique et de peste porcine africaine.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.06.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22.6.82 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 21 juin à 0 heure et le mardi 22 juin à 24 heures :

Un flux de sud-ouest perturbé circule sur la France avec passage d'ondes successives parfois actives et prenant localement un caractère orageux.

Mardi le ciel sera très nuageux à couvert le matin sur la France avec des précipitations résiduelles sur les régions du Nord et du Nord-Est. Les éclaircies seront plus larges près de la Méditerranée, mais des orages locaux pourront être observés sur les Alpes et le Jura. Dès le début de la matinée, une zone de temps couvert et pluvieux abordera la Bretagne et la Vendée pour s'étendre au cours de la journée au nord d'une ligne approximative Pyrénées-Lyonnais-Jura. Les précipitations observées seront irrégulières en prenant parfois un caractère orageux. Elles seront plus actives sur le quart nord-ouest du pays. A l'arrière de cette zone, une amélioration relative avec nuages et éclaircies se produira par l'ouest dans l'après-midi. Au sud de la ligne précitée, les nuages voileront parfois le soleil l'après-midi, et le temps deviendra orageux en soirée avec des ondées locales sur le relief. Le vent de sud-ouest sera modéré, devenant parfois irrégulier et assez fort. Les températures maximales atteindront 18 à 26 °C du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 21 juin à 7 heures, de 1 014,5 millibars, soit 760,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juin ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 juin) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 26 et 17 ; Bordeaux, 26 et 17 ; Bourges, 24 et 16 ; Brest, 21 et 13 ; Caen, 21 et 15 ; Cherbourg, 19 et 13 ; Clermont-Ferrand, 25 et 18 ; Dijon, 23 et 15 ; Grenoble, 27 et 17 ; Lille, 20 et 12 ; Lyon, 25 et 17 ; Marseille-Marignane, 29 et 19 ; Nancy, 21 et 11 ; Nantes, 26 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 23 et 15 ; Pau, 29 et 17 ; Perpignan, 26 et 18 ; Rennes, 24 et 17 ; Strasbourg, 22 et 10 ; Tours, 25 et 15 ; Toulouse, 30 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 20 degrés ; Amsterdam, 18 et 9 ; Athènes, 28 et 21 ; Berlin, 19 et 11 ; Bonn, 20 et 10 ; Bruxelles, 19 et 11 ; Le Caire, 34 et 25 ; Iles Canaries, 23 et 18 ; Copenhague, 19 et 8 ; Dakar, 28 et 23 ; Djerba, 40 et 24 ; Genève, 24 et 15 ; Jérusalem, 29 et 17 ; Lisbonne, 22 et 16 ; Londres, 22 et 13 ; Luxembourg, 21 et 12 ; Madrid, 29 et 20 ; Moscou, 19 et 9 ; Nairobi, 28 et 11 ; New-York, 22 et 18 ; Palma-de-Majorque, 30 et 20 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 18 et 8 ; Tunis, 42 et 26 ; Tozeur, 43 et 28.

PRÉVISIONS POUR LE 22 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)

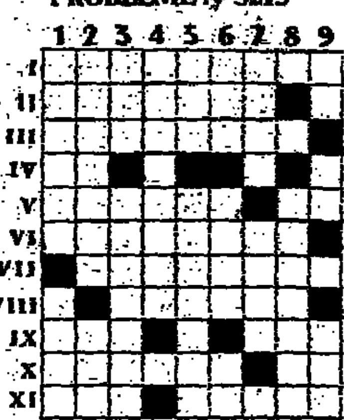
LES PROBABILITÉS

Mardi 22 et mercredi 23 : temps devenant progressivement plus chaud mais nombreux orages mercredi sur la plupart des régions.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3215



HORIZONTALEMENT

I. Etalage où l'étiquette est toujours affichée. — II. Expert en transport et adversaire du sens interdit. — III. Situation de fortune. — IV. Démonstratif. — V. Si l'un nous apporte la lumière, l'autre nous rapproche de la nuit. Mot de signification différente pour un fils de Marianne, un fils d'Albion et un fils du ciel. — VI. Famille qui fit impression sous Henri II. — VII. Tumescence. — VIII. Domaine dans lequel évoluent les chimères. — IX. Lance-flammes dans les mains du fils d'Aphrodite. On les prend pour aller aux îles sous le vent. — X. Œuvre de la nature. Participe passé. — XI. Epoque où le « canon » a plus de succès que le boulet. Huiles desquelles on tire du pétrole.

VERTICALEMENT

1. Éventuel alibi masculin. — Fait certaines avances pour en obtenir d'autres. — 2. Elle cherche à pincer. Rêve, quand il est petit, de se hisser à la hauteur des étoiles. — 3. Dans une expression évoquant la ponctualité. Peu de gens sont admis dans une telle intimité. — 4. Chasseur de ragots. — 5. Mode incitant au renouvellement des robes. *Invite* à se joindre à la *compagnie*. — 6. *Constituent* le composant des décors. Greffe à l'œil permettant un meilleur rendement de la prunelle. Les étoiles sont supposées y diffuser la lumière. — 7. Lac d'Ecosse. Opposer l'obscurité à ceux qui recherchent la lumière. — 8. N'est pas particulièrement partisan de la prolifération des cellules. — 9. Copulative. Scène valant vraisemblablement plus d'un sen. Invitation pressante à poursuivre.

Solution du problème n° 3214

Horizontalement

I. Lieutenant. Iago. — II. Aconitine. Ennui. — III. Binion. Eventail. — IV. Quille. Ré. — V. Hum ! Usine. — VI. Rouée. Es. Octroi. — VII. Epi. Nive. Chiens. — VIII. Ussé. Orle. Io. Os. — IX. SP. Selle. Nome. — X. Ciel. En. Oscar. — XI. Muer. Osera. Et. — XII. Ironie. Upsilon. — XIII. Os. Nô. La Poulpe. — XIV. Usiner. Allées. — XV. Félé. Edentées.

Verticalement

1. Laboureur. Ouf ! — 2. Ici ! Ops. Cuisse. — 3. Eon. Huissier. Il. — 4. Unique. Eperonné. — 5. Tioumen. Noé. — 6. Etui. Ios. Ol. Ré. — 7. Ni. Lièvre. Sel. — 8. Anel. Sellée. Ame. — 9. Neveu. Eluru. — 10. Soc. Appât. — 11. Enrichi. Sole. — 12. Intentions. Iule. — 13. Ana. Ere. Ocelles. — 14. Guis. Onomatopée. — 15. Oil. Bisser. Nés.

GUY BROUTY.

PRESSE

M. Roger Hanin n'aime pas « Libération »

Libération ayant dit de M. Hanin qu'il était « *académique et conformiste* », celui-ci répond dans *Figaro-Magazine* du 19 juin : « Vous savez, pour moi *Libération* et *Minute*, même combat ! Et encore *Minute* n'est pas antisémite, tandis que *Libération* publie des articles dignes de Doriot et Déat. Les gens qui croient que *Libération* est un journal de gauche se trompent. Dites-le bien dans votre article : *Libération* est un journal fasciste. »

Faisant allusion à un écho de *Minute* où l'on parle d'« *atomes... confessionnels* » entre MM. Darmon et Badinter, et aux anciennes éditions du *Figaro* reproduites dans le magazine de fin de semaine, Gilles Millet titre un billet ce lundi 21 juin dans *Libération* « *Bonjour les antisémites !* » et conclut à propos de Roger Hanin : « *Encore un qui a lu Doriot et Déat dans Cinémonde.* »

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. — SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

● *M. Etienne Lacour* vient d'être nommé directeur de la rédaction de la Société générale de presse, qui a été fondée en septembre 1944 par son actuel président-directeur général, M. Georges Bérard-Quélin.

[Licencié ès sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Etienne Lacour est entré à la Société générale de presse en 1969 dont il était secrétaire général de la rédaction, chef du service politique et rédacteur en chef du *Bulletin quotidien*.]

● *Le Provencal* » a repris à la Caisse nationale du Crédit agricole les obligations que celle-ci avait souscrites pour la somme de 20 millions de francs, (*le Monde* du 17 mars). Cette souscription rendait la Caisse nationale provisoirement actionnaire du journal qui avait sollicité un prêt afin de financer un important programme d'investissement pour de nouvelles imprimeries. Les caisses régionales s'étant désistées, la Caisse nationale avait accepté de porter les obligations jusqu'au 30 juin 1982.

● *Le troisième Forum de la presse industrielle*, technique et professionnelle, organisé par le Centre de perfectionnement des journalistes, aura lieu le mercredi 23 juin, à 18 heures. Thème : La gestion de l'entreprise de presse industrielle, technique et professionnelle : une adaptation permanente. (Inscriptions auprès de Martine Ingwiller. Tél. : 508-86-71.)

● *Le Syndicat national de la presse quotidienne régionale* a réuni son assemblée générale annuelle le 15 juin. Le bureau du S.N.P.Q.R. a été renouvelé. Y participent : *président* : M. Claude Puhl *Républicain lorrain* ; vice-président : MMmes Evelyne Bayet *la Dépêche du Midi*, M. Louis Estrangin *Ouest-France* et M. André Poitevin *le Provencal*.

Secrétaires généraux : MM. Jacques Saint-Cricq *la Nouvelle République du Centre-Ouest* et Michel Secretain *la République du Centre*. *Trésoriers* : MM. Jean Gallois *Dauphiné libéré*, Arnould Thénard *le Bien public*.

Administrateurs : MM. Charles Boileau *l'Est républicain*, Jean-François Lemoine *Sud-Ouest*, Jean-pierre Coudurier *Télégramme de Brest*, Paul Simons *la Montagne* et Philippe Mestre *Presse-Océan*.

Directeur : M. Jean-Claude Gatineau (permanent au S.N.P.Q.R.).

MM. Pierre Archambault et Michel Bavastro demeurent présidents d'honneur et M. Louis Richerot, trésorier honoraire.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 23 JUIN

« Le Centre Georges-Pompidou », 14 h 30, métro Rambuteau, Mlle Colin.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier.

« Sur les pas de Molière », 15 heures, devant Saint-Eustache, Mme Bouquet des Chaux.

« La folie Saint-James », 15 heures, 16, avenue de Madrid, Mme Chapuis.

« Maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis », 15 heures, 3, rue de la Légion-d'Honneur, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« David et Delacroix », 15 heures, Musée du Louvre, porte Denon (Approche de l'art).

« L'île de la cité méconnue », 15 heures, métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'affaire du collier de la reine », 14 h 30, métro Sully-Morland (Mme Hager).

« Chez un tourneur d'étain », 15 heures, guichet métro Arts-et-Métiers (P.-Y. Jaslet).

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 45, entrée principale, pavillon Denon (M. de La Roche).

« Jardins et cités de la Glacière », 14 h 30, métro Glacière (Paris pittoresque et insolite).

« Fouilles de Notre-Dame », 15 h 30, entrée de la crypte (Paris et son histoire).

« Les Gobelins », 15 h, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« Hôtel de Lauzun », 15 h, métro Pont-Marie (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

9 bis, avenue d'Iéna, 17 heures : « Venise » ; 20 h 45 : « La Haute-Bavière » (Projection).

19 heures : Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Coursin, M.-A. Méglin : « Réussir sa vie est un devoir » (Université populaire de Paris).

20 h 30 : 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Les voies de la nouvelle psychanalyse » (Psycho-santé).

20 h 30 : 26, rue Bergère, M.-J. Baryosher : « La Kabbalah ou tradition cosmique » (L'homme et la connaissance).

20 h 30 : Eglise de Saint-Merry, 78, rue Saint-Martin, Mgr Pézeril, M.-G. Aurenche : « Veillée de solidarité avec la Lituanie martyre ».

ÉDUCATION

ECOLE DE JOURNALISME. — Les inscriptions à la sélection d'entrée au Centre de formation des journalistes sont ouvertes jusqu'au 30 août, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Aucune inscription par correspondance ne peut être acceptée. La première série d'épreuves aura lieu les 2 et 3 septembre.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)

COLOMBIE

CAMPENON BERNARD
C.A. 5 milliards de francs
17.000 personnes.

INGENIEUR MATERIEL

LE CHANTIER
Le projet hydroélectrique du GUAVIO (60 km à l'est de BOGOTA) comprend un barrage, une centrale souterraine et plus de 20 km de galeries de 60m2 de section.

LE POSTE
Adjoint de l'ingénieur en chef du matériel et de la logistique, responsable de l'entretien et de la gestion du parc matériel.
La réussite dans cette fonction permettra d'envisager une évolution rapide au sein du groupe.

L'HOMME
Jeune ingénieur diplômé, option mécanique, 2 à 5 ans d'expérience des B.T.P. Notions d'espagnol souhaitables.
Depart en famille possible à l'issue de la période d'essai.
Ce poste est à pourvoir d'urgence.

Merci d'adresser votre candidature à M. AUBONNET
CAMPENON BERNARD 92/98, boulevard Victor Hugo
92115 CLICHY

Très important Groupe B.T.P. largement implanté en France et à l'étranger recherche

5 GADZ'ARTS et 5 INSA débutants

Ils seront accueillis et formés par leurs anciens sur nos chantiers, en France ou à l'étranger puis prendront rapidement des responsabilités techniques, commerciales et humaines importantes dans nos unités d'exploitation.
Ils évolueront à terme vers une autonomie complète de responsabilité et de décision.

Pour l'étranger : départ en famille et couverture sociale complète.
Une progression rapide de carrière est prévue pour des candidats ambitieux, actifs et entreprenants.

Les dossiers (lettre, C.V. et photo) sont à adresser sous réf. 3380 à RSCG-Carrières 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS.

rscg carrières

---

emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)

SCOR

Créer notre bureau au Japon

Premier réassureur français, nous renforçons notre implantation en Extrême-Orient en créant après Hong-Kong et Singapour un bureau à Tokyo.
Nous recherchons un

Ingénieur risques industriels

Après un an de formation à Paris, il prendra la responsabilité de ce bureau afin d'être en contact avec les responsables des sociétés du secteur de l'Assurance tant pour le Japon que la Corée.
Le profil : Ingénieur grande école, 30-35 ans environ, votre expérience industrielle, complétée éventuellement par quelques années dans l'Assurance en tant que souscripteur de risques industriels vous a familiarisé avec la négociation de contrats importants à l'échelon international. Vous parlez couramment l'anglais.
Nicole Marichez vous remercie de lui écrire, s/réf. 4567M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

COYNE ET BELLIER
BUREAU D'INGÉNIEURS CONSEILS

recherche

1 INGENIEUR CONFIRME

DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLES
SPÉCIALISTE EN GÉNIE SANITAIRE ET HYDRAULIQUE URBAINE

Vous avez 40 ans ou plus et vous avez, à l'étranger, dirigé des études de Plans Directeurs d'Assainissement de grandes agglomérations, financées par des organismes internationaux.

Vous aurez de fréquents déplacements en Amérique du Sud et devez donc parler l'espagnol et l'anglais.

Adr. votre dossier de candidature avec lettre man. et C.V. dét. s/réf. DGE 58010 à : COYNE & BELLIER, Bureau d'ingénieurs conseils, 5, r. d'Héliopolis, 75017 PARIS.

---

ingénieur adjoint au directeur

Pour sa filiale au **MAROC**, le groupe

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche un INGENIEUR Adjoint au Directeur.

- Diplômé de Grande Ecole (Supelec Grenoble, INSA Lyon, T.P.), âgé d'au moins 35 ans, bon négociateur, meneur d'hommes...
- Pour prendre en charge les affaires d'industrie et de pompage (Offices Nationaux, Industriels).

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 6590-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville - 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

IMPORTANTE SOCIETE DE TRAVAUX ET FORAGES,
filiale d'un groupe français de dimension mondiale recherche pour le NIGERIA, un

INGENIEUR SPECIALISTE FORAGES D'EAU

Il sera le chef de mission pour un important marché portant sur de nombreux forages dont il aura à assurer l'exécution, depuis les études techniques jusqu'à la facturation.
Pratique de l'anglais indispensable.
Rémunération attractive, nombreux avantages liés à l'expatriation.
Ecrire avec C.V. détaillé en précisant la rémunération actuelle s/réf 201 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10 rue du Mail - 75002 PARIS

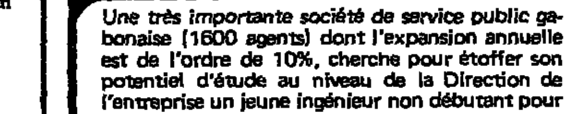
INGENIEUR GRANDE ECOLE
GABON

Une très importante société de service public gabonaise (1600 agents) dont l'expansion annuelle est de l'ordre de 10%, cherche pour étoffer son potentiel d'étude au niveau de la Direction de l'entreprise un jeune ingénieur non débutant pour lui confier le poste

d'ADJOINT AU RESPONSABLE DES ETUDES GENERALES.

Formation ingénieur généraliste (ECP - A&M - INSA - IEG ... ou niveau équivalent). Formation complémentaire gestion. Expérience de quelques années dans un poste opérationnel en entreprise. Optimum 32 ans. Congé 2 mois/10 mois. Avantages habituels expatriés.

Adresser CV détaillé sous réf. 212/40M à :



France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

Entreprise internationale désire recruter pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient du personnel hautement qualifié avec de solides réf. pour les postes suivants :
- Chefs mécaniciens matériel T.P.
- Mécaniciens dieselistes engins, camions,
- Electro-mécaniciens T.P.
- Chefs soudeurs pipe.
- Chefs revêtements pipe.
- Chefs de lignes.
- Chefs chantiers pipe.

Ecr. avec C.V. dét. et contact téléphonique à B.P. 50-2035 TUNIS - CARTHAGE - TUNISIE.

Entreprise de T.P. recherche pour un important chantier maritime en

Arabie Saoudite

ACHETEUR

Responsable des approvisionnements en matériaux de construction, matériel T.P. et pièces de rechange.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une bonne expérience de la fonction sur un chantier T.P. et une bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions sous référence 3260 à notre conseil qui garantit réponse et discrétion.

Cabinet OPPERT
B.P. 4 - 69, Bd Mal Joffre 92340 BOURG-LA-REINE

IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRESSE
8e Arrondissement
recherche

CHEF DE PUBLICITÉ
JUNIOR

pour son bureau de **BRUXELLES**

- Plusieurs années d'expérience de vente.
- Anglais courant.
- Fixe + intéressement.
- Avantages sociaux.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
C.F.I.E. Service du Personnel 40, rue du Colisée, 75381 PARIS CEDEX 08.

GROUPE INSTRUMENTATION ET INFORMATIQUE FRANCAIS
recherche

CHEF DE ZONE SUD-EST ASIATIQUE

- formation ingénieur ou université,
- parlant anglais couramment,
- expérience de la zone souhaitée,
- sera chargé de l'organisation puis de l'animation du réseau,
- candidat basé en France ou localement.

Adresser C.V. à Mme SMITS
114, Les Bureaux de la Colline
92213 St CLOUD

INSTITUTION PRIVÉE
ENSEIGNEMENT FRANÇAIS A NEW-YORK
recherche

PROFESSEURS HAUTEMENT QUALIFIÉS

DISCIPLINES :
- Français
- Mathématiques
- Physique
- Sciences naturelles
- Histoire - Géographie
- Allemand
- Espagnol
- Italien

et Instituteurs.

(Fonctionnaires en activité s'abstenir.)

Adresser correspondance, curriculum vitae, diplômes, recommandations au journal sous N° 8.616, « LE MONDE » Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT-SOCIÉTÉ recherche pour poste Afrique Noire francophone

CHEF D'ATELIER ÉLECTRIQUE

B.T.S. ou équivalent.
Expérience dans la fonction.
Connaissance MT - BT.
Bobinages et câblages.
Libre rapidement.
Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions à Cie FDT, 13, rue de Monceau, 75008 Paris

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

---

emplois régionaux

Importante société informatique, région Sud-Est, en développement sur marché national et international recherche pour compléter ses équipes :
- 1 Ingénieur,
- 1 analyste programmeur.

Expérience souhaitée :
- Traitements graphiques interactifs,
- Matériel VAX.

Envoyer C.V., photo, prétentions et disponibilité à HAVAS, réf. 94890, MARSEILLE, qui transmettra.

Union locale M.J.C., recrute ANIMATEUR DE SECTEUR pour animation et coordination d'un secteur rural. Exp. prof. d'animat. en milieu rural exigée. Env. candidature et C.V. avant le 29/06/82 à : U.L. M.J.C., place Sohier, 02140 VERVINS.

LABORATOIRE DE RECHERCHES
Banlieue Est-Lyon
recrute

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES MÉCANIQUE

Sera chargé d'Etudes Sécurité Véhicules
Expérience souhaitée :
2 ans bureau d'Etudes ou Recherche Appliquée

Ecrire sous le n° T 034.282 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSOCIATION
recherche pour école d'ingénieurs ROUEN et cycles préparatoires PARIS/ROUEN

INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES

POUR ENSEIGNEMENT :
- électronique,
- automatique,
- informatique,
- mathématique,
- physique.

TEMPS PLEIN
TEMPS PARTIEL
VACATAIRE

Ecrire sous le n° T 034.289 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHAMBRE DE COMMERCE
LORRAINE
recrute UN

INGÉNIEUR CONSEIL

EN GESTION INDUSTRIELLE
Statut intéressant
Ecrire P. 4.860, CRD, B.P. 3097, 54013 Nancy Cedex ou téléph. au (8) 335-42-63.

VILLE DE VÉNISSIEUX (RHONE)
recrute pour son école de musique (500 élèves)

DIRECTEUR

Adresser C.V. et projet pédagogique à M. le Maire, avant le 26 juin 1982.

JEUNE SOCIÉTÉ D'ÉDITION ROUENNAISE
recrute

SECRÉTAIRE RÉDACTION

Ayant expériences journalisme et édition.
C.V. à adr. à GUY PESSIOT, Editions du Petit Normand 4, rue de l'Ecole, 76000 Rouen.

SOCIÉTÉ S.B.S. AIX-EN-PROVENCE
recherche

INGÉNIEURS-ANALYSTES
ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Connaissant H.P. 1000 et/ou SOLAR pr applications « Temps réel ».

Envoyer C.V. + photo + prétentions à l'adresse suivante : S.B.S., N. 7, Pont-de-Bayeux, 13590 MEYREUIL.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC SUD-OUEST
recrute URGENT

UN CHEF ÉTABLISSEMENT FORMATION
(40 personnes)

- 30 ans minimum ;
- diplômé enseignement supérieur (Bac + 4) ;
- 5 ans expérience professionnelle animation, gestion et développement d'un centre accueillant 500 élèves et stagiaires.

Rémunération annuelle 130.000 F.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. n° 229 262 M à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

VOUS ETES MEDECIN...

Votre tempérament, vos goûts, votre expérience hospitalière vous incitent à envisager une orientation dynamique de votre avenir. Devenez

Responsable marketing de notre division santé

Récemment créée, elle se développe rapidement sur un marché en pleine expansion : les appareils medicaux grand public.

Veritable chef d'entreprise, vous avez la responsabilité de la conception des nouveaux produits (experimentations, relations avec le corps médical, etudes de marche...) ainsi que leur lancement (relations avec les agences de publicité, et avec la force de vente ...). Vous serez chargé également de l'élaboration du plan Marketing et de la gestion des produits déjà commercialises. Poste basé à proximité de Dijon. Adressez CV et prétentions à SA SEB, Direction du Personnel, 21260 Selongey.



média-system



LE GROUPE DE LA
MUTUELLE GENERALE FRANÇAISE
4ème groupe d'Assurances en France
recherche

L'ADJOINT AU RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

De formation supérieure, il assumera avec une large autonomie des missions d'audit financier/comptable, technique et administratif au sein d'une petite équipe rattachée à la Présidence.

Il sera entraîné à rédiger et à présenter des rapports destinés aux plus hauts niveaux de décision.

A pourvoir au Mans, ce poste conviendrait à un auditeur confirmé *ayant acquis une expérience de plusieurs années en entreprise ou en cabinet, la dimension du Groupe offrant à un candidat de valeur* de larges perspectives d'évolution.

Sa rémunération sera de l'ordre de 150 à 200.000 F.

Adresser C.V. sous référence 506/M à A. AUPETIT, qui vous assure de la plus grande discrétion.

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS



COFAP

LE MANS - ANGERS - LIMOGES

Filiale d'un groupe industriel français, notre client, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits mécaniques, recherche un

Responsable comptabilité générale et analytique

160 000 F Centre-ouest

Directement rattaché à la Direction Financière, il :
- assure la comptabilité générale de deux filiales (fiscalité, trésorerie, bilans, comptes d'exploitation);
- répond du bon fonctionnement de la comptabilité des diverses sociétés du groupe (délai d'établissement des comptes, suivi de trésorerie);
- *participe à la mise en place de la comptabilité analytique qu'il intègre au sein de la comptabilité générale;*
- améliore le système comptable en vigueur.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 29 ans, de **formation supérieure, niveau DECS.** Il possède une expérience réussie de plusieurs années dans le service de comptabilité générale et si possible analytique d'une entreprise *industrielle, et est intéressé par une ouverture vers le contrôle de gestion. Une* connaissance des méthodes anglo-saxonnes et de la langue espagnole sont des atouts complémentaires de réussite.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, sous la référence 5028 LM.



argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS Tél. (1) 227.96.49

MEDIA PA

Ouest
Equipements pour l'industrie agro-alimentaire

Ingénieur développement

Chaudronnier et thermicien

Nous sommes une PMI performante et avons acquis une bonne notoriété sur le marché.

Nous concevons et réalisons des produits en chaudronnerie acier inoxydable et matériaux composites.

Cet Ingénieur Développement, rattaché à la Direction Générale et en collaboration étroite avec les autres fonctions de l'entreprise, sera responsable des études, essais et préparation d'industrialisation des nouveaux produits.

Nous recherchons un ingénieur de formation AM, ICAM, ECAM ou INSA avec formation ou expérience complémentaire de thermicien ou de frigoriste.

L'expérience dans un service technique développement et la connaissance de l'anglais technique sont souhaitées.

Adresser CV sous référence 507/M à Albert AUPETIT
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS.



COFAP

LE MANS - ANGERS - LIMOGES



Bordeaux

Des missiles aux matériaux industriels

La Société Européenne de Propulsion a été créée en 1969, avec comme objectif : **CONCEVOIR et REALISER** des propulseurs à poudre ou à liquide pour missiles balistiques et tactiques et pour lanceurs de satellites.

Aujourd'hui, leader européen de la propulsion dans les domaines civil et militaire, **SEP** développe sans cesse des technologies *très avancées.*

A **BORDEAUX** *ses chercheurs mettent au point de nouveaux* **MATERIAUX COMPOSITES.** Ils s'ouvrent à des applications dans les industries les plus variées : **AERONAUTIQUE, SPATIAL, AUTOMOBILE, OFF-SHORE, MEDICAL etc...**

En 1982, pour assurer notre avance technologique et nos projets de développement, nous recherchons de

Jeunes ingénieurs

débutants ou confirmés

Que vous soyez **diplômés d'une Grande Ecole (X, CENTRALE, SUPAERO...)** ou de **l'Université, INGENIEUR CHIMISTE (ENSIC, IGC...)** ou **MECANICIEN (AM, INSA...)** nous vous proposons de vous intégrer dans nos différents services :

• Département technique

Etudes, calculs, laboratoire, conception et développement de produits nouveaux, avant-projets. (Réf. LM/2486).

• Département fabrication

Etudes et mises au point de procédés d'usinage, qualité, dessins, développement de procédés... (Réf. LM/2487).

Nous analyserons avec vous les solutions qui peuvent vous convenir d'autant mieux que vous saurez nous indiquer vos compétences et spécialités. Certains postes comportent *plus de responsabilités humaines que techniques.* Du savant à l'animateur-né, nous avons des offres pour chaque profil. Comme vos aînés, ayant débuté il y a dix ans, nous espérons que votre potentiel vous permettra d'évoluer vers des responsabilités plus importantes.

Vous en parlerez d'abord avec notre Conseil **-OCS** - auquel nous vous demandons d'envoyer une lettre manuscrite, une photo et un C.V. détaillé sous la référence choisie. Les consultations auront lieu à **BORDEAUX et à PARIS.**

MEDIA PA



Conseil en recrutement
1, rue Guillaume Brochon
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX



Ugine aciers
aciers spéciaux
DEUXIÈME PRODUCTEUR MONDIAL D'ACIERS INOXYDABLES

recrute pour son
CENTRE DE RECHERCHES SITUÉ A UGINE (Savoie)

• 1 INGÉNIEUR CHIMISTE

(E.S.P.C.I., E.N.S.C.P., E.N.S.I.C., E.N.S.I. CHIMIE)

Sous les ordres d'un chef de groupe prendra la responsabilité d'une section d'analyses chimiques et du développement d'analyses

• 1 INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

(MINES, E.C.P., E.N.S.E.E.G... + éventuellement thèse)

Pour prendre en charge des études sur les procédés d'élaboration et de coulée des aciers spéciaux.

QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE APPRÉCIÉES

Lettre + C.V. à : UGINE ACIERS,
10, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

CHAMPAGNE

JEUNE CADRE DE GESTION

2 milliards de C.A., 6 usines en France, 4 200 personnes, 9 Directions commerciales régionales, 4 filiales sont les éléments principaux de cette Société, elle-même filiale de l'un des premiers groupes industriels français.

L'accent est particulièrement mis sur la gestion, notamment de ses unités industrielles.

Rattaché au Directeur de l'usine, ce Cadre anime la gestion de l'unité sur trois plans : Administration (achats, appros, magasins, paie, services généraux); Gestion (budgets, comptabilité analytique, fiscalité locale) et Organisation au sens large du terme.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'Enseignement Economique Supérieur (ESC ou équivalent). Il est, si possible, titulaire du DECS. Sa première expérience professionnelle *(3/5 ans) lui a permis de se familiariser avec les techniques de* gestion et de connaître la vie industrielle.

Basé dans une usine (190 personnes, 250 millions de C.A.), il anime un service de 15 personnes.

Les possibilités de *développement* de carrière à l'intérieur de la Société *et* du Groupe sont nombreuses et variées.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. M 4212 AJ, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor

média-system

LONDON PARIS LYON MILANO PERUGIA NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

chef de bureau d'études

MATERIEL FERROVIAIRE

REGION NORD 200.000 F

Recherché par entreprise à taille humaine, *spécialiste depuis plus* d'un demi-siècle de la conception et de la fabrication de matériels renommés mettant en œuvre les techniques les plus modernes.

LA MISSION : animer un groupe de *spécialistes des études de matériel* ferroviaire - coordonner les etudes simultanées de plusieurs affaires en étroite collaboration avec clients et sous-traitants - gérer ses budgets.

L'HOMME : 35 ans environ - formation *supérieure de base (A et M, ICAM, IDN,* Hei, etc...) - expérience de plusieurs années dans la spécialite (dans les fonctions études, méthodes ou fabrication) ou dans une activité mettant en œuvre des *techniques de formage*, de soudage, d'assemblage de grands ensembles etc... *Goût de l'innovation* et recherche de la performance technique - bonnes connaissances en anglais.

LES CONDITIONS : 200.000 F par an - Residence dans une ville universitaire du Nord.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 6585-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

BANQUE MUTUALISTE
RÉGION MÉDITERRANÉE

recherche pour son siège social

RESPONSABLE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

- Expérience professionnelle de 5 ans minimum, CL IV ou V.
- Formation juridique souhaitée.

Envoyer C.V. avec photo récente, rémunération actuelle et prétentions sous références :
CX - B.P. 188 - 34203 SÈTE.
Discrétion assurée.



Cii Honeywell Bull

DEVELOPPEZ VOTRE CARRIERE EN PROVINCE A BELFORT

Au sein de la Compagnie Cii *Honeywell* Bull, l'établissement de Belfort (2300 personnes) a la responsabilité de la définition, de l'étude, de la fabrication et de la commercialisation en OEM (*) des périphériques d'ordinateurs, ainsi que de la production de micro-ordinateurs et de terminaux.

- *Le développement de produits nouveaux,* très avancés sur le plan technologique (disques, impression non impact, sous-systèmes),
- l'introduction de techniques de pointe dans nos moyens de production,
- l'extension de notre activité marketing OEM en Europe et aux U.S.A.,
- le support à l'achat de périphériques en OVP (*) pour toute la Compagnie

ont favorisé un plan d'embauche de près de 500 personnes pour les deux dernières années.

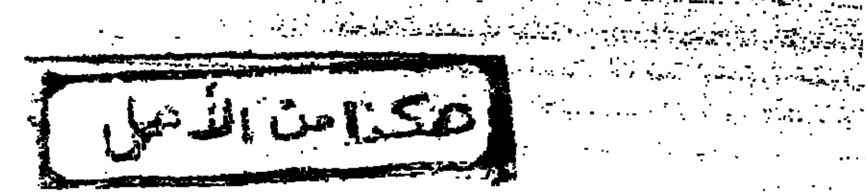
Cet essor se poursuit en 1982. Nous offrons à des **ingénieurs de haut niveau, débutants ou expérimentés,** *l'opportunité de développer une carrière en province,* au cœur de la Franche-Comté.

Si votre compétence s'exerce dans les domaines de l'informatique, de l'électronique, de l'électromécanique ou de la mécanique de précision, envoyez-nous votre candidature.

Suivant vos intérêts, nous vous orienterons vers des postes dans nos équipes d'études, de planification des produits, de stratégie industrielle, d'assurance qualité, de méthodes ou de production.

(*) OEM : autres constructeurs d'ordinateurs.
(*) OVP : développés par d'autres entreprises.

Votre dossier sera traité dans les meilleurs délais par
Cii Honeywell Bull
Service Recrutement Cadres
6, avenue des usines - 90001 BELFORT
Tél. (84) 22.82.00



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



transpac

JEUNE INGENIEUR

La Direction Technique de TRANSPAC à RENNES *recrute pour son service :* **«Études - Spécification des Services Normalisation »**

un jeune ingénieur ayant une première expérience dans le domaine concerné et désireux de participer à l'élaboration et à la mise en place de services télématiques d'avant garde, au sein d'une société jeune et dynamique (2 à 3 ans d'expérience et anglais courant souhaités).

Si vous réunissez ces conditions et nous rejoignez, *vous vivrez* chez nous une expérience exceptionnelle.

Adressez CV, photo et prétentions à la Direction Administrative et Financière

transpac Réseau national de transmission de données par paquets.

103, avenue de Crimée - BP 2209
35022 RENNES CÉDEX



Responsable recherche et développement — 200.000 F

Produits industriels de haute technicité - Cette entreprise française, *filiale d'un groupe important, fabrique et commercialise des produits de haute technicité pour lesquels elle est le leader mondial. Elle recrute son futur res*ponsable recherche et développement qui, après une période d'intégration et de familiarisation aux produits, dirigera et animera un service d'une dizaine de personnes. Dépendant du directeur technique, il aura pour mission la conception globale des nouveaux produits (des applications spécifiques aux études à long terme) en prenant en compte les différents aspects : définition des matières premières, prototypes, essais, homologations, brevets...Il assurera d'autre *part l'assistance technique au service commercial. Ce poste conviendrait à un* ingénieur (centrale, AM), *âgé d'au moins 30 ans, ayant acquis une expérience* dans les études et le développement de produits techniques. Il aura, de préférence, des connaissances et/ou une pratique en résistance des matériaux. Ce poste, basé dans le Nord de la France, nécessite des déplacements au niveau mondial. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération, liée à l'acquis professionnel du candidat retenu, sera de l'ordre de 200.000 francs. *Ecrire à M. LE GOUEFF.* Réf. A/3652M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---



Responsable organisation — 180.000 F

Lyon - Une importante société de services basée à Lyon recherche dans le cadre du développement de ses activités un responsable organisation. Disposant de moyens informatiques importants, il aura pour mission de définir une *politique de modernisation de l'outil* technique chez ses clients. Très autonome dans son travail, *il jouera un rôle de conseil auprès des utilisateurs.* Il procédera à l'analyse critique des besoins, recherchera les alternatives de solutions répondant aux critères d'organisation et d'informatiques et devra mettre en place les moyens nécessaires à la réalisation de ces projets. Les applications à concevoir toucheront les domaines suivants : CAO, contrôle de process, calculs scientifiques, archivage de plans et de données techniques, etc... *Le poste s'adresse à un ingénieur grande école* possédant au minimum 5 *ans d'expérience acquise de préférence* dans la conduite de projets informatiques, scientifiques et techniques. *Des connaissances de l'équipement ou des* travaux publics seraient un atout supplémentaire. La réussite à ce poste exige une personnalité créative ayant le goût des contacts et de bonnes capacités à concrétiser. La rémunération liée à l'acquis professionnel du candidat pourra atteindre 180.000 francs, voire plus si l'expérience le justifie. Ecrire à D. DE VERNEUIL. Réf. A/3648M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---

société alsacienne de supermarchés

Groupe de 4.500 personnes, implanté en Alsace, Lorraine et Région Parisienne recherche:

responsable d'achats épicerie-liquides

FORMATION SOUHAITÉE :
Bac + 4 (niveau École Supérieure de Commerce) la pratique courante d'une langue étrangère (anglais de préférence) sera un atout supplémentaire.

EXPÉRIENCE :
de 2 à 3 ans minimum dans la distribution ou de vendeur de produits destinés à la distribution ou d'acheteur dans une industrie de produits semi-finis.

PERSONNALITÉ :
négociateur de haut niveau, agressif, tempérament de « gagneur », tout en étant respectueux des politiques et bon organisateur de son travail.

LIEU DE TRAVAIL :
STRASBOURG. Déplacements fréquents de courte durée. Poste à pourvoir dans un délai rapproché.

Veuillez adresser votre candidature à Robert KRAFT, Directeur des Relations Humaines
SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE SUPERMARCHES

S.A.S.M.

117a, Route des Romains 67200 - STRASBOURG

HAVAS CONTACT



Jeune ingénieur métallurgiste — Bourgogne

Cette entreprise française, filiale d'un grand groupe de transformation de l'acier, recherche, pour son usine située en Bourgogne, un jeune ingénieur métallurgiste. Il aura en un premier temps à superviser les services contrôle/qualité et méthodes/organisation et devrait évoluer, à terme, vers une fonction centrée sur la production. *Ce poste évolutif conviendrait à un ingénieur diplômé (Mines - ECP ou équivalence) ayant acquis, si possible une première expérience des problèmes métallurgiques soit en entreprise soit en* laboratoire. Les candidatures de débutant, peuvent être envisagées. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle sera fonction des capacités ou de l'expérience acquise. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2242M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---



Responsable logistique — 170.000 F

Sud-ouest - *La filiale d'un puissant groupe international spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipements en moyenne série recherche le responsable logistique pour l'une de ses unités basée dans une ville côtière* agréable située dans le Sud-Ouest. Rattaché au Directeur de l'établissement et assisté d'une trentaine de personnes qu'il supervisera, il prendra en charge toute la gestion des commandes, les achats, les approvisionnements, l'informatique et les expéditions. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, soit diplômé ESC avec une expérience d'au moins cinq années dans un poste similaire en milieu industriel, soit ingénieur généraliste (ou mécanicien) ayant complété sa formation par un diplôme et une bonne pratique en gestion. L'usage courant de l'anglais est nécessaire. *Pour un candidat de tout premier plan, une évolution à terme vers un poste à haute responsabilité peut être envisagée. La rémunération sera de l'ordre de 170.000 francs. Ecrire à M. FOBY.* Réf. A/3655M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---



ALLEVARD INDUSTRIES

Groupe industriel français, élabore, transforme et commercialise, dans le monde entier, des produits d'acier spéciaux.

Ce groupe réalise avec 3500 personnes, réparties dans 7 filiales industrielles européennes, *un C.A. de 1,3 milliard de F. Les résultats et les moyens* mis en œuvre soulignent l'importance accordée au développement technologique, au dynamisme des hommes et à la rigueur de la gestion.

Pour renforcer la structure du groupe, nous recherchons un professionnel de

comptabilité, trésorerie, gestion

Rendant *compte au Contrôleur de Gestion, il sera responsable de la comptabilité* et du contrôle de gestion d'Allevard Industries.

Il proposera le bilan annuel, établira les comptes consolidés. Il participera à l'élaboration du budget et des prévisions. Il assurera la gestion des échanges de trésorerie à court terme avec les sociétés du groupe. De plus, il tiendra auprès des filiales un rôle d'assistance comptable.

Ce poste basé sur GRENOBLE intéresse un spécialiste, possédant au moins un DECS, de solides connaissances de la fiscalité et de la trésorerie ainsi qu'une expérience *réussie de 5 ans minimum en milieu* industriel. *L'évolution du groupe* permettra un développement de carrière intéressant pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature à REALISE
57, *Place de la République* 69002 Lyon sous réf. 6575-M
qui nous assiste dans cette recherche

L'ASSOCIATION POUR LA MAISON DE LA CULTURE DE BREST

recherche

UN DIRECTEUR

Celui-ci aura la responsabilité de la mise en œuvre de la politique d'action culturelle définie par l'Association à partir de trois axes :
- **Action culturelle.**
- **Diffusion et confrontation d'œuvres d'origines diverses.**
- **Création.**

Le projet culturel du Directeur devra s'articuler avec l'action des autres institutions culturelles existantes, prendre en compte la richesse de la culture bretonne et accorder une place prépondérante à l'audiovisuel.

Les candidatures sont à adresser avant le 1er juillet 1982 à :
M. LE PRÉSIDENT
Association pour la Maison de la culture,
P.A.C., rue du Château, 29200 BREST.



UNE DES TOUTES PREMIERES SOCIETES FRANÇAISES D'INGENIERIE INFORMATIQUE. PREMIER CONSTRUCTEUR MONDIAL DE RESEAUX DE TRANSMISSIONS DE DONNEES, REALISATEUR DE LOGICIELS DANS DES DOMAINES D'APPLICATIONS VARIEES, CREE A

RENNES

UN CENTRE A VOCATION NATIONALE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES INFORMATIQUES et recherche plusieurs

INGENIEURS
EXPERIENCE INFORMATIQUE TEMPS REEL

FORMATION GRANDE ECOLE

Ces ingénieurs seront amenes à travailler dans le cadre d'équipes autonomes, en particulier pour des projets «cles en main» dans le domaine des Télécommunications.

Merci d'adresser votre candidature detaillée, en précisant la reference M 216 a SESA
107, av. de Crimée 35100 RENNES
ou télephonez a M. GUEGAN
(99) 53.26.48.

rscg carrières

TELESYSTEMES *recherche pour le CENTRE OUEST*

INGENIEURS COMMERCIAUX

ayant au moins 2 ans d'expérience réussie au sein d'une SSCI ou chez un constructeur.
Passionnés par la vente. Hommes de terrain.

INGENIEURS CONFIRMES ANALYSTES-PROGRAMMEURS TOUS NIVEAUX

Esprit de service indispensable.

Adressez CV, photo, prétentions en précisant la nature du poste qui vous intéresse à TELESYSTEMES - Direction du Personnel - Melle MASKOWYCZ 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

LA TRADITION D'AVANT GARDE



telesystemes

Dessein

LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour son unité d'Etudes et de Production de matériels électroniques (400 *personnes* dont 70 ingénieurs),

INGENIEUR AUTOMATICIEN
E.S.E.-CENTRALE-I.N.P.G. I.N.S.A.

expérimenté dans les MICROPROCESSEURS (de préférence 68000).

Au sein du SERVICE ETUDES il aura a prendre la responsabilité du développement de systèmes à microprocesseurs destinés à des équipements électroniques complexes de haute fiabilité.

Adresser C.V. manuscrit, photo et niveau de rémunération actuelle sous No 6560/L
CONTESSE PUBLICITE,
74, rue Bechevelin
69363 LYON cedex 07 q.ur.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE recherche

UN COMMERCANT ET UN GESTIONNAIRE

pour lui confier un poste de

RESPONSABLE DE DEPARTEMENT

PROFIL :
ce poste peut convenir à un ingenieur electricien confirmé, 35 ans minimum, ayant :
— des connaissances *en equipement electrique industriel* et leurs entraînements. Pour les problèmes techniques, il aura essentiellement à animer et coordonner une equipe d'ingenieurs très competents
— mais aussi et surtout, de *solides qualites* de commerçant et de gestionnaire prouvees par des realisations reussies.

MISSIONS :
le Chef du departement est le responsable sous tous les aspects: developpement technique, chiffre d'affaires, resultats financiers...
C'est un bon gestionnaire dans le domaine commercial, economique et financier. Le resultat financier obtenu par la vente est la mesure de sa reussite. Il dispose d'une large delegation touchant le choix des affaires à suivre, les engagements qu'il prend *(tenue des contrats, prix, modes de paiement, etc...).*

Langue souhaitée : de preference Allemand ou Anglais.

Le poste est à pourvoir rapidement dans une ville importante du SUD-EST.

Adresser CV, photo et pretentions à No 38809, CONTESSE Publicite 20, *Av. Opera 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.*



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société des Aciers Fins de l'Est (S.A.F.E.)
Sidérurgie et Forge
à Hagondage (57)

recherche un

INGENIEUR CONFIRME OUTILLAGE FORGE

pour prendre responsabilité d'un Service important équipé de machines-outils classiques, machines à commande numérique, machines à électroérosion, électrochimie.

Le poste convient à INGENIEUR GRANDE ECOLE, ayant sens du commandement, expérience en usinage ou outillage et, si possible, connaissances informatique industrielle.

Situation intéressante -
Logement de fonction assuré.

Adresser candidature avec CV à S.A.F.E.,
Département Personnel et Relations Sociales
B.P. 38 – 57301 HAGONDANGE Cedex.



Société de tuyauterie et chaudronnerie de 1.800 personnes

RECHERCHE

INGENIEUR CHEF DU SERVICE METHODES

de formation technique supérieure (AM ou équivalent) et possédant une expérience de quelques années acquise dans une activité de chaudronnerie, ayant si possible des connaissances en soudure effectuées en bureau des méthodes.
Le candidat dépendra directement du directeur de production et, assisté d'une équipe, sera chargé d'intervenir pour tous les problèmes touchant :
— à l'organisation et la mise en œuvre des moyens de production ;
— à la définition de nouveaux moyens de production ;
— au développement de nouveaux produits et/ou investissements.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est souhaitée.

Adresser C.V. et photo avec prétentions à :

NORDON et Cie
B.P. 441 - 54001 NANCY CEDEX
en précisant bien le poste concerné.

Pub Moderne Nancy

Important groupe papetier français recherche pour son usine (250 personnes) de PONT EVEQUE (ISERE)

Responsable

Personnel et Administration

rattaché au Directeur d'établissement. Ses responsabilités s'exerceront sur :

- la gestion administrative du personnel : paye (informatique), recrutement, formation, liaisons avec représentants du personnel.
- *Les relations extérieures :* inspection du travail, organisme sociaux.
- La comptabilité générale et analytique, prix standards.
- *La préparation et le suivi du budget.*
- *Les liaisons avec les services financier et informatique.*

Nous désirons confier ce poste à un candidat, de formation supérieure, confirmé par 8 à 10 ans en usine.

Adresser votre CV à M. A. DANNENBERGER CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS *sous réf. 433/M, qui vous garantit la discrétion.*

EFCIS Grenoble

CIRCUITS INTEGRES MOS

recherche

UN(E) INGENIEUR DE CONCEPTION

Circuits *intégrés spéciaux qui sera chargé de projets de développement de circuits digitaux. Expérience demandée en électronique MOS et micro-électronique.*

Réf. G 6C

UN(E) DOCUMENTALISTE TECHNIQUE

pour la rédaction de la documentation accompagnant les produits microsystèmes vendus par E.F.C.I.S.
Porfil souhaité : technicien de formation documentation possédant une bonne culture technique, notamment en micro-informatique, pouvant lire et écrire l'anglais.

Réf. E 13C

RESPONSABLE COMPTABILITE CLIENTS

ayant une expérience de 4 à 5 ans dans un poste analogue, comportant autonomie, initiatives et encadrement de personnel. *Les qualités rationnelles d'un bon négociateur. Pratique courante de la langue anglaise.*

Réf. J 14C

Postes à pourvoir à GRENOBLE

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions, en indiquant *la référence du poste demandé à* E.F.C.I.S. - Service Recrutement - B.P. 217
38019 GRENOBLE Cedex

EFCIS

CIRCUITS INTEGRES MOS

Grenoble

(Effectif 850 personnes)
recherche un

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

Il (elle) assurera l'encadrement du service paies informatisées, *rationalisera* l'ensemble des statistiques, tableau de bord, *bilan social*, etc... et mettra en place des procédures d'administration du personnel.

Chargé plus particulièrement de la gestion administrative du personnel, le candidat retenu aura déjà une expérience dans la fonction personnel, de préférence, en *gestion administrative, jointe à une formation supérieure (maitrise sciences économiques, sciences sociales du travail, droit ...).*

Adressez votre C.V., lettre manuscrite et prétentions à
EFCIS - Service Recrutement - B.P. 217
38019 GRENOBLE Cedex.

LE CENTRE DE MISE EN FORME DES MATÉRIAUX
ÉCOLE DES MINES DE PARIS
recherche :
pour son laboratoire de SOPHIA ANTIPOLIS (A.M.)

CHERCHEURS DÉBUTANTS

FORMATION GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS AGRÉGATION

Ils mèneront des recherches sur les procédés de transformation des métaux et des polymères (mécanique de la déformation, étude des structures, phénomènes de frottement).

Ils auront la possibilité de préparer une thèse. Ils seront rémunérés par une bourse de recherche du Ministère de l'Industrie.
(5.000 à 6.200 F net par mois).

Envoyer C.V. à CEMEF - École des Mines
SOPHIA ANTIPOLIS - 06560 VALBONNE
Téléphone : 16 (93) 33-05-58.

DURACELL®

Nous sommes une importante société en expansion, leader sur le marché de la pile alcaline, nos objectifs sont ambitieux et soutenus par d'importants moyens publi-promotionnels. Nous recrutons un(e)

JEUNE RESPONSABLE POUR NOTRE FORCE DE VENTE

Secteur Nord / Pas-de-Calais

Capable de gérer son activité dans le cadre de la politique définie.
Nous offrons :
- une rémunération composée d'un fixe x 13 et d'un bonus sur objectif et qualitatif,
- une voiture entretenue,
- le remboursement des frais forfaités,
- une formation assurée,

DE REELLES POSSIBILITES DE PROMOTION INTERNE.

Si vous êtes débutant, sortant d'une Ecole Supérieure de Commerce ou Universitaire, ou vendeur ayant une expérience dans la grande distribution, venez rejoindre notre équipe en adressant votre CV accompagné d'une lettre manuscrite, s/réf. 1349 M, à :

SOURCES
16 rue Jean-Jacques Rousseau
75001 Paris (qui transmettra)

POUR VILLEURBANNE
GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche pour son Unité d'Etudes et de Production de matériels électroniques (400 personnes)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

E.S.E., I.N.P.G. - INSA

orienté vers les
STATISTIQUES

Dépendant du responsable du service qualité il sera chargé de mettre en place le groupe FIABILITE et d'en assurer *la responsabilité.*

Expérience souhaitée dans l'un des domaines *suivants :*
— calculs de disponibilité, de fiabilité, de maintenabilité, de modes de défaillances
— statistiques
— *conception et réalisation de matériels* électroniques bas niveau et puissance.

Connaissance de l'anglais indispensable et de l'allemand souhaitée.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 8588/L à CONTESSE Publicité
74, rue Béchevelin 69363 LYON
Cedex 07, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ d'EXPERTISE COMPTABLE recherche

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Résidence à :
BORDEAUX - NANCY - RENNES
CAEN - CLERMONT-FERRAND
Situation d'avenir.

Écrire avec C.V. à no 38.935, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris (1er).

GROUPE D'ÉLECTRONIQUE INTERNATIONAL
recherche pour faire face
à son développement pour
« L'EXPORT »

8 INGÉNIEURS

de « gros calibre », niveau 3A, 3B ayant une grande expérience en logiciel système temps réel appliquée à la TÉLÉPHONIE TEMPORELLE.
Il est prévu de fréquents déplacements en Amérique du Sud, Moyen-Orient, Afrique du Nord, pays de l'Est, etc.
LES SALAIRES SERONT ÉLEVÉS, 250.000 F + pour LES ÉLÉMENTS COMPÉTENTS.

15 INGÉNIEURS

3 ans expérience en logiciel *temps réel.*
Formation téléphonie assurée.
Lieu de travail : NANTES.
Ecr. ss la réf. 33358 à DEB'S, 140, r. de Courcelles, Paris-17e.

S O F R E M

Filiale du groupe PECHINEY UGINE KUHLMANN

recherche

pour l'un de ses établissements des PYRÉNÉES

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLE ET LOGISTIQUE

(jeune diplômé école de commerce, D.E.C.S. apprécié)

Il sera chargé de la comptabilité industrielle des achats, du magasin général.

Adresser C.V + photo : Monsieur CABANE
DRP-SOFREM.
10, rue du Général-Foy,
75008 PARIS.

Laboratoire en recherches en neurophysiologie INSERM *à LYON*, recherche

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Débutant ou possédant quelques années d'expérience, pour conception et mise au point de systèmes temps réel sur mini-*calculateurs et microprocesseurs* et de leurs interfaces.
Adr. C.V. ss le no 228.236 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Maison Phénix *Rhône-Alpes*

recherche pour LYON

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

en collaboration avec la Direction Générale, il participera à la création du département vente d'ensemble de maisons "CLES EN MAINS"
il sera personnellement responsable de la prospection clientèle et participera à la définition des projets de construction.
Le traitement des marchés exige une habitude de la négociation à niveau élevé.
Ce poste conviendrait à un jeune diplomé possédant l'expérience préalable indispensable.
Age minimum 32 ans.
La rémunération attrayante est liée à l'expérience et au dynamisme du candidat.

envoyer C.V. + *lettre manuscrite* + photo
sous référence no 820605
(secret des candidatures assuré).

CABINET VITTE MOSSAN
15, bd Maréchal-Leclerc 38000 Grenoble

LYON
IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour son unité d'Etudes et de *Production de matériels électroniques* (400 personnes dont 70 ingénieurs)

INGENIEUR ELECTRONICIEN E.S.E.-I.N.P.G.-I.N.S.A.

au sein de service **ETUDES**

il aura à prendre la responsabilité
de l'ensemble du processus d'élaboration d'
EQUIPEMENTS DE TESTS
pour des matériels électroniques complexes depuis la conception de ces équipements jusqu'à l'assurance de la bonne utilisation de ces testeurs par les clients utilisateurs.

Adresser CV manuscrit, photo et niveau de rémunération actuelle S/REF. 8558/L à
Contesse Publicité 74 rue Béchevelin
69363 Lyon Cédex 07 qui transm.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES

recherche

B.T.S. ou D.U.T.

pour assurer la responsabilité de la section Approvisionnement et Achat. Evolution de carrière cadre suivant résultats.
Ecr. s/no 8.536, *le Monde Pub., service* ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MINISTERE DES RELATIONS *EXTERIEURES*

recrute pour son centre implanté

A NANTES

1 CHEF DE PROJET

(diplômes d'enseignement supérieur et expérience informatique indispensable)

Ecrire avec curriculum *vitae et prétentions au :*

MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES
DIVISION DE L'INFORMATIQUE
21 bis, rue La Pérouse
75016 PARIS.

sanofi recherche

TOULOUSE (250 personnes)
GROUPE SANOFI (15.000 personnes)
RECRUTE

UN CONTROLEUR DE GESTION

Dépendant hiérarchiquement du Directeur du Centre de Recherche et fonctionnellement du Contrôleur fédéral du Département Recherches (1.000 personnes)

IL SERA CHARGÉ :
- *de l'établissement des budgets du Centre, du suivi et de* l'analyse des coûts de fonctionnement et d'investissement,
- de la réalisation des tableaux de bord et du reporting au *Département Recherche et au Directeur,*
- du bon fonctionnement des procédures et circuits administratifs,
- de missions ponctuelles d'études économiques ;

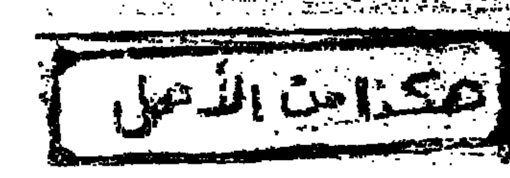
IL DEVRA FAIRE ÉTAT :
- d'une formation supérieure type Sup. de Co (option finances) ou équivalent, et/ou,
- d'une expérience *réussie en contrôle de gestion - comptabilité,*
- de connaissances en informatique,
- d'une personnalité affirmée et d'un esprit de synthèse.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo au
SERVICE DU PERSONNEL
SANOFI RECHERCHE,
195, route d'Espagne, 31035 TOULOUSE CEDEX.

URGENT
M.C.L.S. recrute Directeur et *Animateur dès septembre.*
Envoyer C.V. détaillé et photo à *Alain ROY,* 23, av. Jean-Jaurès, 89400 MIGENNES.
Avant le 26 juin.

U.P.A. DE SAINT-ÉTIENNE
recrute
1 PROFESSEUR
Architecte diplômé
Renseignements : U.P.A.,
1, rue Buisson,
42000 SAINT-ÉTIENNE.

La Ville de BELFORT recherche d'urgence :
— *un informaticien ayant aussi une formation et une expérience en organisation.*
Candidatures et C.V. à adr. à :
Monsieur le Maire,
Service du Personnel,
90000 BELFORT.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GARDENA® FRANCE

est **FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DANS LA FABRICATION ET LA DISTRIBUTION *DE MATERIEL D'ARROSAGE ET D'OUTILS DE* JARDIN DE GRANDE NOTORIETE.** *Nous exerçons* nos activités depuis nos sièges de PARIS et Strasbourg. Nous recherchons notre

Directeur commercial

- **Homme de terrain,** vous dirigerez et animerez au travers d'un management moderne votre force de vente. Votre tempérament de vendeur vous incite *en effet à garder un contact* permanent avec la clientèle.
- **Homme de réflexion,** vous savez donner les principales orientations Marketing, en vous inspirant de celles du Groupe et surveiller l'exécution.
- ***Vous avez au moins dix ans d'expérience*** et notamment une partie dans les biens de consommation durables et votre connaissance des circuits de distribution (Centrales, grossistes, revendeurs) vous permet d'être opérationnel rapidement. De *bonnes bases d'allemand* seraient *appréciées*, mais non indispensables.

Si vous voulez en savoir plus, adressez votre C.V. détaillé + photo sous réf. n° 3773 LM à notre conseil qui vous garantit une totale discrétion.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

Directeur Général

QUIMPER — 300 000 F +

Nous sommes un grossiste en matériel électrique, radio, télévision, électro-ménager, lustrerie, leader dans la région et une des premières sociétés françaises de ce type. Il s'agit d'une affaire en excellente situation, avec des effectifs d'une centaine de personnes, et une expansion régulière d'environ 20 % par an. Notre clientèle est constituée de revendeurs, installateurs, usines, grandes surfaces. Notre structure et notre informatisation sont bien en place et nos chefs de services compétents. Notre Directeur Général partant en pré-retraite dans quelques mois, nous proposons ce poste à un candidat de haut niveau, ayant un profil aussi bien commercial que gestionnaire. Il doit avoir au moins 35 ans, une formation type Ecole de Commerce, et avoir fait carrière soit chez un grossiste soit dans une société industrielle fabriquant les produits que nous distribuons. Ce poste très autonome, concerne un manager expérimenté et ayant une personnalité affirmée, capable de définir lui-même les stratégies d'une petite entreprise très dynamique. La rémunération indiquée ci-dessus sera complétée par un intéressement aux résultats ce qui doit permettre à celui qui réussira dans le poste d'atteindre un niveau élevé.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé s/réf. 11643/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

CENTRE HOSPITALIER REGION SUD-OUEST

(400 personnes environ) recherche son

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Membre de l'équipe de Direction, placé sous l'autorité directe du secrétaire général, il participera à l'élaboration de la politique sociale *qu'il sera ensuite* chargé de promouvoir *auprès de l'encadrement (recrutement, formation*, information, gestion, conditions de travail, etc.).

Il sera responsable de l'administration courante (paye et administration) et assurera les relations avec les partenaires sociaux.

PROFIL SOUHAITE :
Agé de 30 ans minimum, le candidat devra posséder une expérience minimum de 10 ans de la fonction du Personnel sous tous ses aspects, *être capable de s'intégrer dans une équipe déjà constituée* et posséder de grandes qualités d'animateur et de conseiller.

La rémunération sera de l'ordre de 150.000 F. à 180.000 F. selon expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V., *prétentions sous No 39136 à*
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra
75040 Paris cedex 01 qui transmettra

L'A.M.C.

CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DE MULHOUSE

recrute pour le 1er septembre 1982

SON DIRECTEUR

Les candidatures accompagnées d'un C.V. et de toute pièce jugée utile seront à adresser avant le 26 juin 1982 sous pli portant la mention « Candidature » à :

Monsieur le Président A.M.C.,
7, rue Alfred-Engel, 68100 MULHOUSE.



Société française, filiale d'un important groupe américain, nous sommes leader dans notre spécialité : la fourniture d'équipements de pointe à fort potentiel de développement auprès des constructeurs automobiles.
Durant les deux années écoulées, nous avons créé de toutes pièces une unité de production performante. Aujourd'hui, nous devons faire la preuve de notre rentabilité et faire face à nos projets d'expansion. Renforçant notre Direction Financière, nous créons le poste de

CONTROLEUR DE GESTION

Il sera chargé de développer le système de comptabilité analytique en exploitant au mieux un outil informatique évolutif. Il contrôlera l'évolution des prix de revient et des prix de ventes. Il définira et mettra en place des systèmes de prévisions des performances. Il évaluera la rentabilité des investissements à priori et à posteriori. Il réalisera toutes les études financières spécifiques à la demande de la Direction. Agé d'au moins 30 ans, possédant une formation comptable supérieure, parlant anglais, il aura nécessairement acquis une expérience de plusieurs années dans une société multinationale ayant une activité industrielle.

Pour en savoir plus sur notre Société et le poste (que nous souhaitons pourvoir rapidement) veuillez adresser c.v., photo et prétentions sous référence GSA 74 à J.P. DELPOPOLO - GARRETT SA - B.P. 19 - 88150 THAON LES VOSGES, qui traitera votre candidature avec la plus grande discrétion.

THOMSON-BRANDT

Département Propulsion par Fusée

recherche pour son Bureau d'Études
La Ferté-Saint-Aubin (Loiret)
20 km au sud d'Orléans

ingénieurs

GRANDES ECOLES

(X, Centrale, Mines, Sup-Aéro, ENSTA, etc.)

Débutants ou première expérience industrielle

Envoyer candidature + C.V. à
THOMSON-BRANDT CENTRE D'ESSAIS
45240 La Ferté-Saint-Aubin

deb's

DIRECTEUR TECHNIQUE LORRAINE

- Une PME spécialisée dans un secteur très créatif recherche le Directeur Technique de son usine (ville importante). Cette unité industrielle de 150 personnes emploie notamment du personnel *hautement qualifié des industries graphiques.*
- La société est la filiale d'un groupe international diversifié dans les biens de consommation. *Le C.A. supérieur à 50 MF* est en forte progression et les *résultats commerciaux* très positifs.
- Le Directeur Technique est responsable de la réalisation des plans de charge et des moyens techniques et *humains* de l'usine. L'amélioration de la productivité, la *rénovation des méthodes de* fabrication dans le respect de contraintes particulières (délais, compétitivité et qualité des produits) sont des priorités.

Le candidat recherché est Ingénieur de formation, familiarisé grâce à une étape significative de sa carrière avec les techniques de l'imprimerie de labeur et des industries graphiques (3 à 5 ans).

Il a exercé des fonctions *similaires* impliquant autonomie, contacts humains. Il ajoute, à *la maîtrise des données techniques*, le sens de la gestion et de la coopération avec toutes les fonctions de l'entreprise, en particulier le marketing et les services commerciaux.

La rémunération est importante.



Adresser C.V. manuscrit sous référence 463 à :
EUROMEDIA 48, rue de Provence 75009 Paris
qui transmettra



COFLEXIP S.A.

Leader mondial dans le domaine de la production et de la pose de tubes flexibles pour l'industrie du Pétrole OFF-SHORE

recherche

pour son Service Études et Recherche

INGÉNIEURS

- Titulaires d'un diplôme Grandes Ecoles (INSA, A.M., etc.).
- Formation Mécanicien et/ou Matériaux.
- Expérience dans la Recherche d'une ou deux années.
- *Anglais exigé.*

Ces ingénieurs auront la responsabilité technique des projets de recherche confiés.

Adresser curriculum vitae, photo, prétentions à :
Société COFLEXIP S.A. - Service du Personnel
Rue Jean-Huré - B.P. 22 - 76580 *LE TRAIT.*

Directeur de Production

Lille

MANIGLIER fabrique et diffuse du prêt à porter masculin de haut de gamme. Cette société ayant lancé sa nouvelle ligne **Jérôme Cotteret** souhaite intensifier son expansion et recherche le patron de sa production.

Sa mission sera la suivante :
- Coordonner l'activité de trois unités de production (450 p.).
- Accroître la productivité par l'étude et la rationalisation des implantations existantes.
- Eventuellement, rechercher et mettre en place des moyens de production automatique.

Nous souhaitons à ce poste un homme jeune, justifiant d'une formation d'ingénieur et d'une expérience confirmée (5 à 7 ans) de la fonction acquise dans l'habillement ou dans un produit de consommation impliquant une grande souplesse des postes de travail.

Envoyer votre CV detaille, photo et dernier salaire
sous référence M 300 D
106, Bd Haussmann 75008 PARIS



Jean Paul VELLA Conseil

Organisme d'Etudes et Réalisations Immobilières

offre une opportunité par création d'un poste de

GESTIONNAIRE

- **Responsable de l'administration Economique et financière d'opérations**

A un jeune diplômé **ESCAE - ICN...** ou maîtrise **Sciences Economiques**, justifiant d'une première expérience opérationnelle.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite, C.V. et prétentions à l'attention de Mlle DECONINCK

ANPE SECTION SPÉCIALISÉE CADRES

12, place de la Croix-de-Bourgogne
54000 NANCY

CHEF DU SERVICE FONCIER

VOS INTERLOCUTEURS : LES ELUS LOCAUX DE LA REGION RHONES-ALPES.

Important organisme prestataire de service auprès des Collectivités locales de cette région, nous contribuons à développer l'équipement foncier du quart de l'hexagone.
D'où l'importance de la mission que nous désirons vous confier :
RESPONSABLE DU SERVICE FONCIER, que vous allez diriger et animer (30 personnes), votre action va porter sur trois axes essentiels :
- promotion, conseil et assistance auprès de vos interlocuteurs, en matière de politique foncière.
- *gestion de réserves foncières.*
- établissement et suivi du budget de votre Service

Ce poste requiert une formation supérieure juridique et administrative, ainsi qu'une indispensable expérience dans un domaine identique. Fin négociateur, vous pratiquez avec aisance les contacts à *tous niveaux et votre ascendant personnel* vous permet d'animer avec succès une équipe importante.
Cette situation, évolutive, implique des déplacements sur toute la région Rhone-Alpes, mais vous serez basé à LYON
Assurée d'une absolue discrétion, votre candidature *(lettre manuscrite, C.V. detaille, photo et prétentions) est à adresser,* sous réf. 8340 à RSCG CARRIERES - 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

Ingénieurs d'études

Electronicien (ESE, Télécom...) — Réf. S 149

Vos solides connaissances en électronique analogique vous permettent de devenir l'ASSISTANT du responsable de la conception électronique des relais récepteurs de télécommande.

Electromécanicien (ENSI ou équivalent) — Réf. S 150

Une première expérience aux études serait *un atout supplémentaire* pour *assurer l'industrialisation* de produits électromécaniques en grandes séries et superviser l'évolution des produits actuellement en fabrication.

Ces postes, basés à *POITIERS, peuvent être le point de départ d'une carrière évolutive* dans cet établissement ou dans d'autres divisions de notre société (6 000 personnes dans le monde).

Adresser dossier de *candidature* complet en précisant la référence à Pierre COTON - Z.I. de Chasseneuil BP 23, 86360 Chasseneuil du Poitou.

ENERTEC
Schlumberger

LA VILLE DE GRENOBLE

recherche
POUR SON CENTRE INFORMATIQUE

UN RESPONSABLE D'EXPLOITATION

CHARGÉ :
- d'établir et de suivre le planning d'exploitation ;
- d'assurer la sécurité physique des locaux, des matériels, des données ;
- de gérer les moyens (des D.P.S. 7/60, 50 terminaux) ;
- de coordonner l'équipe des pupitreurs.

CONDITIONS D'ACCÈS :
- Diplômes permettant l'accès au concours sur titre d'*Ingénieur du C.F.P.C. (Centre de formation des personnels communaux)* ou être déjà inscrit sur la liste d'aptitude C.F.P.C.

QUALITÉS REQUISES :
- Aptitude à l'encadrement ;
- Expérience professionnelle de 5 ans souhaitée ;
- Goût du travail en équipe.

SALAIRE ANNUEL NET DE DÉBUT : ENVIRON 98.000 FRANCS

Adresser candidature manuscrite et C.V.
AVANT LE 30-07-82
à Monsieur le Maire
38000 - GRENOBLE.

EN LORRAINE

Entreprise moyenne à la pointe des techniques dans une industrie en développement, nous recherchons, dans le cadre des réorganisations en cours le

DIRECTEUR D'USINE

de notre Etablissement des Vosges *qui saura diriger, animer, structurer* l'équipe en place.
Si, Ingénieur de formation, avec 10 ans de pratique, vous savez conduire un ensemble de 150 à 200 personnes dans la fabrication de produits industriels de série.
Si, vous avez le sens des coûts, la capacité de gérer de manière autonome avec des structures légères.
Si, vous avez le goût du développement des techniques et des produits dans une optique marketing ...
...Alors écrivez à
RSCG Carrières sous réf. 28 207 M 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



3ème GROUPE FRANCAIS D'ASSURANCES
recherche pour PARIS

un gérant de portefeuilles confirmé

HF

Le poste :
Participer à la gestion d'importants portefeuilles (majorité d'obligations) des filiales ou délégations du groupe à l'étranger totalisant 1 milliard de francs répartis sur une trentaine de portefeuilles :
— placement des fonds sur les places Européennes et Nord-Américaines
— suivi administratif et comptable de ces portefeuilles.

Le candidat :
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un diplômé d'études supérieures (Ecole de Commerce, Sciences Po, ...) ayant une première expérience de 3 à 5 ans de ce type de fonction.
La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, C.V., photo et rémunération actuelle à Pierre FERAL - Réf. G.P. à la Direction du Personnel - 2, rue Pillet-Will 75448 PARIS Cedex 09.

Société d'ingénierie - La Défense - spécialisée dans le développement et la mise au point de matériels de grande dimension, recherche

CHEF DE SECTION MECANIQUE

(Centrale - ENSAM)

Vous avez au minimum 5 années d'expérience en bureau d'études (construction navale, nucléaire, off-shore...).

Nous vous proposons de prendre en charge :
– au plan technique, le développement de la technologie de nos équipements : pompes de grande puissance, mécanismes électro-magnétiques ;
– au plan humain, l'animation, la supervision d'une équipe de 6 ingénieurs.

En contact constant et suivi avec les fournisseurs, les clients et différentes cellules de l'entreprise, ce poste demande la capacité et le goût d'allier réflexion et sens de la négociation.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 74372 à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT



emplois régionaux

ORGANISME REGIONAL, situé à 120 km de Paris, recherche un

chargé de mission à l'innovation

Il devra répondre aux besoins des PMI dans leurs recherches de techniques et de produits nouveaux. *Ceci implique des études de recherche* d'antériorité, de protection des marques et brevets et la constitution de dossiers sur l'état d'une technique et sur l'environnement des futurs produits que *les entreprises envisagent d'exploiter.*
Ce poste s'adresse à un **ingénieur** de 27 ans mini, **mécanicien ou électronicien** de préférence ayant au moins 2 ans d'expérience dans le *milieu industriel. Son aptitude aux contacts,* ses connaissances en anglais seront appréciées.

Adresser lettre manus., C.V., photo et prétentions sous référence 3250 à notre conseil qui garantit réponse et discrétion.

ICSINOR



CABINET OPPERT
69, Bd du Maréchal Joffre
B.P. 4 - 92340 BOURG-LA-REINE

180.000 F et +

Important Organisme privé de prévoyance, ayant acquis une position prééminente dans son domaine d'activité en matière de résultats, de gestion et d'efficacité recherche pour la mise en œuvre de son plan *bureautique et le développement de ses* procédures automatisées :

UN CADRE COMPTABLE

- *Formation supérieure générale* (grande école) et comptable (DECS).
- Quelques années d'expérience professionnelle en comptabilité et/ou révision.

Pour renforcer son potentiel d'Administration Générale (comptabilité générale, budgets, révision, payes, formation juridique et fiscale).

Les applications comptables sont traitées en temps réel (configuration informatique comprenant 3081 et un 3033 ainsi que 500 terminaux *répartis sur toute la France.*
Poste à pourvoir au Centre Technique National

REGION DE NICE

à la *Direction Générale de l'Administration* Générale. Importantes possibilités d'évolution en responsabilités et en rémunération.

Les candidats de la Région Parisienne seront reçus à Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 9698 à VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS Cédex 02

SOCIÉTÉ CAHORS
recherche

L'INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN

(IEG - SUPELEC ou équivalent)
qu'elle chargera de la conception, de l'industrialisation de *nouveaux produits en*
Appareillage Électrique
BT et MT
à Haut Niveau de Compétitivité.

Il devra posséder l'anglais ou (et) l'allemand.
Une première expérience industrielle sera appréciée.
Lieu de travail : CAHORS.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à
M A E C - Service du Personnel - B.P. 149
46003 CAHORS Cedex.

RECHERCHONS
POUR GROUPE DE SOCIÉTÉS A ORLÉANS

UN CHEF COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Sérieuses références et expériences exigées
Libre rapidement

Écrire avec C.V. sous le nº 201.766
A Havas 45000 ORLÉANS

ALSTHOM ATLANTIQUE

recherche

chef service organisation informatique

220.000 F +

La Division "APPAREILLAGE ELECTRIQUE"

recherche un INGENIEUR INFORMATICIEN confirmé pour concevoir et mettre en œuvre, *en coordination avec les services utilisateurs* et un Conseil extérieur, un système intégré de gestion dans son Etablissement de SAINT-QUENTIN (1200 personnes).

Le poste implique une solide formation d'ingénieur, la maîtrise de l'outil informatique et *de son utilisation en gestion industrielle,* le management d'une petite équipe d'Analystes et de Programmeurs.

Ce poste présente de sérieuses perspectives *d'avenir* dans le Groupe ALSTHOM ATLANTIQUE pour un candidat de valeur

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 6605 M à MAMRECIES 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, *qui transmettra.*

Importante entreprise industrielle, filiale d'un des premiers groupes français, recherche

ingénieurs assistance clients

diplômés A&M ou équivalent

parlant anglais et ayant 5 à 10 ans *d'expérience en production dans* l'industrie alimentaire de *préférence.*

Ils prendront la responsabilité de services chargés de la réalisation-installation-fonctionnement d'équipements spécifiques destinés à la mise en œuvre des produits en clientèle

Postes à pourvoir
régions Ouest et Sud-Ouest.

Adresser lettre de candidature avec *CV et prétentions sous réf. 2206 M*

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

REALISER DANS L'INFORMATIQUE UNE VRAIE CARRIERE D'INGENIEUR

Première entreprise française de prestations intellectuelles en informatique, CAP SOGETI SYSTÈMES *propose à de*

JEUNES INGÉNIEURS

d'accéder, par l'informatique, aux grands projets technologiques dans l'industrie ou le secteur tertiaire (CAO/FAO, Robotique, Vidéotex, cartes à mémoire...).
Diplômés non formés à l'informatique, leur recrutement s'inscrira dans le cadre de Contrats Emploi-Formation.
(Candidats âgés de moins de 26 ans au 1.10.82.)

Leur intégration à une équipe opérationnelle sera précédée d'une session de formation aux techniques actuelles de l'informatique commençant au début du mois de **septembre 1982.**

Les affectations ultérieures qui leur seront proposées à **Paris** ou en **Province**, tiendront compte de leurs aspirations professionnelles.

Elles leur permettront d'assumer au cours de leur carrière, des responsabilités évolutives, dans divers domaines techniques.

POUR CONTINUER D'ENTREPRENDRE

CAP SOGETI SYSTEMES

Adressez votre candidature à Josyane MULLER, 21, rue Leriche, 75015 Paris.

HAVAS CONTACT

L'informatique répartie...

Dans le cadre de nos développements liés à la décentralisation des moyens informatiques vers les unités *régionales, la Direction Informatique de RANK XEROX, équipée de deux IBM 370/158/168 et de minis* (minis 6 et POP 11-70) recherche des

Ingénieurs débutants

Diplômés Grande Ecole ou de formation universitaire, ils seront intégrés à des équipes de réalisation où ils participeront à toutes les phases d'un projet de gestion avant de se voir confier des responsabilités plus larges.

Postes situés à **AULNAY SOUS BOIS.**

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous réf. C.06 à **RANK XEROX** - Service Recrutement -93607 AULNAY SOUS BOIS CEDEX

MEDIA PA

RANK XEROX

Groupe bancaire
spécialisé dans les crédits aux particuliers
recherche

JEUNES DIPLOMES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

HF

libérés des O.M. - débutants ou disposant d'une première expérience bancaire ou commerciale de un à deux ans, pour postes d' **ATTACHES DE DIRECTION**

a) au siège social à PARIS (réf.9940/A) *b) à l'agence de BORDEAUX (réf.9940/B)*

Les candidats devront faire preuve d'une grande mobilité et de réelles dispositions à la démarche commerciale, ainsi qu'à la prise rapide de responsabilités.

Adresser lettre manuscrite avec c.v., photo, prétentions - en précisant la référence du poste choisi - à Axial Publicité - 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

مكتبة الأرشيف



Directeur commercial futur président-directeur général — 280.000 F

Industrie électromécanique - *Une petite société (70 personnes environ) fabriquant du matériel électromécanique industriel, récemment intégrée à un groupe français international très performant (230 personnes, 60 millions de chiffre d'affaires dont la moitié à l'exportation), recherche son futur Président Directeur Général.* Cumulant les fonctions de Président et de Directeur Commercial, *il aura pour mission de réorganiser la société sur le plan interne (services administratifs, production) et commercial, d'en assurer la gestion complète* et, dans le cadre de la politique générale du groupe, d'en conduire le *développement dans le domaine technique et commercial, en France et à l'export.* Ce poste requiert une formation commerciale supérieure, une expérience confirmée de la vente et du marketing industriels (dans le secteur de l'électromécanique, de l'hydraulique ou du bâtiment de préférence) et les capacités personnelles nécessaires pour assumer efficacement une fonction de direction générale dans un contexte exigeant un solide esprit d'entreprise. *La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération proposée* sera située, en fonction du niveau de compétence atteint, dans une fourchette de 250 à 300.000 francs. Le poste est basé dans la banlieue Nord de Paris. *Ecrire à Christiane ROUSSEL.* Réf. A/2241M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Ingénieur d'affaires export — 230.000 F

La filiale d'un groupe important, leader mondial dans le domaine de produits industriels de haute technicité, recherche, pour renforcer sa structure, un ingénieur d'affaires export. Rattaché au directeur de la Division, et dans le cadre *d'une large autonomie, il devra promouvoir la vente de produits de technologie* avancée et aura pour mission d'identifier les processus d'achats, de négocier les contrats auprès d'une clientèle de haut niveau (ministères, direction de *l'équipement, grandes entreprises, cabinets d'ingénierie...) sous les aspects* commerciaux, économiques, techniques et juridiques. Ce poste s'adresse à un cadre de formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, justifiant d'une expé*rience réussie dans la négociation d'affaires impliquant des contacts de haut* niveau. Celle-ci aura été acquise soit dans une entreprise commercialisant des biens d'équipement, soit dans une société d'ingénierie. La pratique de *l'anglais est nécessaire, celle de l'espagnol constituerait un atout supplémen*taire. Ce poste est basé à Paris. La rémunération, fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu, sera de l'ordre de 230.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3654M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



DIRECTEUR TECHNIQUE
Electronique Grand Public
Paris

GRANADA, filiale d'un Groupe International implanté dans 10 pays, est la seconde société française de location de téléviseurs et magnétoscopes au Grand Public (GRANADA NOVATEL) et aux Collectivités - hôtels et hôpitaux - (TELEBANK).

Directement rattaché à la Direction Générale, le Directeur Technique a pour mission de garantir la maintenance d'un parc en progression rapide (100.000 appareils environ) dans les meilleures conditions de qualité et de coût. Il est responsable des achats et de la gestion des pièces détachées (3 millions de F. par an) et exerce une autorité fonctionnelle sur plus de 80 techniciens qui opèrent chez les abonnés et dans les ateliers des Directions Régionales.

La connaissance des produits concernés est indispensable. Ce poste de responsabilité peut convenir à un chef de service confirmé ou à un adjoint ambitieux recherchant une évolution de carrière.

Adresser CV détaillé sous réf. 222/21M à

France Cadres 22, r. St-Augustin 75002 Paris.



Ingénieur commercial export — Paris

Produits industriels de première monte - Cette société, un des leaders européens dans la fabrication et la vente de produits industriels de première *monte destinés à l'industrie automobile est filiale d'un groupe important.* Elle recherche, pour renforcer sa structure, un ingénieur commercial export. Il aura pour mission de développer en Europe, la vente de ses produits auprès des *grands constructeurs automobiles et véhicules utilitaires. Son action portera* sur la prospection de nouveaux clients, la négociation des contrats et pour l'élaboration et la mise au point de nouveaux produits sur la coordination tech*nique entre les bureaux d'études des constructeurs et celui de la société.* Enfin, il participera à l'élaboration de la politique commerciale. Ce poste conviendrait à un ingénieur (Centrale, AM) âgé d'au moins 30 ans, ayant acquis *une expérience dans le domaine de la vente de produits techniques, mécani*ques de préférence. Toutefois, la candidature d'un homme d'études fortement motivé par une fonction commerciale peut être envisagée. La connaissance du *secteur automobile serait un atout supplémentaire. La pratique de l'anglais* est nécessaire, celle d'une autre langue (allemand, italien) souhaitée. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel. Ecrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3653M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



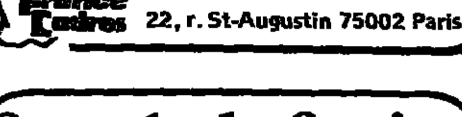
Directeur d'exploitation — 220.000 F

Un important groupe d'entreposage et de vente de service à des sociétés industrielles recherche un Directeur d'exploitation. Placé sous l'autorité du *Directeur d'établissement, assisté par trois collaborateurs directs, il sera res*ponsable d'une équipe d'une quarantaine de personnes (techniciens, manutentionnaires, caristes, employés...). Il aura pour mission de concevoir et de met*tre en place de nouvelles méthodes d'organisation rationnelle du travail et* d'assurer l'exploitation quotidienne de cette unité (entrées/sorties, stock de masse, éclatement et préparation des commandes, maintenance des installa*tions...). Il s'appuiera sur un outil informatique particulièrement performant.* Ce poste s'adresse à un cadre confirmé, âgé d'au moins 30 ans pouvant justifier d'une expérience réussie dans l'exploitation d'un entrepôt moderne (organisa*tion du travail, techniques de stockage et de manutention, utilisation de l'infor*matique). Outre ses qualités de créativité et d'organisation, il aura une forte aptitude à l'encadrement et l'animation d'une équipe. De bonnes connaissan*ces en anglais sont indispensables. Pour ce poste, basé en banlieue pari*sienne, la rémunération annuelle sera fonction de l'expérience acquise et de l'ordre de 220.000 francs. Ecrire à Christine CHABAUD. Réf. A/2238M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Contrôle de Gestion Planification

Filiale de l'un des plus importants groupes chimiques mondiaux **CIBA GEIGY** emploie en France près de 2500 personnes dans des secteurs d'activité variés : *pharmacie, phytosanitaire, grande* consommation ....
Nous recherchons un jeune diplômé d'une Ecole Supérieure

gestion . commerce ou scientifique + mba.isa...

possédant une première expérience en gestion, planification ou études économiques.
Nous lui confierons un poste au sein du département Contrôle de Gestion - Planification où il participera :
- à l'élaboration des budgets et des plans,
- *à la réalisation des tableaux de bord,*
- aux études et hypothèses économiques,
- à l'amélioration des méthodes de gestion ....

Ce poste lui permettra d'appréhender l'ensemble de la société et d'évoluer vers des activités de même nature ou complémentaires (marketing par exemple) dans l'une de nos divisions en France ou à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo et prétentions) sous référence M/100 à Madame MONTEIL
Département du Personnel
2 et 4 rue Lionel Terray -92506 Rueil Malmaison

SOCIETE NOUVELLE LOGABAX
recherche pour son Etablissement d'
ISSY-LES-MOULINEAUX (92)
plusieurs

ingénieurs systèmes
confirmés et débutants

Les candidats retenus (Ingénieurs diplômés ou titulaires d'une maîtrise en informatique) se verront confier après intégration la fonction de *support technique de base (formation, conseil, interventions ponctuelles) auprès des utilisateurs* (Grands Clients, Sociétés de Service, Revendeurs).

Une expérience d'au moins 3 *années aura permis aux* Ingénieurs Confirmés de posséder *une connaissance approfondie d'un système d'exploitation multi-tâches* orienté Temps réel, sur mini ou micro-ordinateur.

En outre une expérience sur les réseaux de transmissions de données sera appréciée et la connaissance d'un compilateur ou d'un interpréteur, un atout supplémentaire.

La formation des candidats débutants leur aura donné la possibilité d'acquérir de bonnes «Notions Système» sur mini ou micro-ordinateurs pouvant être intégrés dans les réseaux de transmissions de données.

Adresser C.V. et prétentions à Direction du Personnel
Société Nouvelle LOGABAX 79, Avenue Aristide Briand
94115 ARCUEIL Cedex.

IMPORTANTE REVUE
DE LA MAISON
recherche

RÉDACTRICE EN CHEF

Elle devra, en étroite collaboration avec la Direction générale, *prendre en main la rédaction d'une revue* bien connue et largement diffusée.

Pour être candidate, il faut avoir une formation générale de base de niveau supérieur, une solide habitude de rédiger des articles destinés au grand public, si possible dans le domaine de la maison, ainsi qu'une première expérience de l'animation d'une équipe de journalistes.



Envoyer C.V. détaillé, lettre *manuscrite, photo récente* et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 2415).

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

adjoint au directeur du personnel et des relations humaines

Nous sommes un Important Organisme Financier Parisien à vocation nationale et internationale. Pour seconder notre Directeur du Personnel et des Relations Humaines, nous recherchons un cadre, âgé de 32 ans environ, de formation supérieure (Sciences Po, Maîtrise de Droit ou de Psycho, ou équivalent) dont les responsabilités initiales *se situeront au niveau :*

- **SALARIAL** : (enquêtes, échelles de salaire, politique salariale,...).
- **SOCIAL** : (bilan social, avantages, prévoyance, retraite,...).
- **STRUCTUREL** : (analyses de poste, organigrammes,...).
- **RECRUTEMENT** : (pré-sélection, entretien,...).

L'expérience de la fonction "Personnel" dans un environnement bancaire est nécessaire, ainsi que la parfaite connaissance de l'anglais.

Ce poste évoluera vers une responsabilité élargie au sein du département.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 61.27/RH/462 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

NOUS SOMMES : une très importante Société de Construction Mécanique de la Banlieue Ouest.

VOUS AVEZ :
- *Un Certificat d'Études Comptables du D.E.C.S. ou le niveau avec un* D.U.T. ou B.T.S.
- 25 à 35 ans.
- Une expérience de 2/3 années de comptabilité analytique, le goût des contacts, de l'initiative...

NOUS OFFRONS : Un Poste d'ANALYSTE COMPTABLE, chargé :
- De l'amélioration des organisations.
- Des études, mise en place, suivi d'application et de procédures comptables.
- Des relations avec les secteurs comptables, gestion et informatique.

Les dimensions de notre Société *nous permettent de vous assurer* une évolution certaine.

Adresser votre candidature, curriculum vitae + photo + prétentions à :
PUBLICITÉ FRANÇAISE, qui transmettra,
23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS.
Sous référence 20.537 (n° à préciser sur l'enveloppe).

Importante P.M.E.
de secteur agro-alimentaire
(Salaisons et charcuterie)
C.A. 140 millions de F
Basée en région parisienne, recherche son

RESPONSABLE GRANDE DISTRIBUTION



- Cadre confirmé, vous avez une formation niveau E.S.C. et quelques années d'expérience réussie dans les formes modernes de distribution
- Sous l'autorité du Directeur commercial, vous aurez la responsabilité du service « Distribution Moderne » pour des produits de qualité à rotation rapide
- Vous appréciez un travail autonome dans le cadre d'une organisation inspirée de la D.P.O. *Homme de terrain, vous êtes disponible et* motivé par la conquête de nouveaux marchés
- L'entreprise vous offre une rémunération attractive à laquelle vos résultats contribueront et *des perspectives de carrière à la mesure de* votre dynamisme et de vos capacités

Merci d'adresser sous référence 82.06.05 lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à SIRVO, B.P. 59, 95020 Cergy-Pontoise Cedex.

aire-cergy



Cii Honeywell Bull

pour s'intégrer aux équipes chargées du développement de ses futures gammes d'ordinateurs, recherche des

INGENIEURS LOGICIEL

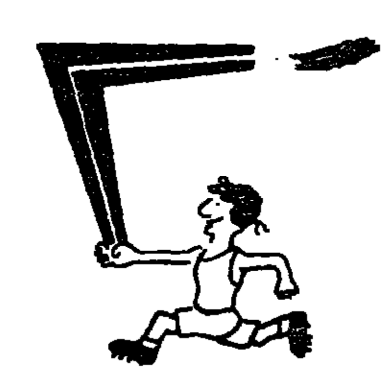
C'est dans le domaine spécifique du **logiciel de base** qu'ils *exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs...*
Ils participeront aux divers stades de la réalisation des produits : architecture, développement, maintenance, qualification.
Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.
Lieu de travail : PARIS 20e - Louveciennes (78)
Adresser lettre manuscrite CV photo et prétentions en précisant la réf. 120 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Place aux champions chez Citroën. Un départ à ne pas manquer.

De formation grandes écoles ou universitaire. *Vous êtes diplômé ou vous allez l'être.*
Votre point commun : un haut potentiel, des idees, le désir de s'exprimer, d'agir.
Le deuxième constructeur automobile français a toujours su vous prouver son energie, sa vitalité, sa capacité de réaction : qualités des champions.
Citroen vous propose donc un projet de carrière adapté à votre formation, à vos affinités, à vos ambitions :

informatique, production, gestion, études...

Un depart tres formateur, des perspectives très ouvertes, un Groupe performant. Non ! Citroen n'est pas modeste. Les champions non plus.



Prenez contact avec nous :
Automobiles Citroën - Direction du Personnel Ingénieurs et Cadres - 133, Quai André Citroën - 75747 PARIS CEDEX 15

En avant chez Citroën.

CITROEN

rscg carrières

Sous-directeur exploitation commerciale

Nous recherchons pour **PARIS** un **SOUS-DIRECTEUR D'EXPLOITATION COMMERCIALE** pour prendre en charge et développer une clientèle d'entreprises de première importance à vocation nationale et internationale.

Cette proposition s'adresse à un cadre de 30 ans minimum, de formation supérieure, ayant déjà une expérience d'au moins 3 à 5 ans dans l'animation et la gestion d'un portefeuille de sociétés industrielles et commerciales.

La rémunération offerte tiendra compte de l'expérience acquise et le poste à pourvoir permettra à un candidat dynamique d'avoir d'excellentes perspectives d'avenir.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 1993/LM à



(Réponse et discrétion assurées)

Banque étrangère, *nous sommes la filiale d'un des tout premiers groupes internationaux.*

MEDIA PA

Jeunes Ingénieurs

L'ingénierie construit l'avenir

SERETE est l'une des premières sociétés françaises d'ingénierie, intervenant dans des domaines très variés elle offre à ses jeunes ingénieurs un très large champ d'expérience (pétrochimie, énergie, offshore, bâtiment, agro-alimentaire, *techniques avancées*...).

Cette diversité nous place au cœur de l'activité industrielle et nous permet de vous offrir une approche concrète de la vie des *entreprises*, la découverte de technologies nouvelles et une évolution selon vos goûts et votre personnalité.

Débutants ou avec une première expérience, nous vous proposons des postes dans les spécialités suivantes :

- **thermique**
- ***génie climatique***
- **génie industriel**
- **électricité**
- **mécanique**
- ***automatismes***
- **logistique industrielle**
- **chantiers.**

Pour ces postes, nous vous demanderons de l'autonomie, le sens de l'organisation et des responsabilités, le goût des initiatives et le souci d'être en permanence à l'avant-garde des technologies nouvelles.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf. 3410 M à Joël Ollieuz, SERETE, 86 rue Regnault 75648 Paris Cédex 13.

serete ingénierie

média-system

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

dans le domaine des radars militaires

INGENIEUR EXPERIMENTE

(position III A)

pour conduite d'un programme d'étude et de développement d'un système radar embarqué. référence Z

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ENSEM

pour étude et réalisation des systèmes évolués des traitements de signal. Goût de l'analyse. Travail en équipe. référence I

dans le domaine des télécommunications

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses activités de développement dans le domaine de la *télématique* et des réseaux locaux. référence C

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en *précisant la référence du poste choisi*, à **LCT - BP 40**
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex

AUDITEURS CONFIRMES

Une présence dans 34 pays, une croissance de 30 %, un CA de plus de 2 milliards de F, la gestion de plus de mille exploitations (restaurant de collectivités/bases-vies...) c'est le groupe SODEXHO, l'un des leaders mondiaux de son activité.
En Afrique, au Moyen-Orient, mais aussi en Europe ou à Paris... vos missions d'audit seront financières ou opérationnelles.
De formation supérieure (grande école ou université) + DECS, vous avez une expérience d'au moins 3 ans en cabinet audit international ou en entreprise, parlez l'anglais et une 3e langue peut-être.
Basé à Bois d'Arcy, vous êtes mobile et disponible pour 50 % de déplacement.

Merci adresser CV + lettre sous réf. A1 à SODEXHO Service Recrutement

SODEXHO
3, av. Newton
78390
Bois d'Arcy
France



CENTRE DE RECHERCHES D'UN IMPORTANT
LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
VILLE UNIVERSITAIRE PROCHE PARIS
DÉVELOPPANT SES STRUCTURES, recrute :

Immunopharmacologue

Sous la responsabilité directe du Chef de Service d'Immunologie-Biologie cellulaire, ce chercheur devra réaliser le suivi des travaux scientifiques ainsi que le développement de nouvelles méthodes dans l'Unité d'Immunopharmacologie.

Le niveau minimum requis est celui d'un Docteur 3ème Cycle en Biologie ou d'un Pharmacien ayant une expérience de 2 ans en Recherche, complété par une formation en Immunologie (D.E.A. — C.E.S. ou équivalent).

Des qualités d'adaptation à une équipe de Recherche et une grande rigueur scientifique sont nécessaires.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 3296 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

J.R.P.

POUR LES ACTIVITES EN FRANCE DE SA DIVISION
EUROPEENNE DES FABRICATIONS
(BIENS DE CONSOMMATION - LOISIRS)
UN GROUPE INTERNATIONAL RECHERCHE POUR PARIS

UN INGENIEUR "PLANING DE PRODUCTION"

LE POSTE

Le titulaire établit les programmes de production d'une partie des produits réalisés par les usines françaises.

Les responsabilités très complètes impliquent la mise en forme des prévisions du Marketing, la maîtrise des achats afférents, le suivi des réalisations des programmes une fois que la Direction Technique a arrêté les plans de charge des usines, le contrôle du niveau des stocks (matières, en cours).

Des opérations d'import (relations douanes) sont également sous sa responsabilité.

Le poste dépend du Directeur pour l'Europe de la Planification Industrielle.

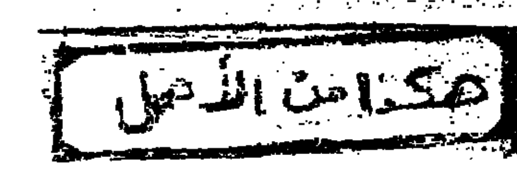
LE CANDIDAT

Ingenieur de préférence (sinon une formation supérieure de type scientifique avec une expérience satisfaisante est envisageable), ayant déjà exercé des responsabilités dans la fonction logistique pendant 5 ans minimum (*planing de production, gestion des stocks*).

La connaissance de l'anglais est indispensable et il serait très souhaitable que le candidat soit familiarisé avec l'exercice de ces activités dans un environnement international.



Adresser C.V. manuscrit sous référence 245 à Euromédia 48, rue de Provence 75009 Paris qui transmettra.



Vous serez notre premier directeur des affaires sociales

Jusqu'à votre prochaine arrivée, le directeur des opérations continuera de cumuler la charge des problèmes du personnel et de technique : équipements de centrales, en France et à l'étranger. Il y réussit bien mais notre expansion commande maintenant l'engagement d'un vrai professionnel des affaires sociales, au niveau du comité de direction. C'est ce que tous nous souhaitons, le directeur des opérations en premier.

Vous savez que la réussite des projets confiés à des équipes opérationnelles d'études et de chantiers est directement fonction de la qualité et des motivations des cadres et techniciens. Par expérience, vous avez appris que les relations sociales ne peuvent pas être simples sur un grand chantier tant à cause du nombre d'intervenants que de leur diversité, de leurs origines, de leurs langages, de leurs conventions collectives. De plus, les maîtres d'ouvrage ou d'œuvre attachent beaucoup d'importance au bon déroulement des opérations et interfèrent ainsi par de multiples contrôles dans votre système de relations. Au point d'intervenir en véritables interlocuteurs au cours des inévitables conflits. Vous devez consacrer l'essentiel de votre temps «au terrain» avec les dirigeants, l'encadrement, les partenaires sociaux et les autorités de contrôle. Autrement dit, la chance d'être au cœur de ce qui fait l'intérêt de votre métier.

Il vous faut donc une excellente expérience d'une dizaine d'années de relations humaines et sociales qui vous ait familiarisé avec la vie des BE et des chantiers, en France et ailleurs. Votre formation supérieure devra vous permettre d'être l'interlocuteur reconnu de tous et particulièrement de vos homologues des autres sociétés du groupe. Lequel de par son importance et ses options vous permettra de conduire une carrière de haut niveau. Ecrivez aux conseils en recrutement de Sirca sous référence 824 747M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

TELIC **Alcatel** Groupe C.G.E.

LEADER NATIONAL EN TELEPHONIE PRIVEE
C.A. 850 MF 2 400 PERSONNES DONT 280 INGENIEURS ET CADRES
NOUS DEVELOPPONS A PARTIR DE TECHNOLOGIES DE POINTE DES SYSTEMES EVOLUES DE BUREAUTIQUE ET DE TELEMATIQUE.

Nous recherchons pour nos SERVICES TECHNIQUES

INGENIEURS LOGICIEL

4 ingénieurs confirmés

Possédant un vécu professionnel d'environ 5 ans ainsi qu'une expérience des logiciels de base, des systèmes temps réel et des réseaux.

8 ingénieurs débutants

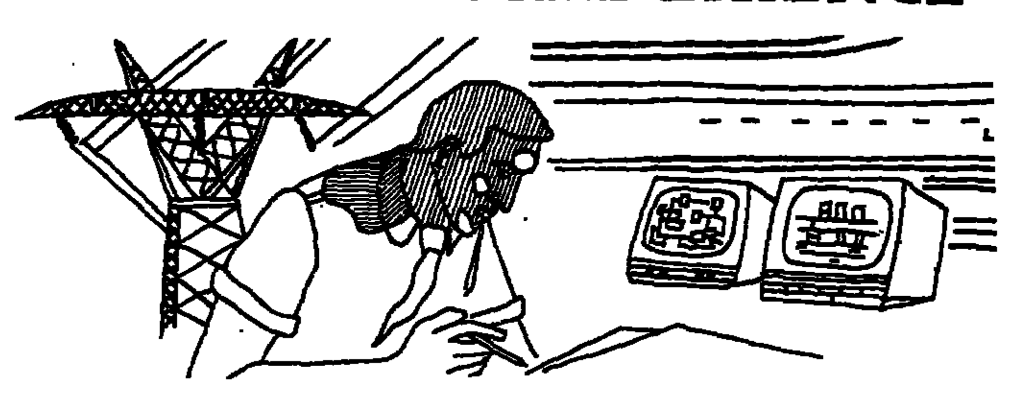
de formation Grande Ecole ou Université (Maitrise, DESS, DEA ... *informatique*).

Ces collaborateurs auront pour mission de participer à la définition et à la réalisation d'un système de base auquel seront raccordées des applications bureautiques et télématiques.

Ces postes sont à pourvoir à STRASBOURG

Envoyer C.V. et prétentions à TELIC-ALCATEL 206, Route de Colmar
B.P. 57 - 67023 STRASBOURG

BASEZ VOTRE AVENIR SUR NOTRE EXPERIENCE



Des études aux installations clés en mains sur des milliers de réalisations à travers le monde.

Développer les techniques de pointe et gérer les grands contrats d'entreprises électriques :
– contrôle-commande des centrales, transport et dispatching d'énergie, automatisation des infrastructures, informatisation et conduite de procédés.

JEUNES INGENIEURS

Systèmes – Développement – Affaires – Chantier – Production
Responsables de filiale ou d'agence

4 500 ingénieurs et techniciens vous attendent en France ou dans nos implantations à l'étranger.

Pour prendre votre avenir en mains, et maîtriser avec nous les techniques de pointe à travers le monde, contactez la
DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES
13, rue Antonin Raynaud – 92309 Levallois Perret
ou téléphonez au : (1) 758.13.13 - poste 4119

SOURCES

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES



KLÖCKNER INA
GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

INGÉNIEUR
SERVICE ACHATS D'ÉQUIPEMENTS

Expérience de 5 à 10 ans souhaitée :
- Service technique, méthodes ou entretien.
- Achats d'équipements et d'ensembles industriels
- Planning, relance et inspection.
- Exportation : Emballage, marquage et révisions de prix.

La pratique professionnelle de l'Anglais et de l'Allemand est indispensable.

Adresser C.V. photo récente et prétentions à
à : KLÖCKNER INA
Installations Industrielles
31, RUE MARBEUF - 75008 PARIS

bleu



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 7 % de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement avancés

Recrute pour son activité télécommunications

INGENIEURS ET INFORMATICIENS

Pour s'intégrer dans une équipe technique de développement de très haut niveau et participer à la conception et à la programmation de systèmes en temps réel.

A des candidats confirmés ou même débutants, nous offrons des opportunités exceptionnelles de carrière, dans des domaines en constante évolution : commutation électronique avec *intégration de services nouveaux, Télématique, traitement de la parole, etc...*

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée au Service du Personnel
251, rue de Vaugirard - 75740 PARIS CEDEX 15.

LE GROUPE DES ACTIVITES MEDICALES DE THOMSON CSF offre à un

INGENIEUR
DE HAUT NIVEAU
(ENSEEIHT, ESE ou équivalent)

l'opportunité de prendre en charge l'étude et le développement de nouveaux matériels utilisés en télévision numérique médicale.

Cet ingénieur, ayant de préférence quelques années d'expérience, devra être capable non seulement de diriger une équipe mais de se familiariser très rapidement avec les techniques très particulières et très avancées utilisées en imagerie numérique.

Une compétence dans le domaine vidéo sera très appréciée.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prét. sous no 37452 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra Discrétion assurée

---

DELATTRE - LEVIVIER
GROUPE CREUSOT-LOIRE

recherche

responsable du service financement des exportations

dl

Mission : Proposer, négocier et gérer les opérations financières (étude des risques, mise en place des garanties et des assurances, montage des crédits etc.) contribuant à la réalisation des contrats à l'exportation, en liaison avec les responsables commerciaux, les clients, les banques et l'administration.

Il est particulièrement requis du titulaire de cette fonction une vigilance extrême dans toutes les phases de la négociation d'une affaire.

Profil : Formation supérieure type Grande Ecole de Gestion.
Expérience obligatoire de l'ensemble des techniques de financement des exportations.
Aptitude confirmée à l'évaluation des risques et à la négociation.
Pratique usuelle de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
DELATTRE-LEVIVIER
Service recrutement.

Tour Fiat - cedex 16
92084 Paris - La Défense

UNE INFORMATIQUE AU SERVICE DE TOUS

L'ASSISTANCE PUBLIQUE (HOPITAUX DE PARIS) est une grande entreprise. Elle sait donner à l'informatique la place qui lui revient, au service de la collectivité.
Dans ce domaine elle emploie près de 500 spécialistes au sein d'équipes en fort développement et recrute :

chef de projet T.P.,

possédant au moins 5 ans d'expérience, il prendra la responsabilité du développement d'un projet pilote utilisant des techniques avancées de communications (VIDEOTEXT). Connaissances en micro-informatique, télématique VIDEOTEXT, CP/M, UNIX, PASCAL, BASIC appréciées.

ingénieurs débutants
OPTION INFORMATIQUE

pour leur confier des missions dans l'un des domaines suivants :

- *ADMINISTRATION des DONNEES - INFOCENTRE*
  Maintenance du catalogue des informations BYBLOS et du système de développement ROSCOE, formation et conseil auprès des utilisateurs et mise en place d'activités type INFOCENTRE.
  Connaissances appréciées : IBM, MVS, JCL, COBOL, APL, bases de données et structuration de données.
- *MICRO-INFORMATIQUE - BUREAUTIQUE*
  Coordination des activités micro-informatique et bureautique, support technique et méthodologique, formation des utilisateurs, aide aux choix de matériels et logiciels.
  Connaissances appréciées : expérience micro-informatique (système, application, traitement de texte), CP/M, UNIX, BASIC, PASCAL.
- *DEVELOPPEMENT d'APPLICATIONS T.P.*
  Prise en charge du développement et de la maintenance d'applications de gestion financière en Temps Réel sous CICS.
  Connaissances appréciées : IBM OS, COBOL, JCL, CICS, VSAM, méthodes d'analyse et comptabilité.

Ces postes dans un environnement technique très évolué sont formateurs et impliquent le goût et le sens des contacts humains.

Assistance  **Publique**

Adressez votre candidature (C.V., photo et prétentions) en précisant le (ou les) poste(s) concerné(s).
au DIRECTEUR de l'INFORMATIQUE-HOPITAUX de PARIS 3, av. Victoria - 75100 PARIS RP

THOMSON-CSF
Groupe
ACTIVITÉS MÉDICALES
Département Etudes et Développement
Imagerie Nouvelle
renforce ses équipes de développement et recherche

son responsable de logiciel de tests matériels

Ce poste s'adresse à un

INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME (ESE - ENSEEIHT - ENSERG ou équivalent)

Indépendamment de ses connaissances approfondies en électronique digitale et architecture de systèmes, il devra avoir une grande expérience en logiciel de tests de calculateurs spécialisés sur DATA GENERAL (langages FORTRAN - ASSEMBLEUR - OS : RDOS - RTOS).

Adresser C.V., photo et prétentions
sous référence 37814M à THOMSON-CSF
Département EDIN
48, rue Camille Desmoulins
Service du Personnel
92130 ISSY LES MOULINEAUX

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

DIVISION RADIODIFFUSION TELEVISION

La Division Radiodiffusion Télévision (DRT) est chargée, au sein du groupe THOMSON-CSF, de l'étude, de la fabrication et de la commercialisation des matériels professionnels de studio et d'émission ainsi que la réalisation d'installations complètes de radiodiffusion et de télévision.

Pour renforcer les équipes de nos différents services, nous prévoyons d'intégrer et de former plusieurs ingénieurs motivés par ces technologies et nous recherchons des

INGENIEURS ELECTRONICIENS OPTION TELECOM

SUP'TELECOM, ESE, ENSAM, ENSEA, INSA...

DEBUTANTS ou 1ère EXPERIENCE

DEPARTEMENT TELEVISION
secteur technique

Au sein du département Télévision, le secteur technique, comprenant 60 ingénieurs et techniciens, conçoit, étudie et développe les nouveaux produits du domaine VIDEO TELEVISION : source d'image, de prise de vue directe ou enregistrée, de traitement numérique et analogique, du signal VIDEO.

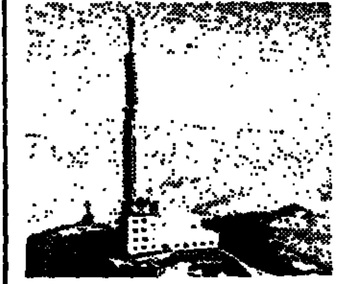
Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs intéressés par un travail en laboratoire dans le domaine de l'électronique professionnelle. Intégrés dans de petites équipes de haute technicité, ils acquerront rapidement de bonnes connaissances dans les techniques analogiques, numériques rapide et microprocesseurs.

secteur méthodes

L'ingénieur recherché aura pour tâche essentielle, la mise au point des méthodes de cablage et mécanique de matériel VIDEO.

Il devra avoir un bon contact humain et un goût prononcé pour l'organisation. Notion d'informatique et d'électronique logique appréciées.

DEPARTEMENT RADIODIFFUSION
secteur antennes



Les activités du service s'étendent à tous les types de circuits passifs (filtres, commutateur, diplexeurs...) et aux antennes associées aux émetteurs de Radiodiffusion et de Télévision. Le domaine des fréquences concernées va des basses fréquences jusqu'à plusieurs GHz : les puissances sont généralement élevées, jusqu'à 1 000kW en HF et 50kW en UHF.

Les fonctions qui seront confiées aux Ingénieurs comportent une partie d'études (conception de matériel avec éventuellement des calculs scientifiques sur ordinateur), le suivi d'affaires et de projets (centres complets et souvent importants), la mise au point en usine et/ou sur les sites (réglages et recettes).

Basés au siège de notre division à Gennevilliers (92), les hommes que nous recherchons devront avoir une bonne maîtrise de l'anglais et prévoir des déplacements de courte et de moyenne durée, tant en France qu'à l'étranger.

Pour un premier contact, envoyer votre dossier de candidature en précisant vos centres d'intérêt à la Direction du Personnel, THOMSON CSF DRT, 94 rue du Fossé Blanc 92231 Gennevilliers.

média-system

---

soyez le responsable de notre développement régional à Strasbourg

Filiale d'un important groupe financier, nous sommes une société de promotion immobilière de premier plan (2000 p.).

Pour développer notre activité régionale de construction de centres administratifs importants, d'hôpitaux, de mairies, d'écoles... nous cherchons un diplômé de Grande École (ingénieur, HEC, IEP...) d'au moins 35 ans.

Vous connaissez bien les méthodes à mettre en oeuvre pour nouer les contacts avec les personnalités locales et régionales, négocier les affaires et les mener à leur terme, car vous vivez cela depuis plusieurs années dans une importante société de promotion immobilière, en entreprise générale ou même en BET.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4175 LM).

ingénieur et patron de nos services généraux

Notre siège, situé au Sud de Paris, est installé dans un IGH équipé en ascenseurs programmables, air conditionné, moyens de télécommunication sophistiqués... dont nous vous confions la gestion technique et budgétaire.

A 35 ans au moins, ingénieur diplômé (ou équivalent), votre expérience des services généraux vous a permis de bannir de votre vocabulaire le mot surprise car, vous le savez bien, dans un tel ensemble, il y a toujours un incident à surmonter.

Aussi, êtes-vous prêt à faire face avec flegme, autorité et efficacité. Si nous vous en donnons les moyens (90 p., 50 MF de budget), nous attendons beaucoup de vous.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4067 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur
Robinetterie industrielle

Bilingue allemand

Fabricant allemand de **ROBINETTERIE INDUSTRIELLE** recherche pour sa **FILIALE DE VENTE EN FRANCE (Paris, 40 Mill. de F. de C.A., 35 personnes)** son **DIRECTEUR bilingue allemand, parlant bien l'anglais.**

La technologie de pointe de la société s'adresse à une clientèle industrielle de haut niveau. Elle exige une personnalité d'envergure ayant une **solide formation technique et une bonne expérience dans la branche.**

Le futur Directeur sera responsable de l'ensemble des activités de la société : vente, atelier, administration.

Sa tâche, passionnante, est de diriger et motiver l'équipe, développer les ventes, suivre personnellement les clients importants, gérer les résultats et entretenir un dialogue de confiance avec la maison-mère à laquelle il est rattaché directement.

Ses qualités essentielles : une **autorité naturelle, le sens des responsabilités, l'efficacité et l'esprit de coopération.**

L'allemand et l'anglais sont pour lui des outils de travail.

Merci d'adresser C.V., photo + lettre manuscrite sous référence 2233 à M. Herterich :

Deutsch-französische Unternehmensberatung
Klaus W. Herterich



44, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. 563.49.24

interconseil

MEDIA PA

Dans le cadre de l'extension de sa Direction Financière la

BANQUE HERVET

recherche un

SPÉCIALISTE DES OBLIGATIONS INTERNATIONALES

Son expérience de 2 ans minimum dans la Banque ou chez un brooker, lui a permis d'obtenir une bonne maîtrise de ce marché des obligations internationales et de faire la preuve de ses capacités commerciales.

Ce diplômé de l'enseignement supérieur possède une parfaite maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) et si possible de l'allemand.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service Recrutement de la Banque Hervet, 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

Plain Champs

ENTREPRISE T.P. DE DIMENSION NATIONALE

recherche pour son Siège à PARIS

CONTROLEUR COMPTABLE INTERNE

Titulaire D.E.C.S.
Expérience de 10 années indispensable dont au moins 4 comme Chef Comptable

Adresser c.v., photo et prétentions sous réf. 9939 à AXIAL Publicité 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
fabriquant des Composants destinés aux Industries de pointe, leader dans sa branche (3 300 personnes) recherche pour renforcer son equipe de

contrôle de gestion
un jeune cadre

– Diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent
– Ayant de préférence une 1ère expérience de contrôle de gestion en milieu industriel de 2 à 3 ans
– Ayant de bonnes aptitudes aux contacts et à l'animation.

Il sera responsable de l'élaboration des Budgets et des suivis des résultats, de la mise en place, de l'amélioration des procédures comptables et administratives.

L'expérience acquise de cette fonction, l'expansion et l'importance de la Société assureront à un candidat de valeur de réelles possibilités *d'évolution.*

Lieu de travail : PARIS

Envoyer CV et prétentions sous réf. 39318 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Jeunes diplômés

HEC, ESSEC, ESC débutants

Vous êtes intéressé par l'aspect commercial et technique du développement d'une direction opérationnelle.

Homme charnière entre l'état-major et le terrain, nous vous confierons l'animation commerciale sur le plan du management, de l'élaboration des objectifs et du contrôle de leur réalisation.

Nous vous aiderons à vous former à nos méthodes de gestion ainsi qu'à nos techniques.

Prenez contact par écrit avec

AGF ASSURANCES GENERALES DE FRANCE
Département Recrutement
33, rue Lafayette 75426 PARIS CEDEX 09

MEDIA PA

P.M.E. LEADER

ÉQUIPEMENT MAGASINS
40 % DE CROISSANCE ANNUELLE

recherche son

RESPONSABLE MARKETING

BASÉ RÉGION PARISIENNE

Chargé dans un premier temps de promouvoir un produit à fort potentiel en visitant les directions des sociétés de supermarchés.

Il exercera ensuite une activité complète de marketing.

Ce poste, débouchant sur une direction, convient à un jeune cadre de formation supérieure ayant plusieurs années d'expérience concrète, à un haut niveau, de la distribution moderne et de ses problèmes d'équipement.

RÉMUNÉRATION TRÈS MOTIVANTE
avec intéressement non plafonné.

Adresser curriculum vitae manuscrit avec photo et numéro *de téléphone sous référence n° 7.253 à :*
M. DUBOST, 2, rue des Petits-Pères, 75002 PARIS.
DISCRÉTION ABSOLUE.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour son Service Central Informatique et Organisation

Chef de Projet Informatique

De formation supérieure, le candidat retenu aura une expérience professionnelle de 5 ans minimum, une excellente connaissance des techniques de l'informatique (mini-informatique appréciée) et sera capable de réaliser des études d'opportunités et de développer des analyses fonctionnelles globales.

Il aura la responsabilité de définir des schémas directeurs pour diverses unités du Groupe.

Ce poste conviendra à un candidat à potentiel élevé de 30 ans minimum, susceptible de prétendre assez rapidement à des responsabilités dans le domaine de l'informatique et de l'organisation.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétention salariale sous réf. 3592 à :
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

*annonce parlée**

IMPORTANTE SOCIETE MONDIALE
(25 000 personnes)

Opportunités à saisir pour des ingénieurs d'affaires de talent

En prenant la décision d'une implantation industrielle en Europe (particulièrement en France), c'est toute une stratégie de marché que nous allons conduire. C'est la raison pour laquelle notre Division Commerciale devra, en quelques années, connaître un développement exceptionnel.

L'opportunité de nous rejoindre est donc réelle pour des ingénieurs à fort potentiel.

Nous vous voyons diplômés d'une école d'ingénieurs, ayant, après 3 ans d'expérience, fait la preuve d'une indiscutable réussite dans la vente de produits de haute technologie. Nous vous confieront d'importants marchés auprès des grands noms de l'industrie française, puis, rapidement, vos responsabilités seront élargies.

** Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, appelez le 763.11.15, en précisant la référence S 148*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris

OSNOR



roussel uclaf

recherche

UN SPECIALISTE DES CONTRATS INTERNATIONAUX

Intégré à une petite équipe de cadres, il sera chargé de rédiger, négocier et *interpréter les contrats commerciaux* et industriels concernant la société mère et ses filiales françaises et étrangères.
Le poste nécessite une solide formation *juridique complétée si possible* par une formation en gestion ou en propriété industrielle.
Le candidat doit avoir une mobilité d'esprit suffisante pour s'adapter à la *diversité des sujets à traiter et devra* également posséder une grande facilité d'expression tant écrite qu'orale, *lui permettant de communiquer facilement* à tous les niveaux.
Une expérience réussie de quelques années dans ce domaine est indispensable.
Maîtrise de l'anglais impérative.
Connaissance de l'allemand souhaitée.
Envoyer candidatures manuscrites au Service de Gestion des Cadres
35 Bd des Invalides 75007 PARIS.

racg carrières

---

contrôleur de gestion

SONY La division "Grand Public" de SONY *FRANCE crée le poste de Contrôleur de Gestion. Rattaché au Directeur* de la division, ce nouveau collaborateur suit les différents tableaux de bord d'activité et signale les écarts, réalise à la demande des études de rentabilité, assure l'interface avec l'informatique ; il est le correspondant du contrôle de gestion central. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'enseignement supérieur (de type HEC, IEP) parlant Anglais, ayant 5 ans minimum d'expérience du contrôle de gestion, et *désireux d'élargir ses fonctions. De réelles possibilités de carrière existent pour un candidat* à fort potentiel, en raison du rapide développement de SONY FRANCE.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 170.82 M à notre conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS

Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

TED LAPIDUS

Nous fabriquons et diffusons sous licence, en France et à l'exportation, le *prêt à porter griffé* **TED LAPIDUS DIFFUSION.** *Nos lignes de produit* sont en rapide développement et nous nous situons déjà dans le peloton de tête.
Un poste clé va être vacant dans notre structure et nous recherchons notre :

Directrice de Collections

A partir des informations commerciales et en tenant compte *de l'évolution* des tendances, elle définira le plan de collections et en assurera la réalisation.

Elle participera au choix des matières et des coloris et coordonnera l'activité du style : relation avec la maison de couture qui lui remettra *les éléments de base de la collection et declinaison de ceux-ci* (définition et choix des thèmes, des croquis et des modèles). -

Elle animera personnellement les ateliers de flou et de struturé et veillera à la réalisation des prototypes dans les délais en contrôlant le bien aller des *vêtements et l'établissement des fiches techniques.*

Une expérience confirmee de la fonction acquise dans le prêt à porter féminin de marque ou de griffe est indispensable ainsi que la connaissance de la mise au point industrielle des vêtements chaîne et trame.

Une origine de styliste et/ou de modéliste peut être un atout supplémentaire mais *l'essentiel est d'avoir du goût, du sens créatif* et de la rigueur dans l'organisation du travail.
Rémunération élevée, adaptée à l'expérience et au potentiel du candidat.
Résidence : **PARIS.**

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire
sous référence M 336 A
106, Bd Haussmann 75008 PARIS



Jean Paul VELLA Conseil

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION MATÉRIEL AUDIO-VISUEL ET FILMS

Secteur des organisations laïques.
recherche
pour son siège :
à Paris :

DIRECTEUR COMMERCIAL

(Homme ou femme)

Salaire 120 000 F +
- Expérience PME et informatique nécessaire.
- Connaissances en audio-visuel souhaitées.
- *Disponible rapidement.*

Envoyez C.V. à : Jean-Claude DUPONT, 15, rue Erard, 75012 PARIS.

ECOLE SECONDAIRE MIXTE
Région parisienne Nord-Est
offre à

JEUNES GENS

Postes responsabilités éducatives

Ecrire avec C.V. et photo et si *possible téléphone*
sous nº T 034286 M,
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

URGENT Sté Electronique
ASNIERES recherche pour
PLACE STABLE

RÉDACTEUR (TRICE)

pour documentations techniques. *Peut convenir à très bons* techniciens ayant de réelles *qualités rédactionnelles.* Connaissances VIDEO appréciées. Téléphone : 790-61-45.

Entreprise, fabricant placards (logement, burx, hôpitaux) et meubles, cuisines, s. de bains.
recherche

TECHNICO-CCIAL

pour France exportation.
Téléphone : (16-3) 990-54-50.

Chaîne de librairies
recherche

CORRESPONDANT INFORMATIQUE

interface 50 utilisateurs.
Expérience service bureau et télécommunications.
Mainten. et développement.
Salaire 100.000 F.

Envoyer lettre + C.V. à :
LIBRAIRIE L
13, rue Edouard-Vaillant,
93100 MONTREUIL.

PLUSIEURS

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Titulaires DUT, langages cobol, GAP 2 ou PL 1, minimum 2 ans d'expérience INSET-ETT,
93, bd de Sébastopol.
PARIS (2e) - Mº Réaumur.
Téléphone : 233-38-25.

GFI CAE

Une société industrielle,
2000 personnes
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME
IBM 4341 - CICS - DL1

- Le candidat devra apporter la preuve *de sa compétence dans la fonction et pouvoir justifier d'une expérience* d'au moins 5 ans dans cette activité.
- Le *matériel, livré dans* quelques mois, sera implanté à Paris (proche Nation) au siège administratif, en liaison avec des terminaux implantés en usines de province.
- L'ingénieur Système participera au choix des produits, à l'optimisation des *ressources machines, à la définition* des systèmes d'exploitation.

Les candidats sont invités à envoyer leurs C.V. et pretentions à GFI-CAE, à l'attention de J. ANDREAN, 62/66, rue Amelot, 75001 PARIS.

OCEANIC recherche pour son expansion dans le cadre du groupe **ELECTROLUX** des

Ingénieurs électroniciens

(expérimentés et/ou débutants), pour son centre d'étude de **ROMAINVILLE**

- **Un responsable du laboratoire d'essais**
  Il devra justifier d'une expérience conséquente *en métrologie électronique*
- **Un ingénieur micro-processeur**
  Téléviseur digital et télématique
- **Un ingénieur micro-processeur**
  Système de détection et dispositif électronique grand public
- **Un ingénieur vidéo-système télévision**
  Couleur - Réception satellite
- **Un ingénieur moniteur**
  Systèmes *d'asservissement*

Tous ces postes sont évolutifs à court terme vers des fonctions de chef de projet et à pourvoir rapidement. Des rémunérations motivantes sont susceptibles d'attirer les meilleurs éléments.

Si une de ces opportunités vous intéresse, envoyez votre candidature sous référence EX 03 à notre conseil qui vous contactera par téléphone pour vous donner de plus amples informations, et qui étudiera chaque dossier avec la plus grande attention.

INFRAPLAN *Conseil en Recrutement*
83, bld Raspail - 75006 PARIS
Paris Nantes
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

JOB CONSEIL

vous propose les postes suivants :

Importateur de grande notoriété (TV - Hi-Fi - vidéo - micro informatique) crée 2 postes :

CHEF DU SERVICE APRES-VENTE ◀◀◀◀◀◀◀◀◀◀
Ce technicien en électronique saura rentabiliser et optimiser un service de 17 personnes qu'il *devra gérer de manière autonome.*

JEUNE CHEF DU PERSONNEL *HF* ◀◀◀◀◀◀◀◀◀◀
Droit social : une première expérience réussie permet au candidat de maîtriser le législatif et le social de l'entreprise.
Droit commercial : il supervisera la bonne administration du service importation (pour cette seconde mission, l'entreprise peut assurer une formation complémentaire).

Grand constructeur de composants électroniques recherche pour son service marketing micro-processeurs :

CHEF DE PRODUIT ◀◀◀◀◀◀◀◀◀◀◀◀◀◀
Cet ingénieur d'applications supporte et éduque la force de vente, établit la stratégie, se place en regard de la concurrence. Expérience des circuits intégrés et composants discrets. Anglais indispensable.

Direction Europe, constructeur de matériel informatique scientifique Paris sud recherche :

SECRETAIRE DE DIRECTION GENERALE ◀◀◀◀◀◀
SECRETAIRE COMMERCIALE ◀◀◀◀◀◀◀◀◀◀
Cette Société a technologie performante demande les qualites suivantes : dynamisme, intelligence rationnelle, sens de la communication. Anglais parfait, espagnol correct.

Pour 3 Sociétés ayant une très forte influence commerciale et une grande notoriété, nous proposons des postes d'

INGENIEURS COMMERCIAUX Paris ◀◀◀◀◀◀◀◀◀
Constructeur de matériel informatique scientifique.
Profil : professionnel en mini-mainframe ou excellent vendeur attiré par l'application informatique dans le milieu scientifique ou de la recherche.

Constructeur de composants électroniques.
Profil : professionnel ou vendeur très bonne base électronique, pour négocier avec les constructeurs l'application des composants électroniques entrant dans leur fabrication.

INGENIEURS COMMERCIAUX Paris, Lyon, Dijon, Toulouse ◀◀
Installations électroniques de surveillance et de détection.
Clientèle : Collectivités, Grandes Entreprises et Prescripteurs.

Pour ces 3 Sociétés : possibilité d'accès rapide (voire immédiat) à poste d'encadrement.

Nous aurons le plaisir de vous renseigner sur ces postes si vous désirez appeler :
PARIS : Patrick BOMSTEIN (1) 266.36.81 - NANCY : Christian MENNEGAND (8) 337.43.56
ou écrivez, avec C.V. + photo à JOB CONSEIL 30, rue d'Astorg 75008 Paris.

Nancy - Strasbourg - Mulhouse - Annecy - Paris

Homme d'affaires de haut niveau

200 000 + PARIS

Notre client est la filiale d'un important groupe mondial de bureautique.
De création récente, cette unité autonome a pour mission d'assurer la commercialisation en EOM, sur deux circuits (les entreprises distribuant des produits bureautiques et la grande distribution), d'une gamme très complète de plusieurs lignes de produits.
Le poste consiste à développer les négociations à très haut niveau (PDG, DG) dans un concept de conseil, d'assistance et d'appréciation des futurs clients.
L'homme recherché (30-35 ans), directement rattaché au nº 1, a reçu une excellente formation supérieure. Il est un habile négociateur, notamment sur les affaires à moyen et long termes pour des marchés importants. Il dispose d'une expérience de management commercial qui lui permettra d'aborder ses interlocuteurs avec les connaissances et la crédibilité nécessaires.
Le développement vers la Direction Commerciale de cette filiale constitue une excellente opportunité pour l'homme de la situation. *Ecrire à Florence Lesavre qui vous* assure une totale confidentialité. Réf. 8219.
16 rue de Vouillé 75015 Paris.





Ingénieurs, pour la haute technologie française.

Grand équipementier français, nous sommes une société de 3 000 personnes (dont 630 ingénieurs et cadres). Nous sommes parmi les premiers dans les systèmes de commandes automatiques de vol dans les centrales de navigation ainsi que dans les systèmes de test automatique. Notre CA dépassera 1 Milliard de Francs en 1982 dont 50% à l'exportation.

Ingénieurs étude et développement

débutants ou confirmés pour nos systèmes automatiques de vol, pour nos systèmes de test automatique et pour nos centrales de navigation.

Ingénieurs qualité

pour les logiciels et pour les systèmes. Ils travailleront avec les équipes d'électroniciens et d'informaticiens les plus performantes.

Ingénieurs électroniciens

débutants ou confirmés, pour des calculateurs embarqués destinés à des centrales de navigation.

Ingénieurs logiciels

confirmés, connaissant les systèmes à multiprocesseur.

Chef de projet hélicoptère

avec deux à trois ans d'expérience de l'aéronautique, pour réaliser des systèmes faisant appel à la technologie numérique et de visualisation.

Chef de projet gyrolaser

connaissant les centrales inertielles à gyromètre-laser.

Ingénieur mécanicien

confirmé, pour l'étude et la mise au point de capteurs accéléromètriques.

Merci d'écrire ou de téléphoner en précisant le poste choisi à SFENA. Gestion des cadres. BP. 59. 78141 Vélizy-Villacoublay.

SFENA

Pour plus d'informations : **630.23.85.** poste 142

média-system



novatome

Société d'Ingénierie Nucléaire et de Technique de pointe, filiale d'une importante société industrielle, recherche

Jeunes Ingénieurs

MINES, ECP, ENSTA, SUP AERO, ENSAM

Nous leur proposons de s'intégrer à nos équipes de projet dans les domaines suivants:

THERMOHYDRAULIQUE, HYDRAULIQUE, MÉCANIQUE, CALCUL DE STRUCTURES, MÉCANIQUE DE LA RUPTURE, ÉTUDES DE FONCTIONNEMENT.

Leur mission : participer aux actions de Recherche et Développement et mettre en œuvre les acquis technologiques les plus récents pour la réalisation d'applications industrielles nouvelles.

Ils bénéficient pour cela d'un environnement scientifique de premier plan au sein de la société et de possibilités de formation complémentaire.

Les carrières sont ouvertes (études, projets, réalisations), dans la société (800 personnes) et sa maison mère (5000 personnes)

Le lieu de travail se situe au Plessis-Robinson. À terme, des postes en Province ou à l'Étranger peuvent être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à Novatome, Service Emploi Formation, 20 avenue Edouard Herriot, 92350 Le Plessis Robinson.

NOVATOME, aujourd'hui les techniques de demain.

média-system

TRES IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE (PARIS) RECHERCHE DANS LE CADRE DE SA PEPINIERE

JEUNES INGENIEURS

(X, MINES, CENTRALE)

désireux d'acquérir de solides connaissances en informatique (même si expérience dejà acquise) avant de développer leur carrière nationale ou internationale dans d'autres secteurs, tels que la gestion de personnel, la production, la distribution...

Envoyer CV détaillé sous No 39.373 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

A Paris, banlieue Est,

CHEF DU SERVICE ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS

Nous sommes la seule société française indépendante dans le secteur d'activité des colles industrielles et grand public. Avec 200 personnes, notre taille reste «humaine» et notre CA de 140 millions prouve que nous nous défendons bien ... Pour notre usine spécialisée dans les colles industrielles, nous recherchons un jeune ingénieur de formation type AM, ayant acquis une expérience significative de la fonction Entretien-Travaux Neufs. Nous lui confierons la responsabilité d'un service de 6 personnes. Rattaché au Directeur de l'Usine, il prendra en charge l'entretien général, la maintenance de l'outil de production et les projets d'investissements.

Une expérience dans l'industrie chimique ou parachimique serait bien entendu appréciée. Nous accorderons cependant plus d'attention encore aux qualités personnelles du candidat qui doit être créatif et pragmatique, rigoureux et organisé, doué d'une autorité naturelle qui n'exclut pas l'ouverture dans le dialogue.

- Possibilités de logement de fonction sur place.
- Rémunération motivante selon compétences.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 206187, à ORION - 35 rue du Rocher 75008 PARIS, qui vous garantit réponse et discrétion.

LEVI TOURNAY PUB



Important organisme de formation
spécialisé dans le domaine technique
- 8 centres en région parisienne -
(300 personnes)
recherche son

Chef comptable

Il devra, avec l'aide de 3 collaborateurs, assurer toute la comptabilité, bilan compris.

Il lui sera également confié l'animation et la coordination de l'équipe administrative (8 personnes): services généraux, achats, entretien...

Pour ce poste il est nécessaire d'avoir une solide expérience comptable jusqu'au bilan, l'habitude des outils informatiques, une formation supérieure et 30 ans minimum.

Veuillez écrire en précisant prétentions sous réf. 3261

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

Cabinet Consultants

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

- 3 à 5 ans d'expérience de gestion industrielle ;
- Connaissances informatiques appréciées ;
- Anglais indispensable ;
- Capacité d'accession à des fonctions d'encadrement ;
- Formation assurée au sein d'une équipe ayant une large expérience de la profession.

Ecrire Mme MARTEL, 78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS. Tél. : 500-06-65.

---

chef des ventes "cassettes"



Au sein de SONY FRANCE notre division commercialise les cassettes Audio et Video auprès de notre réseau de revendeurs spécialisés, des grossistes, et de la grande distribution. Notre progression est très rapide puisque nous doublons chaque année notre C.A. Nous avons besoin d'un Chef des Ventes dont la mission sera bien sûr d'animer l'équipe : 9 attachés commerciaux, mais aussi de nous aider à développer notre activité dans le circuit grande distribution. C'est la raison pour laquelle nous choisirons un collaborateur ayant l'expérience et d'encadrement d'équipes, et de vente de produits grande consommation aux centrales d achats et aux grandes surfaces. Nous serons attentifs au potentiel de notre futur Chef des Ventes, car notre développement rapide nécessite de savoir grandir avec nous.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 168.82 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

média-system

Société d'ingénierie en télécommunications publiques

recherche

3 INGÉNIEURS TÉLÉCOMMUNICATIONS

ACTION COMMERCIALE (RÉF. FB)
ÉTUDES TECHNICO-COMMERCIALES (RÉF. MJ)
PROJETS D'INGÉNIERIE COMMUTATION (RÉF. PC)

Une carrière ouverte dans une société en expansion tournée vers l'étranger pour

des ingénieurs ENST, ESE ou similaires, parlant anglais, si possible espagnol.

Envoyer C.V. à SOFRECOM, 8, rue de Berri, 75008 PARIS.
(Préciser la référence.)

La Division autonome de CONSTRUCTION de MATERIELS FERROVIAIRES d'un puissant Groupe industriel (C.A. 350 millions)

recherche

chef de service ordonnancement

âgé au minimum de 35 ans, Ingénieur diplômé (A.M. ou équivalent) et ayant acquis une expérience réussie de la fonction ORDONNANCEMENT, GESTION DES STOCKS, dans une Entreprise de Construction Mécanique (pièces de série, si possible).

Il sera chargé de diriger et de coordonner un service de 30 personnes dont les objectifs sont les suivants : élaboration des programmes d'approvisionnement et de fabrication, gestion matières.

Membre du Comité de Direction, sa fonction s'élargira à des missions de conseils et de réflexion au niveau des orientations (politique de la Société) et des organisations (fonctionnement de la Société).

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous réf. 1047 M (à préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ÉTABLISSEMENT PUBLIC A CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

recherche

pour faire face au développement de son activité d'investissement immobilier

1 CHARGÉ D'OPÉRATIONS EN CONSTRUCTION NEUVE

PLACÉ SOUS L'AUTORITÉ DU CHEF DE LA DIVISION

- participe à la mise au point des projets ;
- assure le respect des délais et l'équilibre financier des opérations qui lui sont confiées.

1 CHARGÉ D'OPÉRATIONS EN RÉHABILITATION

PLACÉ SOUS L'AUTORITÉ DU CHEF DE SERVICE

- participe à l'élaboration d'importants programmes de travaux (plusieurs milliers de logements) ;
- conduit l'exécution du programme des travaux de réhabilitation, dans le cadre des objectifs de coût et de délais qui lui sont fixés ;
- assure le repect des délais et l'équilibre financier des opérations qui lui sont confiées.

Situés en Région Parisienne, ces postes conviendraient à de jeunes INGÉNIEURS diplômés T.P., E.C.P., des Ponts, dotés d'une première expérience professionnelle.

Adresser C.V. et prétentions sous nº 8594, « LE MONDE », Service Annonces Classées: 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Importante société d'ingénierie nucléaire filiale d'une puissante société industrielle recherche

Ingénieur électricien confirmé

Mission :

- assister le chef du service électricité/contrôle commande (20 personnes environ) dans l'ensemble de ses missions;
- conception et spécification des ensembles électricité et contrôle commande nécessaires au fonctionnement d'une chaudière nucléaire (courants forts et courants faibles).

Profil :

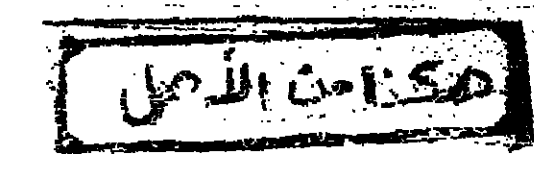
Formation ingénieur électricien grandes écoles, expérience professionnelle d'environ 15 ans incluant en particulier des responsabilités d'encadrement.

La pratique de l'anglais est indispensable, des connaissances en allemand sont souhaitables.

Le poste est évolutif et peut déboucher sur des responsabilités accrues.

Adresser lettre de candidature avec CV et photo, sous réf. 3436, à Media System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system



Charcuteries Paul Predault

DIRECTEUR EXPORTATION

La Société Paul PREDAULT est une des premières Entreprises françaises spécialisée dans les *produits de salaison de haut de gamme.*
Elle réalise un CA de plus de 170 millions dont une partie sur les marchés extérieurs, en particulier *l'Europe de l'ouest, le Moyen-Orient, l'Afrique francophone...*
Le P.D.G. qui suit en direct cette activité souhaite s'adjoindre un nouveau collaborateur capable de prendre en charge la Direction Exportation.
Le titulaire du poste animera un service qui est actuellement composé d'un secrétariat commercial, d'une administration des ventes et d'un vendeur export qui suit en particulier certains pays.
Compte tenu de la structure légère de l'Entreprise, ce poste est par définition très opérationnel, ce qui implique un engagement *personnel important au niveau du suivi de la clientèle et du développement de nouveaux marchés.*
Nous souhaitons *rencontrer un homme (30 ans minimum) possédant une formation commerciale et une expérience exportation acquise dans le secteur agro-alimentaire.* La connaissance des contraintes des produits de consommation périssables serait un atout important.
La pratique de l'anglais et de l'allemand est indispensable et
Le poste est basé en région parisienne.
Les conditions offertes seront de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 6114 AK à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor — PARIS LYON MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

WATERMAN

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

WATERMAN S.A. Société française, est un des leaders mondiaux dans son domaine : les instruments à écrire de haute qualité. Elle réalise un C.A. de 200 millions de francs, dont 25% à l'exportation.
Le Directeur Administratif et Financier désire intégrer à sa petite équipe (17 personnes), motivée et performante, un Jeune Contrôleur de Gestion. Il est *responsable de l'établissement et de la coordination des budgets et des prévisions* financières du Groupe ainsi que de la vérification (audit) des comptabilités de chaque Etablissement (2) et filiale (4). Il utilise en permanence des systèmes informatisés.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'Enseignement Economique Supérieur, titulaire du DECS. Sa première expérience professionnelle (5 ans environ) lui a permis d'acquérir de réelles compétences en comptabilité analytique (fabrication). Par ailleurs, le fait d'être familiarisé avec les méthodes comptables anglo-saxonnes sera apprécié. Il maîtrise la langue anglaise.
Mobile et disponible, il peut voyager le tiers de son temps (usines, étranger).
Le recrutement sera obligatoirement terminé les 26 ou 27 Juillet 1982.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. M 4023 CQ, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — LONDON PARIS LYON MILANO PERUGIA NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

SHISEIDO

Nous sommes l'un des leader mondiaux dans le domaine des cosmétiques. Notre récente implantation en France est une réussite et nous conduit à créer le poste d'

ASSISTANTE MARKETING

Sous l'autorité du Directeur de SHISEIDO France elle participe à l'élaboration du plan marketing et assume sa mise en place (objectifs, stratégie, moyens). Elle propose toute action concrète visant à une meilleure adaptation du produit en France. Elle est particulièrement chargée de veiller à la coordination des actions concernant les produits au niveau de la Direction Artistique et de la *Direction de la Promotion.*
Nous souhaitons rencontrer une jeune femme diplômée *de l'enseignement supérieur justifiant d'une expérience* de trois années minimum acquise impérativement dans le service marketing d'une société opérant dans le secteur des cosmétiques.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 17413 L à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor — PARIS LONDON LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

ORDURES SERVICE

La première entreprise Française d'enlèvement et de traitement de déchets ménagers et Industriels
300 millions de CA consolidé — 1.000 personnes
12 agences implantées sur l'ensemble du territoire, poursuit son développement en recrutant trois

attachés commerciaux

Les candidats retenus seront diplômés de l'enseignement supérieur ou justifieront d'une expérience commerciale réussie de deux ans *minimum*. Basés en région parisienne ou en province, ils auront la charge d'un secteur commercial, d'une agence travaillant pour des collectivités locales et des industriels.

La réussite dans le poste suppose l'intégration au sein d'une équipe de cadres jeunes, volontaires et connaissant parfaitement leur métier.

L'entreprise dont l'activité est liée à l'environnement garantit pour des candidats ambitieux une carrière intéressante.

Envoyer CV + photo d'identité à Ets G. GENET - Ordures Service 24, rue Chaptal - BP. 314 - 92303 LEVALLOIS PERRET Cedex.
Monsieur YVON

Important cabinet d'expertise comptable recherche.

DISPONIBLE DÉBUT OCTOBRE 82

• 1 CHEF DE MISSIONS
– Niveau certificat supérieur de révision comptable.
– 4 ou 5 ans d'expérience en cabinet.

• 1 RÉVISEUR
– Niveau certificat supérieur juridique et fiscal.
– 2 ou 3 ans d'expérience en cabinet.

• 1 ASSISTANT DÉBUTANT
– D.E.C.S. complet.

FORMATION SUPÉRIEURE APPRÉCIÉE

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prét. à :
Cabinet Henry L. CHARRIER et ASSOCIÉS
29, avenue Hoche. 75008 - PARIS.

RESPONSABLE DE COMPTABILITE D'AFFAIRES

Nous concevons et livrons des usines clefs en main dans le monde entier
Nous recherchons :

un(e) comptable confirmé(e)

De formation de base BP - DECS (Certificat comptable) possédant une expérience acquise en cellule comptable avec une pratique réelle de l'informatique et des méthodes anglo-saxonnes.

Nous lui confierons la responsabilité de plusieurs comptabilités d'affaires.

Ce poste, pour lequel une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire, offre de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous proposons d'adresser votre C.V., photo et prétentions sous réf. 39541 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra. Discrétion totale assurée.

---

le Crédit Mutuel

recherche

Auditeurs

jeunes diplômés (HEC - ESSEC - ESC ou équivalent)

Après une formation adaptée, ils seront chargés, au sein d'une équipe, *d'effectuer un diagnostic sur l'ensemble des fonctions et sur la gestion* des établissements bancaires affiliés au groupe.
De larges perspectives d'évolution peuvent être envisagées. **réf. 14 RH**

Auditeur Informatique

pour mener auprès des centres *informatiques du groupe* des missions destinées à évaluer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des systèmes mis en place.
De formation supérieure, le candidat aura acquis une expérience dans le domaine des applications bancaires (Chef de Projet). **réf. 15 RH**

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence à
Confédération Nationale du Crédit Mutuel
Direction des Relations Humaines 88, rue Cardinet 75017 Paris

LEVI-TOURNAY PUB

GROUPE FRANCAIS REPUTE DANS GRANDS PAYS INDUSTRIELS
recherche pour industrie

THERMIQUE LOURDE
INGENIEUR D'AFFAIRES

X, CEP, HEC, SUP DE CO...

Envoyer C.V. sous no 39181 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.



recherche

UN CADRE DELEGUE COMMERCIAL A L'EXPORTATION

charge de la vente de produits chimiques à usage pharmaceutique, il sera responsable tant à Paris qu'au cours de ses voyages
- *de la visite de la clientèle (esprit* d'adaptation et sens de la négociation)
- de l'animation des agents locaux *(exigeant la connaissance du marketing des produits vrac)*
Une expérience minimum de 5 ans de la vente directe sur le marché *international des matières premières* est indispensable.
Des voyages et des séjours fréquents de plusieurs semaines à l'étranger *impliquent une grande disponibilité.*
Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable.
Espagnol souhaité.
Envoyer candidatures manuscrites au Service de Gestion des Cadres
35 Bd des Invalides 75007 PARIS.

mcg carrières

Nous sommes un groupe bancaire français implanté dans le monde entier.

Le développement rapide de notre réseau extérieur nous amène à renforcer nos moyens d'assistance, en organisation et en informatique, auprès des succursales et filiales à l'étranger.

Nous recherchons :

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN CONSEIL

Basé à Paris, ce nouveau collaborateur aura un rôle de conseil et d'assistance auprès de nos implantations *à l'étranger. Il veillera en particulier* à la cohérence des politiques menées par chacune d'elles en matière d'organisation et d'informatique.
Le candidat retenu, diplômé de l'enseignement *supérieur et parlant anglais, aura une expérience* d'au moins trois ans du développement d'applications bancaires acquise soit dans un organisme financier, soit en SSCI. Il aura une *solide* culture informatique et des notions d'organisation.
Il sera fortement motivé par des déplacements fréquents à l'étranger et par l'exercice de cette fonction qui exige diplomatie et autorité.
Rémunération motivante, larges perspectives d'avenir dans une entreprise en forte expansion sont assurées à des candidats de valeur.

A.L. CONSEIL, 102, Bld Malesherbes - 75017 PARIS
étudiera votre candidature sous référence 259 M
et vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE PRODUITS DE BEAUTÉ ET PARFUMS

recherche

Pour sa direction marketing international basée à PARIS quartier ÉTOILE

CHEF DE PRODUITS
H.E.C. - I.E.P.
ESSEC ou licence SCIENCES ÉCO

Possédant première expérience de 3 ans chez annonceur et ayant participé à un lancement international d'une ligne complète de produits parfumant.
Gestionnaire de ses produits en termes de :

- Détection des opportunités de croissance ;
- Profit, élaboration des recommandations, chiffrage des stratégies ;
- *Mise en œuvre du plan marketing,* de son application, du contrôle des écarts et des propositions des actions correctrices.

- Connaissance méthodes d'informatique indispensable.
- Pratique de l'anglais et de l'allemand exigée.
- 13e mois, avantages sociaux, restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 201716 à



Conseil en recrutement,
15, rue Marcel-Renault, 75017 PARIS.
Discrétion assurée.

EQUIPE DE CONSULTANTS
Très haut niveau — Pluridisciplinaire
(Diagnostic - Stratégie d'Entreprise)
recherche

UN FINANCIER

Diplômé Grande Ecole, 4 à 5 ans d'expérience d'Audit (Manager) dans un Cabinet Anglo-Saxon.
Expérience opérationnelle appréciée.

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Ayant 6 à 7 ans d'expérience dans une Société ou un Groupe Industriel en production ou en marketing.

Ces collaborateurs prendront en charge des interventions de haut niveau dans des sociétés industrielles ou commerciales.

— Anglais courant apprécié — Rémunération intéressante
— Lieu de travail : PARIS

Adresser CV, lettre et photo sous référence 39821 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL SERVICE AUX TRANSPORTS
recherche

AUDITEUR INTERNE
SENIOR

— Expérience 2 à 3 ans dans cabinet d'audit externe ou *service d'audit interne.*
— Poste basé à LA DEFENSE avec déplacements fréquents (40/50% du temps) principalement en FRANCE et en AFRIQUE NOIRE.
— Anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions à No 39166 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour vacations, organisme de formation, recherche **CONSULTANT EN ALPHABÉTISATION** Culture et Développement : 208, rue St-Denis 75002 PARIS Tél. 233-70-98 ou 236-94-52.

INFAC

INSTITUTS DE FORMATION *PROFESSIONNELLE A* RECRUTEMENT NATIONAL
cherche pour son service spécialisé de Sélection-Orientation un :

CONSEILLER D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Homme ou Femme

Expérience minimum 7 ans.
Adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. 2.632 M
à : PSYCHOREC
88, rue François-Rolland,
94130 Nogent-sur-Marne.

JEUNE MANAGER
BILINGUE ANGLAIS

Un groupe français à vocation internationale recherche un(e) jeune diplômé(e) **GRANDE ECOLE DE COMMERCE ou BUSINESS SCHOOL.**
Rattaché à la Holding, il assurera une fonction de gestion et d'organisation pour les filiales du Groupe, tant en France qu'à l'Etranger.
Il devra être parfaitement bilingue anglais ou de nationalité anglaise ou américaine, pour participer *à des négociations* commerciales *internationales en collaboration* avec les dirigeants.
Ce poste est un tremplin pour un jeune débutant motivé.

Adressez votre candidature sous référence 1305 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS

l'ingénierie informatique: un métier pour votre avenir

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises françaises d'ingénierie en informatique et notre progression en 1981 a été l'une des plus fortes de la profession.
Nous proposons une carrière dans l'informatique à des

Ingénieurs jeunes diplômés

Après une formation, suivie d'un stage pratique, ils seront intégrés dans les équipes de réalisation de SOPRA Paris, dont la mission est de développer des systèmes d'information de haut niveau.
Rémunération assurée dès le début de la formation qui se fera à PARIS à compter du 16/8/1982.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à SOPRA Recrutement, sous réf. 156 MJI, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

média-system

Société d'ingénierie recherche :

JURISTE D'ENTREPRISE

Le juriste recherché doit connaître à fond toutes les questions afférentes aux marchés publics et privés, nationaux et internationaux, en particulier dans les secteurs du Bâtiment et Travaux Publics.
Rattaché à la Direction Commerciale, il agit en conseiller juridique du Service Achats Marchés, supervisant les nombreux contrats, prévenant les litiges et traitant personnellement les cas difficiles.

Homme d'études, d'analyse et de documentation, il est également homme de communication, capable de discuter les points litigieux avec les clients ou les co-traitants de la société.
Diplômé de Droit, 5 à 10 années d'expérience font de lui un spécialiste en la matière. L'exercice de cette fonction dans le BTP ou dans une grande société traitant des marchés d'état en font le candidat idéal.

Si ce poste basé en proche banlieue sud de Paris correspond à votre profil, veuillez adresser votre candidature sous référence 4232 M à DESSEIN - 69, rue de Provence 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

Constructeur mini-informatique - PARIS-SUD
Groupe important de réputation mondiale
recherche

CHEF DU DEPARTEMENT LOGICIEL

De formation supérieure (Grande Ecole) vous avez mis à profit 10 à 15 ans d'expérience, chez des constructeurs ou Sociétés de Services, pour acquérir une bonne maitrise de la méthodologie de développement de logiciels.
TECHNICIEN CONFIRME, vous êtes d'abord un MANAGER.
Vous aurez à organiser, gérer et animer une équipe d'aujourd'hui 30 Ingénieurs, dans le cadre de projets motivants.
Votre DYNAMISME et notre CROISSANCE seront liés.

Ecrire à notre Conseil : C.C.D.H.
11, rue Antoine Bourdelle - 75015 PARIS
qui étudiera votre candidature sous confidentialité totale.

SOBEA recrute :

pour son activité Bâtiment en Métropole

INGENIEURS ET TECHNICIENS ETUDE DE PRIX

Siège Social et région Méditerranée.

Les candidats, de formation supérieure, devront justifier d'une expérience en entreprise de bâtiment, gros-œuvre et sous-traitance de corps d'état.

Adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions à :
SOBEA - Direction Métropole
Service des Relations Sociales
280, av. Napoléon Bonarparte
92500 RUEIL MALMAISON

CHEF DU PERSONNEL
Banlieue Ouest

Filiale d'un Groupe International, la Société recherche pour son siège implanté en grande banlieue ouest un Chef du Personnel pour gérer et administrer un effectif de 280 personnes. Bonne expérience de la fonction.

Adresser CV détaillé sous réf. 222/23M à
France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

CSNOR

JURISTE

Un des premiers groupes industriels français ayant une importante activité internationale (filiales en Europe et en Amérique du Sud) renforce son équipe juridique. En collaboration avec le directeur juridique, il participera au plus haut niveau aux accords techniques et industriels internationaux. Il assurera également le suivi des opérations commerciales françaises. Le poste est situé au siège à la Défense.
Agé d'au moins 28 ans et parfaitement bilingue anglais, le candidat devra posséder :
- une formation supérieure en droit,
- une expérience internationale acquise au sein d'une entreprise ou d'un cabinet.

Ecrire avec C.V. et salaire actuel sous référence 1335 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

BANQUE DE DEPOT
Paris 2ème
recrute pour ses agences parisiennes

GUICHETIERS-DEMARCHEURS

Bon contact clientèle
Connaissance des produits bancaires

2-3 ans d'expérience agence souhaitée.

Adresser CV, photo et prétentions à No 39.358 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

– Activités : Matériels, unités de traitement d'eaux résiduaires et pétrolières

recherche

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

– Mission : Identifier, prospecter utilisateurs potentiels, conduire essais laboratoire et pilotes, spécifier matériels, rédiger offres, assurer suivi affaires.

– Qualifications : Ingénieur Chimiste.
Bilingue français-anglais.

Déplacements courte durée.
Résider Paris ou région parisienne.

Adresser curriculum vitae sous n° T 034.204 M à :
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante société d'informatique
recherche

Ingénieurs informaticiens
universitaires (DUT informatique)

intéressés par une formation approfondie aux techniques d'exploitation sur grands systèmes IBM.

Dès le début les emplois offerts comportent l'utilisation des moyens les plus modernes de télétraitement avec des responsabilités importantes.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 3335 à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

SOCIÉTÉ d'EXPERTISE COMPTABLE
et de COMMISSARIAT aux COMPTES
en expansion
recherche :

RÉVISEURS

Ecrire avec C.V. à :
SECOR AUDIT
8 bis, rue d'Annam
75020 PARIS.

JANUS INFORMATIQUE
INGÉNIEURS LOGICIEL
MITRA, MINI 6

VENDEUR
Matériel informatique

pour être intégrés dans une société à taille humaine.

JANUS Informatique
Tél. 952-60-06 Mr TANG

ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour poste évolutif nécessitant contacts avec S.S.C.I. et utilisateurs.
Le candidat justifiera d'une expérience réussie d'au moins deux ans sur matériels MATRA DATAPOINT.

Env. C.V. man. et prét. sous n° 32.960 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

BANQUE LOUIS-DREYFUS
Paris 8e
recherche

pour renforcer sa Direction Bancaire France

JEUNES EXPLOITANTS

ayant
- une formation supérieure (grande école ou université) ou supérieure bancaire (CESB ou ITB),
- un début d'expérience (2 à 3 ans) dans l'exploitation (entreprises ou clientèle commerciale d'agence),
- une forte motivation pour une activité commerciale,
- une bonne connaissance d'une langue étrangère.

Nous recherchons des candidats rapidement adaptables, évolutifs, à qui nous offrons à terme des possibilités d'évolution dans l'Exploitation domestique mais aussi internationale et financière.

Envoyer lettre manuscrite + CV précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel, 6, rue Rabelais - Paris 8e.

Plein Champs

Filiale Française d'un
GROUPE INTERNATIONAL de DISTRIBUTION
en forte expansion, située en Région Parisienne, recherche

responsable des relations humaines

Il sera chargé de l'élaboration, la mise en œuvre et l'évolution d'une politique sociale nouvelle, dynamique et harmonieuse.
Assisté d'une petite équipe, il interviendra sur :
- le développement et la gestion des ressources humaines,
- les relations sociales,
- la politique d'information et de communication,
- l'administration générale du personnel.

Ayant une solide formation de base alliée à une expérience réussie de quelques années dans la fonction Personnel, le candidat recherché sera créatif et associera des qualités d'ouverture au dialogue à une forte personnalité.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. D 16 au conseil à qui nous avons confié cette recherche.

COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

COGEPLAN

CSNOR

UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour FRALIB, société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de thés, infusions et potages (LIPTON, ELEPHANT, ROYCO)

RESPONSABLE DE FABRICATION

Au sein d'une usine de 150 personnes, le candidat retenu sera responsable de la fabrication et du conditionnement de thés et d'infusions en sachets. Il aura la responsabilité d'un effectif de 2 agents de maîtrise dirigeant 100 personnes travaillant en équipe (2 x 7h30).

Nous recherchons des candidats de formation grande école ingénieur généraliste qui devront faire preuve non seulement d'importantes qualités humaines, mais également de très bonnes connaissances techniques du fait de la grande sophistication des machines de conditionnement.

Les candidatures d'ingénieurs débutants seront valablement examinées.

Ce poste, basé au HAVRE, s'inscrit comme une étape dans une évolution de carrière dans un Groupe International.



Adresser C.V., photo et prétentions
au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé
75384 PARIS Cedex 08 sous réf. XXV/82.



sofragem-ordisor
L'INFORMATIQUE RESPONSABLE

recherche pour son Centre IBM
(4 unités centrales de haut de gamme) un

ingénieur système VM,

de formation supérieure et justifiant d'une PRATIQUE EFFECTIVE (génération et maintenance) du système VM/CMS et d'une réelle aptitude au dialogue avec les utilisateurs.
La connaissance d'autres systèmes IBM (MVS, DOS) serait appréciée.
Nous proposons une rémunération particulièrement attractive à un candidat possédant une compétence et une disponibilité élevées.

Adressez votre candidature
(C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et photo) à
SOFRAGEM-ORDISOR - Direction du Personnel
6, Place du Colonel Bourgoin - 75012 PARIS

Fabricant câbles électriques
recherche

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

Connaiss. F.F. indispensable.
Niveau B.T.S minimum.
Poste évolutif pour candidat de valeur.
Nombreux avantages sociaux.

Adr. C.V. et prétentions à : FILOTEX B.P. N° 1. 91210 DRAVEIL.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Recherche :

CHEF DE PROJET

Lieu PARIS. Formation ingénieur mécanicien. Langue anglais. expérience min. 5 ans chantiers industrie lourde. Age minimum 35 ans. Rémunération selon expérience.
Envoyer C.V. + photo s/réf. 3201 à SWEERTS B.P. 269 – 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

POUR SEPTEMBRE
LIEU DE TRAVAIL PARIS-8e ou CLICHY

offrons poste :

RÉDACTEUR COMMERCIAL

SERVICE EXPORTATION
STE INDUSTRIELLE
- Jeune D.U.T. ou B.T.S.
- ANGLAIS courant.
- Connaissances en électricité appréciées.

Env. C.V., photo et prétentions s/n° 28129 à HAVAS CONTACT 1, pl. du Palais-Royal, 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PARIS
recherche
pour son service CLIENTS PARTICULIERS

UN GESTIONNAIRE EXPÉRIMENTÉ

EN VALEURS MOBILIÈRES
Clientèle personnelle souhaitée.

Écrire sous n° T 034.199 M à RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRESSE INDUSTRIELLE, CHAMPS-ELYSEES
recherche

UN(E) ASSISTANT(E) DE PROMOTION
DÉBUTANT(E)

– Niveau bac + 2 ans d'études supérieures.
– Les principales qualités requises sont l'organisation, le dynamisme et le goût de la communication.

- Poste à pourvoir immédiatement ;
- Salaire de départ 5.000 F x 13 ;
- Avantages sociaux.

Adresser curriculum vitae et photo, sous le n° T 034272 M. RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LE CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE

forme

DE FUTURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS

qui, à l'issue d'une formation privée très complète (COBOL, BASIC, TÉLÉTRAITEMENT) d'une durée de quatre mois, pourront se voir confier au vu des résultats obtenus un poste au sein de notre SOCIÉTÉ ou d'autres ENTREPRISES BAC + 2 minimum.

Adr. C.V. lettre manuscr., photo et disponib. au respons.
CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE
121, rue de Tocqueville, 75017 PARIS

TRES IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS recherche pour son siège à VELIZY avec missions d'assistance aux chantiers à l'étranger

UN CHEF COMPTABLE ADJOINT

- ayant DECS ou BTS
- possédant une expérience d'au moins 10 ans,
- parlant espagnol ou anglais

Adresser lettre manuscrite de candidature et C.V. sous réf. M 3381 à rscg carrières 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS.



Crédit Ford

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

dans le cadre de l'expansion de Ford en France. Crédit Ford renforce son équipe administrative et commerciale.

Nous recherchons des collaborateurs rigoureux et bons négociateurs.

L'homme :
- de formation supérieure, il aura de préférence une 1re expérience du crédit à la consommation,
- il sera susceptible d'évoluer au sein de Crédit Ford dans des fonctions administratives ou commerciales.

La fonction :
- assurer des relations commerciales avec les concessionnaires et les équipes de vente.
- contrôler le suivi administratif des dossiers en veillant au respect des procédures de financement,
- diriger et animer l'équipe administrative de l'agence.

Le salaire : 95 à 115 000 F/an.

Merci d'adresser votre candidature à Ford France S.A. Service du personnel, réf. BA 216, 344 av. Napoléon Bonaparte 92506 Rueil-Malmaison Cedex.

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES
à vocation internationale
recherche pour l'une de ses divisions

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(Centrale, Mines, Ponts, etc.)

Formation complémentaire ou expérience gestion appréciée.

Il participera en prise directe avec le management de la division :

- A la mise en place du PLAN DE DÉVELOPPEMENT ;
- A l'élaboration et au contrôle des BUDGETS ;
- A l'amélioration de l'outil INFORMATIQUE.

La personnalité affirmée du candidat ainsi que son esprit créatif lui permettront par la suite d'orienter sa carrière vers des postes de responsabilité, notamment en usine.

Lieu de travail PARIS + déplacements.

Merci d'écrire en précisant vos prétentions à nº 06.435 AMEP-P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

BECKMAN INSTRUMENTS FRANCE
Département PROCESS

Notre division Industrie située à Noisy-le-Grand désire adjoindre à son service Maintenance

3 techniciens débutants ou confirmés

La formation souhaitée est la suivante :
maîtrise de Sciences et Techniques de l'Instrumentation
DUT Instrumentation Process
BTS d'Electronique
DUT Technique de mesure physique
ou équivalent.

Si votre expérience de l'industrie vous permet de maîtriser les automatismes et la régulation, ainsi que les techniques électroniques de pointe, nous serions heureux de recevoir votre candidature.

Pour ce poste une expérience de la maintenance et la connaissance de l'Anglais seront des atouts.

Veuillez envoyer votre lettre manuscrite avec c.v. photo et prétentions à B.I.F. - Direction des Relations Humaines - 52/54, chemin des Bourdons 93220 GAGNY.

BECKMAN® PROCESS

Un groupe français, filiale d'un groupe anglo-saxon, réalisant un chiffre d'affaires de 300 millions de F. et possédant plusieurs établissements recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Dépendant du directeur financier, il sera responsable de l'élaboration du budget annuel et du contrôle budgétaire. Il participera à la conception du système de *comptabilité analytique et mettra progressivement en place de nouvelles procédures* de contrôle de gestion.

Il travaillera en étroite collaboration avec la direction générale, les directeurs d'usine, et le service informatique.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 à 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles commerciales, option contrôle de gestion - D.E.C.S. complet) et justifiant d'au moins 5 ans d'expérience de cabinet d'audit, si possible, anglo-saxon et de contrôle de gestion en milieu industriel.

La connaissance approfondie de la comptabilité, des systèmes informatisés et de bonnes qualités d'organisation sont nécessaires. De bonnes notions d'anglais sont demandées.

La rémunération, de l'ordre de 160.000 F. par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé à Paris, de courts déplacements en province sont à prévoir.

Adresser CV et lettre manuscrite s/réf. 7077 à PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

LA VILLE DU VÉSINET (78110)
17.500 habitants
recherche

DEUX CADRES

LE PREMIER sera chargé d'assurer la Direction du Service du Personnel. Gestion de 200 agents. Ce poste nécessite une bonne expérience des relations humaines et sociales et une connaissance approfondie des problèmes de la fonction publique communale.

LE DEUXIÈME sera chargé d'assurer la Direction du Service Comptable et Financier. Gestion informatisée. Ce poste nécessite une bonne connaissance des règles de la comptabilité publique et une certaine expérience dans ce domaine.

Candidatures manuscrites avec photo d'identité, diplômes et références, à adresser de toute urgence à Monsieur le Maire du Vésinet.

---

nt — northern telecom

DATA 100 S.A. est la filiale française du groupe canadien Northern Telecom, 2e constructeur de matériel de télécommunication d'Amérique du Nord (35.000 personnes - 2,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires). L'activité de Northern Telecom couvre également le domaine de l'informatique répartie avec une gamme complète d'équipements parmi lesquels les terminaux multifonctions et les systèmes transactionnels de gestion, commercialisés en France par DATA 100 S.A. A ce jour, 650 systèmes ont déjà été installés chez plus de 300 clients.

Dans le cadre de son expansion, DATA 100 S.A. recherche :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

(3 à 5 ans d'expérience constructeur ou S.S.C.I.)

1) SYSTEMES DE GESTION
- Expérience COBOL + communications, pour support avant-vente et après-vente ;
- anglais nécessaire.

2) TERMINAUX MULTIFONCTIONS
- Expérience RPG + communications, pour support avant-vente et après-vente ;
- anglais nécessaire.

SPECIALISTE TRAITEMENT DE TEXTE

- pour support central, formation, démonstrations, démarrages ;
- anglais indispensable.

Ces postes sont à pourvoir sur la région parisienne avec actions de support en Province.

Envoyer curriculum-vitae, lettre manuscrite et prétentions, en précisant le poste retenu, à : DATA 100 S.A. Service du Personnel La Boursidière - R.N. 186 - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

CABINET CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

PARIS (17e)
CRÉÉ EN 1969, accueille

PSYCHOLOGUE MI-TEMPS

(2 j 1/2 à 3 JOURS/SEMAINE)

DIPLÔMÉE, ELLE A UNE EXPÉRIENCE D'AU MOINS 5 ANS EN SÉLECTION DE CADRES EN ENTREPRISE ET/ou CABINET.
(Débutantes s'abstenir)

Pour contact rapide et discret merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo ss réf. 4866 à

PUB CONSEIL
98, Avenue de Villiers, 75017 PARIS.

FENWICK MANUTENTION

PREMIER FABRICANT FRANÇAIS DE CHARIOTS ÉLÉVATEURS
2.000 personnes - 800 M.F. de C.A.

recherche
POUR SON MAGASIN
de pièces de rechange - 40.000 références
SITUÉ PRÈS DE VERSAILLES

GESTIONNAIRE CADRE

Formation technique niveau B.T.S. ou D.U.T.
- Une expérience en organisation et en gestion informatisée est indispensable.
- La fonction requiert des qualités d'ordre et de méthode.

Ecrire avec C.V. détaillé à : FENWICK P.R.S., 69, rue du Docteur-Bauer, 93400 SAINT-OUEN.

VILLE DE SAINT-DENIS (93)

recherche

UN INGÉNIEUR DIVISIONNAIRE

pour service sécurité et installation chauffage et électricité.

Salaire brut : 7.531 F + prime de technicité.

Envoyer candidature et C.V. à Monsieur le Maire 2, place Victor-Hugo.

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE

- Comptabilité informatisée.
- Paye entreprise 50 personnes.
- BTS ou expérience professionnelle

Adresser C.V. à ACAS 12, rue du Capitaine-Scott 75015 Paris.

Organisme national, spécialisé dans la prestation de services auprès des entreprises, recherche :

ingénieur calcul de résistance des matériaux

Son expérience du calcul des structures complexes, sa connaissance de l'ensemble des matériaux homogènes et hétérogènes le rendent immédiatement opérationnel au sein de notre service construction.

Véritable expert, homme de relations publiques, il participe à des réunions de spécialistes nationaux et internationaux.

Il a *une formation de haut niveau* (ECP - ENPC - AM ou équivalent), maîtrise l'outil informatique, est capable d'élaborer ses propres programmes.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à notre Conseil qui étudie votre candidature en toute discrétion, sous référence M5 005 à :

SRC — *Conseil en Recrutement* 57 rue de Richelieu 75002 PARIS

LILLE PARIS LYON

Nous sommes un des premiers groupes français de distribution.
Pour répondre au développement de notre branche bricolage (20 ouvertures en 82),
Nous recherchons notre

RESPONSABLE EXPLOITATION LOGISTIQUE

Il sera chargé d'organiser les approvisionnements et de concevoir la *logistique*.
Il participera à la rationalisation des points de vente et aura un rôle de coordination de l'action des différents services opérationnels.

Pour occuper cette fonction, il est nécessaire d'avoir une bonne connaissance des circuits de *distribution et des techniques d'approvisionnement*, et de maîtriser les prix de revient et les coûts.

Une expérience professionnelle de deux ans est souhaitée, une formation supérieure serait un avantage.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous le nº 228.954 M REGIE-PRESSE.
85 bis, rue Réaumur, Paris 75002.

ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE

recherche

FORMATEUR ÉLECTROTECHNICIEN

- Diplôme B.T.S.
- Expérience exigée : 5 ans minimum dans le domaine électromécanique.

- Formation pédagogique assurée.
- 7 semaines de congés payés.

Poste à pourvoir banl. sud-ouest bordure périphérique.

Adresser C.V., photo, prét. sous réf. 281 à Trendances, 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, *qui transmettra.*

L'U.G.A.P.

RECHERCHE POUR PARIS

1 INGÉNIEUR

EN MACHINES-OUTILS

Diplômé d'une école nationale d'ingénieurs spécialisée en mécanique ou électro-mécanique.

Expérience en automatisation ou commandes numériques souhaitée.

Adresser C.V. et photo à : U.G.A.P.
209, rue de Bercy
75585, Paris, Cedex.

Chef de marché grand public

- Vous avez 30-35 ans, formation Sup. de Co., *ESSEC ou équivalent,*
- Vous souhaitez prendre des responsabilités en *marketing-ventes,*
- Vous désirez avoir la responsabilité d'une politique commerciale et de son application,
- Vous souhaitez être le patron d'une force de vente autonome,
- Vous souhaitez un poste évolutif dans un secteur en plein développement,
- Vous êtes capable de créer et d'animer efficacement un réseau de distribution, une force de vente.

Nous sommes une société leader sur ses marchés fabriquant et distribuant des produits de traitement *des eaux, un des rares secteurs qui, dans la* conjoncture actuelle, reste en développement régulier.

Vous êtes un homme imaginatif, actif et concret. Vous avez occupé des fonctions d'encadrement, vendant des biens d'équipement dans une société de vente directe.

Vous souhaitez gagner 150 000+ par an.

Résidence principale : Région Parisienne.
Rayon d'action : France métropolitaine.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 82.06.8M à :

Jean-Pierre Tricard Sélection
37/39 avenue de Clichy – 75017 Paris.

JPTS — Jean Pierre Tricard Sélection



ESSELTE METO
Importante Société Internationale, crée le poste d'

Assistant Analyste Financier

esc...

Après une période de formation à la gestion comptable de la Société, le candidat assistera l'analyste financier dans plusieurs domaines : suivi des procédures, reporting financier du groupe, analyse écarts budgétaires...

Anglais courant indispensable.

Rémunération motivante, avantages sociaux.

Perspectives ouvertes pour candidat de valeur.

Écrire ESSELTE METO, Direction du Personnel, 112, avenue du Général-Leclerc 78220 VIROFLAY.

ESSELTE METO

METROLOGIE
importateur et distributeur de matériels *micro-informatiques et périphériques*
recherche
dans le cadre de son expansion

UN CONTROLEUR BUDGETAIRE

Sous la contrôle du directeur administratif il participe à l'élaboration et à l'actualisation périodique du budget et assure ainsi un rôle de conseiller économique auprès de la Direction Générale.

Ce poste peut être confié à un ancien élève d'une école de commerce qui bénéficie d'une première expérience *dans ce domaine.*

Ecrire sous réf. 039M avec C.V., photo et prétentions à Philippe MATHERON
METROLOGIE – Tour d'Asnières
4, Avenue Laurent Cély
92606 ASNIERES Cédex

METROLOGIE

Vous avez de 25 à 35 ans

une expérience positive de la vente de services ou le désir de l'acquérir, ainsi que la capacité d'échanger des connaissances et de vous perfectionner dans ce domaine.

Vous êtes disponible pour accepter des postes en province ou à Paris.

Nous vous apportons une formation au poste d'Agents commerciaux, d'une durée de 15 jours, financée par l'entreprise, soutien authentique du siège pour vous aider dans la mise en pratique des connaissances sur le terrain un système de commissionnement et des possibilités de développement de carrière.

Téléphonez à Bernard GRIMA G21
6, rue Lincoln. 75008. PARIS au 225-33-13.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE ALLEMAND

recherche

JEUNE ASSISTANT (E)
A LA *DIRECTION* FINANCIÈRE

Diplômé (e) école de commerce,
option comptabilité, gestion.

Langue allemande exigée. Le titulaire sera chargé, après formation sur place :
- du reporting et des contacts avec les contrôleurs ;
- de missions de contrôle interne ;
- des études de rentabilité des investissements.

Le poste est à pourvoir près de Melun.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : M. MOREL,
Laboratoire VALPAN - B.P. 08
77350 LE MÉE-SUR-SEINE

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne col.*	La ligne col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Groupe fabriquant matériel haute technicité pour applications militaires et aéronautiques, recrute

5 INGENIEURS

- 1 RESPONSABLE ESSAIS, jeune diplômé Sup aéro, A.M., anglais écrit et parlé
- 1 CHEF BUREAU D'ETUDES, 3 à 5 ans expérience, diplômé grande école électromécanique ou électronique, connaissances anglais
- 1 CHEF BUREAU METHODES, 8 à 10 ans expérience, A.M. ou similaire, sérieuses connaissances électronique
- 1 INGENIEUR, expérimenté, responsable de produits
- 1 INGENIEUR conception appareillages laboratoire, formation électrotechnique, automatisme, connaissances chimie appréciées.

Envoyez C.V., photo et prétentions à N. 2180 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE REVUE D'ÉLECTRONIQUE recherche

ÉLECTRONICIENS

(Ingénieur, DUT, Licence)

Débutants ou confirmés pour animer la rédaction de rubriques techniques et d'applications (composants, systèmes, micro-informatique).

Ces postes, largement autonomes, requièrent le goût des contacts humains, de l'imagination et le sens des responsabilités.

De courts déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Lieu de travail : PARIS CENTRE.

Avantages sociaux.

Adresser C.V., photo et prétentions à RÉGIE PRESSE sous N° T 034.198 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

STRECO DURANDO

membre d'

ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Cabinet d'Audit recrute

AUDITEURS débutants

Diplômés grandes écoles de commerce de Paris ou de Province.

Envoyer CV au Service du Personnel, 6, avenue Marceau 75008 PARIS.



Spécialiste du transport intégré porte à porte entre le Canada et les Etats-Unis

recherche son

directeur commercial

Il doit être un spécialiste du transport en conteneurs qui sait vendre et faire vendre.

Autodidacte ou diplômé, il a 30 ans environ, parle anglais couramment et a le goût du challenge.

Les déplacements en France et à l'étranger lui plaisent.

Adresser votre candidature au plus tôt, avec C.V., photo et prétentions à :

CAST EUROPE (FRANCE)
Tour Neptune
92086 PARIS LA DEFENSE Cédex 20
à l'attention de Mr. MAURY

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS
située Métro GALLIENI
recherche

ACHETEUR

Diplômé Ecole de Commerce.

Bonnes connaissances du marché biscuiterie confiserie.

Libre rapidement.

13ème mois + primes.

Adresser C.V. et prétentions ss No39347 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

GROUPE MATRA

Nous développons fortement nos activités en **RADIO-TELEPHONIE.**

Pour faire face à notre expansion nous recherchons des **HOMMES DYNAMIQUES** à qui nous donnerons les moyens d'exprimer leur valeur.

Chefs de projet

radio-téléphonie: portatif, mobile (180-220 000 F/an)

Vous êtes **ingénieur d'une grande école** (électronique ou radio-électronique), vous avez déjà une expérience en radio-téléphonie dans le domaine des portatifs et/ou mobile. Vous connaissez les sytèmes radio-téléphone évolués.

Vous aurez la responsabilité complète de votre projet jusqu'à la mise en fabrication de séries importantes.

Vous dirigerez le groupe projet et votre contrôleur de gestion.

Anglais indispensable (déplacements) (réf. MP/4).

Ingénieur d'études radio

Vous êtes jeune mais déjà familiarisé avec les problèmes d'intégration dans la HF (réf. MP/6).

***

Notre activité **TELECOMMUNICATIONS** *est en forte progression :* **qualités personnelles et investissement dans le travail permettront une progression rapide dans notre société.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence choisie à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants
57, avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA PA

ERIN

recherche pour développement de logiciel informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS

- Grandes Ecoles, option informatique, automatique, électronique.
- Universitaires.
- Débutants à 3 ans d'expérience.

Ecr. avec C.V. s/réf. 9888 à AXIAL Pub. 27, rue Taitbout, 75009 PARIS qui transmettra.

Laboratoire international PARIS-15e

recherche

AIDE-COMPTABLE

4 à 5 ans d'expérience, notions d'anglais souhaitées.

Envoyez C.V. + lettre manuscrite + prétentions à Cabestan, 120, Champs-Elysées, 75008 PARIS sous réf. AC qui transm.

CABINET JURIDIQUE INTERN. recherche

JURISTE FRANÇAIS

un ou deux ans d'expér., anglais, diplômé Fac. de droit, amér., HEC ou ESSEC, conn. compt. et fisc. souhait. Ecr. avec C.V. n° 39.403 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

INGÉNIEUR BÉTON ARMÉ

pour calculs structures coffrages conneiss. CCBA 68 et BAEL appréciées DIXIT — ETT 18, rue Turbigo Paris 2e, Mo Etienne-Marcel 261-83-07.

GROUPEMENT D'ASSURANCE CONSTRUCTION
situé à NANTERRE
(700 personnes)
recherche

GESTIONNAIRES-JURISTES HF

pour règlement de dossiers de sinistres amiables et contentieux (formation assurée).

Les candidats doivent être en possession de la maîtrise en droit (options droit de la construction ou droit des assurances appréciées).

5 x 7 h 40 x 14
Avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise.
Horaire variable, etc.

Envoyer CV, photo et prét. à n° 6227

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Pour assurer son expansion, Constructeur Mécanicien P.M.I. - 400 personnes - PARIS NORD - OUEST

Machines spéciales - chaînes de production performantes - 20 ans de références européennes aéro - nucléaire - spatiale - auto, etc...

RESPONSABLE DE BUREAU D'ETUDES ET DEVELOPPEMENT

INGENIEUR AUTOMATICIEN - A.M. - I.N.S.A. ou équivalent.
ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE associée à la MECANIQUE.

MISSION :
— Gestion : B.E. - industrialisation.

PROFIL :
— 35 ans - 10 ans d'expérience réussie B.E. biens d'équipement.

AVENIR :
Bras droit du P.D.G.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 39602 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

G I E

GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Après une solide formation à l'informatique vous débutez dans la vie professionnelle

Filiale informatique d'un important groupe français dont nous développons les systèmes de gestion en temps réel, nous vous proposons de devenir

ingénieur informaticien

dans notre département études, après adaptation à nos techniques et systèmes : MVS, IMS, DL1, sur matériels de grande puissance. Vous serez associé(e) à la réalisation d'un projet, avec évolution rapide vers des responsabilités d'encadrement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) sous réf. M 101 à :

G I E - Direction du Personnel - Tour Franklin 92081 Paris La Défense, Cedex 11.

IMPORTANTE SOCIETE CHIMIQUE recherche pour un de ses départements à PARIS,

UN INGENIEUR COMMERCIAL A L'EXPORTATION

MISSION :
Responsable commercial d'une zone géographique déterminée à dominante germanique, grande exportation. Vente directe ou relayée par des agents exclusifs.

FORMATION SUPERIEURE EXIGEE :
— Ecole Nationale Supérieure de Chimie et/ou de Commerce
— Anglais indispensable, allemand souhaité.

PROFIL REQUIS :
— Première expérience de la vente à l'étranger de produits chimiques souhaitée, mais non obligatoire (candidats débutants acceptés)
— Bonne aptitude au travail en équipe
— Goût pour les déplacements à l'étranger (40%)
— Sens de l'autonomie et des responsabilités.

Adresser CV, prétentions et photo a No 39366 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MITSUI ET CIE EUROPE S.A.
Société de Commerce International
recherche pour son service chimie fine :

Jeune diplômé ou débutant

IUT chimie ou école supérieure de commerce de province
Bilingue Français Anglais
Disponible dès que possible

Env. C.V., photo et prétent. à M. Roulin 37, av. Pierre 1er de Serbie 75008 Paris

ÉTUDES QUALITATIVES
CHARGÉ(E)S D'ÉTUDE FREE LANCE

- Formation marketing et psychosociologie ;
- Prenant en charge les études de la définition de la méthode à la présentation orale et écrite des résultats et des recommandations.
- *Expérience chez l'annonceur souhaitable.*
- Pratique des techniques projectives en animation et en analyse de contenu indispensable.
- *Expérience professionnelle minimum : 5 ans.*

Adresser C.V. détaillé à :
INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ET D'ANALYSES
60, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris.

UFAP

LE SPÉCIALISTE DES ANNUAIRES ET DES BASES DE DONNÉES ENTREPRISE

crée le poste de

RESPONSABLE DU SERVICE CONTENTIEUX

En plus d'une formation maîtrise de droit privé, option droit des affaires, vous avez au moins 2 ans d'expérience.

Directement rattaché au Directeur des Services Comptables, vous serez chargé de la mise en place et du suivi des procédures de recouvrement, ainsi que des études et actions concernant les litiges.

Envoyer C.V. et prétentions à l'attention de : **P. DIDIER** - Groupe des Editions UFAP, 13, avenue Vladimir-Komarov. 78192 TRAPPES CEDEX.

GROUPES D'EXPORTATEURS FRANÇAIS DE FARINE

Nous sommes leader mondial dans notre branche. Nous créons un service commun de documentation et pour seconder le responsable du projet, nous recherchons :

DOCUMENTALISTE HF

ayant déjà une expérience de 2 à 3 ans dans un service de documentation, par exemple dans la presse *économique, souhaitant trouver* une plus grande autonomie et doué de curiosité pour les échanges agricoles internationaux et leur environnement.

Anglais indispensable.
Lieu de travail : Paris 1er Ardt.

Écrire avec CV détaillé en précisant la rémunération *actuelle s/réf. 198 M à Denis JOUSSET*

plein emploi
10 rue du Mail 75002 PARIS

UNE CARRIÈRE COMMERCIALE DANS LA PRESSE POUR UN DÉBUTANT

Jeunes diplômés de l'Enseignement supérieur, de préférence, vous rejoignez notre entreprise en plein essor, le Groupe **TESTS**, leader français de la presse spécialisée en informatique, télématique et bureautique. Vous développez la vente d'espaces publicitaires pour une de nos publications, soit **01 Informatique**, soit **l'Ordinateur Individuel**. Tout en bénéficiant de notre notoriété, sur un marché "porteur" et en progression constante, vous assurez *les relations avec les agences de publicité mais aussi avec les* annonceurs que vous conseillez.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence *M.3863, à Nicole DOGNIN qui étudiera* confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 48, av. de l'Opéra 75002 Paris

FUTURE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

SOCIÉTÉ A BOULOGNE
recherche

DIPLOMÉE

MAITRISE DE DROIT DES AFFAIRES

Minimum 1 an de pratique chez conseil juridique ou syndic. Capable de taper son courrier.

Téléphone. 954-90-44 poste 253 ou 255.

STÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS
5e Porte Orléans
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour développement applications *temps réel sur mini-micro.* Env. C.V. sous N° 6532 PARFRANCE 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.

L.T.P. SAINT-NICOLAS,
recherche
PROFESSEUR

pour enseignement du dessin industriel ds les classes préparant au bac technique, diplôme *souhaité : Ingénieur A. et M.* Téléphonez au 222-83-60.

LA CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE

recherche
pour développer ses applications T.P. ET BATCH

ANALYSTES D'APPLICATIONS

(analystes-programmeurs) ayant de préférence plusieurs années d'expérience

PROGRAMMEUR

Niveau I.U.T. ou équivalent.

Envoyez lettre et C.V. détaillé avec prétentions à Monsieur le Chef du Personnel de LA CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE 17/19, RUE DE FLANDRE. 75935 PARIS CEDEX 19.

SIÈGE PARIS
Sté industrielle distribuant en France roulements de précision,

recherche

INGÉNIEUR DE VENTE

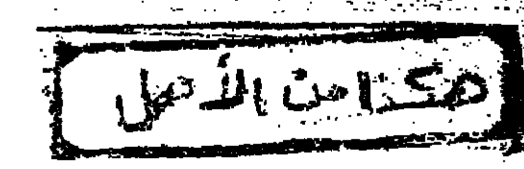
diplômé gde École Commerciale. Age minim. 30 ans, 5 à 10 ans expér., vente industriel indispensable. Anglais nécessaire. Candidat haut niveau, salaire en rapport + voiture de fonction.

Env. C.V. manuscrit + photo + prét., n° 6394 Emplois et Entreprises, 18, rue Volney. 75002 PARIS.

Recherchons

COLLABORATEURS

(TRICES) TR. QUALIFIÉS (ES) Postes à responsabilités pour travail intéressant et varié, dans fiduciaire R.O.C. situations d'avenir. Libres de suite. Se présenter 175, bd Pereire, 75017 PARIS. Téléphone : 763-98-35.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

Groupe de Sociétés
Gare de Lyon recherche

RESPONSABLE GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL

Directement rattaché au chef du service gestion du personnel. Sera chargé des contrats de travail, de la paie, des relations avec le service informatique, avec les organismes socx et de la gestion de personnel expatrié.

Agé de 30 ans environ, le candidat devra avoir une expérience de quelques années. Envoyer curriculum vitæ, photo et prétentions au Service Gestion du Personnel SETEC A.S., 58, quai de la Rapée, 75583 Paris cedex 12.

Société Paris, recherche

CHEF COMPTABLE

pr diriger comptabilité assurant également gestion fiscale et juridique de stés commerciales et civiles.
– Expérience SCI de construction requise.
Envoyer curric. vitae manuscrit sous le nº 6.436 à AMEP. P.A. 37, rue Gal-Foy, 75008 Paris.

Importante société multinationale, leader sur son marché, implantée ds 3 pays de la C.E. recherche pour sa
DIRECTION FINANCIÈRE EUROPÉENNE

BUDGET ANALYST

Ayant le goût des contacts internationaux, actif et entreprenant pr planification court et long terme, élaboration et suivi des dossiers de gestion, devra participer à la mise sur informatique de ces différents travaux.

Niveau universitaire :
– Ecole commerciale.
– Maîtrise de gestion.
Expérience préalable dans un poste similaire souhaitée.
Très bon anglais nécessaire. Voyages éventuels.

Env. C.V., prét. s/len° 2.197 à Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

SYSECA TEMPS RÉEL
(nouvelle dénomination de la Société ECA AUTOMATION)

SSCI en forte expansion (570 personnes) recherche

INGÉNIEURS

– 1 an expérience minimum.
– sur MOTOROLA 68000.
– Pour réalisation de systèmes Temps Réel dans des domaines de pointes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence nº 1.912 à SYSECA TEMPS RÉEL (Service du Personnel), 315 Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD cedex.

BANQUE DE LA RÉGION DE VÉLIZY
recherche
J.H. ou J.F. NIVEAU B.T.S. ou DUT

Envoi lettre manuscrite et C.V. Ecrire sous le nº 034258 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sté phonographique Paris-20e, rech. d'urgence pr IBM 34 258/257

RESPONSABLE DE SERVICE INFORMATIQUE

Bon analyste programmeur pour service 4 personnes.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour exploitation, implications existantes, développement nouvelles applications, seconder le chef de service. Profil des candidats : 2/3 ans d'expérience min. Notions comptabilité. Envoyez C.V. + prét. DISQUES AZ, 13, passage des Tourelles, 75020 PARIS, M. RABAUD.

P.M.E. SUD PARIS, rech.

CHEF DES VENTES

- Formation agricole ou commerciale.
- Expérience de la vente et de l'animation d'une équipe de vente.
- Ce poste basé à Paris nécessite de très fréquents déplacements.

Envoyez C.V. man. photo, prétentions nº 06410 AMEP-P.A., 37, rue Général-Foy, 75008 PARIS.

VILLE DE NOISY-LE-GRAND 93160 MARNE-LA-VALLÉE

recrute pour le 1er septembre 1982

UNE DIRECTRICE CRÈCHE FAMILIALE

(encadrement de 40 assistantes maternelles)

CONDITIONS : diplôme de puéricultrice diplômée d'Etat. Statuts du personnel communal.
RÉMUNÉRATION : 5.156,90 F

Adresser C.V. à : Mme le Maire de Noisy-le-Grand, secrétariat général, 93160 NOISY-LE-GRAND.

L'INSEP

développe son département INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE et recrute

INFORMATICIEN

Ingénieur ou études sup.
Temps partiel ou plein temps pour mission de formation et de conseil.

Adresser curriculum vitae à L'INSEP
4, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

ETS PRIVE SOUS CONTRAT 450 INTERNES recherche

SURVEILLANT GÉNÉRAL D'INTERNAT

Envoyer C.V. dét. + photo sous nº T 034283 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

secrétaires

TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche

Assistante trilingue

pour le Directeur Industriel de ses filiales en RFA. Poste intéressant convenant à une personne autonome, mobile, possédant impérativement les trois langues, c'est à dire Allemand, Anglais et Français. Nationalité indifférente.

Rémunération motivante. Poste en RFA.

Ecrivez ou mieux téléphonez au 766.70.70 à Melle ABELA, réf. 1242

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach 75017 Paris

UNE ATTACHÉE DE DIRECTION À CARACTÈRE JURIDIQUE ET FINANCIER

108.000 à 130.000 F/AN

Nous est indispensable pour notre cabinet situé à PARIS 16e.
Elle suivra les dossiers de nos clients tant au niveau des banques que des organisations de gestion et assurera le secrétariat complet de notre structure.
Ces relations suivies lui demanderont beaucoup de diplomatie, discrétion et mémoire et une grande disponibilité.
Outre une formation équivalente au BTS de secrétariat de direction, de solides connaissances juridiques et comptables acquises sur le terrain dans un cabinet juridique ou d'Audit seront indispensables pour son évolution. Bonne dactylo et steno anglais. POSSIBILITÉ VACANCES JUILLET ou AOUT.
Envoyer CV + photo s. réf. 9701 à Christine d'AUBIGNY VALENS CONSEIL BP 359 75084 PARIS cedex 02

EXPERT COMPTABLE recherche pour PARIS-12e

SECRÉTAIRE

Au sein d'une petite équipe, elle prendra en charge le secrétariat général (téléphone, courrier, classement) et la gestion administrative du cabinet (facturation, planning, liaisons avec les clients, les fournisseurs et les collaborateurs). Très bonne dactylo (rapports, tableaux).

Expérience souhaitable acquise en cabinet libéral ou dans un service administratif et financier.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo s/nº 8604, le Monde, Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Sté commerce international située à RUEIL (RER) recherche :

SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS

Expérience 5 ans minimum sens des contacts et des responsabilités.
Poste stable et bien rémunéré, position cadre à terme pour élément de valeur.
Env. C.V. Nº 37. 864 PROJETS PUBLICITÉ, 12, rue des PYRAMIDES, PARIS 1er, qui fera suivre.

DEMANDES D'EMPLOI

IMMOBILIER

300.000 m² CONSTRUITS OU RÉNOVÉS
42 ans, 15 ans exp.

ANIMATEUR DE PROGRAMMES

- Analyse et définition de produits fonciers.
- Études de faisabilité, économie de la construction.
- Direction d'opérations depuis la conception jusqu'à la livraison aux clients (locatifs et copropriété).
- Organisation, coordination des intervenants.
- Négociation de marchés et contrats « clés en main ».
- Habitations, bureaux, commerces, entrepôts, I.G.H.
- Maintenance et gestion de patrimoine.

Formation ingénieur B.T.P., gestion, droit immobilier.

Étudie toutes propositions de postes hautes responsabilités et décisions dans même secteur, Paris, province, étranger.

Écrire sous nº 8.613 *le Monde* Publicité,
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

RESPONSABLE LOGISTIQUE

DESS - PARIS IX - DAUPHINE - 44 ANS

Grande expérience organisation, gestion, informatisation, *transport approvisionnement*, distribution, coûts, conduite de projets.

Recherche poste haut niveau.

Écrire sous nº 2.791 le Monde, Publicité
SERVICE ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

JURISTE GÉNÉRALISTE, niv. DOCTORAT, grande expérience professionnelle diversifiée, format. financière, anglais, cherche situation intéressante. Ecr. s/nº 8.583, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 33 ans, expér. analyse dossiers participation et crédit immobilier, form. DECS, ICH, ch. emploi ou remplacem. Ecr. s/nº 2.794, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 35 a., maîtrise gestion, 8 a. assistant, D.G. P.M.E. serv. ind. : cont., gest., org., adm., études inform., angl., rech. poste perspectives ouvertes. Ecr. s/nº 2.781, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE CONFIRMÉE, 34 ans, 11 ans exp. maison consommat. environnement, beauté, santé. Dep. 2 ans et act. rédact. en chef, trim. 200.000 ex. santé prévent., ch. poste équiv. ou chef rubrique mensuel, préf. gd public. Ecr. s/nº 2.782, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Trouvez vos cadres
INFORMATICIENS COMMERCIAUX COMPTABLES
rigoureusement sélectionnés.
DISCRÉTION ASSURÉE.
AFIPEC - 236-16-15

JURISTE ENTREPRISE, D.E.S. droit privé, droit des affaires, form. avocat, 10 ans exp. judiciaire, 8 ans responsable serv. jurid., apte à traiter tout dossier, sens rel. hum., ch. poste similaire ou secrét. général. Ecr. s/nº 8.584 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE TECHNIQUE INDUSTRIE CHIMIQUE
58 ans. Libre de suite.
Téléphone : 284-81-03.

LICENCIÉE EN DROIT
Dipl. I.E.P., préparation ENA, J.F. 30 ans, exp. secteur public, rech. emploi motivant et dynam. Etudie toutes propos. Ecrire sous le nº T 034.052 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune fille 16 ans 1/2 cherche emploi aide-comptable (CAP) ou employée de bureau. Ecr. s/nº 6.311 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire de direction cciale, sérieuses référ., bons contacts clients fournisseurs, ch. poste stable Paris. Salaire motivant. Téléphonez au 361-97-30.

ACTUEL SOUS-DIRECTEUR GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

Hors classe, 37 ans, solide expérience nombreux secteurs de la profession, entreprenant, créatif, sachant animer une équipe, anglais courant. Etudierait toutes propositions PARIS/PROVINCE.
Ecrire sous le nº T 033.974 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR 57 ans
ancien directeur d'établissement produisant des matériaux de construction recherche poste similaire dans région parisienne, éventuellement à temps partiel, assisterait une direction générale ou d'établissement.
Ecrire sous le nº T 034.273 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 48 ans

directeur ccial

spécialiste courtage Bourse
Cherche emploi similaire (mais étudie autres propositions).
Libre septembre 82.

Ecr. s/nº 6.323 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INTERPRÈTE TECHNIQUE (h) suédois, allemand, anglais, spéc. tr. qualif., réf., exc. présentat. T. (47) 27-41-13.

CADRE FÉMININ, 39 ans
Exp. développement internat., gestion, rel. publique/publ.
ANGLAIS, ALLEMAND ESPAGNOL, ITALIEN.
ch. poste
JEUNE P.M.E. DYNAMIQUE
Ecrire sous le nº 34281 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Dame, 49 ans, sérieuse rét. bonne présentation, cherche pour sept. place gouvernante
Ecrire sous le nº 34302 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. Fme, 33 a., maîtrise gestion, DUT. F. compt. Exp. prof. 6 a., chef comptable de PME, ch. emploi stable. Libre immédt. Mme BELHOUSSE, 2 bis, rue de la République, Bobigny 93009.

Dame cinquantaine, éducation, instruite, libre 15 juillet 30 août cherche place dame compagnie même étranger, peut aussi faire fonction Secrétaire-Chauffeur. Téléphoner après 20 h 30, 16 (7) 808-13-08.

Cherchons pour notre jeune fille 16 ans (langue mat. allemande) place dans g. fam. avec enfants pend. les vac. juillet-août pour améliorer ses connaiss. de la langue franc. au pair ou hôte payant. Adr. F. Fark, Pestalozzi-Apotheke D-7850 Lörrach.

Assistante, BTSS angl.-esp., études sup., 10 ans expér., cherche poste non intérimaire septembre, Paris, préférence tourisme, édition, culturel. Ecr. s/nº 2.798 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 37 ans, licencié en droit, 16 ans expérience administrat. et finance ch. situation stable. Ecr. s/nº 2.797, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Statisticien-économiste, ENSAE, docteur 3e cycle de statistiques, MS de Princeton, ch. resp. dans service statistique, scientifique ou économique. Ecr. s/nº 2.796, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme recherche pour une période de 6 mois petit secrétariat dans cabinet d'architectes. Réf. en ce domaine. Urgent. Tél. le soir après 19 heures : 584-62-89 ou au 329-77-38.

DIRECT. DE DÉPARTEM.
COMMERCIAL, MARKETING.
CADRE 45 ans, 20 ans expér.
Spécialiste informatique.
Excellentes relations affaires cherche création poste dans société dynamique.
Ecr. s/nº 2.790 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMMERCIAL ET ADMINISTRATIF/EXPORT
J.H. expérim., 32 ans, dynamique, anglais, espagnol. Libre de voyager. Etudie toutes propos. d'avenir. Ecr. MARRET, 12, rue Hermel, 75018 Paris.

---

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose un GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 8, sq. Mondovi, 78-Le Chesnay.

cours et leçons

Elève ingénieur SUPELEC donne cour remise à niveau ts niveauxsur Paris août Tél. 566-63-88.

enseignement

APPRENDRE L'AMÉRICAIN à L'AMERICAN CENTER

261, bd Raspail, 75014 PARIS.

633-67-28

Session intensive du 28 juin au 9 juillet pour :
gens pressés
lycéens en mal d'anglais
touristes.

Méthode orale, cours dans la journée et le soir.
Début des inscriptions le 7 juin.

Egalement session du 13 au 24 septembre. Inscriptions à partir du 1er septembre.

occasions

MIEUX QUE DES
SOLDES
20.000 m²
MOQUETTES
PRIX D'USINE
Les plus grandes marques en pure laine et synthétique
MOQUETTE DE LA REINE
109 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne. 603-02-30 +.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois *à l'étranger sont nombreuses* et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). *Deman. une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS* (LM), 3, r. Montyon, 75429 Paris cedex 09.

travail à domicile

Secrét. de direction, frappe tous textes et manuscr. s/IBM 82 C. Travail soigné. Tél. 051-44-49.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sérieuses référ., effectue rapid. travx peinture, menuiserie, décoration, coordin. ts corps d'état. Devis gratuit. Tél. 368-47-84 et 893-30-02.

traduction demande

Trad. techn. (suéd., all., angl.), électr., aéron., méc., nucl., TP, brevets, etc., réf. exceptionn. Y. Michelet, 19, al. D.-d'Urville, 37200 Tours. (47) 27-41-13.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

SULLY-MORLAND
EXCEPTIONNEL imm. Pierre de T. 5e étage, asc., 5 P. 210 m², confort. Prix : 1.800.000 F. Téléphone : 320-26-35. MARTINE IMMOBILIER.

5e arrdt

JARDIN DES PLANTES
Construction GD LUXE en cours
LE POLIVEAU
du 2 au 5 pces et DUPLEX, lundi et mardi, de 14 à 19 h., 1 et 3, RUE POLIVEAU.

PENTHOUSE
Sur jardin Henri IV, 125 m², 4 P. + 87 m² TERRASSE. VUE TOUT PARIS. DORESSAY : 637-23-47.

Broca-St-Médard. 354-42-70
4 PCES SUR VERDURE

Jussieux 180 m² : 354-96-10.
LOFT TRAVAUX

6e arrdt

DANS HOTEL PARTICULIER petit studio tt conf., parf. état, calme 100 %. Tél. 325-33-08 après 18 h. 326-13-00.

7e arrdt

Mº ÉCOLE MILITAIRE
85, avenue Bosquet
Imm. p. de taille 4-5 P. 120 m² à rénover + chbre serv., soleil. 4e ét., asc. Lun., mar. 15-19 h.

16, rue du Pré-aux-Clercs, élégant 4/5 pces, 150 m², 2 bns. DORESSAY, tél. : 637-23-47.

PRÈS PALAIS D'ORSAY
Entre cour et gd jdn, gd 6 pces en duplex, inondé de soleil, très beaux volumes. T. 325-10-56.

RUE DE VARENNE
Bel appart., 280 m², vaste réception, bureau, salle à manger, 4 ch., 3 bains, double garage. GARBI, téléph. au 567-22-88.

MÉTRO SÉGUR
4 PIÈCES, 90 m², 5e ÉTAGE, *MARDI* 22 DE 14 A 17 H. 7, RUE CHASSELOUP-LAUBAT

PROPRIÉTAIRE VEND
6 PIÈCES, 2 BAINS
BELLE RÉNOVATION SUR RUE et MINISTÈRE.
109, rue de Grenelle.
Ce jour 14/18 h - 267-37-88.

9e arrdt

10, RUE MANSART
2 pces, cuis., w.-c. 260.000 F. Lundi, mardi, de 14 h à 17 h.

10e arrdt

BOULEVARD MAGENTA
(proximité République) superbe 250 m², profes. libér. possible, étage élevé, plein soleil. TIL'S : 806-19-64.

12e arrdt

Avenue du Bel-Air
part. vend splendide 105 m², imm. ancien, 6e ét., ascenseur. 1 300 000 F. Tél. avant 10 h. ou après 19 h. au 307-33-28.

14e arrdt

PARC MONTSOURIS
PLEIN CIEL 14e ÉTAGE
VUE EXCEPTIONN. PARIS
Dble liv. + 3 chbres 140 m² env. + 60 m² terrasse Plein SUD. Imm. récent gd stand. Parfait état. 227-83-30.

15e arrdt

CHOIX DE 4 PIÈCES
91 m², Émile Zola : 650.000.
72 m², Duplex : 740.000
103 m² Vaugirard : 1.150.000
Jean Feuillade 566.00.75.

16e arrdt

O.R.T.F., joli petit 4 P., 6e ét., balc., soleil, état neuf. 820.000 F. 783-89-86. 548-64-89.

CALME ET VERDURE 100 %
2 p. cuis., bns dans hôtel part. refait à neuf. Tél. : 328-58-65. après 18 heures : 326-13-00.

17e arrdt

45, AV. DE VILLIERS
Mº MALESHERBES
RÉHABILITATION PRESTIGE
Anciens ateliers d'artistes restructurés en
DUPLEX AVEC LOGGIAS
DE 2, 4 ET 5 PIÈCES
+ *quelques STUDIOS*
LUXUEUSES PRESTATIONS.
visites lundi, mardi, jeudi et vendredi de 12 à 18 heures.

Près place Wagram, séj. + 2 ch., bns, 68 m². R.-de-ch. av. petit jardin. Mardi 15/18 h. 130, rue Tocqueville.

Très beau 2 pièces 50 m², état neuf, original, soleil. Prix : 310.000 F - 551-88-83.

19e arrdt

LAUMIÈRE
3 P., cuis., w.-c., bs, chf. centr. 65 m². Soleil appt à repeindre. *Imm. ravalé. Prix : 248.000 F.* Créd. Vr pptaire mardi 14 h 30 à 18 h 30. 58, rue de MEAUX.

20e arrdt

Propriétaire vd studios et 2 pièces tout équipés neufs, depuis 145.000 F, petit imm. rénové, jdin, 75, rue PIXÉRÉCOURT, *Mº Télégraphe. S/pl.* ts les jrs, de 15 à 19 h au : 590-86-06.

91 - Essonne

Part. vend appt 5-6 Pces 94 m² tt cft, cave, parking privé ds petit imm. 5 étages à Grigny, rue calme, prox. école commerce. 5 minutes SNCF, prox. A6. Px 320 000 F + CF 20 000 F. Tél. 083-23-58 à partir 20 h et week-end.

92 Hauts-de-Seine

Bon placement Neuilly, près Mº 2 appts 4 p. confort, occupés dont 1 avec bail 6 ans. Px intér Propriétaire 747-50-84.

NEUILLY DANS HOTEL PARTICULIER PIERRE DE TAILLE
ATELIER LOFT
à am., gde haut. ss pl. 5 000 F le m². 325-33-08, ap. 18 h, 316-13-00.

SÈVRES. VILLE D'AVRAY
Appt 65 m², soleil. 325-20-77.
JARDIN 120 m². LUXE

SÈVRES
71, GRANDE RUE
« LE PARVIS DE SÈVRES »
2 au 7 pièces. Commerce.
Renseignem. : 82, Grande Rue. Tous les jours sauf mercredi de *14 à 19 h, samedi et dimanche* de 11 à 13 h et de 14 à 19 h. 507-13-47 OU SERCO 723-72-00.

Province

CANET-PLAGE
Bord de plage, appt 70 m² + terrasse, séjour, cuis. équipée, 3 ch., salle de bns, salle d'eau, cave, parking souterrain, entièrement meublé. Prix 470.000 F. Téléphonez au : 962-01-92 ou le soir au : 912-09-21.

VENEZ VIVRE AUX DEUX-ALPES

Qualité du ski, diversité des loisirs.
PRINTEMPS, ÉTÉ, HIVER.
Résidence Les Séracs
Au cœur de la station, face au domaine skiable.

STUDIOS, 2 PIÈCES DE 26 à 40 m²

prêt complémentaire consenti *par le promoteur jusqu'à 25 %* du montant total, durée 5 ans. taux 13 %.

Document sur demande :
S.C.I. LES SERACS,
LE MONTEIL
43700 Brives-Charensac.
(71) 09-69-98
ou 38520 LES DEUX-ALPES
(76) 80-57-07.
Ouvert tous les jours.

Etranger

MARBELLA
Luxueux appts près Port-Banus, 2 ch., 2 salles de bns, air conditionné. Jardin, piscine. Contacter pr informations : Marbella, 81-32-36 ou Paris 260-32-79 M. Vetter, entre 9 h et 12 h.

bureaux

Achats

EMBASSY - SERVICE
rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES, Stés ÉTRANGÈRES, burx achat ou location. Quartier affaires. Téléphone 562-62-14.

Locations

Création d'entreprises
SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A., 261-80-88 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.- R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
Téléphone 355-17-50.

locaux commerciaux

MÉTRO GEORGE-V
Bail ccial à céder, 2 bureaux aménag. à neuf, 1.800 F/mois. Bail 3-6-9 ans - 563-11-88.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. Paris, pref. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPT. chez notaire. T. : 873-23-55, même le soir.

constructions neuves

JARDIN PLANTES
GD LUXE façade p. de taille
LE POLIVEAU DU 2 AU 5 PIÈCES
quelques DUPLEX TERRASSES
Vue panoramique
Livrés entièrement équipés.
Tissus mural, moquettes et faïences au goût acquéreur.
LIVRAISON FIN 1982.

Depuis 13 500 F le m²
CRÉDIT POSSIBLE 80 %.

Vis. de l'appartement témoin lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi de 14 h à 19 h.
1, ET 3, RUE POLIVEAU.
Renseignements : 267-37-37.

hôtels particuliers

NEUILLY-SABLONS
Près bois, *charmante maison* 8 p., 2 bains, 250 m², garage. JARDIN CALME, SOLEIL. SOGEVIM, tél. : 293-36-82.

locations non meublées demandes

Paris

PARTICULIERS
Louez sans frais d'agence
CHBRES STUDIOS
2, 3, 4, 5 PIÈCES
Loc. à partir de 600 F.
TEL. 359-64-00

PROPRIÉTAIRES
Pour louer rapidement
SANS FRAIS et SANS AGENCE vos apparts vides et meublés à *Paris et banlieue*
Téléphonez au : 282-12-50.

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 Paris, rech. pr clientèle étrangère et diplomates APPARTEM., HOTELS PARTIC. et VILLAS. PARIS ou Ouest résid. **562-78-99**

PPTAIRE LOUEZ SOUS 24 H. clientèle assurée.
Service gratuit - 770-88-65.

Pour notre clientèle, recherch. CHBRES, STUDIOS 2-3-4 P. ss fr.
254-62-30.

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS
VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures
CLIENTS SÉLECTIONNÉS LOYER GARANTIE
TEL. 359-64-00

Région parisienne

Pour sociétés européennes ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés à Paris rech. STUDIOS au 5 PCES. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 281-10-20.

locations non meublées offres

Région parisienne

Montgeron 91230 Pl. ctre, lib., ap. 3/4 p., cuis. meub. b. éq., 2750 + ch. 950. 903-55-28.

fonds de commerce

A céder, URGT, cause santé
à PEZENAS (Hérault)
Fonds de commerce ameublement ou pas-de-porte tous commerces 550 m² sur 3 niveaux. Avec murs si demandé. Prix à débattre.
Tél. : 16 (67) 98-10-45.

A CÉDER :
Cours de secrétariat. Notoriété. VAR. Tél. (94) 93-46-34 mat. ou 20-44-27 soir.

pavillons

(45) MALESHERBES
15 KM MILLY-LA-FORÊT
5' gare. Part. vend (cause *départ*). *maison individ.* 1980. 5 pces, construction tradit., 99 m² hab. + 15 m² garage. *Rez-de-ch. : Entrée,* cuisine, séjour, coin repas, w.-c. Escalier intérieur *1er étage : 3 chambres, salle* de bains. Sur 250 m² terrain clos arborisé.
PRIX : 175.000 F
+ 230.000 F PRÊTS P.A.P. cessible à 9 %.
ALFROY : 16(6)34-60-75.

LES ESSARTS-LE-ROI (Yvelines)
Près gare, commerces, écoles. *35 minutes de Montparnasse.* A vendre pavillon 1972, F 6, 120 m², 2 s. de bains, garage, *terrain de 800 m²*. 650.000 F. Téléphonez au (3) 041-66-77.

villas

SUISSE - Lac de Neuchâtel
A vendre villa neuve de 4 ½ pièces, salle de bains, 2 *w.-c., garage*. Chauffage central. 1.000 m² terrain. Magnifique contrée rurale à proximité *du lac*.
Prix : FS 387.000
Ecr. à Home + Foyer
CH-2502 Bienne.

Part. vd BASSIN ARCACHON villa F 4 neuve, tout confort. Téléph. au : (56) 38-82-60.

MANOSQUE (près)
VILLAS neuv. à part. 323.000 F. Crédit PAP. possible - 265-71-82.

fermettes

Vds proximité Dordogne bonne fermette 5 ha, sources bâtiments pierre à revaloriser, beau site boisé, 300.000 F. JARGEAU, 47500 Libos. Tél. (53) 71-01-28.

propriétés

St-Cyr au Mont-d'Or, banl. Lyon. Part. vd tr. belle ppté, vue impren., 370 m² habit. s/2 nivx. *Parc arborisé* 7.500 m². Tél. pour R.-V. : 16-(7) 889-13-10 après 19 h. Ecr. : FERRAND, B.P. 4, SAINT-CYR 69450.

SALON-DE PROVENCE
à 4 km centre ville
PROPRIÉTÉ AGRÉMENT
CADRE - VERDURE
10 ha parc - nature
JARDIN - PISCINE - VUE
Demeure confort. 400 m²
700 m² dépendances à reconstruire
avec logement de fonction.
J. RICARD, Les Plaines,
Le Val-de-Cuech,
3300 Salon-de-Provence.
Tél. : 16 (90) 56-12-72.

Pr. ST-VALÉRY-EN-CAUX, belle propriété caractère, 12 p., parc sécul. 450.000. 268-13-30.

GIRONDE
Part. vd très belle propriété s/10 ha, parc ombragé 8.000 m. 2 maisons, tt cft, 450 m² habit., 700 m² dépend., état impecc. Prix 1.200.000 F
Tél. au 16(56) 25-53-54 ou écrire M. Lesieur, Domaine du Barthos, 33690 Marions.

maisons de campagne

AFFAIRE A SAISIR
MAISON A SAMONAC
40 km de Bordeaux (Blaye)
Plain-pied, 2 grandes pièces plus Salle d'eau (80 m² env.) dépend., caves. Eau, élect., tél. Chauf. ctral mazout neuf (1980). Terrain 2 535 m² entretenu. Fleurs, arbres d'ornement et fruitiers, vigne.
Le tout en très bon état.
Prix : 220 000 F.
Tél. (3) 416-26-63
ou sur place,
M. Chevreux (56) 42-05-69.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS-11e. Tél. 355-61-56. Spécialiste viager. Expérience, discrétion, conseils.

VDS USUFRUIT POUR 8 ANS, HAMEAU de BOULAINVILLIERS (16e), pleine verdure. 120 m². Imm. luxueux, appt jamais habité. A aménager. TÉL. : 227-93-30.

VIAGER - ANTIBES
Appt luxe. Libre. 75 m² + terrasse 60 m². Cave. Parking. 1 tête. 330.000 F + 1.700 F rente mensuelle.
Téléphone : 962-01-92.
le soir au 912-09-21.

PALAIS-ROYAL. Studio loué 2.200 mens. revenu pour l'acquéreur. Prix 20.000 cpt + 2.600 mens. Femme 70 ans. Cruz, 8, r. La Boétie. 266-19-00

régions

Ile-de-France

Métro d'aujourd'hui

LA NOUVELLE POLITIQUE COMMERCIALE DE LA R.A.T.P.

L'usager est un client

Et si les usagers étaient aussi des clients ? Pendant longtemps, à la R.A.T.P., une telle interrogation passait pour hérétique. La Régie devait transporter les Parisiens le mieux possible. Un point c'est tout. *Inutile de sourire pour attirer le chaland.* L'amabilité ne peut être qu'un artifice commercial négligeable quand on ne cherche pas à gagner de l'argent, mais simplement à assurer un service *public... Heureusement*, depuis plusieurs, années, cet état d'esprit a commencé à disparaître.

***Les ingénieurs des ponts*, qui président aux destinées de la R.A.T.P., ont dû constater que si les merveilleux tunnels qu'ils avaient recommencé à creuser, à grands frais, permettaient d'améliorer le réseau de transports offerts aux Parisiens, le métro moderne des années 70 n'attirait guère plus de voyageurs que les voitures poussives et malodorantes des lendemains de la Libération. La Régie ne devait pas se contenter d'inventer le R.E.R., elle devait aussi modifier l'image de marque *du transport en commun*.**

CETTE mini-révolution éclata en 1973 quand, sous la direction de M. Pierre Giraudet, la Régie commença à préparer des « plans d'entreprise » : il n'était plus possible d'attendre l'usager, il fallait aller chercher le client. Il y allait de la survie financière de l'entreprise : la population de l'Ile-de-France, sa clientèle donc, n'était plus appelée à croître beaucoup alors que ses dépenses augmentaient tous les ans, plus vite que le coût de la vie.

Comme toute entreprise dans une telle situation, il lui fallait impérativement accroître sa « part du marché ». Or, l'amélioration de son réseau ne suffit pas pour cela ; malgré le R.E.R., aujourd'hui comme hier, un tiers seulement des Parisiens utilisent les transports en commun pour se rendre à leur travail. La Régie doit donc se décider à « vendre » son produit à ses acheteurs potentiels. Elle peut d'autant plus facilement le faire aujourd'hui que la qualité de ses services, au moins dans le cœur de l'agglomération, est incontestable.

Le métro, qui depuis 1900, offrait ses murs à la « réclame » des autres, a compris qu'il pouvait aussi vanter ses propres produits. L'expérience menée l'an dernier à Boulogne-Billancourt a prouvé l'intérêt d'une telle action. Dans cette ville, qui bénéficie de deux lignes de métro et d'un maillage assez dense d'autobus, trois mois de promotion des transports en commun a permis d'augmenter de 7 % le nombre de leurs utilisateurs...

Le développement du service public passe donc par une intense politique commerciale. Comme toute entreprise, la Régie dispose pour ce faire de trois leviers : améliorer son produit, jouer sur les prix, se faire mieux connaître.

Sur le premier point, c'est bien entendu le développement du réseau qui est primordial ; mais il s'agit là — à l'évidence — de choix politiques plus que commerciaux. En revanche, il est maintenant admis que le souci du client doit intervenir dans toutes les améliorations des outils de la R.A.T.P. : la rénovation des stations bien sûr mais aussi la modernisation du matériel roulant.

C'est ainsi qu'au cours d'une réunion de voyageurs réfléchissant sur le « nouveau métro », un utilisateur fit remarquer qu'il était curieux de faire circuler des parallélépipèdes dans un tunnel rond... Le métro blanc s'est arrondi, ce qui a permis de gagner les quelques centimètres nécessaires pour offrir quatre places assises confortables de front. De même, pour le futur autobus, le service commercial demande que, pour en faciliter l'accès, la première marche ne soit pas à plus de 250 millimètres du sol ; aux techniciens de trouver la solution.

La tarification doit encore être considérablement améliorée même si les Parisiens doivent être conscients qu'ils payent leur métro moins cher que les Lyonnais ou les Londoniens. Sa simplification permet de gagner des clients. Alors qu'il était admis que la faible vitesse de circulation des autobus était la seule raison à leur perte de clientèle, la création de la carte orange en 1975 a permis d'augmenter le trafic de 40 % en six mois. Aujourd'hui, il reste encore quelque 3 000 titres de transport différents en Ile-de-France...

Un plan d'amélioration en trois ans a été mis au point : fusion des zones 2 et 3 de la carte orange, suppression de la tarification spéciale pour les prolongements du métro en banlieue, et des « sections » pour les autobus de Paris, atténuation de ce système en banlieue, création d'une carte orange hebdomadaire et d'un abonnement annuel payé par prélèvement automatique sur les comptes en banques... Toutes ces mesures ne devant pas se traduire par une diminution des recettes, il était nécessaire d'augmenter certains tarifs plus que la moyenne. Le ministre des finances a cependant toujours été défavorable à une augmentation du ticket de métro de 15 % alors même que la moyenne des tarifs de la R.A.T.P. n'aurait crû que de 10 %... De toute façon, le blocage des prix décidé par le gouvernement pourrait renvoyer la mise en place de ce plan à des jours meilleurs.

Reste l'image de marque. Pour l'améliorer la Régie fait un gros effort même si dans un budget en perpétuel déséquilibre il est tentant de rogner les crédits destinés à la publicité. En 1982, elle lui consacre 7 millions de francs pris sur un budget « communication » de 12 millions. Mais les recettes qu'elle tire elle-même de la publicité sont de 200 millions, et les constructeurs automobiles font un effort publicitaire dix fois supérieur au sien dans la seule région parisienne. En matière de publicité, il n'y a pas de priorité pour les transports en commun. Pourtant le succès de « ticket chic, ticket choc » est incontestable et une nouvelle campagne utilisant un autre slogan sera lancé en 1983.

DEMAIN : LE BUS SUR CLAVIER

« *JE suis au 102, rue Raymond-Losserand ; je souhaite aller au 59, rue de l'Ourcq, en autobus. Comment faire ?* » Pour l'instant, il faut se pencher sur des plans guère lisibles et, forcément, très compliqués. Bientôt — peut-être — il suffira de gagner l'arrêt de bus le plus proche et de taper ces deux adresses sur un clavier de terminal d'ordinateur. Très vite, de la machine sortira un petit papier où seront indiqués les numéros des lignes d'autobus à utiliser, les correspondances et le lieu exact des divers arrêts de bus.

Tel est du moins le projet que la Régie a demandé à quelques informaticiens d'étudier. La construction d'une telle machine reste difficile. Les techniciens, en particulier, n'ont pas encore réussi à mettre au point un clavier résistant non seulement au vandalisme, mais aussi à des centaines de frappes quotidiennes par des dizaines de personnes différentes.

Stations de prestige

La création de stations de prestige relève de la même politique. Le « Louvre » d'André Malraux a fait des émules : « Saint-Denis-Basilique » pour la nécropole des rois de France, « Varenne » pour le musée Rodin, « Jussieu » et le Muséum « Montparnasse » et Fulgence Bienvenüe, créateur du métro... Cette année encore la station « Liège » va être décorée de dix-huit panneaux de céramiques réalisés par des artistes belges représentant paysages et monuments de la province francophone. « Parc de Sceaux » sur la ligne B du R.E.R. évoquera le domaine voisin, et une transformation de « Saint-Germain-des-Prés » est à l'étude pour présenter l'ancienne abbaye.

Pour « *créer des parenthèses de rêve et d'évasion* » — objectif recherché, — un programme d'animation du métro existe depuis 1977. La Régie n'a pas voulu se contenter des traditionnels joueurs d'accordéon ou gratteurs de guitare... D'autant que ses rapports avec eux sont parfois difficiles. Animation, *oui* ; mendicité, *non* ; mais le partage entre les deux n'est pas toujours aisé.

Depuis *Métro molto allegro* où un groupe inconnu, Téléphone, embouteilla les couloirs de « Jacques-Bonsergent », que de succès : le cirque, les ballets de l'Opéra, l'Orchestre d'Ile-de-France, la Comédie-Française, descendirent tour à tour dans le métro. Changement oblige, la dernière opération fut plus « sociale » : l'orientation professionnelle, mais en novembre prochain « *la chanson française* » devrait se faire entendre dans une dizaine de stations.

Modulation de fréquence

On veut aujourd'hui à la Régie ne plus animer seulement « Auber » et « Châtelet », mais l'ensemble du réseau. D'où le projet d'une Radio-Métro « Transit F.M. stéréo ». La R.A.T.P. et la S.N.C.F. ont créé une association qui a demandé une fréquence. Musique et informations pratiques seraient diffusées sans interruption dans les couloirs et les stations du métro et de la S.N.C.F., mais pas dans les rames ; et les Parisiens pourraient continuer chez eux à écouter les nouvelles de leurs transports en commun. Le métro sortirait du métro.

Améliorer l'image de marque, c'est aussi mieux faire connaître toutes les possibilités du métro et du bus. Les meilleurs graphistes européens se sont cassé les dents sur le dessin d'un plan simple et pratique de réseau d'autobus. Aussi la Régie a décidé de faire appel à des spécialistes de l'informatique qui essaient de mettre au point une petite machine pouvant indiquer aux Parisiens le meilleur moyen de se rendre en bus d'un point à un autre. A la fin de l'année, on saura si cela est possible et à quel prix...

Une bonne politique commerciale implique aussi le sourire des vendeurs. La nouvelle politique de retour des agents sur les quais et dans les couloirs se conjugue donc tout à fait bien avec les choix plus anciens. Mais elle ne se met pas en place aussi facilement que la direction l'espérait. Elle bouscule trop d'habitudes.

Avant-hier, le personnel des stations ne devait se préoccuper que de la bonne circulation des trains. Hier, il fut enfermé dans des cages de verre. Aujourd'hui, il doit accueillir et aider les voyageurs. Les qualités requises ne sont pas les mêmes ; le personnel n'a pas été assez préparé à une telle évolution. Ainsi il a refusé le badge « *J'aide et j'informe* » très personnalisé, lui préférant un « *Accueil R.A.T.P.* » plus anonyme. Transformer des techniciens en commerçants... lourde tâche.

THIERRY BRÉHIER.

PEINES PLUS SÉVÈRES POUR LES RÉCIDIVISTES

Les soucis de Mme Sécurité

QUELQUE trois cent cinquante stations, des kilomètres interminables de couloirs et d'escaliers, de multiples accès, et pas moins de quatre millions et demi de voyageurs chaque jour, les dimanches et jours de fête exceptés... Ce n'est pas une mince responsabilité qui incombe, depuis le 2 novembre dernier, à Mme le commissaire Nadine Joly, vingt-huit ans. Ce jour-là, elle est devenue le « patron » du Service de protection et de sécurité du métro parisien (S.P.S.M.).

Pour assumer sa tâche, depuis son P.C. proche de la Bastille, où des rames glissent en chuintant nuit et jour à trois pas de sa fenêtre, Nadine Joly dispose de deux cent quatre-vingt-six policiers, dont une quarantaine seulement opèrent en civil. Elle peut, en outre, utiliser en tant que renfort les deux escadrons de gendarmerie mobile, forts de soixante-quinze hommes chacun, qui restent en permanence à sa disposition.

Qu'elle et ses hommes ne chôment pas, on s'en doute, dès lors que l'on connaît le nombre — qu'il faut bien qualifier d'« inquiétant » — des incidents auxquels elle est quotidiennement confrontée. En 1981, ce sont onze mille personnes qui avaient été « conduites au poste », dont environ dix mille devaient être mis à la disposition de la police judiciaire. Et le rythme faiblit à peine, en dépit des efforts accrus que déploie le S.P.S.M. : en avril, sur mille quatre-vingt-treize personnes conduites au poste, mille quarante-sept ont été mises à la disposition de la P.J.

Le mois dernier, ces chiffres ont été respectivement de mille dix et neuf cent quatre-vingt-huit. Ce qui, soit dit en passant, montre bien que les limiers de l'« underground » ont l'oeil sûr, le très faible écart existant entre les vérifications et les présentations à la justice apportant la preuve qu'ils savent héler à bon escient ceux qui n'ont pas toujours été pris la main dans le sac...

La difficulté majeure que doivent surmonter les policiers chargés du métro est celui du vol à la tire, opéré par de véritables « professionnels ». Actuellement, environ mille cinq cents délits de cette catégorie sont enregistrés chaque mois, commis le plus souvent par des bandes très organisées et composées d'enfants qui ont parfois sept, huit ou dix ans, et d'adolescents généralement mineurs. Et dont la majeure partie est, dit Mme Joly, « *quitte à passer encore pour raciste* », d'origine étrangère, soit 80 % d'Algériens, 10 % de gitans yougoslaves, les 10 % restants englobant toutes les autres nationalités.

On connaît leur technique : distraire la victime en l'entourant à plusieurs, et, le moment venu, laisser le « tireur » ou la « tireuse » glisser, le temps d'un éclair, une main habile — généralement tenue cachée sous un journal ou un vêtement — dans la poche ou le sac. Immédiatement joué le mauvais tour, l'objet ainsi subtilisé va, très vite, passer de main en main, de manière que, s'il se trouve pris sur le vif, le voleur puisse clamer son innocence, toute fouille se révélant négative.

Arrêté trois fois par jour...

Si, jusqu'à présent, toute interpellation de ces jeunes malfaiteurs se soldait automatiquement par... rien, leur âge inférieur à treize ans les mettant en situation de mineurs pénalement irresponsables, les choses, voici peu, ont changé. « *Désormais*, explique le commissaire, *nous sommes autorisés, en cas de flagrant délit, à les présenter à l'identité judiciaire, qui va établir — ce qui n'est pas toujours une mince affaire ! — leur identité véritable, leur âge réel, et relever leurs empreintes, tout en s'efforçant de rechercher leurs parents, qui sont, eux, responsables vis-à-vis de la loi... En outre, nous pouvons maintenant les présenter aux juges des enfants, ce qui n'était pas possible auparavant...* »

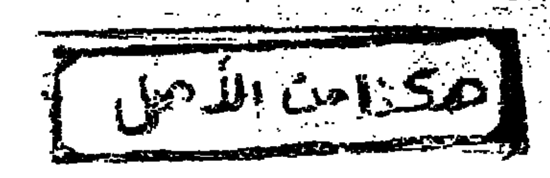
A présent, les récidivistes n'auront qu'à bien se tenir. « *Certains sont arrêtés jusqu'à deux ou trois fois dans la même journée, et d'autres « recordmen » l'ont été jusqu'à vingt-huit fois dans un même mois !* »

Il n'empêche que Mme Joly et son équipe ont encore beaucoup à faire, d'autant qu'aux vols à la tire s'ajoutent les agressions façon racket, le plus souvent opérées le couteau à la main, au rythme de quelque deux cents, deux cent cinquante par mois.

Pourtant, Mme le commissaire insiste sur le fait que « *faire du métro un coupe-gorge, comme certains s'emploient à le dire, est mentir* ». Il est vrai que « *deux à trois agressions par jour ont de quoi faire réfléchir* », mais que, une fois rapporté au nombre total quotidien d'usagers, « *ce chiffre, sans devenir pour autant peu ou prou tolérable, perd un peu de l'impact pour le moins alarmant qu'on voudrait lui faire endosser...* ».

Aussi faut-il tout mettre en œuvre non seulement pour débarrasser le sous-sol parisien de ces indésirables, mais aussi pour convaincre les usagers que « *descendre dans le métro n'est pas descendre en enfer* » et qu'il faut retrouver peu à peu l'habitude, oubliée par la force des choses (en l'occurrence la suppression des agents de la R.A.T.P. des quais durant un temps), de s'adresser à ces personnels, dont la présence est un élément sécurisant.

JEAN-MICHEL DURAND-SOUFFLAND.



Le Monde

économie

ÉNERGIE

La décision américaine de renforcer les sanctions économiques contre l'U.R.S.S. suscite de vives réactions

Vives réactions à Bonn et à Tokyo après la décision annoncée le 18 juin par les Etats-Unis de franchir un nouveau pas dans l'escalade des sanctions économiques contre l'U.R.S.S. (*le Monde* daté 20-21 juin) et plus particulièrement de renforcer l'embargo sur les livraisons de matériel pour le gazoduc transsibérien.

A Paris, on reste pour le moment dans l'expectative, attendant la notification officielle du gouvernement américain. L'extension de l'embargo concerne directement la France, dont plusieurs entreprises, notamment Alsthom-Atlantique, impliquées par la construction du gazoduc utilisent des licences américaines.

Tokyo : comment contourner l'embargo ?

De notre correspondan

Tokyo. — Les milieux politiques et d'affaires japonais ont très mal accueilli la décision américaine de renforcement des sanctions à l'encontre de l'U.R.S.S. Ces mesures affectent tout particulièrement le projet soviéto-japonais de mise en valeur commune des gisements pétrolifères de la presqu'île de Sakhaline (U.R.S.S.) dans lequel Tokyo a investi, depuis 1976, quelque 260 millions de dollars. Depuis plusieurs semaines, les Japonais s'efforçaient d'obtenir des Etats-Unis que ce projet, jugé d'une importance nationale pour l'approvisionnement énergétique à long terme du Japon, soit épargné par l'embargo sur les technologies dont les Américains ont le monopole.

Les Japonais estiment que les sanctions « *pénalisent autant le Japon que l'U.R.S.S.* ». Ils font valoir qu'ils sont placés dans une position d'autant plus difficile vis-à-vis de Moscou qu'ils ont signé des contrats pour la mise en valeur de Sakhaline bien avant la crise polonaise et qu'ils sont tenus de les respecter, « *faute de quoi l'Union soviétique ne manquera pas de tirer avantage de cette situation* ».

On craint d'autre part à Tokyo que cette affaire n'aggrave un contentieux économique déjà lourd entre les Etats-Unis et le Japon. Officiellement, on se borne à « *regretter cette décision* », mais on ajoute que le gouvernement poursuivra ses démarches en vue d'un assouplissement de la position américaine et entamera des négociations avec les Soviétiques pour tenter de limiter les dégâts (politiques et financiers) et « *maintenir le projet en vie* », c'est-à-dire pour contourner, dans la mesure du possible, l'embargo américain. Cette affaire constitue pour le Japon un revers d'autant plus grave en matière de politique énergétique qu'il s'ajoute au fiasco du projet pétrochimique de Bandar-Khomeini, en Iran.

R.-P. P.

Bonn : stupéfaction et colère

De notre correspondant

Bonn. — La décision de M. Reagan de renforcer les sanctions contre l'U.R.S.S. stupéfie les milieux politiques et industriels de la R.F.A. Même ceux qui éprouvaient des doutes sérieux à propos du gazoduc sibérien ne s'attendaient pas à de telles mesures.

Le premier sentiment à Bonn est que les Européens ont été dupés par le chef de la Maison Blanche. Au cours de sa tournée, M. Reagan s'était présenté comme un homme prêt à résister aux entreprises soviétiques et, en même temps, à négocier sérieusement avec le Kremlin. Après la rencontre de Versailles, où les Américains n'ont guère parlé du gazoduc, on était persuadé ici que Washington se résignait à accepter la réalisation de ce projet. Force est donc de reconnaître qu'on ne connaissait pas encore assez bien M. Reagan puisque, à peine rentré chez lui, il paraît avoir écouté les conseils de M. Weinberger beaucoup plus que ceux de M. Haig.

Jusqu'à présent, seul le comte Lambsdorff, ministre de l'économie, a commenté officiellement l'initiative américaine. Il a usé d'un langage à peine diplomatique en disant que la démarche de Washington serait « *particulièrement grave* ». Il n'a pas craint de mettre en doute la « *base juridique* » des décisions du président Reagan. Il se demande si les mesures américaines sont « *applicables* ». Ce dernier propos suggère que Bonn pourrait résister par tous les moyens aux injonctions d'outre-Atlantique.

Un coup très dur est porté au groupe A.E.G.-Telefunken, qui doit participer à la construction du gazoduc en livrant quarante-sept turbines et compresseurs, ainsi que d'autres matériels, pour une valeur totale de 650 millions de deutschemarks. La société, qui connaît déjà de très graves difficultés financières, n'avait, certes, pas besoin de voir son avenir encore plus sérieusement compromis.

Dans les milieux politiques, on souligne que l'initiative américaine serait de toute façon vouée à l'échec. Aucune pression de ce genre ne pourrait conduire le Kremlin à relâcher son emprise sur la Pologne. Et la plupart des experts estiment que les sanctions peuvent tout au plus retarder la construction du gazoduc.

Aussi les dirigeants de Bonn regrettent-ils vivement que l'alliance atlantique soit une fois de plus plongée dans des controverses pénibles et dangereuses. C'est d'ailleurs là l'occasion pour certains de se demander à nouveau quelle est l'utilité des sommets.

Sans doute le gouvernement de Bonn ne cherchera-t-il pas à jeter de l'huile sur le feu et aura, dans un premier temps du moins, recours à une diplomatie discrète pour tenter de convaincre Washington d'assouplir les décisions annoncées par le président Reagan. Pour l'instant toutefois, le fossé s'élargit entre d'un côté les Américains désireux de contraindre l'U.R.S.S. à choisir entre le beurre et les canons et, de l'autre, la plupart des Européens, pour lesquels la coopération économique avec le Bloc socialiste doit aussi promouvoir la détente.

JEAN WETZ.

CONJONCTURE

Il n'a jamais été question de supprimer le livret A des Caisses d'épargne, affirme M. Delors

De notre envoyé spécial

Avignon. — A l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la fondation de la Caisse d'Epargne d'Avignon et du colloque sur « L'épargne du demain », organisé dans cette ville, M. Delors a tenu à rassurer les dirigeants du réseau de l'Ecureuil : « *J'attends beaucoup des Caisses d'épargne, ce sont les institutions les mieux insérées dans les villes. Je n'ai pas d'inquiétude pour elles : le ministre des finances leur donnera le gage qu'elles attendent.* » Très attendu par les représentants des conseils d'administration des caisses au moment où est mise en chantier la réforme de l'épargne et du crédit, ce discours s'est voulu prudent et réconfortant : « *Nous prendrons notre temps. Il faut se méfier des virages à 180 degrés, et nous nous porterons pas dans le systèmes bancaire le bistouri brutal de la banalisation.* » En cela, M. Delors n'a fait que confirmer les propos tenus lors de la récente assemblée générale du la Caisse nationale de Crédit agricole. Il a précisé : « *Contrairement à certaines rumeurs, il n'a jamais été question de supprimer le livret A des Caisses d'épargne (exonéré d'impôts)* », faisant, vraisemblablement, allusion aux propositionss présentées par MM. Jean-Michel Bloch-Lainé et Pierre Vaida, il y a trois mois. « *Il ne faut pas injurier le passé, on laissera à chacun ses traditions et sa spécificité* », a ajouté le ministre, remarquant, toutefois, que « *l'épargne française est trop liquide, et que livrets A sont de l'épargne liquide. Il faut donc trouver de nouveaux produits, dirigés davantage vers les placements financiers à long terme (32 % seulement de l'épargne actuellement)* ». « *Il faut offrir des chances de rémunération et de plus-values aux capitaux à risques, par le canal des sociétés de développement régional, les instituts de participation, les bourses de province : les Caisse d'épargne peuvent y contribuer, notamment en ce qui concerne le risque d'entreprise.* »

Abordant le problème de la réforme du statut des Caisses d'epargne et celui de la proposition de loi déposée par M. Taddeï, député du Vaucluse (P.S.), qui tend à « *démocratiser* » les caisses d'administration des caisses tout en régionalisation leur action et leur gestion, selon les thèses du rapport Ancian, M. Delors s'est déclaré personnellement partisan d'une « *organisation plus structurée* » avec des nouveaux locaux, régionaux et nationaux. « *Il faut une animation et un chef.* » Il s'est, également, déclaré en faveur d'une coopération avec la Caisse de dépôts, sujet brûlant actuellement. « *C'est un organisme central, dont les responsabilités seront plus grandes demain avec la décentralisation.* »

F. R.

ÉTRANGER

Le taux de croissance de l'économie japonaise n'a été que de 2,7 % en 1981

De notre correspondant

Tokyo. — Le taux de croissance de l'économie japonaise pour l'année budgétaire 1981 (terminée le 31 mars 1982) n'a été que de 2,7 % en termes réels. Il s'agit du pourcentage le plus faible depuis les 0,2 % enregistrés en 1974 à la suite du premier « choc » pétrolier. La performance est d'autant plus décevante que les prévisions de croissance avaient déjà été révisées en baisse à 4,1 %. Le gouvernement s'est fixé pour 1982 un taux d'expansion relativement ambitieux de 5,2 %. Il est douteux que cet objectif puisse être atteint. Les milieux d'affaires ont exprimé, à ce sujet, les plus grandes réserves, envisageant, au mieux, une croissance de 3,5 % d'ici à mars 1983.

Divers facteurs expliquent ces mauvaises performances et ces médiocres perspectives. Le premier est la stagnation de la demande intérieure. C'est pourtant sur sa reprise généralisée que le gouvernement a basé ses ambitions pour 1982, plus que sur la progression des exportations. Le pouvoir d'achat des ménages diminue depuis 1980, et les impôts continuent à augmenter. En second lieu, les petites et moyennes entreprises, essentiellement tributaires de la demande intérieure, se trouvent, malgré un loyer de l'argent relativement faible, dans une situation financière difficile.

Enfin, la récession sur les marchés internationaux, et particulièrement occidentaux, ralentit le rythme de progression des exportations, qui avaient été le moteur principal de la croissance, en 1981, avec un taux supérieur à 16 %.

R.-P. PARINGAUX.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	6,8850	6,8900	− 30	+ 15	− 100	− 50	− 460	− 310
$ can.	5,3215	5,3270	− 120	− 70	− 225	− 175	− 715	− 575
Yen (100)	2,6670	2,7710	+ 170	+ 195	+ 345	+ 380	+1020	+1100
DM	2,7715	2,7750	+ 135	+ 165	+ 275	+ 305	+ 790	+ 865
Florin	2,5130	2,5160	+ 110	+ 145	+ 220	+ 275	+ 700	+ 785
F.B. (100)	14,4765	14,4935	− 260	− 80	− 645	− 330	−1880	−1305
F.S.	3,2185	3,2235	+ 240	+ 275	+ 495	+ 530	+1300	+1410
L (1 000)	4,9370	4,9425	− 135	− 160	− 495	− 405	−1635	−1440
£	11,8560	11,8695	+ 210	+ 315	+ 440	+ 555	+1210	+1495

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/4	8 5/8	8 11/16	9 1/16	8 3/4	9 1/8	8 7/8	9 1/8
$ E.-U.	14 9/16	14 15/16	15 5/6	15 11/16	15 11/16	16 1/16	16 5/16	16 11/16
Florin	8 1/2	9 1/4	8 5/8	9 1/4	8 11/16	9 5/16	8 15/16	9 9/16
F.B. (100)	14 1/4	16 1/4	16 1/4	17 1/2	16 3/8	18	17 1/16	18 1/8
F.S.	2 1/8	2 7/8	5 1/2	5 7/8	5 5/8	6	6 1/2	6 7/8
L (1 000)	18 3/4	20 1/4	19 5/8	21 3/16	20 1/8	21 1/4	21 1/4	22 1/4
£	12 1/4	13	12 9/16	13 3/16	12 3/4	13 1/4	12 13/16	13 7/16
F. français	15 1/4	16 1/4	17 1/4	18 1/4	17 1/2	18 1/2	18 3/4	19 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués par une grande banque de la place.

Selon une enquête de la Banque de France sur les entreprises industrielles

SEUL LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE S'EST BIEN COMPORTÉ EN 1981

Analysant les réponses fournies par plus de trente mille entreprises, privées ou publiques du secteur *concurrentiel*, la Banque de France publie les résultats d'une enquête sur le comportement des entreprises industrielles en 1981.

Les réponses des sociétés portaient sur les quatre points suivants :

● *Chiffre d'affaires global :* calculé hors taxes, celui-ci n'a progressé que de 11 % en 1981 par rapport à l'année précédente, seules les entreprises agro-alimentaires connaissant une croissance beaucoup plus rapide (16,5 %). C'est également dans ce dernier secteur que le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation a connu sa plus forte hausse (16,8 %) alors que l'ensemble des entreprises enregistraient une augmentation de 14,5 % de leurs ventes hors de l'hexagone.

● *Marge brute d'autofinancement d'exploitation :* celle-ci comprend le résultat d'exploitation proprement dit, les dotations aux comptes d'amortissement et de provisions d'exploitation ainsi que les dépréciations de stocks.

Exprimée en francs courants, cette marge brute a été moins élevée en 1981 que l'année précédente dans plus de la moitié des entreprises employant plus de cinq cents salariés et dans un peu moins de la moitié des sociétés de moins de cinq cents salariés. Là encore, la majorité des industries agricoles et alimentaires ont améloioré leur rentabilité brute alors que l'automobile, la machine-outil et, dans une moins moindre mesure, la sidérurgie, les métaux non ferreux, la chimie de base et le papier carton ont connu un net fléchissement.

● *Effectifs moyens :* ceux-ci ont diminué de 3,2 % en l'espace d'un an, la chute ayant été particulièrement sensible dans le secteur produisant des biens intermédiaires (4,3 %), notamment en raison des réductions d'effectifs opérées dans la sidérurgie. Pour sa part, le secteur agro-alimantaire n'a subi qu'une diminution de 0,9 % de ses effectifs dans le même temps.

● *Dépenses d'investissements :* pour l'ensemble des entreprises interrogées, elles ont diminué de 1,3 % en valeur, ce qui correspond à une baisse de 12,6 % en volume compte tenu d'une augmentation des prix des biens d'équipement de 13 % en 1981.

Cette moyenne recouvre une chute des engagements particulièrement accentuée our les entreprises produisant des biens intermédiaires (− 8,6 % en valeur), le secteur agro-alimentaire enregistrant, au contraire, une progression de 3,5 %, en valeur, de ses investissements. Une fois n'est pas coutume, ce sont les entreprises produisant des biens d'équipement qui enregistrent la progression la plus sensible (+ 6,3 % en valeur) en raison du sensible accroissement constaté dans le matériel électrique et la construction aéronautique.

Parallèlement, la Banque a demandé à ces entreprises leurs prévisions d'investissement (en volume) pour l'année 1982. Un grand nombre d'entre elles (38,1 % des P.M.E. et 41 % des grandes entreprises), indiquent que le volume de leurs investissements devrait être plus important cette année qu'en 1981, un sentiment que la Banque tempère en précisant : *Ces prévisions ont pour base de référence une année caractérisée par une forte chute des investissements et qu'elles s'expliquent sans doute en partie par un phénomène de rattrapage.* »

DEUX PROTESTATIONS CONTRE LA DÉCISION DE BLOQUER LES LOYERS

La décision de bloquer les loyers pendant quatre mois a été dénoncée par deux organismes le samedi 19 juin.

● L'UNPI (qui déclare regrouper deux cent soixante-trois mille adhérents, des propriétaires privés), déclare : « *Il apparaît invraisemblable qu'une telle mesure* [de blocage] *aboutisse à supprimer les hausses annuelles normalement prévues pour les loyers soumis à la loi du 1er septembre 1948 et dont le niveau est dérisoire.* » L'UNPI réclame que les propriétaires privés soient entendus avant toute décision.

● L'Union nationale des organismes d'H.L.M., dont le congrès est réuni à Nantes, a fait part de son inquiétude « *sur les conséquences qui vont résulter* » du blocage des loyers à la fois pour les organismes d'H.L.M. et pour la plupart des usagers locataires ou accédant à la propriété.

M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, devait assister, ce lundi 21 juin, à la séance de clôture du congrès.

● *La consommation des ménages en produits industriels* a baissé de 3 % en mai par rapport à avril, selon une enquête mensuelle de l'INSEE qui prend en compte les achats d'automobile, d'électronique, d'ameublement, de textile, de cuir, de quincaillerie, de droguerie, etc. Déjà en avril, la consommation avait baissé de 1,5 % par rapport à mars.

Les industriels restent très réservés

Selon la Banque de France, « *les industriels prévoient — comme tous les ans à cette époque — d'augmenter quelque peu leur production au cours des deux prochains mois afin d'assurer les livraisons avant la période des congés annuels et de répondre aux besoins après l'arrêt des fabrications* », dans sa dernière analyse de conjoncture. « *Toutefois, cette évolution saisonnière semble devoir être moins accentuée que de coutume. Au-delà, les chefs d'entreprise restent très réservés, même si quelques-uns espèrent une reprise plus franche, largement fondée sur une amélioration de la conjoncture internationale et sur un redressement de l'investissement.* »

En ce qui concerne l'évolution passée, la Banque de France estime que la demande intérieure ne s'est pas ranimée et les commandes reçues de l'étranger se sont très fortement contractées.

● *Le Parlement européen* s'est prononcé pour l'extension de l'usage de l'énergie nucléaire en adoptant, vendredi 18 juin, le rapport de M. Pintat (libéral, France) par cinquante-neuf voix. Il y a eu quarante-cinq voix contre et deux abstentions. M. Pintat approuve les propositions de la Commission soulignant que la Communauté avait un retard de 50 % sur ses objectifs fixés en 1974. Il souhaite que les États membres de la Communauté dépourvus de centrales nucléaires (Grèce, Irlande, Danemark, Luxembourg) rejoignent les autres.

MARCHÉ COMMUN

L'Espagne à mi-chemin de la C.E.E.

(Suite de la première page.)

Si la C.E.E. ne veut pas de nous en tant que membre à part entière, l'Espagne ne sera pas la seule à *souffrir de cette exclusion.* Son économie étant la plus dynamique de toute l'Europe, les autres pays européens auraient tout à perdre à se désintéresser d'un *marché offrant des débouchés plus vastes* que partout ailleurs sur le continent. C'était l'époque où futurologues et économistes amateurs de prévisions rivalisaient *d'enthousiasme pour prédire à* l'économie espagnole un avenir radieux. Pour la firme américaine McGraw-Hill, son taux de croissance devait, au cours de la décennie *se terminant en* 1982, être le *plus* élevé de toute l'Europe : + 6,8 % contre une moyenne de 5,2 % pour les autres quinze pays européens membres de l'O.C.D.E. – une prévision doublement fausse.

Quel contraste avec les propos qu'on entend aujourd'hui. Le *ministre* de l'intégration européenne, chargé de mener les négociations avec Bruxelles, M. Bassols, nous dit, d'entrée de jeu : « *La dixième puissance économique du monde ? Ce fait statistique n'a pas la signification qu'on s'est longtemps plu à lui donner ici. On se paye de mots, si on ne s'avise pas qu'il peut y avoir entre la neuvième et la dixième comme un abime, une différence qualitative considérable de nature à retirer au classement tout pouvoir éclairant.* »

Cinq ans après la demande officielle d'adhésion, qui intervenait vingt mois après la mort de Franco, c'est *en tout cas* la *désillusion.* Le patronat n'est plus pressé de voir aboutir les discussions qui n'en finissent pas entre la Commission et la délégation espagnole. « *Une intégration totale serait dangereuse avant 1995* », pouvait-on lire récemment dans un article très négatif, soulignant tous les défauts de fonctionnement de la machinerie communautaire, paru dans la revue barcelonaise *Horizonte Empresarial,* éditée par le Fomento de Trabajo Nacional, émanation de la CEDE, le C.N.P.F. espagnol.

Fuite en avant

C'est avec un certain retard que la crise, dans laquelle le monde est entré depuis 1974, aura servi de catalyseur pour montrer qu'il *ne suffit* pas de connaître pendant un certain nombre d'années un taux de croissance à la japonaise (avant 1975, le rythme espagnol se situait – à quelques exceptions près – entre 6 % et *10 %, tombait à 3 % et en* dessous après) pour construire une économie comparable, même de loin avec celle du Japon. Ce retard n'était pas le signe d'une résistance particulière de *l'économie aux effets conjugués* de la *récession,* du désordre monétaire et du renchérissement du pétrole. Il était dû à la politique délibérée des autorités de l'époque qui estimaient que la crise serait de courte durée et *n'appelait aucun effort* d'adaptation, qu'il convenait, au contraire, d'accélérer plutôt que de ralentir le mouvement de croissance pour surmonter des difficultés jugées passagères.

Ce réflexe de fuite en avant avait reçu une appellation savante : on parlait de « *politique compensatoire* ». L'idée directrice était que l'économie espagnole possédait d'énormes réserves de puissance qu'il suffisait d'utiliser pour compenser les *effets négatifs de la récession* internationale. En vertu de ce beau raisonnement, on ne répercuta pas sur la structure des prix intérieurs le renchérissement du pétrole. *On ne commença à le faire qu'au* milieu de... 1979, quand intervint le second « choc » pétrolier. D'où un énorme gâchis, le maintien de prix artificiellement bas poussant à une *surconsommation* de produits énergétiques au moment où il aurait fallu procéder à des économies.

A dire vrai, la « politique compensatoire » n'était pas le résultat d'une doctrine bien précise. En 1974 et en 1975, dernières années du régne de Franco, la consigne *était* de *maintenir la paix sociale* à *tout prix pour ne* pas donner de prétexte à l'agitation politique. Les employeurs étaient quasi ouvertement invités à céder aux revendications pour éviter les affrontements avec les commissions *ouvrières, ces syndicats prétenduement* clandestins dominés par les communistes.

La mort du dictateur *ne changea* pas de ce *point* de vue le cours des choses. L'Espagne, dont les meilleures forces étaient consacrées au rétablissement de la démocratie politique, laissa son économie sans direction. Les salaires continuèrent d'augmenter *bien* au-delà des capacités productives et beaucoup plus vite que la hausse des prix pourtant très forte (+ 20 % d'inflation en 1977). Il fallut attendre la signature du pacte de la *Moncloa,* le 25 octo*bre* 1977, *entre* le gouvernement, les employeurs et les syndicats pour que l'opinion soit saisie du genre d'effort à accomplir – ralentir la hausse des rémunérations *salariales notamment* – pour rétablir une situation très compromise.

Une politique à contre-courant telle que celle qui a été pratiquée de 1973 à 1977 – et en réalité jusqu'en 1979 au moins – a pour inconvénient majeur de bloquer tout pro*cessus d'ajustement.* Or s'il est une économie qui avait besoin de s'ajuster aux nouvelles conditions du marché international, et de façon plus générale, aux nouvelles données de *la vie économique résultant* de la crise, c'était pourtant l'économie espagnole.

Un coup d'audace

Il n'est pas question de nier les résultats brillants auxquels conduisitla décision « historique » prise en 1959 sur l'initiative des ministres technocrates de l'Opus Dei (Navarro Rubio, Lopez Rodo, Ullastres, etc.) d'ouvrir l'économie au monde extérieur. Un plan de stabilisation fut lancé, qui comportait le démantèlement des *contingents d'importation* et l'instauration d'une peseta convertible, condition indispensable pour permettre à l'Espagne de participer au système multilatéral des paiements *qui venait précisément d'être institué* en Europe (grâce à la libre convertibilité monétaire) et fut la base du formidable essor des échanges qu'allait bientôt connaître le monde capitaliste. Simultanément, l'*Espagne ouvrait* ses portes aux investissements étrangers, libérait les prix intérieurs (mais maintenait une organisation corporatiste des relations entre les partenaires sociaux.

Extraordinaire coup d'audace pour une dictature qui avait fait de *l'autarcie et du nationalisme* économique sa doctrine. En quinze ans, le pays allait se transformer profondément. La proportion des agriculteurs dans l'ensemble de la population active devait baisser de moitié, passant de 40 % à 20 % *environ.* L'industrie fit des progrès spectaculaires. Mais l'expansion fut presque exclusivement financée par les crédits. C'est aujourd'hui un lourd handicap : *toutes les économies du monde souffrent* d'un endettement excessif, l'économie espagnole plus que d'autres. Les entreprises de la péninsule supportent des charges financières qui absorbent leurs profits.

Phénomène de grande portée : une classe d'entrepreneurs se forma, et les *Espagnols se lancèrent* avec *frénésie* dans la société de consommation. Cependant, comme on le voit aujourd'hui, le patronat resta dominé par ses éléments les plus conservateurs. C'est ainsi qu'à l'occasion *des élections en Andalousie,* fin mai, les patrons se sont jetés dans l'arène, prenant violemment parti contre les socialistes dont le programme était pourtant modéré.

Si les habitudes de vie se sont profondément modifiées, les structures n'ont été que très partiellement rénovées, quand *elles* ne sont pas restées *franchement* vétustes. Rien *ne* souligne mieux la distance qui sépare l'Espagne de vieux pays industriels que ce fait : les mots qu'on emploie pour y décrire la *réalité économique sont les mêmes,*

mais ne recouvrent pas tout à fait les mêmes choses.

Citons deux exemples significatifs. La fiscalité d'abord. Il est vrai que le gouvernement Suarez a introduit dans ce domaine une importante réforme mise en vigueur en 1979. Elle comportait la modernisa*tion de l'impôt sur le revenu,* qu'on ne payait pratiquement pas jusqu'alors, son rendement dépasse désormais celui des taxes indirectes),*et la création d'un impôt sur* le *patrimoine.* Cependant, la fraude est encore probablement égale à la totalité du déficit de l'Etat (3,4 % du P.N.B.). Les sociétés n'acquittant pratiquement pas d'impôts, *sauf les plus grandes quand elles* font encore des bénéfices. Au total, la pression fiscale ne dépasse pas 11 % du P.N.B., la proportion la plus faible des pays de l'O.C.D.E. *Le* pourcentage passe à 26 %, si on *ajoute les cotisations* de la Sécurité sociale, *menacée* de graves difficultés financières du fait de la formidable augmentation des versements effectués aux chômeurs.

Un autre exemple est précisément le chômage (16 % de la population active) devenu la plaie de la société. L'arrêt de la croissance, le retour en masse des émigrés (sept cent mille d'entre eux vivent encore dans les pays de la C.E.E., mais ils étaient naguère plus de deux millions), en sont les causes. Toutes les conditions d'une explosion sociale sont réunies. Non seulement les chômeurs enregistrés sont plus de deux millions pour une population active de treize millions cinq cent mille personnes environ, mais depuis 1976, on a assisté à la suppression d'un million six *cent mille emplois,* un *chiffre* à *peine moins* élevé que le nombre de postes de travail créés pendant la période antérieure de prospérité. Pourtant le P.C. a encore essuyé une grave *défaite aux élections andalouses* – l'une des régions les plus pauvres. Si la révolte ne gronde pas – même pas dans les bulletins de vote – c'est sans doute qu'il existgte des accommodements avec *une situation* qui souvent frise la catastrophe.

L'une des causes du marasme est le coût relativement trop élevé de la main-d'œuvre. Beaucoup d'entreprises pallient cet handicap... par le recours au travail *noir* que fournis*sent des hommes et des femmes* par ailleurs inscrits au chômage. Ce n'est plus de modèle japonais dont il est question aujourd'hui, mais plutôt de l'exemple italien de l'« *économie submergée* ». *Celle-ci prolifère* particulièrement dans les provinces où existe un tissu industriel dense, comme la Catalogne. Selon certaines enquêtes officielles le travail noir atteindrait dans certaines loca*lités vouées* à des activités traditionnelles (chaussure par exemple), 40 % à 50 % de la population employée.

Cependant, le climat de désenchantement ne recouvre pas tout le paysage. Les réformes politiques ont créé aussi de nouvelles occasions de *ferveur.* C'est *le cas notamment en* Catalogne, où la « generalitat » (le gouvernement autonome) est en mesure de mobiliser, à tous les niveaux, des énergies. Nombreux sont les responsa*bles qui acceptent* d'abandonner pour plusieurs années des postes bien rémunérés pour se mettre au service du gouvernement catalan qui leur offre un traitement trois ou quatre *fois inférieur au revenu dont* ils disposaient jusqu'alors.

Face à ce tableau plutôt sombre néanmoins, quelle est l'attitude des socialistes qui ont des chances sérieuses de gagner les élections législatives – *celles-ci, en principe,* auront lieu au premier semestre 1983 ? Leur programme est modéré, il ne comporte notamment aucune nationalisation. C'est que, pour eux, la tâche *la plus urgente n'*est *pas* de socialiser l'Espagne, mais d'y consolider la démocratie.

Mais pour relancer l'économie, ils comptent sur un vigoureux programme d'investissements publics et, *pour le financer, sont prêts* à prendre les risques d'une augmentation très importante, mais « *temporaire* », du déficit budgétaire (jusqu'à 6 % du P.N.B.). Ce qui se *passe actuellement en France* ne semble pas encore avoir entamé leur conviction sur ce point...

PAUL FABRA.

Prochain article :

II. – UN SYSTÈME FINANCIER EN PLEINE MUTATION

Une négociation qui s'éternise

C'est en juin 1977 que Madrid a demandé à adhérer à la Communauté. Déjà cinq ans, sans que l'on soit pour autant au clair *sur l'avenir.* Les Espagnols *n'aiment pas cette négociation qui,* disent-ils, risque de pourrir, mais ils déplorent davantage encore l'incertitude que leur imposent leurs *interlocuteurs.* Les *obstacles* qui *s'opposent à une* clarification que Madrid juge nécessaire sont politiques. Et ils sont français.

Alors que la majorité des partenaires *de la France, en* particulier la R.F.A., sont de plus en plus actifs dans leur rôle de parrains de la candidature madrilène, le gouvernement espagnol espère que, à l'occasion *de sa visite à Madrid, M. Mitterrand* lèvera l'interdit qui pèse sur l'ouverture de la négociation agricole. Tel est le signe de bonne volonté attendu. S'il n'est *pas donné, une vive tension* pourrait apparaître dès l'automne entre les Espagnols et les Dix, et, par ricochet, à l'intérieur de la C.E.E. Compte tenu des progrès *réalisés au cours des derniers mois dans les autres secteurs,* la négociations serait alors bloquée, se trouvant pratiquement sans matière à traiter.

En dépit des actions de retardement *des Français, on s'attend que les trois chapitres importants* du volet industriel de la négociation – l'union douanière, la CECA, les relations extérieures – soient bouclés dans un avenir *très rapproché.* Seule *resterait* réservée pur la dernière phase de la négociation la durée de la période de transition. Les Français préféreraient qu'elle soit courte *pour l'industrie, longue pour* l'agriculture. Les Espagnols, qui se demandent si leurs entreprises tiendront le coup, plaident pour une période de transition d'égale *longueur pour l'agriculture* et pour l'industrie.

Rideau de fumée

Ces progrès ont pu être acquis grâce au *geste politique* qu'a consenti le gouvernement de M. Calvo Sotelo, en annonçant – comme le demandaient les Dix, et, avec une particulière insistance, *les Français – son intention* d'appliquer la T.V.A. dès *l'adhésion.* Ce fut, fait-on remarquer du côté espagnol, un effort d'autant plus méritoire que cette *novation va venir après une réforme profonde* de la *fiscalité* directe, ainsi qu'après un réaménagement – douloureux pour les entreprises – du financement de la sécurité sociale. On considère volontiers à Madrid que c'est *maintenant au tour des Français* de manifester leur *bonne* volonté, en acceptant que s'ouvre le dialogue sur les modalités d'intégration de l'agriculture espagnole à l'Europe verte, sans attendre que *le débat des Dix sur le renforcement de la réglementation* concernant les productions méditerranéennes soit achevé.

Les plus importants chapitres sont au nombre de trois : le vin, les fruits et légumes, et l'énorme dossier qui a trait à l'huile d'olive et à la politique des matières grasses. *Il semble,* à divers signes, *que* Paris *est maintenant* conscient de la nécessité de réévaluer la situation. Mais, comme souvent dans les questions communautaires, les dirigeants *politiques et les représentants* de l'administration français sont divisés. Le ministre de l'industrie est probablement partisan d'une entrée *de l'Espagne* à des conditions *raisonnables ;* mais aucun discours n'apaisera les craintes que la perspective de l'adhésion suscite dans les régions – socialistes – qui sont productrices de fruits et de légumes.

Engager la négociation agricole ne présenterait-il pas l'inconvénient de révéler très vite que, sur tous les sujets, il existe des solutions économiques ac*ceptables pour tous ? Alors que l'on maintient* un rideau de fumée – somme toute assez commode – pour justifier les refus, tant que les positions ne sont pas formulées. *Ceux qui pensent ainsi inciteront M. Mitterrand,* à Madrid ou ensuite, à se réfugier dans des formules ambiguës. Ou encore à persévérer dans la voie curieuse qui consiste à proposer *de dissocier les deux négociations* : le Pourtugal entrerait d'abord, l'Espagne plus tard. Voie étrange, car, apparemment, elle est rejetée par tous, sauf peut-être – mais ce n'est pas *une certitude – par* Lisbonne.

Au lieu de freiner des quatre fers une négociation que, comme ses partenaires, elle a accepté d'ouvrir, pourquoi ne pas imaginer que la France pose ses condi*tions, voire qu'elle cherche l'ap*pui de Madrid pour les faire prévaloir ? Ainsi la politique agricole commune pâtit depuis ses débuts *de l'absence d'une orientation cohérente pour les* matières grasses, que Paris n'a jamais été capable d'imposer ni au margariniers ni aux Américains.

La nécessité de protéger le *marché de l'huile d'olive offre la possibilité* unique de combler cette lacune, en imposant une taxe sur les matières grasses végétales (soja et autres produits) importées dans la C.E.E. Les Etats-Unis, *qui ont compris le* danger, alors que rien n'est encore fait, crient déjà au scandale. Une telle taxe serait de surcroît une source de revenus importante pour un marché commun *agricole qui, un jour ou l'autre,* butera sur l'épuisement des « ressources propres », ce qu'attendent les Britaniques pour imposer la réforme draconienne que les autres pays membres ont *toujours refusée.*

Il est d'autres exemples que celui de l'huile d'olive et des matières grasses, même s'il est sans doute le plus spectaculaire. Dans cette affaire, la France a des cartes à jouer, plutôt que de rester dans une attitude défensive.

PHILIPPE LEMAITRE.

SOCIAL

Élections professionnelles chez Citroën
RIEN NE SERA PLUS COMME AVANT

De nouveau, une certaine tension règne à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, à la veille des élections des délégués du personnel, prévues pour le mardi 22 juin. Les O.S. entendent, en effet, faire respecter à la lettre les acquis du protocole d'accord signé *après cinq semaines de grève.* La direction fait état d'une « *désorganisation croissante du travail* » et brandit la menace d'une mise au chômage technique de deux jours, comme elle l'a déjà fait à Levallois.

« *On demande un délégué à la carrosserie !* » A ce signal, répété dans les mégaphones, plusieurs « *délégués* » maghrébins se présentent dans l'atelier désigné. Ils portent tous le badge de la C.G.T., mais nons l'étiquette « *élu* ». Ce sont des « *délégués de lutte* », une sorte de hiérarchie syndicale parallèle, chargée de recueillir sur les chaînes les revendications et les suggestions des O.S. Au début du conflit, ces derniers n'avaient guère de pratique collective dans cette usine d'Aulnay-sous-Bois, où la majorité des quatre mille trois cents ouvriers spécialisés sont des immigrés musulmans, marocains et africains. La grande grève de cinq semaines – en libérant d'un seul coup les soupapes de la peur face à la Confédération des syndicats libres (C.S.L.) – a fait surgir des dizaines d'animateurs syndicaux, n'ayant *jusqu'alors* aucun mandat à l'intérieur de la C.G.T. : certains possédaient même la carte de la C.S.L. ! Ces « *délégués de lutte* », cooptés par leurs camarades, étaient près de quatre-vingts lors de la reprise du travail. Plus de la moitié d'entre eux sont à présent candidats de la C.G.T. aux élections des délégués du personnel.

A l'atelier de carrosserie, tout comme au montage ou au ferrage, *les cadences de travail sont* désormais affichées comme le prescrit la recommandation du médiateur, M. Dupeyroux. La direction a joué le jeu, respectant sur ce point le protocole d'accord qui a *mis* fin à la grève. Cependant, les rapports sociaux sont loin d'être au beau fixe – mais l'ont-ils jamais été ? – entre *les agents de maîtrise et les anciens* grévistes.

En début de semaine, selon M. Bonnin, secrétaire du syndicat C.G.T. et délégué du personnel, plusieurs débrayages ont eu lieu, l'un de plus de deux heures, le 17 juin, pour que soient respectées les cadences affichées.

« *Ce n'est pas tellement la baisse de cadence qui nous intéresse,* explique un ouvrier, *mais la diminution de la charge de travail de chacun. On veut bien que les cadences soient maintenues, mais à condition que l'on embauche du personnel pour compenser le surcroît de besogne.* »

Pas question, non plus, de céder du terrain sur les autres points du protocole d'accord, notamment dans le domaine des augmentations salariales : « *Le blocage des salaires annoncé par le premier ministre ne peut avoir aucune incidences chez nous,* disent les responsables C.G.T. et C.F.D.T. *La société Citroën s'est engagée à réaliser en trois temps l'augmentation de 400 F réclamée par les O.S. Nous avons accepté son calendrier, et ce qui est acquis ne peut plus être modifié. Il revient à la direction de tenir ses promesses* (1) ».

Chez Citroën, « *rien ne sera plus comme avant* », affirment les O.S. La C.S.L. rétorque : « *A Aulnay, c'est Mai 1968 !* » Cette organisation a demandé à M. Malaval, mandataire de *justice dépêché sur* les lieux avec d'autres inspecteurs du travail pour surveiller la bonne implantation des bureaux de vote et des *isoloirs* et la préparation démocratique des élections, de reporter à plus tard cette consultation. Devant le refus formel de ce fonctionnaire, la C.S.L. réclame à l'avance l'annulation du scrutin, en faisant état de pressions subies par ses candidats maghrébins. Sur trente-huit candidats possibles (14 titulaires, *14 suppléants*), la C.S.L. n'a pu en présenter que trente sur sa liste alors que la C.G.T. est la seule organisation à présenter une liste complète.

La direction parle d'une « *désorganisation croissante du travail* » et menace de mettre au chômage techique, pendant deux jours, une partie des ouvriers de production. Les O.S., et derrière eux la C.G.T. et la C.F.D.T., *ne* sont *pas disposés* à accepter un tel contretemps en pleine période électorale. J.B.

(1) Les trois augmentations successives *du protocole d'accord ont été* échelonnées selon l'échéancier suivant : au 1er juin, 3,5 % du salaire réel, avec une augmentation minimale de 250 F ; au 1er septembre, 2,5 %, avec une augmentation minimale de 100 F ; au 1er décembre, 1 %, avec une augmentation minimale de 50 F. Un blocage de la convention ne porterait de toutes façons que sur la deuxième augmentation : celle du 1er juin a déjà été accordée, et celle prévue pour le 1er décembre n'est pas concernée par le blocage des salaires, qui s'arrête au 31 octobre.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

« Nous ferons appel à une vraie solidarité qui s'étendra à tous les Français »

déclare M. Jean Auroux

Invité le 20 juin au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Auroux, ministre du travail, a estimé que les mesures de blocage des prix et des salaires pouvaient être « *un moment d'une toilette économique de la France* ». Qualifiant l'attitude des syndicats de « *globalement très responsable* », il a noté « *une confiance dans le gouvernement parce que, s'il est vrai que nous ferons appel à la solidarité, nous ferons appel à une vraie solidarité, qui s'étendra à tous les Français et qui ne demandera pas simplement les efforts à quelques-uns. C'est la raison pour laquelle la confiance qui existe permettra de réussir cette opération* ».

M. Auroux a refusé de se prononcer sur un seuil de rémunération endeçà duquel le blocage des salaires ne jouerait pas : « *Le gouvernement laisse une part à la négociation, à l'appréciation des partenaires sociaux (...) Les principes sont fixés mais nous n'avons pas à entrer dans le menu d'une vie conventionnelle que nous voulons la plus riche possible. Par conséquent, je ne m'enfermerai pas dans ce genre de politique des revenus ou de police des salaires.* » « *Je ne cache pas,* a-t-il ajouté, *qu'il pourra peut-être y avoir un certain nombre de difficultés, d'interrogations au niveau des salariés, et c'est bien compréhensible. Mais ils savent que les objectifs sont maintenus, que l'équipe qui est au gouvernement n'est pas indifférente à leurs problèmes, qu'elle les prend en compte. S'il y a, un moment, à partager la solidarité, ils savent que c'est pour des lendemains dans lesquels leur situation sera mieux prise en compte.* »

Le ministre a souhaité que le comité d'entreprise devienne « *le lieu privilégié de la réflexion économique* ».

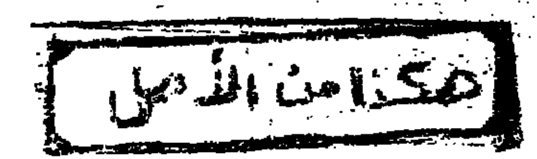
Le président du conseil régional de Lorraine exige un « réexamen » du plan acier

La publication du nouveau plan acier, qui prévoit, notamment, la *fermeture des installations de l'unité* de Vireux-Molhain (900 personnes), filiale d'Usinor dans les Ardennes et, éventuellement, celle des Aciéries de Pompey (3 350 per*sonnes*), filiale de Sacilor en Meurthe-et-Moselle, a provoqué de très vives réactions.

Les sidérurgistes de Vireux-Molhain ont, dimanche 20 juin, bloqué *dans sa voiture pendant cinq* heures le sous-préfet des Ardennes, M. Daniel Canepa, qu'ils n'ont relâché que sous la promesse qu'il viendrait, le lendemain, visiter leur usine. D'autre part, le *conseil municipal* de Vireux-Molhain, à majorité socialiste, a donné sa démission pour protester contre la fermeture de l'usine. Une manifestation « *unitaire et départementale* », réunissant 2 000 personnes, s'est terminée, sans incidents, par une visite de l'usine, dont 400 salariés s'étaient rendus, vendredi, à Paris, au siège de la Société française des aciers spéciaux, filiale d'Usinor, pour s'entendre *confirmer* que leur *usine était* appelée à fermer « *sans aucun licenciement* ».

Aux Aciéries de Pompey, une grève générale de deux heures trente, suivie à 100 %, a été lancée *lundi* 21 juin à l'aube, à l'initiativede la C.F.D.T., syndicat majoritaire, et de la C.G.T. Elle a pour objet d'alerter l'opinion à propos de la menace qui pèse sur plus de 2 000 des 3 350 emplois des aciéries à la suite des propositions faites vendredi dernier par le P.-D.G. de Sacilor, M. Claude Dollé, devant le comité central de l'entreprise. A l'issue de cette réunion, M. *Dollé* avait été retenu pendant *plus de cinq heures* par 300 ouvriers de Pompey.

Enfin, le conseil régional de Lorraine, par la voix de son président, M. Jean-Marie Rausch, sénateur maire (C.D.S.) de Metz, « *exige un réexamen du plan acier* ».



TRANSPORTS

Le président de la chambre de commerce de Saint-Malo dénonce « les privilèges et les abus » des dockers

(De notre envoyé spécial).

Saint-Malo. – A l'occasion de l'inauguration, le 17 juin, par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, du bassin Jacques Cartier et de la nouvelle gare maritime de la Bourse, à Saint-Malo, M. Christian Morvan, président de la chambre de commerce et d'industrie, s'est livré à une vive critique du comportement des ouvriers dockers.

« La main-d'œuvre portuaire, régie par la loi de 1947 (qui n'est manifestement plus adaptée aux conditions économiques actuelles), bénéficie de l'un des derniers privilèges encore en vigueur dans notre pays. Elle reste pour l'ensemble des ports français une menace permanente sur leurs activités, et les exigences sans cesse croissantes des ouvriers dockers grèvent les coûts d'exploitation d'une manière de plus en plus difficile à supporter quand elle n'encourage pas des détournements de trafics vers des ports étrangers », a-t-il dit.

Le président de la chambre de commerce a dénoncé *« l'incompréhension, les abus particulièrement intolérables et le pouvoir sans limite du syndicat C.G.T. des ports et docks, qui fait perdre à nos ports leur fiabilité et toute compétitivité »*.

La chambre de commerce vient d'achever – aux trois quarts – d'importants travaux de modernisation du port, pour un investissement de 220 millions de francs (dont 67 % à la charge de la compagnie consulaire), ce qui permet au trafic d'atteindre 1,72 million de tonnes. Saint-Malo est aussi le sixième port de voyageurs de France (830 000 personnes).

C'est en raison de ces performances que M. Le Pensec a indiqué : *« Il y a en France aujourd'hui plus de trois cents ports qui relèvent tous de l'Etat. Dans le cadre de la décentralisation, plus de 90 % d'entre eux vont relever des collectivités locales. Mais il subsistera des ports qui seront classés d'intérêt national. Leur liste n'est pas à ce jour arrêtée, mais je peux d'ores et déjà vous indiquer qu'au stade actuel d'examen de ce dossier, il m'apparaît que le port de Saint-Malo présente diverses caractéristiques lui permettant de figurer dans la liste des ports d'intérêt national. »*

Les services du ministère de la mer (Centre de liquidation des prestations de la Caisse générale de prévoyance à Saint-Servan, Centre national de liquidation des rôles d'équipage, centre administratif des affaires maritimes) occupent à Saint-Malo environ quatre cent cinquante personnes. La nouvelle école d'apprentissage maritime, en chantier, devrait, elle, ouvrir en mars 1983. – F. Gr.

ENVIRONNEMENT

Le jour du soleil... et des arbres

A Bayonne, l'abbé Larzabal fait confiance au Créateur : les panneaux solaires installés sur le toit de l'évêché fournissent quotidiennement 800 litres d'eau chaude à la vingtaine de personnes qui habitent sur place. Cette installation a coûté environ 80 000 F et sera amortie sur huit ans.

A Amiens, la nouvelle école Modigliani, construite par l'architecte de la ville, M. Jeanny Tognella, est en brique, couverte de grands toits pentus jusqu'au sol : 250 mètres carrés de « tuiles solaires » assurent le chauffage des huit classes et fournissent l'eau chaude.

Ces deux réalisations n'ont bénéficié d'aucune aide publique. Elles figurent parmi cent exemples dans le *Guide de la France solaire*, publié par le comité d'action pour le solaire, présidé par Pierre Lebaillif. Les politiques actuelles de développement des énergies nouvelles sont recensées dans ce guide illustré, mis en vente chez les marchands de journaux (35 F) et qui comporte huit cents adresses utiles.

Une importante campagne de presse est organisée par le comité pour démontrer la réalité des efforts faits ici ou là dans les régions, et des journées « portes ouvertes » sont prévues les 25 et 26 juin pour familiariser le public avec de nombreuses expériences.

« Adoptez un arbre ». Sur ce thème, l'association Espaces pour demain lance une campagne de souscription (50 F pour un arbre) et de sensibilisation destinée à lui permettre d'acquérir des domaines forestiers autour des villes et des bourgs pour en faciliter l'accès aux citadins.

Le morcellement et le mauvais état de nombreux secteurs forestiers ont incité l'association, créée en 1976 et présidée par Louis Bériot, à s'intéresser à la forêt, après avoir orienté son action en priorité vers le littoral. De nombreuses associations soutiennent cette campagne « pour que vive la forêt » et participeront à la gestion des domaines qui pourront être acquis.

★ Comité d'action pour le solaire, 8, rue Richelieu, 75001 Paris. Tél. : 296-24-77.

★ Espaces pour demain, 7, rue du Laos, 75015 Paris. Tél. : 783-48-31.

FAITS ET PROJETS

DÉCENTRALISATION AUX P.T.T.

En inaugurant, la semaine dernière, à Toulouse-Blagnac, les nouveaux locaux de la direction des télécommunications du réseau national (D.T.R.N.), M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., a qualifié cette décentralisation d'*« opération importante et remarquée »*.

« De même que la décentralisation politique ne doit pas être la négation de l'État national, a-t-il dit, *de même, pour les télécommunications, le mouvement vers plus d'autonomie locale ne peut pas conduire à nier le caractère national du réseau. On peut définir des frontières entre le domaine régional et le domaine national, on peut définir des interfaces techniques normalisées pour permettre aux différents niveaux de décisions des choix plus ou moins autonomes... Néanmoins, compte tenu de la nature des choses, qui fait qu'un incident ou un encombrement à un bout du pays se répercute, de manière instantanée, sur tout le territoire, de ce fait, donc, le réseau est « un » par définition et ses problèmes ne peuvent être abordés que de manière unifiée et unitaire. »*

UN T.G.V. PARIS BRUXELLES-COLOGNE ?

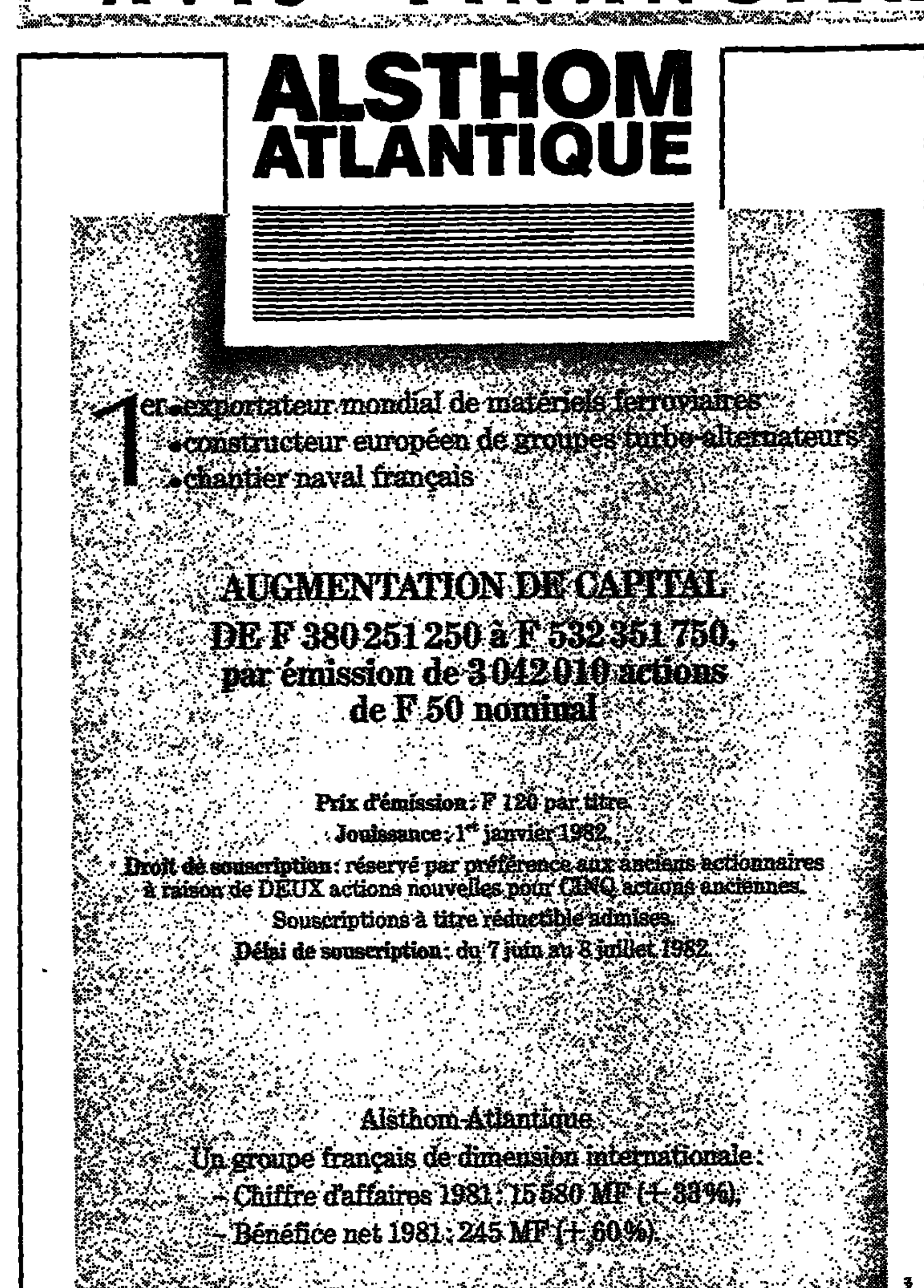
Un nouveau projet de ligne T.G.V. internationale Paris-Bruxelles-Cologne sera examiné en septembre prochain par les ministres des transports belge, allemand et français, a indiqué M. Charles Fiterman, ministre des transports, interviewé le 19 juin sur TF 1.

De plus, M. Fiterman a déclaré que la question de l'endettement de la S.N.C.F. (33 milliards de francs) *« devait être réglé »*. *« La S.N.C.F.*, a-t-il dit, *ne peut pas fonctionner comme un marchand de savonnettes, car il ne faut pas perdre de vue son rôle économique et social et sa grande sécurité. C'est pourquoi, il est absurde de parler à ce sujet de rentabilité et de déficit. L'Etat doit faire son devoir envers la S.N.C.F., accepter un nouvel effort et définir un plan. »*

Le ministre a insisté sur sa volonté de maintenir hors de toute influence bureaucratique *« la diversité et la concurrence »* dans le secteur des transports. Il s'est déclaré décidé à assurer une *« forte priorité »* aux transports collectifs afin de garantir à tous *« le droit au transport »*.

● *Deux nouvelles commandes d'ATR-42.* – Le nombre des commandes enregistrées par le groupement d'intérêt économique franco-italien « Avion de transport régional » pour son modèle ATR-42 s'élève à vingt-huit exemplaires (vingt-six ferme, deux options) avec la décision d'achat de deux de ces avions par la compagnie colombienne Aerocesar qui assure des liaisons entre Bogota, Medellin, Baranquilla, Carthagena et Valledupar. Les deux appareils, *qui seront livrés* en août 1986 et mai 1987, seront aménagés pour le transport de quarante-deux passagers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Balo du 31 mai 1982. Une note d'information qui a reçu le visa COB N° 82.69 en date du 18 mai 1982 est tenue à la disposition du public au Siège Social de la Société, 38 avenue Kléber, 75116 PARIS et auprès des banques chargées du placement.

UNION POUR L'HABITATION

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 17 juin 1982 sous la présidence de M. Emmanuel de Lauriston.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981 qui se soldent par un bénéfice d'exploitation de F. 36.686.678, en augmentation de 11,60 % sur celui de 1980 et par un bénéfice net de F. 36.819.505.

L'assemblée a décidé de mettre en distribution, à partir du 15 juillet, un dividende de F. 17,50 (contre F. 16,25) par action, sur lesquels F. 0,17 sera exonéré de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

La livraison des 71 appartements construits à Saint-Rambert (Lyon 9e) vient de commencer et leur mise en location se présente de façon satisfaisante.

Les conséquences sur l'évolution des loyers, d'une part, de la limitation imposée par la loi du 30 décembre 1981, d'autre part, des mesures de blocage que vient d'annoncer le gouvernement, ajoutées à une très nette diminution des produits financiers, font penser que le résultat d'exploitation de 1982 pourrait être sensiblement équivalent à celui de 1981. Ce résultat devrait cependant permettre une nouvelle hausse du dividende.

DÉNONCIATION DE CAUTION

Par suite de dénonciation de caution, l'ASCOBATT (Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire), 26, rue Vernet 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 20 mars 1982 par la compagnie la Défense automobile et sportive (la DAS), 34, place de la République 72004 Le Mans - Cedex, pour le compte de la société Travail-Service, 36, rue Bancel 69007 Lyon, et ce, au profit, d'une part de la Sécurité sociale et des institutions sociales, et, d'autre part, des salariés temporaires, prendra fin le 20 juin 1982.



Notice sur demande à la Caisse Centrale de Crédit Coopératif
Siège social : Parc de la Défense, 33 rue des Trois Fontanot
B.P. 211 - 92002 Nanterre Cedex - Tél. 724.85.00

scac

Siège social : 30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX

Secteurs d'activité :
Transport international, Agence de voyages
Combustibles :
charbon, fuel.
Matériaux de construction Bricorama

AUGMENTATION DE CAPITAL

De 80.324.000 F à 120.486.000 F par l'émission de 401.620 actions nouvelles au nominal de 100 F chacune à souscrire en numéraire à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes.

Prix d'émission : 150 francs par action.
Jouissance des actions nouvelles : 1er janvier 1982.
Produit brut de l'émission : 60.243.000 francs.
Droit préférentiel de souscription : à titre irréductible : une action nouvelle pour deux actions anciennes ; à titre réductible : souscriptions admises.
Délai de souscription : du 14 juin 1982 au 16 juillet 1982 inclus.
Lieux de souscription : au siège de la Sté et aux guichets des banques suiv.:

Créd. Ind. et Commercial	Banque Indo-Suez
Banque Nationale de Paris	Crédit lyonnais
Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet	Via Banque
Crédit du Nord	Banque Française du Commerce Extérieur
Banque de l'Entreprise	Banque transatlantique
Banque Louis Dreyfus	Banque Vernes et Commerciale de Paris
Créd. Commerc. de France	Monod Française de Banque

Société Générale Alsacienne de Banque (SOGENAL)

BALO du 7 juin 1982. – *Une note d'information ayant reçu le visa 82-91* en date du 1er juin 1982 de la COB est mise sans frais à la disposition du public, au siège social et aux guichets chargés de recevoir les souscriptions.

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Conseil d'administration du 16 juin 1982

Réunie le 16 juin 1982 sous la présidence de M. de Feuilhade de Chauvin, l'assemblée générale annuelle de la *Société foncière lyonnaise a approuvé* les comptes de l'exercice 1981.

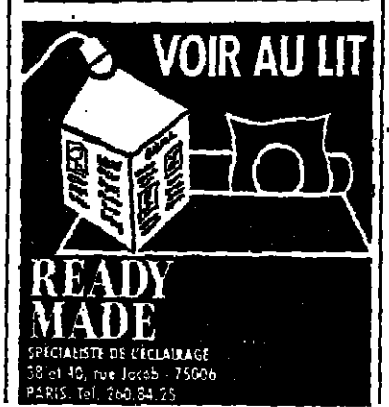
Du fait de produits financiers exceptionnels résultant d'une trésorerie abondante en attente d'investissement et après amortissements et provisions courantes, *le bénéfice d'exploitation s'établit* à 40 024 000 F, en progression de près de 46 %.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 25 889 000 F (+ 24,19 %), incluant des plus-values nettes à long terme pour 3 387 000 F contre 6 809 000 F au cours de l'exercice précédent.

L'assemblée a décidé de fixer le dividende à 36 F par action (soit 54 F y compris l'avoir fiscal), soit une majoration de 28,57 % ; ce dividende, qui sera *mis en payement* le 15 juillet, porte sur un nombre d'actions accru de 14 % à la suite de l'augmentation de capital en espèces réalisée au début de 1981 et des conversions d'obligations.

L'assemblée a élu, en qualité d'administrateurs, MM. Robert Gachet et Henri Katz pour représenter au conseil le groupe Victoire devenu important actionnaire de la société.

La série E des obligations convertibles 1974 est sortie au troisième tirage au sort le 24 mai 1982. Les obligations comprises dans cette série, à l'exception de celles dont la conversion a été demandée avant cette date, sont remboursables à partir du 1er juillet 1982 à 784 F. Toutefois, ces obligations pourront être converties en actions, à la demande des porteurs, jusqu'au 30 septembre 1982, sur la base de 1,04 action pour une obligation.



L'ÉPARGNE DE FRANCE

• *L'assemblée générale ordinaire* s'est tenue le 16 juin 1982 sous la présidence de M. Pierre Borel. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981, qui se soldent par un bénéfice, après impôts, de 10 294 427,63 F sur lesquels 5 030 638,30 F ont été affectés à la réserve des plus-values à long terme.

• L'assemblée générale a décidé la mise en distribution d'un dividende net de 11 F par action auquel s'ajoute un impôt déjà payé au Trésor de 5,50 F, soit un dividende global de 16,50 F. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 18 juin 1982.

• Une assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, a décidé de distribuer une action gratuite pour douze actions anciennes après que la société eut racheté, en Bourse, une action pour éviter les rompus, le capital étant ainsi porté de 42 384 675 F à 45 916 650 F par prélèvement sur la réserve de réévaluation et la réserve des plus-values à long terme.



Allocution du président Georges Pebereau

à l'assemblée générale du 16 juin 1982

Mesdames, Messieurs,

Présidant pour la première fois aux travaux de votre assemblée, je voudrais d'abord rendre hommage devant vous à celui qui, plus que quiconque, a contribué à faire de la modeste Compagnie industrielle du téléphone où il est entré, il y a vingt cinq ans, en qualité de directeur général adjoint, l'une des grandes entreprises *mondiales dans son domaine*, la Compagnie industrielle des télécommunications CIT Alcatel.

Le 24 mars dernier, M. Ambroise Roux a rappelé à votre conseil la décision qu'il avait rendue publique de n'assumer aucune responsabilité au sein de la Compagnie générale d'électricité après que celle-ci aurait été nationalisée, et il a remis sa démission des fonctions de président directeur général et d'administrateur qu'il exerçait dans votre compagnie.

Je ne retracerai pas devant vous l'action du président Ambroise Roux ; vous en avez, année après année, constaté les résultats et apprécié la pertinence. Je suis sûr d'exprimer le sentiment unanime de tous les actionnaires, qui n'ont cessé de manifester leur confiance dans le destin de la Compagnie, en les associant au message de gratitude que le conseil lui a adressé en le nommant président d'honneur.

Votre conseil vient de vous présenter le développement de votre compagnie au cours de l'exercice écoulé.

Les ventes ont augmenté de 26 % pour CIT Alcatel, et de 35 %, dont les deux tiers environ par croissance interne, pour *les filiales, si bien qu'au total le chiffre d'affaires consolidé* a progressé de 31 %.

Le résultat d'exploitation de la Compagnie a plus que doublé par rapport à l'an dernier et son bénéfice net s'établit à 95,2 millions de francs, en progression de 22,3 %, mais après un impôt avoisinant 83 millions de francs, alors que l'an dernier la charge fiscale sur le résultat était pratiquement nulle.

Le résultat net consolidé du groupe CIT Alcatel, hors plus et moins values à long terme, et après prise en compte de la variation de la provision pour investissement, s'établit à 74 millions de francs contre 62,5 millions de francs en 1980. L'amélioration est d'autant plus appréciable que l'institution de la cinquième *semaine de congés payés a entraîné* pour le groupe une charge supplémentaire de 20 millions de francs.

La marge brute d'autofinancement a atteint 481 millions de francs contre 393,7 millions de francs en 1980, en progression de près de 25 %.

L'ensemble de ces résultats atteste aujourd'hui que votre compagnie a surmonté avec succès les difficultés d'une reconversion *technique et industrielle qui a pesé sur son exploitation* au cours des trois exercices précédents, tout en intensifiant l'effort engagé pour assurer l'indispensable présence du groupe à l'étranger et, malgré l'incertitude qui n'a cessé de marquer l'environnement économique en 1981.

Cette *incertitude ne s'est pas dissipée dans* les premiers mois de l'exercice en cours. Les équilibres monétaires internationaux apparaissent toujours aussi fragiles. Si on note en France une certaine reprise de la demande des ménages, l'activité de la plupart des grands pays industriels demeure stagnante, *faisant ainsi peser sur notre commerce extérieur un* risque de déséquilibre, aggravé par un taux d'inflation sensiblement supérieur à celui de nos principaux concurrents.

Dans ce climat, la compétition internationale ne cesse de se durcir : dans le domaine des télécommunications, face à la baisse de la demande dans les pays industrialisés et à la chute de valeur ajoutée qu'entraînent les progrès technologiques, les grands constructeurs sont obligés, pour assurer leur avenir, *de conquérir des positions sur les marchés qui restent* encore ouverts ; dans les domaines de la télématique et de la bureautique, l'espoir d'une croissance importante de la demande incite les entreprises les plus dynamiques, pour y avoir demain leur place, à sacrifier leurs marges présentes.

Enfin, le marché national, base nécessaire à une expansion vigoureuse à l'étranger, demeure marqué par la régression en volume du budget d'investissement des P.T.T. qui se *poursuit en 1982, et les secteurs d'activité qui intéressent* vos filiales ont moins profité de la reprise du début de l'année que ceux qui touchent aux biens de consommation.

CIT Alcatel a cependant abordé l'exercice avec confiance.

Elle détient en commutation temporelle une technique parfaitement maîtrisée, qui a maintenant largement fait ses preuves *en exploitation dans vingt pays et qui conserve une* avance réelle dans la compétition mondiale.

Une confirmation significative vient d'en être apportée. En choisissant, pour l'équipement de son réseau, le système E 10 devant tous les grands systèmes concurrents, l'Inde a ouvert aux techniques propres de CIT Alcatel les *perspectives de l'un des plus considérables parmi les grands* marchés de l'avenir.

Votre compagnie a les moyens de faire face à de tels succès. Elle dispose aujourd'hui d'un appareil de production moderne, performant et bien adapté aux technologies nouvelles : il sort actuellement *de ses usines* un central *E 10 tous les trois jours*. Et elle a, d'ores et déjà, entrepris le développement de la prochaine génération des systèmes de commutation — les systèmes universels capables de traiter toute information, quelle qu'en soit la forme : voix, textes, données ou images — qui constitueront la pièce maîtresse des futurs réseaux numériques *à intégration de services*.

Les autres produits du groupe CIT Alcatel *sont* également présents, tant dans les grands pays industrialisés que dans les pays en voie de développement. Les équipements de téléphonie privée de TELIC Alcatel occupent le premier rang en Italie ; la Bundespost marque son intérêt pour notre système Videotex en prenant une participation dans la société Danet, filiale de G.S.I.-Alcatel ; la Belgique et les Pays-Bas achètent nos équipements de transmission ; nos terminaux Videotex s'implantent en Grèce, comme nos plus récents postes d'intercommunications T 16 au Moyen-Orient. Enfin, la coopération entreprise à la fin de l'année dernière avec *Lynch Communication Systems est entrée maintenant dans sa phase* opérationnelle active avec la mise en œuvre d'accords qui intéressent, non seulement la version américaine du central temporel E 10 S, mais aussi les matériels de transmission et de télématique les plus performants du groupe.

Au total, l'activité du groupe C.I.T. Alcatel continue à se *développer favorablement, même si elle progresse moins* vite en France, où le marché a cessé de croître, qu'à l'étranger.

La progression attendue en 1982 est nettement moins importante qu'en 1981 en raison tant du caractère exceptionnellement élevé de la référence 1981, que du souci de votre compagnie de maîtriser, après une longue période de très forte expansion, la croissance de ses filiales. *Elle devrait cependant* s'établir à un bon niveau, dans la mesure où le volume des commandes reçues de l'administration française des P.T.T. demeurera conforme aux prévisions.

L'activité des premiers mois de l'année fait apparaître un taux de progression supérieur à celui prévu pour l'ensemble de l'exercice : à fin avril, le chiffre d'affaires de votre compagnie a progressé de 23,5 %, et celui du groupe C.I.T. Alcatel de 21 %.

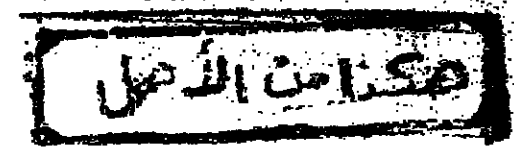
L'exercice en cours se caractérise enfin pour votre compagnie par le contexte nouveau dans lequel la place la nationalisation de son principal actionnaire, la Compagnie générale d'électricité.

Il n'est pas encore possible, dans l'attente des textes législatifs en cours de mise au point, de définir *dans tous leurs détails les incidences de cet élément majeur*.

Il reste que les objectifs fixés aux *groupes industriels* nouvellement entrés dans le secteur public ont été clairement explicités. Dans la lettre qu'il a adressée aux administrateurs généraux de ces entreprises, lors de leur nomination, le ministre de l'industrie les a énoncés : efficacité économique, développement de la dimension internationale, progrès social. Il a *souligné notamment que les critères habituels de gestion* et de concurrence des entreprises industrielles demeurent intégralement applicables au nouveau secteur public, et rappelé la nécessité d'y poursuivre une amélioration continue de la compétitivité.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance que présentent pour votre compagnie de telles orientations. *Sa contribution à l'expansion de l'économie* française et au progrès social ne passe ni par un relâchement de la gestion ni par un repli frileux sur les frontières nationales, mais par une aptitude à implanter ses produits et ses techniques sur les grands marchés du monde pour y acquérir, grâce à une compétitivité constamment maintenue, une position durable.

Votre compagnie s'est, de longue date, engagée dans cette voie. Les résultats qu'une gestion rigoureuse et une expansion continue lui ont permis d'obtenir sont le gage de ceux que, grâce au dévouement et à l'efficacité de tous ses collaborateurs comme à l'appui fidèle de ses actionnaires, elle est en droit d'attendre pour l'avenir.





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 10-6-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	275 792
dont :	
Or	194 581
Disponibilités à vue à l'étranger	18 516
ECUS	50 130
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 562
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 230
dont :	
Concours au Trésor public	0
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	175 956
dont :	
Effets escomptés	77 393
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	51 848
5) DIVERS	6 254
Total	515 082

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	164 570
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	9 172
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	6 283
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	53 763
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	34 210
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	44 873
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	223 381
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 266
8) DIVERS	10 772
Total	515 082

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	11 juin	19 juin
Valeurs franç. à revenu variable	841,3	784,5
Valeurs étrangères	1843,3	1790,1
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	121,4	113,2
Valeurs étrangères	249,4	242,2
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	108,8	101,4
Pétroles-Energie	91,7	86,5
Métallurgie	96,2	88,8
Chimie	111,6	105,0
Bâtim., mat. constr., trav. publics	105,5	98,8
Constructions mécaniques	111	103,3
Matériel électrique	116,4	104,7
Automobile et accessoires	102,1	96,8
Industr. de consom. non alim.	126,6	117,4
Agro-alimentaire	117,3	108
Distribution	111,4	98,5
Transports	112,8	110,5
Services	110,6	103,7
Assurances	104,4	103,5
Banques	108,3	104,2
Immobilier et foncier	106,1	103,6
Investissement et portefeuille	110,8	106,9
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	95,0	95,3
Emprunts d'Etat	95,6	98,2
Emprunts garantis et assimilés	94,9	95,2
Sociétés	94,8	94,9
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	84,6	84,8
Sociétés	91,4	91,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	107,9	100,6
Produits de base	94,1	88,8
Construction	105,2	98,4
Biens d'équipement	113,1	104,3
Biens de consom. durables	108,7	101,2
Biens de consom. non durables	124,4	114,8
Biens de consom. alimentaires	116,1	105,8
Services	108,8	100,2
Sociétés financières	108,4	105,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	98,5	95,5
Valeurs industrielles	107,4	98,8
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	104,7	101,3

LA VIE DES SOCIÉTÉS

INTERTECHNIQUE/DASSAULT. – Le groupe Marcel Dassault a procédé à un reclassement des titres Intertechnique qu'il avait en portefeuille sans que cette opération modifie le montant de sa participation dans la société (28,54 %). Ainsi, un bloc de 88 480 actions Intertechnique, représentant la somme de 95,5 millions de francs et plus de 20 % du capital, a été négocié vendredi 18 juin, à la Bourse de Paris, sous la forme d'un transfert de M. Marcel Dassault au bénéfice de la société électronique que dirige son fils Serge et qui porte à présent le nom de ce dernier.

Cette transaction a été opérée par la Société centrale d'études Marcel Dassault, qui joue le rôle d'investisseur du groupe à travers des participations très diversifiées, notamment 10 % de Gaumont, autant de Gaz et Eau, Institut Mérieux, Paris-France, 41 % de Motobécane et 20 % d'Europe 1.

Au 1er avril 1982, c'est-à-dire préalablement à l'augmentation de capital en cours d'Intertechnique (une action pour sept au prix de 480 F), le capital de 43,95 millions de francs de cette société d'informatique et d'instrumentation était réparti ainsi : groupe Marcel Dassault (28,54 %), Société industrielle et financière de l'Artois (7,96 %), M. Jacques Maillet (président d'Intertechnique : 11,99 %), pour les actionnaires principaux. Ces participations se trouvent respectivement portées à 30,93 %, 23,69 % et 15,10 %, compte tenu des droits de vote doubles attachés à certaines actions nominatives, le conseil d'administration détenant au total 58,69 % du capital et 70 % environ en tenant compte de ces mêmes actions à double droit de vote.

BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE. – Emission de 300 millions de francs d'obligations de 2 000 F à taux variable, dont 200 millions (sur la moyenne des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis par l'Etat) et 100 millions (sur la moyenne des taux moyens mensuels du marché monétaire au jour le jour). Durée : dix ans et huit ans et demi respectivement.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	17 juin	18 juin
Valeurs françaises	103,9	102,2
Valeurs étrangères	104,6	103,0

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	103,2	100,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 21 juin .... 15 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18 juin	21 juin
1 dollar (en yens)	253,90	256,80

BOURSE DE PARIS – Comptant – 18 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	2 145
5 %	34 70	1 890
3 % amort. 45-54	71	2 647
4 1/4 % 1963	99 50	3 397
Emp. N. Eq. 6 % 67	108	0 296
Emp. 7 % 1973	6255	..
Emp. 8,80 % 77	86 40	0 651
Emp. 9,80 % 78	78 50	9 182
E.D.F. 7,8 % 61	129	6 158
E.D.F. 14,5 % 80-92	....	0 761
Ch. France 3 %	219 50	..
CNB Bques janv. 82	101 01	7 762
CNB Paribas	101 06	7 762
CNB Suez	101 50	7 762
CNI janv. 82	101 10	7 762

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
De Dietrich	358	350
Degremont	100	97
Delalande S.A.	136 50	140
Delmas-Vieljeux	465	471
Dév. Rég. P.d.C (Li)	115	115
Didot-Bottin	274	274
Dist. Indochine	371	371
Drag. Trav. Pub.	195	200
Duc-Lamothe	225	227
Dunlop	5 05	....
Eaux Bass. Vichy	1149	....
Eaux Vittel	580	667
Ecco	781	812
Economats Centre	507	495
Electro-Banque	151	151
Electro-Financ.	305	305
Elf-Antargaz	192 20	....
E.L.M. Leblanc	325	315
Entrepôts Paris	170	170 10
Epargne (B)	1451	1451
Epargne de France	302	290 c
Epeda-BF	700	700

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Nadella S.A.	7 75	....
Naval Worms	110	106
Navig. (Nat. de)	69 50	69 50
Nicolas	390	380
Nodet-Gougis	134	130
Occident. Part.	29 80	....
OPB Paribas	80 60	79 20
Optorg	63 50	65 50
Origny-Desvroise	125	124 60
Palais Nouveauté	301	301
Paris-Orléans	91 40	91 40
Part. Fin. Gest. Im.	144	146
Pathé-Cinéma	128	....
Pathé-Marconi	34 80	37 30 d
Piles Wonder	83	....
Piper-Heidsieck	280	250
Porcher	220 80	215 50
Profils Tubes Est	9 20	9
Prouvost ex-Lain.R.	35	34
Providence S.A.	297	294
Publicis	520	530
Raff. Souf. R.	190	191

Étrangères	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	125	....
Akzo	76	73
Alcan Alum	139	....
Algemeine Bank	836	879
Am. Petrofina	445	....
Arbed	180	....
Asturienne Mines	52	....
Bco Pop Espanol	105	107
B. N. Mexique	11 80	12 56
B. Régl. Internat.	39200	39750
Barlow Rand	42	....
Bell Canada	116	123 50
Blyvoor	83	....
Bowater	28 80	....
British Petroleum	42 60	41 70
Br. Lambert	195 70	....
Caland Holdings	86	85
Canadian-Pacific	162 20	159 10
Cockerill-Ougre	27 50	26 50 o
Cominco	225	205
Commerzbank	468 80	....
Courtaulds	11 56	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Sabl. Morillon Corv.	120	120 d
S.K.F. (Applic. méc.)	61	61
Total C.F.N.	74	....
Ufinex	228	....
Voyer S.A.	1 45	1 35 o

SICAV 18/6	Émission Frais inclus	Rachat net
Actions France	149 39	142 62
Actions-Investiss.	178 41	170 32
Actions sélectives	202 18	193 01
Aedificandi	230 30	219 86
A.G.F. 5000	176 22	168 23
Agfimo	248 44	237 17
Altefi	182 56	174 28
A.L.T.O.	162 80	155 42
Amérique Gestion	312 69	298 51
Bourse-Investiss.	198 46	189 46

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actibail (obl. conv.)	167	....

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1651	4,5 % 1973	1705	1690	1685 50	1680 50
3040	C.N.E. 3 %	3124	3124	3123	3122
495	Air Liquide	459	453	452	452
380	Als. Superm.	332	332	332	332

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1260	Fichet-Bauche	1085	1015	1015	1035
168	Financel	145 90	144 90	144 50	[illegible]
149	Fives-Lille	141	140 20	140 20	[illegible]
66	Fonderie (Gén.)	52	49	49 50	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
930	Deutsche Bank	918	908	908	901
83	Dome Mines	54 10	56 50	56	57
156	Driefontein Ctd	125	121 90	122 10	124
280	Du Pont-Nem.	262 50	264	267	266
1040	Elf-Gabon	1073	985	987 c	985 c
575	Eastman Kodak	570	568	568	565
58	East Rand	42 50	41 10	41	41 90
270	Ericsson	283 20	279	279	280
225	Exxon Corp.	222 50	219	220	219
182	Ford Motors	188 50	187 30	187	186 50
167	Free State	129 50	127	124 50	129 60
109	Gencor	93 80	93	93	94 20
187	Gén. Belgique	189	186	185 50	189
490	Gén. Electr.	500	502	502	495 10
345	Gen. Motors	366	370	370	367
52	Goldfields	46 10	45	45 50	46 90
77	Harmony	61 90	58 20	59 30	58 40
22	Hitachi	21	21 60	21 60	21 60

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
385	Randfontein	300	300	295	300
275	Royal Dutch	267	261	261 50	265
61	Rio Tinto Zinc	53 90	51 50	51 60	51 40
198	St Helena Co	178	172 50	171	175
370	Schlumberger	322	319 50	320 30	320
58	Shell transp.	57 80	56 50	56 50	55 80
740	Siemens A.G.	720	708	706	703
122	Sony	104	105	105 50	107
127	T.D.K.	124 90	125 80	125 80	123 20
470	Unilever	445	440	440	....
310	Unt. Techn.	294	290	291 50	290
390	Vaal Reefs	348	344 50	342	344 50
183	West Deep	147	147 40	148 60	147 40
260	West Hold.	195 50	186	191	188 80
275	Xerox Corp.	263	260	260 50	255
2 32	Zambia Corp.	1 70	1 62	1 70	1 65

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS – Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 790	6 802	6 600	6 950
Allemagne (100 DM)	277 340	277 280	269	283
Belgique (100 F)	14 460	14 467	12 600	13 700
Pays Bas (100 fl.)	251 250	251 410	244	256
Danemark (100 krd)	80 300	80 130	77	83
Norvège (100 k)	109	109 070	107	113
Grande-Bretagne (£ 1)	11 857	11 813	11 450	12 150
Grèce (100 drachmes)	9 880	9 860	10	12 500
Italie (1 000 lires)	4 938	4 932	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	321 450	320 950	312	330
Suède (100 krs)	112 050	111 990	107	114
Autriche (100 sch)	39 340	39 350	38 300	40
Espagne (100 pes.)	6 134	6 128	0 600	6 450
Portugal (100 esc.)	8 190	8 195	8 100	9 100
Canada ($ can 1)	5 281	5 250	5 150	5 410
Japon (100 yens)	2 665	2 670	2 590	2 730

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/6
Or fin (kilo en barre)	68400	67000
Or fin (en lingot)	68100	66650
Pièce française (20 fr)	599	590
Pièce française (10 fr)	470	.....
Pièce suisse (20 fr)	530	520
Pièce latine (20 fr)	472	470
Souverain	566	592
Pièce de 20 dollars	2705	2655
Pièce de 10 dollars	1385	1352 50
Pièce de 5 dollars	751 25	.....
Pièce de 50 pesos	2900	2900
Pièce de 10 florins	492	499

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 20-21 juin 1982 a été tiré à 482 749 exemplaires.



A B C D E F G

Le parti communiste tchécoslovaque va recevoir la visite d'une délégation du P.C.F.

Une délégation du parti communiste français, conduite par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, et comprenant M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, doit se rendre en Tchécoslovaquie le 23 juin. La signature d'un communiqué commun est prévue, au terme des conversations que cette délégation doit avoir avec les dirigeants du P.C. tchécoslovaque.

Ce rapprochement entre communistes français et tchèques a une importance particulière, compte tenu de l'histoire des relations entre les deux pays. Après la « réprobation », puis la « désapprobation » qu'ils avaient exprimées lors de l'intervention des forces du pacte de Varsovie à Prague, en août 1968, les dirigeants du P.C.F. s'étaient résignés à la « normalisation » menée en Tchécoslovaquie par les Soviétiques et ceux des responsables du P.C.T. qui avaient leur appui. M. Etienne Fajon s'était rendu par deux fois à Prague en 1969. L'affaire tchèque était demeurée, néanmoins, l'objet d'une divergence — la première qui eût été affirmée publiquement — entre le P.C.F. et le P.C. soviétique et, naturellement, entre le parti français et la direction « normalisatrice » du P.C.T.

L'opinion des communistes français sur la politique du P.C.T. était l'une des « différences » et des « divergences » mentionnées, sans autre précision, dans le communiqué commun P.C.F.-P.C.U.S., signé par MM. Georges Marchais et Léonide Brejnev, à Moscou, le 10 janvier 1980. Le 21 janvier suivant, M. Gremetz, rendant compte, devant le comité central du P.C.F., de la visite de la délégation conduite par M. Marchais, à Moscou, avait rapporté une déclaration faite par le secrétaire général du P.C.F. au cours des entretiens avec M. Brejnev. Traitant de la « divergence fondamentale » entre les partis français et soviétique « qui réside dans le contenu et le rôle de la démocratie dans l'édification et le développement du socialisme », M. Marchais avait évoqué les « limitations de la démocratie » dans certains pays socialistes et il avait pris l'exemple de la Tchécoslovaquie.

« Je ne vous cacherai pas que nos rapports avec le parti communiste de Tchécoslovaquie sont extrêmement mauvais, avait déclaré M. Marchais à M. Brejnev. Nous considérons que le comportement des dirigeants du parti communiste de Tchécoslovaquie est dramatique. Déjà, durant la période de ce que l'on a appelé le culte de la personnalité, le P.C.T. s'est particulièrement distingué dans la répression. Manifestement, le parti communiste de Tchécoslovaquie n'a pas tiré les leçons de l'histoire et chaque jour, nous assistons à de nouvelles arrestations, nouveaux procès, à de nouvelles condamnations injustifiées. C'est là une chose intolérable, c'est une caricature du socialisme. C'est une situation qui montre que dans ce pays, aucun enseignement n'a été tiré du vingtième congrès du P.C.U.S. » (le Monde du 24 janvier 1980).

Ces mauvais rapports entre le P.C.F. et le P.C.T. s'étaient traduits aussi, sur le plan syndical, par la rencontre de M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. et membre du bureau politique du P.C.F., avec des dirigeants du mouvement d'opposition charte 77, en avril 1978, à Prague, à l'occasion du neuvième congrès de la F.S.M.

Le changement d'attitude de la direction du P.C.F. semble procéder, en premier lieu, d'un souci d'équilibres, au sein du mouvement communiste. M. Marchais, qui avait reçu M. Enrico Berlinguer le 24 mai et qui se rend en Yougoslavie le 26 juin, doit, aussi, se rendre en Chine à l'automne. Une visite à un parti proche du P.C. soviétique compense ces relations avec des partis dont la politique ne plaît pas à Moscou. En second lieu, il semble que les dirigeants communistes français, revenus à un discours qui exalte les mérites du socialisme existant — comme on l'a vu, par exemple, au congrès de la jeunesse communiste (le Monde du 4 juin) — ont estimé ne pas devoir continuer à considérer qu'il pouvait y avoir un « mouton noir » dans le camp socialiste.

Ce rapprochement prend, en tout cas, une signification particulière un peu plus de six mois après l'instauration de l'état d'urgence en Pologne, et alors que le P.C.T. avait, depuis le début de la crise dans ce pays, exigé des mesures de la plus grande fermeté contre le mouvement des travailleurs polonais.

PATRICK JARREAU.



Au Tchad

M. HISSÈNE HABRÉ PREND LA TÊTE D'UN « CONSEIL D'ÉTAT PROVISOIRE »

N'Djamena (A.F.P.). — Un « conseil d'Etat », chargé d'assurer provisoirement la direction du pays avant la formation d'un gouvernement définitif a été créé, jeudi 19 juin, à N'Djamena, par M. Hissène Habré, président du Conseil de commandement des forces armées du Nord (C.C.F.A.N.)

Présidé par M. Habré, qui devient chef de l'Etat, le conseil d'Etat compte dix-huit membres (commissaires), et douze vice-commissaires, chargés des différents départements ministériels.

Les principaux membres du conseil d'Etat sont des proches collaborateurs de M. Habré.

Affaires étrangères : M. Idriss Miskine (vice-président du C.C.F.A.N.) ; défense nationale : capitaine Gouara Lassou ; intérieur et sécurité : M. Tahar Guinassou ; justice : M. Mahamat Saleh Kaka ; économie et commerce : M. Ali Salim ; finances : M. Mahamat Nour Abderamane.

M. Habré a affirmé que « des circonstances exceptionnelles » expliquent et justifient la création du conseil d'Etat, qui disparaîtra lorsqu'un gouvernement sera formé.

● Les comités de lutte contre la répression au Maroc organisent lundi 21 juin, de 20 heures à 23 heures, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris, une manifestation à l'occasion de l'anniversaire des événements du 20 juin 1981, à Casablanca, avec la participation du chanteur El Maghrebi, et en présence des avocats qui ont effectué des missions au Maroc. La soirée sera placée sous le signe de la solidarité avec les peuples libanais et palestinien.

LES SYNDICATS ET LES MESURES GOUVERNEMENTALES

M. MAIRE : sauvegarder le pouvoir d'achat des bas salaires
M. BERGERON : éviter un dépérissement du contrat collectif

M. Edmond Maire a lancé, le 21 juin, un appel au gouvernement « pour obtenir la sauvegarde du pouvoir d'achat des plus bas salaires (...). Si les salariés du bas de l'échelle devaient maintenant payer la note par une réduction de leur pouvoir d'achat, il s'agirait alors à la fois d'une incohérence et d'une injustice. » Pour le secrétaire général de la C.F.D.T., le gouvernement « doit proportionner l'effort demandé aux revenus de chacun, poursuivre l'amélioration de 4 à 5 % du pouvoir d'achat du SMIC promise pour l'année 1982, garantir le pouvoir d'achat des bas salaires, y compris dans les quatre mois à venir. »

Récusant une intervention législative qui porterait atteinte à la politique contractuelle et laisserait « libre jeu » aux augmentations individuelles, M. Maire se prononce pour un « appel au sens des responsabilités, à l'autodiscipline des travailleurs ». Il

Dans la lettre à M. Mitterrand, M. Bergeron attire son attention « sur le fait que les accords actuellement en cours d'application, et qui vont être suspendus, prévoyaient des revalorisations de rémunération couvrant les hausses de prix intervenues au cours des mois précédents. De ce fait, les salariés subiront le blocage de leurs traitements durant une période pouvant être de six, sept, huit mois ou plus ». Hostile à une loi qui remettrait en cause celle du 11 février 1950 sur les libertés de négociations et risquerait « d'engendrer un dépérissement du contrat collectif », le secrétaire général de F.O., estime que l'objectif du gouvernement « peut être davantage atteint par la persuasion, les limites à ne pas dépasser, le simple maintien du pouvoir d'achat, étant, je crois, admises par l'opinion publique ».

Le général Massu raconte la visite de de Gaulle à Baden-Baden en mai 1968

Dans un einterview diffusée le 21 juin par l'A.F.P., le général Jacques Massu, ancien commandant en chef des Forces françaises en Allemagne, donne, pour la première fois, diverses précisions sur le voyage du général de Gaulle à Baden-Baden, le 29 mai 1968, et confirme à ce sujet les Mémoires de Georges Pompidou (le Monde du 13-14 juin). Il déclare notamment : « En débarquant à Baden-Baden le général de Gaulle m'a dit : « Massu, tout » est foutu. » Il ne paraissait pas être dans son état normal. M. Pompidou a écrit, dans ses mémoires qui viennent de paraître, qu'il avait eu une crise de découragement. C'est vrai. C'était un homme fatigué. Il avait un passage à vide, il avait un « break » (...). Contrairement à tout ce qui a été dit et répété par tous, depuis quatorze ans, contrairement à la version officielle, le général de Gaulle n'est pas venu à Baden pour s'enquérir de la fidélité à la République des troupes françaises en Allemagne. La preuve en est qu'il ne m'a rien demandé à ce sujet. Les forces françaises d'Allemagne n'ont même pas été évoquées au cours de notre conversation, qui s'est déroulée dans le bureau de ma résidence et qui a duré environ deux heures. Je tiens à préciser que nous étions en tête à tête, que ni le général Buis — comme on vient de le raconter — ni aucun autre témoin civil ou militaire de quelque grade que ce soit n'était là. Par conséquent, hormis moi-même, nul n'est et ne sera jamais qualifié pour rapporter les détails de cette conversation.

» A la vérité, le général de Gaulle avait choisi le retrait. Il n'était pas venu, bien sûr, à Baden, pour bavarder avec moi. Il n'était pas venu pour y passer deux heures. Il était venu pour se reposer. Il était venu pour y rester, au moins quelque temps (...).

» M. Pompidou a écrit que j'avais réussi à modifier la détermination du Général. C'est exact puisque de Gaulle, après m'avoir écouté, a décidé de revenir en France. Ne m'interrogez pas sur la teneur même de mon entretien avec le président de la République. Je ne vous dirai pas ce que je lui ai dit. Mon objectif était de le renvoyer à Paris. Il a été atteint. Vous savez, j'avais mon franc-parler avec de Gaulle. »

Le général Massu regrette la publication des Mémoires de l'ancien président de la République, sur cette journée de de Gaulle à Baden-Baden : « A la place de Mme Pompidou, déclare-t-il, je n'aurais rien divulgué sur cette journée de Baden, et je suis sûr que, si Pompidou avait vécu, il aurait gardé le silence. »



Sur le marché des changes LE DOLLAR A PRÈS DE 6,90 F

L'ascension du dollar a repris sur tous les marchés des changes, le cours de la monnaie américaine passant de 2,4550 DM à 2,49 DM à Francfort et battant à nouveau tous ses records à Paris : le « billet vert » y a fait un véritable bond, s'élevant de 6,80 F à près de 6,90 F.

Cette hausse, que les banques centrales tentent en vain de freiner, est due à la perspective d'un nouveau raffermissement des taux d'intérêt aux Etats-Unis, où la masse monétaire a augmenté de 1,5 milliard de dollars au cours de la semaine se terminant le 9 juin. Cette augmentation, du même ordre que celle de la semaine précédente, est très inquiétante dans la mesure où ladite masse aurait dû diminuer en juin pour compenser le très fort accroissement qu'elle devrait connaître en juillet à l'occasion du versement trimestriel des pensions et de la réduction d'impôt acquise au début du mois.

Nul ne sait quelle va être l'attitude des autorités monétaires américaines, pour lesquelles la masse monétaire progresse trop vite, et qui seraient tentées de maintenir leur politique restrictive en dépit du ralentissement de l'inflation et de la récession en cours.

A Paris, la Banque de France a poursuivi sa politique de baisse des taux en diminuant à nouveau de 1/8 % son taux d'intervention sur le marché monétaire, qui revient à 15 3/4 %.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a accentué son fléchissement en passant au-dessous de la barre des 300 dollars l'once.

M. RALITE ANNONCE UNE CONCERTATION NATIONALE SUR LE CANCER

M. Jack Ralite, ministre de la santé, a annoncé, ce lundi 21 juin, le lancement d'une concertation nationale sur le cancer. Cette concertation, qui portera notamment sur la politique des soins, sur celle de la recherche, sur les inégalités des risques « et tout particulièrement sur les cancers professionnels » s'achèvera dans le courant du mois de décembre.

Les diverses contributions seront réunies à l'échelon régional puis national. La Ligue nationale française contre le cancer sera associée à cette manifestation. La mise en place de cette concertation fait suite à la création, en janvier dernier, d'un groupe de réflexion sur le cancer animé par le docteur Jean-Claude Salomon. M. Ralite a aussi annoncé que deux mesures seraient prochainement prises : le droit au travail dans la fonction publique et la possibilité de souscrire une assurance-décès pour les anciens cancéreux guéris.

Le ministre a enfin confirmé la prochaine modification de l'ordonnance de 1945 qui a créé les centres de lutte contre le cancer.

J.-Y. N.

SIX ÉLECTIONS MUNICIPALES

AIN : Oyonnax (2e tour)

Inscr., 10 788 ; vot., 833 ; suffr. expr., 731. M. René Celle, P.C., 731 voix, ELU.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal où le siège d'un conseiller démissionnaire était vacant, avant d'élire le successeur de M. Guy Chavanne (P.C.) à la tête de la municipalité. Celui-ci s'est, en effet, démis de ses fonctions de maire pour raisons professionnelles mais conserve son mandat de conseiller municipal. M. Celle n'avait pas recueilli, au premier tour, un nombre de voix au moins égal au quart de celui des inscrits. Il avait obtenu 816 voix sur 1 637 votants pour 10 793 inscrits.]

EURE : Brionne (1er tour)

Inscr., 3 047 ; vot., 1 980 ; suffr. expr., 1 936. Liste d'union de la gauche : MM. François Loncle, député P.S., 961 voix, Gérard Grimault, P.C., 939. Liste U.D.F. : M. Philippe Lebel, 931 voix, Mme Christiane Merval, 916. Liste écologiste : MM. Dominique Belhache, 77 voix, Dominique Cahue, 76. Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir deux sièges vacants à la suite du décès du maire, Georges Bauvain (M.R.G.), et de la démission d'un conseiller municipal. Au premier tour des élections municipales de mars 1977, la liste d'union de la gauche avait recueilli de 1 179 à 1 404 voix et avait eu dix-neuf élus. La liste de la majorité avait alors obtenu de 950 à 1 165 voix mais n'avait eu aucun élu. Il y avait eu 2 466 votants et 2 348 suffrages exprimés pour 2 912 inscrits.]

EURE : Saint-Marcel (1er tour)

Inscr., 2 561 ; vot., 1 208 ; suffr. expr., 1 175. Mme Adrienne Marand, mod., 772 voix, ELUE. MM. Gérard Buch, P.S., sout. P.C., 287 ; Martial Chevallier, sans étiq., 116.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant à la suite de la décision prise par M. Roger Gambu (mod.) de se démettre de ses fonctions de maire. Candidat malheureux aux élections cantonales, celui-ci avait estimé que ses deux adjoints, par leurs critiques à son égard pendant la campagne électorale, avaient rompu la solidarité municipale. Mme Marand, se réclamant d'une liste démocratique d'action sociale, était soutenue par M. Gambu.]

PAS-DE-CALAIS : Bapaume (1er tour)

Inscr., 2 225 ; vot., 1 688 ; suffr. expr., 1 652. M. Jean-Paul Delevoye, R.P.R., 880 voix, ELU. M. Jean-Pierre Defontaine (M.R.G.), député du Pas-de-Calais, 772.

[Il s'agissait de pourvoir le siège devenu vacant depuis le décès du maire, Henri Guidet, ex-P.S., dont la liste de défense des intérêts communaux avait enlevé au premier tour, en 1977, tous les sièges du conseil municipal, avec 1 099 voix de moyenne de liste contre 816 à la liste d'union de la gauche, conduite par M. Roland Roche (P.S.). Il y avait eu alors 1 923 votants et 1 848 suffrages exprimés pour 2 288 électeurs inscrits.]

VAR : Six-Fours-les-Plages (2e tour)

Inscr., 18 110 ; vot., 10 155 ; suffr. expr., 9 954. Liste « pour assurer la continuation de l'œuvre du docteur Baptiste » : Mme Lydia Rey, 6 510 voix, M. Jean-Claude Mauro, 6 509, ELUS. Liste du P.S. : M. Alain Bombard, cons. gén., ancien secrét. d'Etat, 3 453. Liste du P.C. : M. Serge Maccio, 3 363.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de deux élus décédés, le maire, Antoine Baptiste (s. étiq.) et un conseiller, Joseph Gonzalès (s. étiq.). Au premier tour les résultats avaient été les suivants : inscr., 18 110 ; vot., 9 507 ; suffr. expr., 9 346. Liste « pour assurer la continuation de l'œuvre du docteur Baptiste » : Mme Rey, 3 662 voix ; M. Mauro, 3 616. Liste R.P.R.-U.D.F. : Mme Mogneron, 2 878, l'amiral François Flohic, ancien aide de camp du général de Gaulle, 2 756. Liste P.S. : MM. Bombard, 2 715, Bourlier, 2 711. Liste P.C. : MM. Maccio, 757, Morsaini, 752. A la suite du retrait de la liste R.P.R.-U.D.F., le P.S. et le P.C. avaient décidé de ne maintenir chacun qu'un candidat.]

BAS-RHIN : Huttenheim (1er tour)

Inscr., 1 ... ; vot., 795 ; suffr. expr., 732. M. Jean-Paul Bappert, sans étiq., 400 voix, ELU. M. André Barthelmebs, sans étiq., 332.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès du maire, Louis Wiedemann, R.P.R.]

